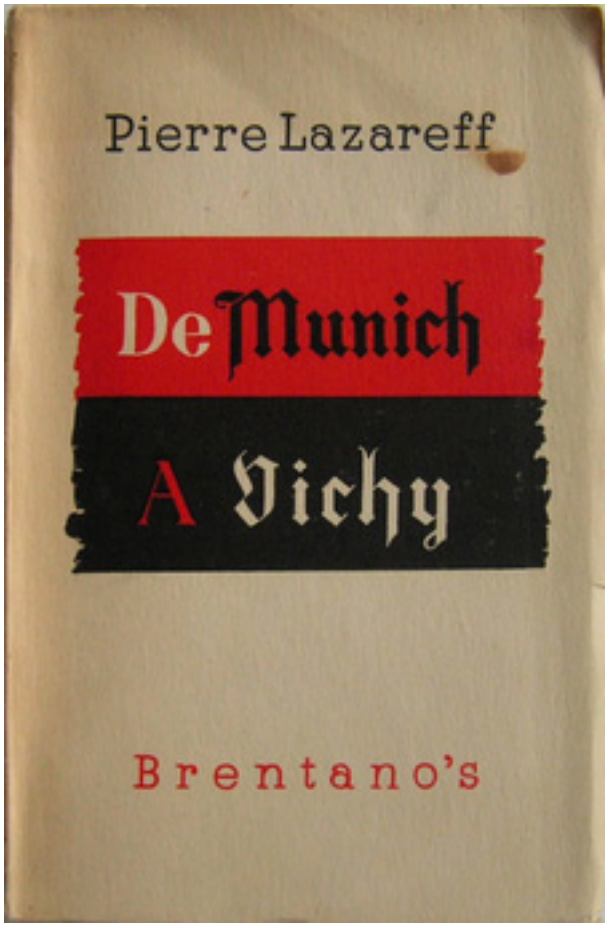
Pierre Lazareff
De Munich
A Vichy
Brentano's

DE MUNICH À VICHY

PIERRE LAZAREFF

DE MUNICH
À VICHY

BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

BRENTANO'S
NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

		Page
CHAPITRE	I — Mort de l'Autriche	9
CHAPITRE	II — « Durs » et « Mous »	29
CHAPITRE	III — Le chemin de Munich (Notes de mon carnet)	47
CHAPITRE	IV — « Pendant l'entr'acte »	73
CHAPITRE	V — Cherchez la femme	99
CHAPITRE	VI — Satan conduit le bal	121
CHAPITRE	VII — Les derniers instants de la paix	141
CHAPITRE	VIII — La guerre qui n'ose pas dire son nom (Notes dans mon carnet)	169
CHAPITRE	IX — Les chutes de Daladier (Notes sur mon carnet)	193
CHAPITRE	X — Quand éclata la « Blitzkrieg »	217
CHAPITRE	XI — Images de la Blitzkrieg	243
CHAPITRE	XII — Le chemin de la défaite (Images de la Blitzkrieg — suite)	267
CHAPITRE	XIII — Au bord de l'abîme (Images de la Blitzkrieg — suite)	287
CHAPITRE	XIV — La chute (15-19 juin 1941)	311
ÉPILOGUE		351

Copyright 1944 by
BRENTANO'S, INC.
586 Fifth Avenue
New York 20, N. Y.

"Copyright under the Articles of the Copyright Conventions
of the Pan-American Republics and the United States"

L'auteur dans le premier volume de ses souvenirs [1], *a décrit, tour à tour, la vie des journaux et des hommes politiques qui dirigèrent l'opinion française de 1928 à 1938, ou exercèrent leur influence sur elle. Il a montré comment des puissances étrangères — et notamment l'Allemagne nazie — avaient, avec habileté, su diviser l'opinion publique, pour tirer parti de ces divisions.*

Dans le Paris d'avant-guerre, l'auteur avait rencontré en 1930 un jeune Allemand nommé Otto Abetz, artisan d'un rapprochement entre la France et l'Allemagne. Peu à peu, Otto Abetz devint un agent du Parti nazi et mit son intelligence, son entregent et ses relations au service de la cause hitlérienne. C'est lui qui, avec une habileté diabolique créa en France la Cinquième Colonne.

L'auteur révèle les secrets de l'affaire Stavitsky et du meurtre du Conseiller Prince, raconte comment fut fomentée l'insurrection du 6 février 1934, montre les hommes du Front Populaire au pouvoir, fait assister les lecteurs aux émeutes de Clichy, feuillette

---

[1] DERNIERE EDITION. 1 volume. Brentano's, New York ; Valiquette, Montréal, $1.50.

le dossier secret des Cagoulards, explique les manœuvres qui amenèrent la France à accepter la remobilisation de la Rhénanie ...

Secrétaire Général et Directeur des Services de Rédaction du grand quotidien français, PARIS-SOIR, Pierre Lazareff est parti de Paris juste avant l'entrée des armées nazies. Il est maintenant aux Etats-Unis. Il consacre son second livre de Souvenirs sur la France à la période de guerre, qui commença d'une façon non sanglante par l'Anschluss et qui s'est transformée en un conflit mondial, le plus vaste et le plus meurtrier sans doute de l'Histoire.

CHAPITRE I

MORT DE L'AUTRICHE

Depuis plus d'une demi-heure, la barque dans laquelle j'avais pris place se balançait lentement sur le lac de Saint-Gilliguen. Autour de nous, dans la nuit, des chants tour à tour sentimentaux et patriotiques s'élevaient d'autres embarcations illuminées de lampions multicolores.

— Ça va durer encore longtemps comme cela ? demandai-je à mon batelier.

— Possible, me répondit-il avec un petit rire, Schussnigg doit être furieux qu'on le réveille. Il devrait pourtant profiter de cette aubade : c'est sans doute la dernière que les paysans autrichiens lui offrent.

A ce moment précis, une petite lumière apparut trouant la façade grise de la villa du Chancelier. Une main souleva un rideau de tulle et on devina plus qu'on ne vit derrière la vitre, un homme grand et maigre près duquel se tenait un enfant. L'homme agita sa main en un geste de remerciement.

Aussitôt, des barques quelques cris montèrent :

— Heil, Schussnigg ; heil, Schussnigg ! !

Mais déjà le rideau de tulle était retombé et la lumière s'était éteinte.

— Pauvres gens, fis-je, ça n'a pas été chaud, chaud... Ils vont être bien désillusionnés.

— Bah ! fit mon batelier, ils sont habitués aux désillusions. Ils sont encore quelques milliers comme cela dans le pays qui s'accrochent à des apparitions. Mais vous avez pu constater vous-même que les fantômes qu'ils acclament ont renoncé à leur donner l'illusion de la vie. Schussnigg n'ose pas ouvrir la fenêtre pour saluer ses partisans. Il a peur...

— D'un attentat ?

— Pensez-vous, pas même. On tue un Dollfuss, pas un Schussnigg ! Il a peur de s'apercevoir qu'il n'y a qu'une trentaine de barques cette année-là quand il y en avait cent l'année dernière. Il a peur d'être obligé de parler, il a peur de prendre contact avec la foule sur laquelle il ne peut avoir un peu d'ascendant qu'en dirigeant le pays de son bureau, loin des réalités.

Quand je revins dans la petite hostellerie où je logeais (en face de la fameuse « Auberge du Cheval Blanc », rendue célèbre par l'opérette du même nom) je racontai l'étrange scène à un journaliste viennois qui, comme moi, passait là ses vacances.

« On n'a pas idée non plus, me dit-il, de se faire conduire à la manifestation patriotique « spontanée » donnée pour l'anniversaire de la prise de pouvoir du Chancelier Schussnigg, dans une barque conduite par le chef régional de la Gestapo. »

Il m'expliqua :

— Quand je vis cet homme venir vous proposer d'assister à ce spectacle nocturne, je me suis douté

par avance *qu'il avait reçu l'ordre* de vous amener là-bas parce que vous étiez un journaliste étranger et qu'il devait vous impressionner. L'Autriche, cher Monsieur, est hélas ! entièrement minée par des individus de ce genre.

Pour le touriste, l'Autriche, en ces jours d'été 1937, avait perdu le visage famélique et désespéré qu'on lui avait connu après la guerre. Salzbourg, pendant le festival de musique, était le rendez-vous joyeux de la plus brillante société cosmopolite. Les millionnaires d'Amérique et d'Europe se promenaient du matin au soir, déguisés en paysans et paysannes du Salzkamergoutt pour se donner l'illusion — malgré leur rouge à lèvres ou leurs fume-cigarettes d'or, leurs cocktails ou leurs Rolls-Royce — d'un retour à la vie saine des champs et des montagnes. Toutes les tavernes d'Innsbruck d'une aube à l'autre retentissaient de cris joyeux et de stridentes «tyroliennes». Chaque auberge de village refusait des clients. A Vienne, dans les jardins ombragés et embaumés où l'on sert le vin nouveau, au son d'orchestres capiteux, la foule se pressait pour boire, danser et rire.

A Saint-Gilliguen même où je m'étais arrêté, au bord d'un lac de conte de fées, il n'était question que de jeux et de fêtes. Les conversations roulaient beaucoup plus sur l'emploi du temps de Marlene Dietrich (qui passait ses vacances dans un chalet voisin avec son mari, sa fille, Douglas Fairbanks, Jr. et une amie russe) que sur Hitler et sur Schussnigg. Et pourtant, c'est dans ce village que le Chancelier d'Autriche venait quinze jours par an chercher le repos, à quelques kilomètres à vol d'oiseau des Alpes bava-

roises où le Führer préparait, dans son nid d'aigle, le plan de ses conquêtes...

Mon ami le journaliste viennois me présenta, au cours d'une promenade, au secrétaire particulier de Schussnigg. C'était un homme déjà âgé, à l'aspect sévère et triste, théologien par goût, qui ne s'occupait de politique que par nécessité.

— Monsieur, me dit-il, je vous arrangerai, si vous le voulez, une entrevue avec M. Schussnigg, mais il ne pourra vous faire que des déclarations officielles qui ne vous apprendront rien. Je peux vous dire, moi, que nous défendrons notre indépendance jusqu'au bout, car nous savons que la majorité du pays veut garder sa liberté.

— J'étais très ému en traversant l'Autriche, le jour anniversaire de la mort du Chancelier Dollfuss, de voir, à travers les villes et les villages, toutes les maisons en deuil avec ces draps noirs étendus à leurs fenêtres et devant chaque porte, au milieu de fleurs, le portrait du Chancelier assassiné.

— Oui, Monsieur, je comprends que vous ayez été ému. Vous l'auriez été beaucoup plus si vous aviez su que même les gens de gauche contre lesquels Dullfuss lutta toute sa vie lui accordent, maintenant qu'il est devenu une figure symbolique, ce souvenir de piété reconnaissante. Et pourtant, je ne vois pas comment nous éviterons l'Anschluss...

— En vous battant, en appelant à l'aide.

— En nous battant avec quoi ? En appelant à l'aide, qui ? Vous avez réconcilié l'Allemagne et l'Italie, nos deux puissants voisins. Nous n'ignorons pas que nous sommes le prix de cette réconciliation

et que le Duce n'enverra plus d'armées sur le Brenner pour interdire aux troupes nazies l'accès de notre malheureuse patrie. Qui nous aidera ? Hitler a remilitarisé la Rhénanie et vous n'avez rien fait, vous, les Français, directement menacés, alors que les Polonais et les Belges vous avaient fait savoir qu'ils soutiendraient toute action que vous jugeriez utile. Pourquoi vous porteriez-vous maintenant à notre secours ? Et par où ? Notre peuple qui, plus qu'aucun autre, a le goût du bonheur, a supporté pendant des années la faim et l'injustice parce qu'il espérait. Mais si on lui enlève même l'espoir...

Le journaliste viennois intervint :

— Ce que je voudrais surtout que vous montriez à Monsieur Lazareff, c'est le travail intérieur des nazis.

— Je n'aurai pas beaucoup de mal — les nazis se sont introduits partout, partout. « Avec l'Anschluss, disent-ils, l'Autriche deviendra la région favorisée d'un grand et puissant pays. Vous aurez à manger, vous ne serez plus jamais méprisés. Non seulement vous ferez partie de la grande famille allemande, mais vous y serez particulièrement choyés puisque notre Führer est autrichien comme vous. » Ajoutez à cela les promesses précises faites à ceux qui consentent à trahir...

— La propagande nazie est la même partout.

— Certes, Hitler a envoyé beaucoup d'agents et dépensé des sommes énormes, mais c'est le reste de l'Europe qui sert le mieux la cause allemande. Vous autres les touristes, qui traversez notre pays en passant, quelles paroles d'espoir versez-vous dans

l'oreille des Autrichiens ? Vous les considérez comme les charmants figurants d'une revue à grand spectacle ou comme les représentants d'un âge révolu. Vous leur cachez à peine que vous voulez profiter des derniers beaux jours de l'Autriche libre. Mais chaque Autrichien peut constater que vous avez tous peur d'Hitler...

— Vous-même semblez considérer l'Anchluss comme inévitable.

— Nous ferons tout pour l'éviter... Notre Chancelier et ceux qui l'entourent en ce moment tenteront l'impossible. Si M. Schussnigg n'est pas un grand orateur, un tribun populaire, il s'impose par sa force morale. Et il est opiniâtre.

La conquête de l'Autriche par l'intérieur, que le traité germano-autrichien d'union douanière signé en juillet 1936 devait permettre, était une méthode si lente qu'il était possible de contrecarrer les projets d'Hitler. J'avais interrogé beaucoup d'Autrichiens de toutes les classes ; certes, la plupart étaient découragés d'agir, mais ils espéraient le miracle qui les sauverait.

Le secrétaire du Chancelier Schussnigg à Vienne, quinze jours après notre conversation de Saint-Gilliguen, me déclara :

— Quand vous rentrerez en France, dites bien que si l'on pense que l'Autriche peut jouer encore un rôle en Europe, il est nécessaire que la France et l'Angleterre essayent de ramener l'Italie dans leur jeu.

Cette phrase et quelques autres entendues au cours de visites à des hommes politiques (entre autres au

Prince Stahrenbergh [1] et à M. Guido Zernato, Ministre de l'Intérieur) m'avaient fait comprendre que l'attitude de Mussolini restait dubitative et que l'opposition tenace de Schussnigg était encouragée secrètement par Rome.

Hélas, je ne trouvai pas beaucoup d'oreilles pour m'entendre en France. On pensait à bien d'autres choses. Le franc flottant institué par Georges Bonnet avait amené une nouvelle fuite des capitaux. Les passions sociales ne s'apaisaient point et, pour les gouvernements de gauche, l'Italie restait un ennemi irréductible avec lequel il était même dangereux de prendre contact.

M. Violette, Ministre d'Etat du Cabinet Chautemps, que je rencontrai au cours d'un dîner, me dit textuellement :

— Il est plus dangereux pour la France de faire des bassesses au gouvernement fasciste que d'accepter « le protectorat » d'Hitler sur l'Autriche (sic).

Je rencontrai aussi M. Yvon Delbos, Ministre des Affaires Etrangères. C'était un homme de bonne volonté.

— Avant tout, mon devoir est de maintenir la paix, la paix à tout prix, me dit-il avec son accent méridional. Chaque complication évitée, c'est du temps gagné pour la paix. Vous me dites : « Si vous vous opposez à l'Anschluss, Hitler aura peur et il y renoncera. » Et s'il n'a pas peur, ah ! le risque est

[1] On disait à Vienne où on a toujours de l'esprit, en parlant du Prince Stahrenberg : « C'est un très honnête homme. On ne peut pas lui reprocher d'avoir changé d'attitude : il est resté exactement comme il était quand il avait 12 ans. »

trop grand. Il vaut mieux encore l'Anschluss que la guerre.

Quand Chamberlain se sépara d'Anthony Eden et annonça aux Communes que « si l'on sentait la nécessité de reprendre les négociations avec Rome, c'était absurde d'ajourner les efforts dans ce sens car le temps pressait », en France la gauche s'insurgea et la droite se réjouit. Mais ni la presse de gauche, ni celle de droite, n'expliqua ou ne réalisa les avantages et les désavantages de la résurrection du front de Stresa pour la politique française et pour le maintien de la paix.

Nous avions comme corespondant en Allemagne un homme qui connaissait à fond la subtile tactique nazie — Robert Lorette.[1] Il m'appela un matin au téléphone et m'annonça :

— Quoique toutes nos communications soient écoutées, je peux te dire que Hitler va précipiter les choses avec l'Autriche. Le moment est trop propice à la réalisation de ses projets pour qu'il hésite. Notre Ambassadeur, M. François Poncet, est au courant, il a averti le Quai d'Orsay.

Vingt-quatre heures plus tard, on apprenait que Schussnigg avait été demandé à Berschestgaden et l'extraordinaire scène qui s'était déroulée là-bas entre les deux hommes : le Führer, hurlant, menaçant son interlocuteur au cours d'une épuisante entrevue, lui laissant à peine le temps d'avaler un frugal repas, puis faisant entrer ses généraux pour mettre sous les

[1] C'était un Lorrain de la Lorraine annexée par l'Allemagne, mais qui avait fui jeune homme en France en 1914 pour combattre dans l'armée française.

yeux du Chancelier autrichien ses plans — minutieusement préparés — d'invasion et d'anéantissement. Et tout de suite après, les dépêches nous faisaient connaître la demi-soumission de Schussnigg, l'installation de l'agent nazi Seyss-Inquart au Ministère de l'Intérieur, l'annonce du plébiscite — manœuvre désespérée — et l'ultimatum d'Hitler.

Pendant ce temps, que faisait le gouvernement français ?

Il n'y avait pas de gouvernement français.

M. Camille Chautemps s'était courageusement arrangé pour donner sa démission dès qu'il avait senti qu'il lui faudrait prendre une attitude à l'égard de ces vertigineux événements. Il avait saisi un prétexte : demander au Parlement des pleins pouvoirs qu'il savait refusés d'avance. Et de peur d'être pris de court tant Hitler allait vite, il abandonnait le pouvoir avant même de connaître le résultat du vote des députés !

Le lendemain, je rencontrais M. César Campinchi qui avait été Ministre de la Justice de ce ministère Chautemps :

— Il vient de se passer quelque chose d'abominable, me dit-il les larmes aux yeux, Schussnigg, aux abois, a téléphoné à tous les gouvernements d'Europe pour demander de l'aide. Quand il obtint Londres il s'entendit répondre « Ici 10 Downing Street. Nous sommes désolés, mais ces Messieurs sont en week-end. » Quand il eut Paris à l'appareil, on lui répondit : « Excusez-nous, mon bon Monsieur, inutile de vous fatiguer à expliquer votre petite histoire, actuellement la France est démissionnaire ».

* * *

« L'Angleterre aurait-elle dû faire la guerre ? »

Cette phrase, M. Neville Chamberlain l'a lancée aux honorables M.P. qui s'indignaient que la Grande-Bretagne n'ait pas bougé quand l'ogre hitlérien dévora la petite Autriche.

Et dans sa concision, cette petite phrase fut assez éloquente pour apaiser les colères et mettre fin à la discussion. J'assistais pour la première fois à une réunion du Parlement anglais. Je sortis de là lourd et bourrelé d'inquiétude. M. Neville Chamberlain parlait comme Yvon Delbos.

La France était démissionnaire et l'Angleterre résolument décidée à ne pas recourir aux armes. L'U.R.S.S. était muette et la Société des Nations ne mettait pas même à son ordre du jour la disparition d'un Etat membre de l'Assemblée !

Je grognais tout haut :

— Hitler aurait bien tort de se gêner. Et je ne vois pas ce qui l'empêcherait de continuer.

Nous marchions à travers un épais brouillard, dans les rues de Londres. Mon compagnon, un confrère du DAILY EXPRESS, constata :

— La révolte, la fameuse révolte de l'opinion publique, seule, en effet, pourrait réveiller l'Europe. Mais, pauvre opinion publique, on la saoûle, on lui administre du narcotique, on la démolit, on l'endort si bien ! Tous les grands journaux, chez vous et chez nous, même les moins suspects d'affection pour Hitler, passent avec complaisance des photos où l'on voit les Autrichiens acclamer les troupes allemandes,

des reportages où, sous prétexte d'impartialité, on expose longuement la thèse nazie « L'Autriche est un pays allemand » et les commentaires les plus indépendants se bornent à encourager les gouvernements à tirer le meilleur parti de l'événement pour la paix du monde. Au fond la propagande du Docteur Goebbels est arrivée à faire se réjouir le monde parce qu'Hitler a réalisé sans guerre, en cinq ans, ce qu'il affirmait être le rêve de sa vie et qu'il menaçait d'imposer par la force de ses armes. C'est bien joué.

J'étais venu en Angleterre pour rencontrer les hommes politiques anglais qui collaboraient à la rubrique des « Libres Opinions » de PARIS-SOIR — MM. Winston Churchill, le Major Attlee et Anthony Eden. C'est celui-ci que je rencontrai le premier. Les photographies de M. Eden qui paraissent dans les journaux dénaturent son visage... du moins aux yeux des hommes. Il est vrai que M. Eden est élégant et beau. Mais son regard a quelque chose de brûlant qui révèle sa foi profonde, et de petites rides autour des yeux et de la bouche, trahissent son inquiétude. Ce regard et ces rides expliquent les remous de sa brillante carrière.

M. Eden me déclara qu'écrire dans les journaux, pour lui c'était un moyen de continuer la lutte. Ne se sentant plus libre d'agir selon sa conscience à l'intérieur du gouvernement, il estimait que son devoir était d'exposer publiquement ses idées et les résultats de son expérience.

— J'aime la France, dit M. Eden, je considère que l'alliance de nos deux pays est indispensable au

maintien et à l'existence même non seulement de l'Europe, mais du monde. Ce sont vos hommes politiques, vos diplomates, qui ont compris cela les premiers, mais j'ai toujours été surpris que les théories de M. Delcassé,[1] fondateur de l'Entente Cordiale, et de M. Cambon, votre Ambassadeur, qui cimenta cette Entente, soient si peu assimilées ; si mal interprétées chez nous, comme chez vous. Quelque chose me surprend plus encore, c'est que des deux côtés de la Manche, on ne fasse rien pour mieux se connaître et se comprendre. On laisse l'Allemagne et la Russie multiplier leurs efforts de propagande et nul ne pense jamais à expliquer l'Angleterre aux Français ou la France aux Anglais. C'est pourtant là une tâche urgente et indispensable.

Je disais un jour chez M. Eden :

— La politique anglaise souvent déconcerte les Français. Vous avouerez qu'il y a quelques raisons à cela.

Et on me répondit :

— Oui, nous savons, on se plaint sans cesse de « la perfide Albion ». On prête toujours à notre pays un grand machiavélisme politique et des idées de derrière la tête. Or, ce qu'il y a de terrible, c'est justement que la politique anglaise, du moins telle qu'on l'a pratiquée ces dernières années, se caractérise par le fait... qu'elle n'existe pas. Elle ne peut donc pas plus s'adapter aux événements que les événements

[1] Théophile Delcassé (1852-1923) fut un des plus grands Ministres des Affaires Etrangères français. C'est lui qui fut l'artisan de l'entente avec l'Angleterre, avec Paul Cambon qui resta 22 ans ambassadeur de France à Londres (1898-1920).

ne peuvent s'adapter à elle. « Wait and see » — c'est très joli. Encore faudrait-il fixer une limite à l'attente et agir dès qu'on a vu. Voyez-vous, Monsieur, on confond trop souvent la politique anglaise et la tradition anglaise. Or la tradition a paralysé l'action politique. Ce qu'on prend pour notre machiavélisme, c'est cette confusion entre la marche aveugle et obstinée de nos grands corps constitués sur les routes rigides tracées dans le Passé et les remous d'une opinion très évoluée, lente à s'émouvoir mais brutale dans ses réactions. Vous comprenez...

— Je crois.

— Il y a une politique traditionnelle du Foreign Office qui date d'avant Pitt et Disraeli, qui se poursuit obstinément en dépit des transformations de l'Europe et veut ignorer les grands courants sociaux. Il y a une politique de l'armée, une politique de la marine, une politique de l'Intelligence Service, politiques séculaires et qui ne tiennent aucun compte des réalités mouvantes. C'est cette armature rigide qui fait sans doute la force de la Grande-Bretagne, c'est elle aussi qui fait sa faiblesse car elle enlève toute souplesse à notre action. Quand le gouvernement qui est à la tête de notre pays ne réagit pas contre toutes ces politiques, — divergentes et souvent contradictoires, — et marche au contraire à leur remorque, vous ne pouvez pas nous comprendre puisque nous nous y perdons nous-mêmes.

Ce même son de cloche, je l'entendis le lendemain de la bouche d'un diplomate qui avait été longtemps en poste à Paris :

— C'est inouï, me dit-il, les hauts fonctionnaires

du Foreign Office sont à encadrer, que dis-je, à empailler ! Le Secrétaire d'Etat permanent, Sir Robert Vansittart, vient de me dire qu'Hitler n'existe pas. « Oui, tout simplement, il n'existe pas, m'a-t-il affirmé sans rire, c'est un incident allemand, ni plus ni moins important que Frédéric de Prusse, Bismarck, Guillaume II ou Stressemann ». Sir Robert Vansittart ne veut pas voir le problème européen en fonction de cet incident passager. Je lui ai fait observer qu'on ne pouvait faire abstraction des grands mouvements d'idées. Alors il a vertement répliqué qu'on disait déjà cela au temps de Napoléon et qu'heureusement pour l'Angleterre, elle n'avait jamais considéré l'Empereur autrement que comme un incident français. « Napoléon, m'a dit Sir Robert Vansittart, a conquis de nombreux pays et à un moment il a pu même modeler l'Europe continentale à sa façon. Mais nous savons, nous autres Anglais, que tout incident a un commencement, un développement et une fin. Lénine et Staline sont, de la même façon, des incidents purement russes quoique le communisme se proclame une doctrine internationale.

Mon interlocuteur conclut :

— Le Foreign Office ne veut pas s'occuper de ce qu'il considère comme des balivernes. Pour lui, il y a un problème allemand, un problème russe, un problème français, tout à fait en dehors de ce que peuvent être et faire les hommes qui s'agitent provisoirement à la tête de ces pays. Il suffit d'avoir de la patience et de ne pas trop s'émouvoir et ces incidents se ramènent eux-mêmes à leurs justes proportions territoriales.

— C'est très joli, mais même si c'est vrai, ça peut être momentanément dangereux.

— Je suis de votre avis, mais pour le Foreign Office « il y aura toujours une Angleterre » ainsi que dit la chanson. Alors il travaille pour l'Eternité.

Mon diplomate me raconta comment il avait été plusieurs fois, dans sa carrière, contrecarré par l'Intelligence Service qui, tout comme le Foreign Office, obéit à travers les siècles à des principes immuables :

— Allez faire comprendre à l'Intelligence Service que nos intérêts sont liés à ceux de la France et opposés à ceux de l'Allemagne. Il vous répondra avec un sourire : « C'est vrai aujourd'hui, ce sera peut-être faux demain et l'Intelligence Service ne doit pas être influencé par ces petites considérations. » Quand la France s'étonnait par exemple de voir les Anglais susciter des complots contre elle en Syrie et qu'elle en accusait le gouvernement anglais, celui-ci non seulement en était innocent mais il en était furieux. C'est l'Intelligence Service qui poursuivait son jeu traditionnel...

Ces conversations m'ayant éclairé sur l'apparente duplicité de la politique anglaise, j'en parlais au Major Attlee qui était à cette époque leader parlementaire du parti travailliste. Le Major Attlee tient à la fois, par son apparence physique et par ses propos, de l'officier et du prédicateur. L'idéologie à laquelle il est attaché lui sert de mystique et de règle absolue de vie. Les valeurs morales passent pour lui avant les valeurs humaines et les théories avant les faits.

— Il est exact, me déclara-t-il, que nous souf-

frons du conservatisme étroit de nos institutions, mais ce conservatisme, dans ce qu'il a de purement désintéressé et d'authentiquement anglais, nous préserve cependant de ces aventures dans lesquelles nous pourrions être entraînés pour soutenir les intérêts immédiats des classes qu'on s'obstine à appeler « dirigeantes ». En ce qui nous concerne, désireux avant tout d'améliorer le sort des travailleurs, nous sommes attachés à la paix extérieure et à la lutte sociale à l'intérieur.

— Le pacifisme sous M. Hitler amène pourtant — sur le plan international — les organisations ouvrières pacifistes de nos pays à travailler dans le même sens et la main dans la main avec les pires réactionnaires.

— C'est pour cela que nous n'attachons aucune foi aux accords bilatéraux, me dit le Major Attlee. C'est pour cela que nous sommes fidèles à la sécurité collective et à la Société des Nations.

— Encore faudrait-il que la Société des Nations tonctionne et que les pactes de sécurité collective fussent respectés.

M. Attlee m'expliqua longuement qu'une faillite de la Société des Nations amènerait les travailleurs anglais à une telle défiance du reste de l'Europe entière que seule une politique qui maintiendrait la Grande-Bretagne hors de tout conflit s'imposerait alors aux masses prolétariennes du Royaume-Uni. Le socialisme international anglais aboutissait ainsi par un tour imprévu à une position d'isolationisme forcené.

— Que voulez-vous, ajouta le Major Attlee, Léon

Blum pour qui j'ai le plus grand respect et la plus profonde affection est en train, au moment où nous parlons, de former un nouveau Ministère. Il a appris maintenant qu'un gouvernement socialiste avec un parlement qui n'est pas entièrement socialiste est voué de toute façon à l'échec. Ou comme cela est arrivé chez nous avec M. Ramsay MacDonald il cesse d'être socialiste et alors il commet un véritable abus de confiance ou, comme chez vous, il doit composer avec les parties adverses. M. Léon Blum maintenant voudrait inclure dans son gouvernement, afin de lui donner de la force, les communistes et les gens de droite, mais ni les communistes ni les gens de droite ne consentiront à donner aux socialistes le bénéfice de leur collaboration avec pour unique récompense le « bien du pays ». Tenez, Monsieur, la seule expérience socialiste qui est en train de réussir de notre temps, elle a pour cadre le pays le plus capitaliste au monde : c'est l'expérience du New Deal que le Président Roosevelt fait triompher aux Etats-Unis.

Et là-dessus, le Major Attlee me fit un long exposé de politique intérieure.

* * *

— Ils sont fous, ils sont tous fous, s'écria M. Winston Churchill, avec leurs petites préoccupations de partis ! Ils ne voient donc pas que tout notre avenir est conditionné par la disparition de la menace hitlérienne. Pas de repos, pas de tranquillité sociale, aucune possibilité d'évolution tant que ce danger subsiste car c'est notre civilisation même qui

est en jeu. Ils sont fous. Je déteste les communistes mais je me demande en quoi cela m'empêche de me déclarer partisan de l'alliance avec les soviets. Je n'aime pas le fascisme mais je regrette qu'on n'ait pas su jouer avec Mussolini un jeu serré dans les semaines qui viennent de s'écouler, car la seule préoccupation d'Hitler concernant l'Anschluss, c'était l'attitude de Rome. Ce n'est pas pour rien que le Führer a dépêché rapidement ses colonnes d'invasion jusqu'au Brenner, ni qu'il a envoyé un message personnel si pressant et si chaleureux au Duce. Naturellement, Mussolini devant la défection européenne, a accepté le fait accompli de l'Anschluss, et maintenant les deux hommes sont liés par ce crime.

Chaque fois que j'ai vu M. Winston Churchill (je devais le rencontrer plusieurs fois par la suite à Paris), je fus empoigné dès ses premiers mots. La chaleur humaine, l'impression de puissance, la sensation de sécurité qui se dégagent de cet homme sont difficilement traduisibles avec des mots. Tant d'autorité alliée à tant de bonhomie, le mélange de sincérité, d'humour, de brutalité et de finesse de ses propos lui confèrent une place à part parmi les hommes d'Etat.

— Vous avez chez vous, poursuivit ce jour-là Winston Churchill, des gens qui voient juste. Paul Reynaud, par exemple ; mais est-ce qu'il a assez d'étoffe, est-ce qu'il va avoir la force physique pour s'imposer ? Le moment est venu pour les démocraties de parler haut et fort et de ne plus perdre un seul pion dans la partie d'échecs qui est engagée. Autour de l'Allemagne vaincue, une chaîne avait été

tendue. Hitler en a coupé les maillons, le fou est en liberté. Il faut savoir si on veut le laisser tout saccager en se disant pour se consoler : « Bah ! il s'arrêtera bien quand il n'y aura plus rien à détruire. »

Et comme j'étais venu pour parler à M. Winston Churchill d'articles de presse, nous nous sommes mis à discuter journalisme et il évoqua ses souvenirs, me tenant sous le charme d'une conversation étincelante. Mais, chemin faisant et sans citer M. Neville Chamberlain, il eut des mots durs pour la « politique des boutiquiers ».

* * *

Je n'étais guère optimiste quand je rentrai d'Angleterre. Un rapide voyage en Hollande ne fut pas de nature à me donner des idées plus roses. Mon correspondant local m'avait amené à une réunion tenue par un certain Mussert qui dirigeait une cohorte de jeune gens habillés comme des SS, avec des chemises noires.

M. Mussert parlait de « la grande patrie allemande », levait le bras chaque fois qu'il prononçait le nom d'Hitler, tandis que des cris de *Heil ! Heil ! Heil !* sortaient en points d'exclamations de la poitrine de tous les assistants.

— Ils ne sont pas dangereux, me dit mon guide, « nos pro-nazis », juste une poignée d'exaltés, d'ailleurs tous appointés avec de l'argent de Berlin.

— On les laisse se réunir, bavarder, répandre des mots d'ordre dans les villes et les villages ?

— Mais oui, mais oui, pourquoi leur donner les

palmes de martyre ? leurs discours se heurtent au bon sens hollandais. Aux élections ils ont un nombre piteux de voix.

— C'est entendu, mais que font-ils dans la vie civile ?

— Je ne sais pas. Nous allons, si vous le voulez, leur demander.

La réunion terminée, mon collaborateur m'amena bavarder avec les nazis néerlandais.

— Je suis fonctionnaire au Ministère des Colonies, nous dit le premier que nous interrogeâmes.

— Je suis aussi fonctionnaire, mais dans l'administration municipale, nous déclara le second.

— Moi, dit le troisième, je suis éclusier.

— Je travaille dans la fabrique d'aviation Fokker, nous apprit le quatrième.

— Mon cher ami, fis-je à mon correspondant en quittant les hommes de Mussert, ces réponses ne vous ont-elles pas frappé ? L'Allemagne dispose dans vos administrations publiques, dans vos voies de communications vitales — les canaux, — dans vos usines d'aviation, d'agents stipendiés et vous ne trouvez pas cela dangereux ? Je souhaite que votre euphorie subsiste de longues années.

CHAPITRE II

« DURS » ET « MOUS »

— Nous passons trop d'articles des gens du Front Populaire, trop d'articles de socialistes, Lazareff. Plus personne ne veut la dictature de la casquette. Le pays vomit cette politique, il la vomit, je vous dis. Devant la menace étrangère, chacun sent la nécessité de refaire une France forte. Espacez dans les « Libres Opinions » les signatures de gens de gauche.

Jean Prouvost qui avait largement ouvert ses colonnes aux leaders socialistes ou socialisants quand il fallait soutenir la concurrence du journal communiste « CE SOIR », une fois de plus, flairait un changement de l'opinion et trouvait un prétexte pour excuser sa volte-face. Il était vrai que le Front Populaire avait du plomb dans l'aile. On commençait malgré tout à sentir la menace étrangère et les grèves qui avaient repris paralysaient l'industrie des armements et en particulier nos constructions aéronautiques, ce qui inquiétait profondément la plus grande partie de l'opinion. Le succès de Franco en Espagne s'affirmait : les nazis et les fascistes en réclamaient ouvertement la gloire tandis que les communistes accusaient Léon Blum d'avoir permis — par la politique

de « non-intervention » — l'écrasement de la République voisine.

Le second Ministère Léon Blum, constitué au lendemain de l'Anschluss, eut à peine un mois d'existence. Il se retira après que le Sénat lui eût refusé les pleins pouvoirs. Il n'y eut dans l'opinion publique que peu de réactions ; les masses ne prirent même pas la peine de pleurer leurs illusions perdues.

Le 13 avril 1938, Edouard Daladier forma le nouveau gouvernement. Il déclara en se présentant à la Chambre :

— *Un grand pays libre ne peut être sauvé que par lui-même. Le gouvernement de Défense Nationale qui se présente devant vous a décidé de personnifier cette volonté d'être sauvé.*

Après quatre ans de querelles intestines, après deux ans de Front Populaire, après cinq ans d'hitlérisme, la France se réveilla sentant souffler à ses portes l'ouragan nazi qui se déchaînait à propos des Sudètes et de la Tchécoslovaquie.

La même presse qui trois ans plus tôt, après le 6 février, appelait Daladier « le fusilleur » et affirmait que sa carrière s'était effondrée « dans la honte et dans le sang » saluait aujourd'hui son avènement comme celui d'un sauveur. D'abord, parce que la venue de Daladier, c'était Léon Blum écarté pour longtemps et l'enterrement définitif du Front Populaire. (On avait oublié que Daladier se promenait encore en 1935 Cours de Vincennes, au moment des élections, le poing levé, entre Léon Blum et Maurice Thorez.) Ensuite, Daladier qui depuis deux ans présidait silencieusement aux destinées de la Défense

Nationale, s'était fait une véritable popularité dans l'armée. Enfin, le bruit courait que le radical Daladier, accepté par cette Chambre de gauche en raison de son passé, était acquis aux idées « d'ordre et d'autorité » et avait même le goût du pouvoir personnel.

Je doutais de Daladier. Pour moi, il était resté l'homme de février 1936, celui qui avait fait preuve d'un tel manque de sang-froid avant l'émeute, d'un tel manque de courage pendant l'émeute, d'un tel manque de civisme après l'émeute. Comment pourrait-il, dans des circonstances qui s'avéraient encore plus difficiles et plus graves, tenir le gouvernail de la France ?

Edouard Daladier avait pris comme Ministre des Affaires Etrangères Georges Bonnet et comme Ministre de la Justice Paul Reynaud. Je les connaissais bien tous les deux. Georges Bonnet m'invita à déjeuner Place de la Madeleine, chez Carton.

— Daladier, un homme étrange, me déclara Georges Bonnet, difficile à connaître. S'il est populaire dans l'armée, c'est parce qu'il a constamment laissé faire et approuvé l'Etat-Major sans jamais contrecarrer ses plans. S'il est accepté par les socialistes et par la droite, c'est que les uns et les autres sont écartés du pouvoir pour des raisons de majorité parlementaire et qu'ils pensent les uns et les autres pouvoir gouverner par l'intermédiaire de cet homme hésitant et influençable. D'ailleurs Daladier est assez habile pour faire espérer aux uns et aux autres qu'il gouvernera, en effet, avec eux. De plus Daladier a l'apparence de la force. Il excellera à donner au pays — oublieux des mauvais jours — l'impres-

sion que la France elle-même est forte. Pour moi, ce que je redoute le plus, car nous sommes faibles, c'est que si ce pays peut être trompé, Hitler, lui ne le sera pas.

Ce jour-là, Georges Bonnet m'exprima sa doctrine qui ne me surprit guère, mais qui m'alarma. Je connaissais Georges Bonnet depuis longtemps. Jeune journaliste, je l'avais eu comme directeur au « Soir ». Il ne m'était pas antipathique mais quelque chose en lui me gênait. C'est qu'il était paradoxalement, au moral comme au physique, à la fois aigu et imprécis. Avec son long nez et son menton effilé, avec sa proéminente pomme d'Adam qui tressaillait, lorsqu'il parlait, dans la raideur d'un col blanc, empesé et impeccable, il aurait fallu un autre regard que celui de ses yeux bleu ciel qui n'arrivaient pas à vous fixer et qu'on avait du mal à fixer. Avec sa prédilection bergsonienne pour les idées pures, avec sa sincère ardeur pacifiste, il aurait fallu qu'il soit moins prudent, moins habile à se ménager des amitiés, à se dérober aux précisions embarrassantes et aux attitudes nettes.

— Ne faisons pas d'héroïsme, nous n'en sommes pas capables, me dit-il. Les Anglais ne nous suivront pas. C'est très joli de s'instituer le gendarme de l'Europe, mais encore faut-il avoir pour cela autre chose que des pistolets à amorces, des menottes en paille et des prisons en carton. En tant que Ministre des Affaires Etrangères, je suis résolu d'aller jusqu'au bout de mon rôle, qui est celui de trouver une solution avant que le Ministre de la Guerre soit obligé d'en prendre une. La France ne peut plus se

permettre une saignée comme celle de 1914. Notre démographie baisse tous les jours. Enfin, le Front Populaire a mis le pays dans un tel état qu'il doit sagement se préparer à une convalescence, une imprudence pourra lui être fatale.

Il me dit encore :

— Pourquoi voulons-nous être les derniers à reconnaître le fait accompli en Ethiopie, en Espagne. L'Angleterre vient de signer un gentleman-agreement avec l'Italie. Prague même a reconnu l'Empire italien.

J'en profitai pour l'interroger sur la question à l'ordre du jour, celle de la Tchécoslovaquie :

— Le 14 mars, deux jours après l'Anschluss, la fameuse ligne Maginot tchèque contournée, Léon Blum assure le Ministre de Tchécoslovaquie que « la France remplira les obligations de son traité avec Prague ». Dix jours plus tard, Neville Chamberlain déclare publiquement que l'Angleterre ne peut pas accepter de prendre l'engagement qu'elle interviendra à nos côtés en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie.

Je ripostais.

— L'Angleterre n'a pas d'engagements envers ce pays et M. Neville Chamberlain a pourtant ajouté très clairement : « Là où il s'agit de paix et de guerre les obligations juridiques ne sont pas seules en cause ; si la guerre éclatait, elle ne se confinerait pas à ceux qui ont assumé de telles obligations et il serait nettement dans la limite des probabilités que d'autres Etats que les parties du conflit initial y soient presque immédiatement entraînées.

— C'est exact, répondit Georges Bonnet. Mais quand on déclare qu'on n'est pas sûr de se battre mais qu'on se battra « peut-être quand même... » un homme comme Hitler comprend, croyez-moi, qu'on lui demande simplement de ne pas agir de façon à vous obliger à se battre contre lui. Je trouve d'ailleurs cette politique anglaise intelligente et sage.

Le lendemain, de très bonne heure, je voyais Paul Reynaud qui, levé à six heures du matin, était d'abord allé faire une promenade en bicyclette au Bois de Boulogne car il tenait beaucoup à conserver sa forme physique. De sa voix sèche et coupante, il me déclara :

— Georges Bonnet est dans de très mauvaises dispositions. Il est prêt à tout abandonner pour apaiser Hitler. Hitler prendra avantage de chaque concession nouvelle. Si nous voulons tout perdre, nous perdre, c'est cette politique qu'il faut faire. Ne sont faibles que ceux qui s'avouent faibles car ils se condamnent à être sans amis. Et si nous laissons Hitler faire un pas de plus, nous perdrons le bastion tchécoslovaque, puis l'alliance polonaise et la possibilité d'une action commune avec la Russie. Nous découragerons définitivement la Petite Entente et les Etats Balkaniques. L'Angleterre, déjà se montre trop encline à suivre la mauvaise pente. Si Georges Bonnet l'y encourage elle la dévalera précipitamment. Nous devons au contraire arrêter nos amis sur le chemin du danger. Si Paris flirte avec la Gretchen, Londres ne tardera pas à nous montrer qu'elle est toute prête à aller plus loin encore et à lui pincer les fesses.

Il fallait vraiment que la situation soit grave pour que M. Paul Reynaud, malgré son amour des formules, emploie une telle image !

* * *

Dans un grand café des Champs-Elysées, au Fouquet, je vis M. Otto Abetz attablé avec la fille de son ami Jean Luchaire, Corinne Luchaire, devenue une star de cinéma très appréciée. Il me fit de grands signes :

— Prenez quelque chose avec nous. Nous avons sûrement à bavarder.

— Merci beaucoup, mon cher Abetz, je suis très pressé. Qu'est-ce que vous pensez des événements ?

— Tout cela s'arrangera. Non seulement je le souhaite de tout mon cœur, mais j'en suis sûr. Après tous les efforts que nous avons faits nous n'allons pas nous battre pour trois millions et demi d'Allemands qui veulent rester allemands. La Tchécoslovaquie a été créée au nom du principe des nationalités. C'est le principe dont Hitler se réclame aujourd'hui et le Président Benès ne peut pas rester sourd à cet argument. Non, voyez-vous, c'est encore la Russie qui est derrière tout cela. Elle veut faire se battre les autres à son profit.

— Abetz, franchement, après les Sudètes, combien de temps s'écoulera, croyez-vous, avant qu'Hitler réclame la Tchécoslovaquie toute entière ?

Il prit une figure désolée.

— Asseyez-vous, mon cher, une seconde. Ça me

fait mal au cœur d'entendre dire cela à un homme comme vous.

— Non, merci, on m'attend là-bas. Nous nous reverrons bientôt.

Ah ! ils travaillaient bien, M. Otto Abetz et ses complices, le Dr. Schmoll et l'écrivain Frederick Sieburg. Ceux qui avaient entendu une seule de leurs conversations reconnaissaient leurs propos dans de nombreux articles qui paraissaient dans la presse et dans les magazines.

Sur la question essentielle — fermeté ou complaisance vis-à-vis d'Hitler — chaque parti était divisé, sauf le parti communiste qui, lui, formait un bloc uni mais prêt à tourner aux vents de Moscou.

Chez les socialistes, Léon Blum proclamait la nécessité de la défense nationale, soutenu par Grumbach, député d'Alsace, et Ziromsky, militant parisien que ses adversaires au sein même du parti appelaient « sac au dos ». Ses adversaires, c'étaient Paul Faure et Charles Spinasse, principaux collaborateurs de Léon Blum et qui se disaient « fidèles aux principes du socialisme — la paix avant tout ». Les syndicalistes partageaient le point de vue de Paul Faure par réaction contre les communistes « fauteurs de guerre » qui avaient pris leur place à la tête des unions syndicalistes.

Les fonctionnaires et les intellectuels socialisants s'extasiaient devant les théories du romancier Jean Giono, théories qu'il avait lui-même résumées dans cette phrase : « Il n'y a pas de paix honteuse, il n'y a que des guerres honteuses. » La plupart des insti-

tuteurs faisaient apprendre par cœur cette héroïque devise aux enfants dont on leur avait confié l'éducation.

Le Secrétaire Général du Syndicat des Instituteurs, André Delmas, avait pu, sans être révoqué de son poste, prononcer au cours de l'assemblée générale de son groupement les deux phrases suivantes :

« Il vaut mieux vivre Allemand que de mourir Français » et « Mieux vaut la servitude que la mort. »

LE POPULAIRE, organe quotidien du parti socialiste, partageait ses colonnes entre ce qu'on appelait « les durs et les mous », c'est-à-dire les partisans de la fermeté et ceux de la conciliation, en accordant toutefois aux derniers une évidente prépondérance. L'administrateur du POPULAIRE, M. Eugène Gaillard, affirmait que « c'était meilleur pour la vente ». « Les ouvriers, commentait-il, quand on leur parle du danger extérieur et de la guerre, pensent aussitôt qu'on veut trouver un moyen de rogner sur leurs droits acquis, de réduire leurs salaires, d'augmenter leurs heures de travail et leurs impôts et peut-être, finalement, de les envoyer au « casse-pipe ». *Ils n'aiment pas cela.* » (sic)

Au parti d'Union Socialiste Républicaine (USR), composé des transfuges du parti socialiste, deux factions s'opposaient également — l'une qui avait à sa tête J. Paul-Boncour exigeait le respect des traités ; l'autre, dont les leaders étaient Marcel Déat et Adrien Marquet, proclamait « qu'un mauvais arrangement vaut mieux qu'une bonne guerre. » Marcel

Déat, ancien professeur, planiste [1] convaincu, avait été, nous l'avons dit, le grand responsable de la carence française lors de la remilitarisation de la Rhénanie. Il s'en vantait. Après le Putsch manqué du 6 février 1934, Marcel Déat avait pris part aux transactions suspectes auxquelles étaient mêlées d'une part les laissés pour compte de tous les partis politiques français, d'autre part, Otto Abetz et autres agents allemands, sans parler de quelques diplomates amateurs de bonne foi mais désireux de jouer un rôle politique. [2]

Le puissant parti Radical n'échappa pas à la règle générale : héritier des révolutionnaires Jacobins, Edouard Herriot pensait que la France devait pratiquer une politique de grande puissance appuyée sur

[1] Les « planistes » étaient les partisans de l'organisation intérieure des États et de l'organisation de l'Europe par une entente entre « gens de bonne volonté » appartenant à tous les partis ou à tous les pays. Ces personnalités représentatives recherchaient les idées communes qui pouvaient leur permettre de dresser un « plan » d'accord et d'action, en ne tenant compte que des « réalités » et en repoussant toutes idéologies. Ces hommes se croyaient donc réalistes mais leur idée même procédait de l'idéologie la plus éthérée ! L'Allemagne ne tarda pas à manœuvrer le « planisme » comme tous les mouvements similaires, dont les buts étaient nobles mais dont les résultats furent désastreux.

[2] Le grand écrivain français Jules Romains avait prêté son nom et sa notoriété à ce mouvement et à ces transactions. Les Allemands tentèrent de l'enchaîner en lui assurant gloire et profits. Ils firent acheter fort cher et pour en faire un film une de ses œuvres « DONOGO », acquirent les droits de traduction de ses livres (et l'autorisèrent à se faire traduire en allemand par un écrivain juif), l'invitèrent à donner des conférences dans le Reich où ils lui firent une réception solennelle. Jules Romains aveuglé pendant un temps par les assurances nazies, trompé plus longtemps par sa propre générosité, a du moins le mérite de s'être rendu compte plus tard qu'on l'avait entraîné dans un guêpier.

l'Angleterre et sur la Russie, quel que soit le régime intérieur de ces pays. Mais tandis qu'à sa gauche, certains comme Léon Archaimbaud, Président de la Commission de l'Armée, suivaient sans discernement les volte-faces de Moscou, à sa droite, Joseph Caillaux et ses partisans penchaient vers les théories du repliement colonial que j'avais entendu M. Otto Abetz nous conseiller généreusement. Joseph Caillaux, que Clemenceau avait fait arrêter, condamner, bannir pendant la grande guerre comme chef du défaitisme, soutenait maintenant cette thèse dans le journal qu'il inspirait, LA REPUBLIQUE : « *La France, qui au début du 19ème siècle pouvait jouer un rôle en Europe parce que sa population de* 25,000,000 *d'habitants représentait alors le quart de la population européenne, doit, avec ses* 40,000,000 *d'habitants qui n'en représentent même plus le dixième, cesser de se prendre pour une nation de premier plan, et se désintéresser des choses de l'Europe pour se consacrer uniquement à la défense et à l'exploitation de son Empire.* » [1]

C'était aussi la théorie du « repliement derrière la Ligne Maginot » qu'adopta Pierre-Etienne Flandin, Président du Parti de l'Alliance Démocratique, tandis que le Vice-Président de ce groupement, Paul Rey-

[1] Les directeurs de LA REPUBLIQUE étaient M. Emile Roche, distributeur de la publicité occulte des grands trusts d'assurances, et M. Pierre Dominique, médecin aliéniste d'origine corse qui avait été royaliste et nationaliste avant de devenir Radical-Socialiste. Le gouvernement de Vichy en fit tour à tour le chef de ses services de presse, puis le directeur de l'agence officielle d'informations, A.O.I. (ex-agence Havas) contrôlée par les Allemands.

naud, demandait qu'on arrête Hitler dans sa folie de conquêtes pendant qu'il en était encore temps.

— Les Allemands, disait Paul Reynaud, joueront de la Pologne contre la Tchécoslovaquie avant de manger la Pologne, puis de la Russie contre la Pologne avant de manger la Russie, puis, s'ils le peuvent, des Anglais contre nous avant de nous manger l'un et l'autre. Ils veulent imposer à chaque pays d'Europe un état d'esprit d'acceptation et de lâcheté afin de se faciliter leur besogne.

Chez les catholiques, il y avait en général une grande méfiance à l'égard de l'Allemagne à cause du caractère païen du National-Socialisme et de son intolérance religieuse. Toutefois, le haut clergé considérait comme plus dangereux tout ce qui pourrait aider la Russie soviétique, « ennemi numéro 1 », et comme amis possibles tous ceux qui pourraient la combattre... Mais le bas clergé, les Dominicains, le parti Démocrate Populaire Chrétien, les organisations ouvrières religieuses et de nombreux écrivains catholiques — à la tête desquels se trouvaient le philosophe Jacques Maritain, l'ex-Ambassadeur et grand poète Paul Claudel, l'Académicien Louis Gillet et les célèbres romanciers Mauriac et Georges Bernanos — voulaient qu'on s'oppose au progrès de la barbarie nazie.

Parmi les nationalistes et les conservateurs, les plus âgés, ceux qui avaient encore l'esprit de 1870 ou de 1914 et ceux des provinces de l'est, proches de la frontière, avaient gardé un sentiment très vif de la grandeur de la France et le désir de mettre un frein à la furie allemande : Louis Marin, Président de l'im-

portant parti de la Fédération Républicaine par exemple. Mais — malgré... l'exemple des Paul Reynaud, des Henri de Kerillis, des Georges Mandel, des Philippe Barrès — beaucoup de jeunes nationalistes, représentants des anciennes « Ligues » du 6 février 1934, s'acharnaient à voir dans Hitler uniquement le champion de la cause anticommuniste. Ils ne cachaient point qu'ils envisageaient de payer ses services par d'importantes concessions. En vérité, la plupart espéraient qu'une politique pro-nazie ferait triompher les idées antirépublicaines.

La doctrine constante des royalistes en politique extérieure était l'antigermanisme et leur grand homme en la matière, l'historien Jacques Bainville, s'était déclaré partisan d'une Allemagne morcelée telle que, grâce à l'opiniâtre volonté des rois de France, elle était restée jusqu'au 18ème siècle. Dans ses derniers volumes publiés peu avant la guerre, Jacques Bainville s'était montré d'une cinglante sévérité pour les doctrines hitlériennes. Il avait même écrit qu'il était préférable pour la France que l'Allemagne devienne communiste plutôt qu'elle reste nazie. Cependant, l'ACTION FRANÇAISE, principal organe monarchiste, par la plume de son leader, le philosophe Charles Maurras, s'était mis à développer une théorie paradoxale. Tout en approuvant les théories bainvilliennes, Charles Maurras proclamait que la France ne devait entrer en guerre que lorsque son sol serait attaqué.

Je fis part de ma surprise à mes amis de « l'Action Française ».

— Charles Maurras et Léon Daudet, son co-

Directeur, ont été parmi les premiers à dénoncer le pangermanisme et les plans d'expansion de l'Etat-Major allemand. Ils furent même ceux qui eurent l'idée la plus nette du danger. Pendant la dernière guerre, c'est l'ACTION FRANÇAISE qui mena la lutte contre le défaitisme. Charles Mauras et Léon Daudet savent bien que la France aujourd'hui est perdue si elle laisse à Hitler le temps de la séparer de ses alliés et d'augmenter monstrueusement sa force en mangeant les uns après les autres tous les pays d'Europe. Alors pourquoi cette politique ?

A travers les réticences et les demi-aveux de mes amis monarchistes, je finis par comprendre le jeu de l'ACTION FRANÇAISE. L'un d'eux me l'expliqua cyniquement :

— Si nous avons été partisans de la dernière guerre, si nous avons pris la tête, de 1914 à 1918, d'une politique patriotique militante, c'est que nous espérions, Charles Maurras lui-même l'a avoué, profiter de la situation après la guerre en augmentant notre influence aux dépens de la République. Nous nous sommes aperçus que nous avons fait un faux calcul, c'est sur la République qu'ont rejailli les avantages et la gloire de la victoire, c'est l'idée démocratique qui a triomphé en Europe le 11 novembre 1918. Après la guerre, l'ACTION FRANÇAISE a persévéré dans sa politique antiallemande et s'est insurgée violemment contre la faiblesse de Briand vis-à-vis de la République de Weimar. Le triomphe du fascisme en Italie et l'arrivée d'Hitler au pouvoir nous ont secrètement fait changer d'idées et de tactique. Une nouvelle guerre

gagnée par la République, c'est le régime affermi, ce qu'il faut empêcher à tout prix. Toute autre solution est meilleure pour les idées qui nous sont chères : ou la France arrivera à vivre dans l'ombre et presque sous la tutelle d'une immense puissance antidémocratique et nous serons obligés pour apaiser cette puissance de nous donner un régime réactionnaire, ou la France perdra la guerre et la République en périra.

Quand je compris ainsi l'abominable calcul d'un journal et d'un parti qui recrutait ses adhérents parmi les officiers de notre armée, les hauts fonctionnaires et notre jeunesse intellectuelle, le danger me parut si vif que je le signalai aussitôt aux monarchistes de ma connaissance dont je ne suspectais point le patriotisme. A ma grande surprise, je m'aperçus que neuf sur dix acceptaient la solution secrète de l'ACTION FRANÇAISE. Ils préféraient voir la France pour un long moment réduite à l'esclavage soit par l'acceptation de la domination hitlérienne sur l'Europe, soit par la défaite militaire, plutôt que de continuer à tolérer un régime qui leur avait amené le Front Populaire et qui était capable d'ouvrir le chemin à la dictature du prolétariat.

L'attitude de l'ACTION FRANÇAISE dans les jours de plus en plus sombres qui allaient suivre devait s'affirmer et s'endurcir. Comme une majorité des officiers de l'active faisaient de l'ACTION FRANÇAISE leur bréviaire, et que beaucoup d'officiers de réserve en subissaient aussi l'influence, je vis là un des plus grands dangers qui menaçaient le moral du pays. Je décidai d'aller un jour à une séance de la Chambre pour en avertir quelques

hommes politiques. Tous ceux à qui je m'en ouvris me répondirent avec un sourire :

— Mais, voyons, l'ACTION FRANÇAISE ne compte pas. Elle n'a qu'un Sénateur et un Député et encore ce sont des gens qui n'ont aucun relief et qui n'ouvrent jamais la bouche.

Le jeu parlementaire importait seul à nos gouvernants.

Ah ! ces séances de la Chambre ! Lorsqu'elles étaient terminées, on n'entendait dans les couloirs que des phrases comme celles-ci :

— Mon cher, X était excellent aujourd'hui à la Tribune. Vraiment Z n'a pas été fameux, il est meilleur d'habitude.

On eût dit qu'il s'agissait d'un tournoi d'éloquence.

Ah ! ces séances de la Chambre, tumultueuses, retentissantes de cris de haine, souvent interrompues par des pugilats, elles se terminaient à la buvette ou dans les couloirs par de grandes tapes dans le dos, des rires, des poignées de mains. Des Députés, qui venaient, en séance, de s'insulter se congratulaient et blaguaient ensemble. Ils étaient comme des acteurs qui, une fois la représentation terminée, regagnent les coulisses en s'excusant d'avoir joué avec trop de sincérité la scène de la bagarre.

C'est encore Paul Reynaud qui, après une journée parlementaire particulièrement pénible, me dit :

— Voyez-vous, ce qui sauve la dignité des parlements anglo-saxons, c'est que le tutoiement n'existe pas dans la langue anglaise. Ici le tutoiement nivelle tout et établit entre les hommes une sorte de com-

plicité vulgaire qui émousse les caractères et ridiculise les plus nobles réactions.

Comme pour illustrer cette remarque, derrière nous un Député de droite s'approchait d'un Député de gauche, la main tendue, en s'écriant :

— Mon vieux, je m'excuse de t'avoir si souvent interrompu en séance, mais tu comprends, c'était pour le JOURNAL OFFICIEL. Ce sera reproduit dans les journaux de mon patelin et mes électeurs se rappelleront mon existence. Ils se diront : « Not' Député, il en a bouché un coin au socialo. » Ça me fera du bien, ça ne te fera pas de mal. Viens boire un verre et tu me rendras cela à la prochaine séance.

* * *

Le tirage de PARIS-SOIR dépassait les chiffres records. Les événements se précipitaient à une cadence infernale. Karl Heinlen, leader nazi des Sudètes, proclamait en clôture du Congrès de son parti les fameux huit points de Karlovy Vary. C'était — sous le prétexte de réclamer l'autonomie dans le cadre de l'Etat, — la manifestation qui devait permettre à Hitler de jouer son jeu : de concessions en concessions sous la menace de la force, continuer à engloutir l'Europe sans courir de vrais risques. Mais, à ma grande surprise, rares furent les journaux qui présentèrent ainsi la chose. Presque tous, au contraire, en prirent prétexte pour se féliciter de voir les événements évoluer vers de possibles négociations.

A dater de ce jour, je recommençai à prendre des notes. Ces notes telles qu'on va les lire, je les ai complétées après la crise par de nouvelles informations que j'avais pu acquérir plus tard pour éclairer mes observations griffonnées hâtivement au jour le jour durant les quelques instants de répit que me laissait alors l'actualité dévorante (car nous tirions, durant toute cette époque, de 12 à 18 éditions par jour).

Plus tard, jugeant l'action de PARIS-SOIR dans cette période dramatique, la revue pacifiste *LE CRAPOUILLOT* écrira :

« *Pour ce dreadnought de presse, pour ce monstre indifférent qui a dévoré ses concurrents et en a fait une pesante digestion, il ne pouvait être question de pousser à la guerre ou de défendre la paix. Il s'agissait uniquement, avec des titres énormes, avec des manchettes fulgurantes, de vendre du papier imprimé, beaucoup de papier, encore plus de papier imprimé.* »

C'était là une opinion partisane. En vérité, nous nous efforcions de remplir notre tâche — d'informer le public aussi complètement et impartialement que possible. D'autres devaient bientôt nous reprocher cela comme un crime.

CHAPITRE III

LE CHEMIN DE MUNICH
(Notes de mon carnet)

Le 10 mai 1938

— Monsieur, ils veulent vous faire fusiller.

Ma secrétaire, pâle et tremblante, m'accueillit ce matin par ces mots quand j'arrivais au journal. Elle brandissait l'hebdomadaire JE SUIS PARTOUT, surnommé dans les salles de rédaction à cause de son faible tirage « Je suis nulle part ».

Sous le titre « *A Fusiller* », JE SUIS PARTOUT réclamait en effet l'immédiate exécution de « Léon Blum, Paul Reynaud, Georges Mandel et Pierre Lazareff ».

— Je suis en excellente compagnie, dis-je à ma secrétaire.

Lisant plus avant, je découvris que j'étais « ivre de sang » et que « j'entraînais PARIS-SOIR dans la voix du bellicisme le plus effréné ! »

Belliciste ! Voilà la grande trouvaille de JE SUIS PARTOUT — reprise bientôt par tous ceux qui dans la grande et la petite presse ne peuvent cacher leur sympathie prohitlérienne et veulent que la France cède devant Berlin. Les hommes qui emploient le plus volontiers ce terme « belliciste » à l'égard des Français qui refusent d'admettre que la France capi-

tule devant l'Allemagne, ce sont les mêmes hommes qui traitaient de « pacifistes bêlants », avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les Français qui s'efforçaient d'établir une collaboration européenne dans le cadre de la Société des Nations !

JE SUIS PARTOUT a pour leaders des jeunes monarchistes d'Action Française dont certains hommes comme M. Pierre Gaxotte ou Robert Brasillach sont des écrivains de talent. Le journal appartient à un M. Charles Lecca qui a fait fortune en Argentine et qui, me dit-on, fait là-bas beaucoup d'affaires avec les pays d'Europe Centrale. JE SUIS PARTOUT affirme dans chaque numéro partager avec « l'Action Française » le monopole du vrai patriotisme, mais il se déclare pour Hitler, pour Mussolini, pour Franco, pour Léon Degrelle (le fasciste belge qui vient de prononcer contre la France des paroles haineuses) et même pour Codreanu, chef de la Garde de Fer roumaine, qui proposa dans un discours célèbre l'anéantisement de notre pays.

Parmi les principaux rédacteurs de JE SUIS PARTOUT figurent Lucien Rebattet et Alain Laubreaux. Lucien Rebattet fréquente assidûment Otto Abetz et Alain Laubreaux est un journaliste qui fut condamné pour plagiat lorsqu'il publia son premier et unique roman. (Il fut prouvé qu'il avait tout simplement mis son nom sur un manuscrit qu'un ami trop confiant lui avait envoyé des colonies.) JE SUIS PARTOUT soutient toutes les thèses allemandes et, naturellement, est violemment antisémite.

D'ailleurs les feuilles antisémites se multiplient. Un Conseiller Municipal de Paris, Darquier dit « de

Pellepoix » (ça fait mieux), dirige une de ces feuilles, LA FRANCE ENCHAINEE qui est distribuée dans la rue ou envoyée gratuitement à domicile. D'où vient l'argent ? M. Darquier de Pellepoix espère peut-être rembourser ses commanditaires quand son programme sera réalisé. Il ne craint pas d'écrire : « *Hitler renoue la grande tradition de la monarchie française qui laissait les Juifs s'engraisser puis périodiquement les expulsait en s'emparant de leurs biens.* » Naturellement il annonce que la guerre approche et que c'est « la guerre des Juifs ».

On retrouve les mêmes slogans dans LE DEFI, journal de l'avocat rayé du barreau « pour avoir manqué aux règles de l'honneur », Jean-Charles Legrand, et dans CHOC, le journal du Colonel Guillaume et du Duc Pozzo di Borgo, adversaires du Colonel de la Rocque.

Ces journaux ne s'entendent pas très bien entre eux. LA FRANCE ENCHAINEE affirme que CHOC est un faux journal antisémite et que son commanditaire est un certain M. Jacques Kahn, un des dirigeants du Parti Républicain National. Le président de ce parti, le député de droite Pierre Taittinger, rencontrant un jour Darquier de Pellepoix, voulut défendre Jacques Kahn.

— « Comment pouvez-vous traiter de juif, lui demande-t-il, un homme qui a eu cinq citations dans la dernière guerre ? »

Darquier de Pellepoix lui répondit :

— Si vous aviez un bull-dog primé cinq fois, est-ce que vous l'appellerez un levrier ? »

« *La guerre des Juifs* », « *la maffia juive* », « *la*

guerre à laquelle les youpins poussent les goys pour se venger de leur persécuteur Hitler », voilà les nouveaux mots d'ordre de Berlin que les agents nazis s'efforcent de répandre.

Dans GRINGOIRE, la grosse artillerie tonne avec des articles antisémites d'Henri Béraud... Une seule réaction — Joseph Kessel, un des principaux collaborateurs de l'hebdomadaire de M. Horace de Carbuccia, donne sa démission et répond vertement à Henri Béraud. Joseph Kessel s'est engagé volontairement à 17 ans en 1914 et s'est couvert de gloire dans l'aviation.

* * *

22 mai 1938

Hitler est allé voir Mussolini en Italie. Un ami me téléphone de Rome que l'accord s'est fait là-bas sur la base des huit points de Karlovy Vari.

Rencontré Georges Bonnet qui m'a dit que les négociations étaient actives et qu'Anglais et Français faisaient pression sur Prague pour obtenir que le gouvernement tchécoslovaque montre beaucoup de patience et de générosité.

L'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin a fait deux démarches le 7 et le 11 mai auprès de la Wilhelmstrasse. César Campinchi m'affirme que le gouvernement de M. Chamberlain a fait miroiter aux yeux de Hitler des promesses s'il était sage, des menaces s'il était trop méchant.

— « L'attitude des ministres français en dépit de Georges Bonnet, ajoute le Ministre de la Marine, est

ferme. Reynaud, Mandel, Jean Zay, Champetier de Ribes et moi-même, nous avons menacé de donner notre démission si la France ne tenait point ses engagements solennels envers la Tchécoslovaquie. Celle-ci est seule maîtresse de sa destinée et sait jusqu'à quel point elle peut céder. C'est aussi la position de Daladier et même celle du Président Albert Lebrun.

Heinlein est allé à Londres du 12 au 14. Il semble qu'Hitler a peur de déclencher une guerre maintenant. Un état de siège a été proclamé dans le district des Sudètes.

Notre ancien correspondant de Vienne, Léon Herman, est maintenant notre correspondant à Prague. Par lui j'apprends que des incidents ont éclaté, qu'Allemands et Tchèques tiennent sous silence. Cette discrétion est symptomatique et plutôt rassurante. Pourtant des bruits courent qu'il y a une concentration de troupes allemandes aux frontières de Bohême (L'HUMANITE et CE SOIR donnent là-dessus un peu trop de précisions...)

L'Ambassadeur d'Angleterre en Allemagne est en tout cas allé réclamer des éclaircissements sur la présence des soldats nazis à proximité de la frontière tchèque et Ribbentrop a démenti le mouvement des troupes. Mais, hier deux Sudètes nommés Hoffmann et Bohm qui passaient en motocyclette sur la route de Cheb à Goldberg ont été tués par la police parce qu'ils refusaient de s'arrêter quand ils en avaient reçu l'ordre. On peut craindre que ces deux morts n'en déchaînent beaucoup d'autres.

A Pabor, le Président Benès a exhorté ses compa-

triotes « à ne pas avoir peur des jours qui vont venir, à ne pas avoir peur du tout, à être prêts à tout ce qui pourra arriver. »

Prague a mobilisé deux classes de réservistes et de nombreux spécialistes.

Ce matin notre correspondant de Berlin m'a téléphoné que le train spécial de l'Ambassade d'Angleterre qui devait rapatrier les femmes et les enfants du personnel diplomatique était prêt à partir quand il fut brusquement décommandé. Et il a ajouté que devant la fermeté soudaine des gouvernements de Prague, de Paris et de Londres, Hitler reculait pour la première fois...

* * *

Les salons dans leur majorité sont pacifistes et antibellicistes, surtout celui de Marie-Laure de Noailles. La Vicomtesse Marie-Laure de Noailles est la fille du richissime israélite nommé Bischofen et de la Comtesse de Chevigné. Elle a épousé le Vicomte Charles de Noailles qui, comme elle, s'intéresse aux arts et professe des idées avancées.[1] Stanislas de la Rochefoucauld dit que Marie-Laure de Noailles est la seule personne qui appartienne à la fois à la IIIème Internationale, aux Douze tribus et aux 200 familles.

Les Noailles ont commandité et lancé un mouve-

[1] Lorsque fut présenté le film d'André Bunuel, L'AGE D'OR, commandité par le ménage Noailles, première œuvre cinématographique surréaliste et révolutionnaire, M. Charles de Noailles fut excommunié par l'Eglise catholique et expulsé du Jockey, le cercle le plus aristocratique de Paris.

ment surréaliste. La Vicomtesse a aussi introduit dans la société parisienne le communisme mondain. L'étoile de son salon où se rencontrent de nombreuses personnalités de la politique, des arts et de la presse est M. Gaston Bergery. Drôle de garçon que M. Gaston Bergery ! Ce jeune politicien à la fois idéaliste et arriviste a été secrétaire d'Edouard Herriot avec lequel il s'est fâché. Il a poussé une pointe vers le bolchevisme et épousé la fille de l'Ambassadeur des Soviets à Paris, Mlle Krassine. Il en a divorcé pour épouser une jeune militante socialiste (qui est devenue depuis la femme de Georges Boris, ex-secrétaire du QUOTIDIEN, aujourd'hui Directeur de l'hebdomadaire LA LUMIERE). Enfin en troisièmes noces, M. Gaston Bergery est devenu l'époux d'une élégante, longue et frêle Américaine, Bettina Shaw Jones, première vendeuse de chez Schiaparelli.

Ce Gaston Bergery est un mélange de snob et de révolutionnaire. On dit de lui « qu'il a fait tailler son drapeau rouge par Schiaparelli ». En tout cas ses costumes veulent avoir l'air de salopettes, mais il est indéniable qu'il les fait couper à Londres. Ainsi il peut paraître à la fois sans changer d'habits dans les meetings communistes et dans les milieux les plus fermés de la capitale.

Gaston Bergery se proclame anticapitaliste et sa doctrine est que tous les paysans, ouvriers et bourgeois qui forment les 95% de la population française devraient s'allier pour combattre les capitalistes et les trusts qui forment les autres 5%. A part cela — qui n'est pas si bête — il est « anti tout ».

Causeur étincelant, je n'ai jamais rencontré quelqu'un dont les idées soient plus fausses. Il part d'un point de vue absolument arbitraire mais le développe avec tant de logique qu'on est impressionné par ses conclusions. Ses aventures sont multiples. Il a donné sa démission de Député pour protester contre la formule et la conduite du gouvernement Doumergue. Il était certain de se faire plébisciter par ses électeurs, devant lesquels il s'est immédiatement représenté... et il n'a pas été réélu. Il combat la droite, les socialistes, les radicaux et les communistes. Sans qu'il s'en rende peut-être compte, ses théories sont très proches du national-socialisme. Jeune homme il se faisait appeler VON KAULA (son grand-père serait d'ailleurs un général allemand qui aurait épousé une actrice française pendant la courte occupation de Paris en 1870.) Il se proclame prolétaire et ne fréquente que les restaurants à la mode et les gens titrés. Dans son appartement décoré par les plus grands peintres de l'Ecole de Paris, il élève des petits singes oustitis : l'un d'eux s'est échappé l'autre jour, semant l'émoi dans le quartier aristocratique de Passy.

M. Gaston Bergery a inventé l'expression « Front Populaire ». Son parti s'est appelé tour à tour *Front Unique* et *Front Commun,* ce qui est assez amusant, quand on constate qu'il en est du moins au Parlement l'unique membre. C'est également M. Gaston Bergery qui a inventé la fameuse expression « les 200 familles ».

M. Gaston Bergery est pacifiste à tout crin et pour une entente avec Hitler. Il défend ses idées dans son

organe *anticapitaliste* LA FLECHE dont les commanditaires sont des constructeurs d'avions et des marchands d'armements.

Otto Abetz aime beaucoup M. Gaston Bergery.

— C'est, me dit-il, un esprit vraiment original.

On ne peut qu'approuver cette appréciation.

* * *

15 juillet

Edouard Daladier au banquet des provençaux de Paris, le 12 juillet, a répété que « *les engagements solennels de la France envers la Tchécoslovaquie étaient inéluctables et sacrés* ». Daladier a l'air de tenir le coup et pourtant quelle atmosphère dans l'opinion publique à Paris et à Londres ! Il y a une mobilisation allemande derrière la ligne Siegfried, mais du côté des Alliés on ne parle que d'abandons et de renoncements. Les négociations continuent. Heinlein s'est entretenu avec le Ministre des Affaires Etrangères tchèque Hodza. Le Foreign Office a envoyé William Strang à Prague et à Berlin. Le Führer a dépêché à Londres son homme de confiance, le Capitaine Wiedemann (qui a été le chef d'Hitler pendant la guerre et qui est depuis son confident). Wiedemann et lord Halifax eurent un mystérieux entretien sur lequel j'ai pu avoir quelques renseignements : les deux hommes ont examiné la façon la plus habile et la plus rapide d'obtenir l'acquiescement de Prague au rattachement des pays sudètes à l'Allemagne. La City pousse à la roue ! Londres a

conclu avec Berlin le 1er juillet un accord financier sur la dette autrichienne ainsi qu'un nouvel accord commercial.

* * *

22 juillet

Le sourire de la Reine Elizabeth d'Angleterre réaffirme l'Entente Cordiale dans le cœur des Français. La visite des souverains britanniques à Paris a provoqué un enthousiasme extraordinaire, ce qui montre les sentiments profonds du pays. Sentiments à ce point méconnus que tout avait été préparé comme si les souverains britanniques avaient quelque chose à craindre de la population. On ne les a montrés partout que de loin, séparés du public par un épais service d'ordre. Mais Place de l'Opéra, devant le Quai d'Orsay, partout où elle a pu, la foule joyeuse et émue a bousculé le service d'ordre pour acclamer de plus près ce jeune Roi sympathique et cette Reine si simple et si charmante, tellement plus jolie que ses portraits souvent ne le laisseraient croire.

* * *

30 août

Décidément je n'arriverai jamais à prendre de vacances !

J'étais parti pour me reposer un peu à Evian, sur les bords du Lac de Genève. Au bout de quatre jours je fus rappelé à Paris ! Mais avant de revenir, j'allais à Barcelonette pour rendre visite à Paul

Reynaud qui, lui aussi, avait espéré prendre dans sa ville natale quelques vacances. Je le trouvais en chandail, les coudes au corps, courant au pas de gymnastique devant sa maison. Toujours la culture physique !

Reynaud est pessimiste. Les nouvelles d'Allemagne sont mauvaises. Il y a là-bas un million et demi d'hommes sous les drapeaux, les réservistes ont été convoqués pour de soi-disantes manœuvres d'automne. Jour et nuit, on travaille à terminer la Ligne Siegfried, etc.

Mussolini est allé inspecter l'île fortifiée du Pantelaria, Hitler est allé se promener avec ses généraux sur le pont de Kehl en face de Strasbourg à quelques centimètres de la frontière française. La mission de lord Runciman envoyé comme médiateur par l'Angleterre à Prague semble avoir échoué.

— Nous n'avons été prévenus de cette mission que la veille du jour où Chamberlain annonça le départ de son envoyé, me dit avec mauvaise humeur Paul Reynaud, Georges Bonnet poursuit des négociations personnelles dont il ne fait part ni à Daladier ni au Conseil des Ministres. Daladier lui-même est chambré par les hitlériens. Hitler lui fait envoyer secrètement des messages personnels. Je ne sais pas pourquoi Hitler a toujours compté sur Daladier. En 1933 tout de suite après sa prise de pouvoir, le Führer l'invita à une rencontre très wagnérienne dans la Forêt Noire au cours de laquelle ils devaient se mettre d'accord pour proposer au monde « la paix des anciens combattants ». A ce moment-là, Daladier, après avoir beaucoup hésité, n'avait finalement

pas répondu. Mais notre Premier emploie maintenant des hommes comme Edouard Pfeiffer, émissaire de Joseph Caillaux, et comme Fernand de Brinon, courtier du nazisme, pour des missions secrètes et particulières à Berlin qui ne me disent rien qui vaille.

« Nous, Ministres, savons à peine ce qui se passe. Alors, l'opinion publique, vous pensez, la pauvre opinion publique, qui donc aura le courage de lui dire que si nous évitons la guerre aujourd'hui au prix de notre honte nous la perdrons demain ! Les nazis et leurs complices ont si bien travaillé dans notre pays que beaucoup de nos compatriotes croient être courageux en avouant leur lâcheté et qu'on traite de lâches ceux qui ont du courage.

* * *

14 septembre

J'avais quitté le journal à 9 heures du soir car nous nous attendions au pire à chaque instant depuis le discours menaçant d'Hitler à Nuremberg du 12 et la rupture définitive des pourparlers tchèques avec Heinlein. J'arrivais juste au restaurant quand on est venu m'annoncer l'envol de Neville Chamberlain pour Berchtesgaden.

Je suis ausitôt reparti pour le journal où nous avons sorti une édition spéciale. J'ai prévenu Jean Prouvost par téléphone. Il était stupéfait car il avait vu à 7 heures du soir Georges Bonnet qui apparemment n'était pas au courant des projets du Premier anglais !

Grand enthousiasme dans la rue.

J'ai pu avoir au téléphone Jules Sauerwein qui suivait pour nous la négociation en pays sudète et qui va s'arranger pour rejoindre rapidement la Bavière. Il vient de voir Benès. Le Président de l'Etat tchécoslovaque n'a pas voulu lui donner d'interview, mais lui parlant en privé comme à un vieil ami, lui a déclaré :

— La paix est encore possible. Tout dépend du prix dont les Anglais et vous consentirez à nous la faire payer. Mais que Chamberlain et Daladier se souviennent que nous ne pouvons tirer des chèques que sur leurs comptes.

Il lui a dit aussi :

— La Pologne et la Hongrie ne songent qu'à se précipiter à la curée de notre Tchécoslovaquie. Quant à Staline, il n'agira que si les démocraties lui prouvent qu'elles ne cherchent pas à laisser finalement l'URSS seule aux prises avec Hitler, ce qu'il craint.

* * *

20 septembre

Edouard Daladier et Guy la Chambre ont passé deux jours à Londres, le 18 et le 19. Chamberlain leur a raconté comment s'était exactement passée l'entrevue de Berchtesgaden. Par Georges Bonnet lui-même, je viens d'apprendre que le Führer avait d'abord déclaré au Premier anglais : « qu'il voulait que les Sudètes aient le droit de disposer d'eux-mêmes et de revenir au Reich comme ils le désiraient. Lui, Hitler, n'attendrait pas longtemps et il était prêt à risquer une guerre mondiale. »

Chamberlain a obtenu un délai en disant qu'il allait consulter ses ministres et ses alliés français sur la politique à suivre. Georges Bonnet m'a dit aussi que Chamberlain a proposé à Daladier et à Bonnet d'imposer au gouvernement de Prague un plébiscite sur les territoires à transférer au Reich. Daladier n'a pas été d'accord. Il a fait remarquer que le plébiscite c'était ouvrir le chemin au dépècement de l'Europe centrale en raison des autres minorités nationales de Tchécoslovaquie et des minorités nationales de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Pologne.

Daladier a fait admettre à Chamberlain et à Halifax un meilleur procédé : on va demander à Prague de céder à Berlin les zones qui ont donné aux dernières élections municipales plus de 50% des voix aux Allemands. Mieux, Daladier a aussi obtenu que Londres, en dépit de sa répugnance traditionnelle à prendre des obligations formelles, participe à un engagement international qui serait offert en compensation à la Tchécoslovaquie. Un pays de plus garantira solennellement les frontières tchèques après le retour au Reich du pays sudète, c'est-à-dire après qu'on aura fait la démonstration de ce que valent ces sortes de garanties...

Naturellement, je n'ai pas le droit de répéter un mot de ces tuyaux dans le journal, car, paraît-il, « la paix dépend de notre discrétion ! » (Bonnet dixit.)

* * *

Il y a eu un Conseil des Ministres le matin ; Georges Bonnet a mis ses collègues au courant des

conversations de Londres. Personne n'a protesté contre la procédure envisagée. Seuls Mandel et Reynaud ont exprimé leur réserve mais par de simples gestes. Les « suggestions » ont donc été transmises à Prague qui les a aussitôt rejetées.

Le soir, Georges Bonnet a reçu un télégramme de notre Ministre à Prague, M. V. de Lacroix.[1] En voici l'exacte teneur :

20 septembre 1938
(télégramme réservé No 2219-2220)

« *Le Président du Conseil vient de me convoquer. D'accord, m'a-t-il dit, avec le Président de la République, il m'a déclaré que si je venais cette nuit même déclarer à M. Benès qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie à propos des Allemands des Sudètes, la France, à cause de ses engagements avec l'Angleterre, ne marcherait pas, le Président de la République prendrait acte de cette déclaration, le Président du Conseil convoquerait immédiatement le Cabinet dont tous les membres étaient dès à présent d'accord avec le Président de la République et avec lui-même pour s'incliner.*

« *Les dirigeants tchécoslovaques ont besoin de cette couverture pour accepter la proposition franco-anglaise. Ils sont sûrs de l'armée, dont les chefs ont déclaré qu'un conflit seul à seul avec l'Allemagne serait un suicide. Mê Hodza déclare que la démarche qu'il suggère est le seul moyen de sauver la paix. Il*

[1] Ce télégramme ne fut jamais publié dans les documents officiels.

désire que tout soit fini avant minuit si possible ou, en tout cas, dans le courant de la nuit. Le Président du Conseil fera la même communication au ministre d'Angleterre. »

LACROIX.

Aussitôt Georges Bonnet avertit Edouard Daladier et Albert Lebrun qu'il arrache tous les deux au sommeil. Ils sont de mauvaise humeur, Daladier surtout : « Somme toute, Prague veut pour se couvrir que nous nous parjurions. Je ne veux en tout cas rien faire avant de connaître l'opinion de Londres. »

— Il est 11 heures et quart, répondit Georges Bonnet dont le teint est olivâtre. Londres n'a rien à faire là-dedans. D'ailleurs sa ligne de conduite vous est bien connue. Il faut qu'à minuit Prague ait notre réponse. Le sort de la paix se joue dans les minutes que nous vivons.

Daladier soupçonne Georges Bonnet d'avoir suggéré à Lacroix une démarche auprès de M. Hodza après le refus de la proposition franco-anglaise par M. Benès. Georges Bonnet s'en défend mollement. Il répète inlassablement :

— Si vous voulez perdre la Tchécoslovaquie, si vous voulez prendre la responsabilité de la guerre, laissons passer l'heure fatidique.

A minuit moins le quart, Edouard Daladier et Albert Lebrun autorisent Georges Bonnet à envoyer *sous sa propre responsabilité* la déclaration demandée par M. de Lacroix.

* * *

22 septembre (minuit)

Chamberlain est parti pour Godesberg sur les rives du Rhin après avoir adressé à Berlin et à Prague un appel solennel pour les inviter à se tenir tranquilles pendant que se poursuivent les conversations.

L'émotion est à son comble à Paris. Le bruit court que Georges Bonnet va quitter le Quai d'Orsay. La Délégation des Gauches qui réunit les Parlementaires de la majorité s'est déclarée pour une politique de fermeté.

Un de mes collaborateurs vient de voir Osusky, le Ministre de Tchécoslovaquie. Celui-ci est en rapports directs avec Daladier et il a vu aussi Mandel et Reynaud. Il se plaint de ce que Paris et Londres aient repoussé sans l'examiner une proposition de Prague de soumettre les différends tchéco-allemands à la cour d'arbitrage de la Haye. (Personnellement je me demande qui aurait pu prendre cette proposition au sérieux !)

Il affirme que Hodza a été mal renseigné sur la position de la France par M. de Lacroix sur l'instigation de Georges Bonnet et que Prague n'acceptera pas la soumission qu'on veut lui imposer. M. Benès a d'ailleurs fait demander une confirmation écrite de la note que M. V. de Lacroix lui a transmise oralement.

Georges Bonnet annonce qu'il enverra cette confirmation autographe et accuse à son tour Reynaud et Mandel d'avoir détruit l'effet de sa communication en téléphonant eux-mêmes ou en faisant téléphoner à Prague la nouvelle de son prochain « débarquement ». L'Ambassadeur d'Angleterre est très

anxieux qu'il n'y ait point de réponse de Prague. A 4 heures de l'après-midi, il fait part de cette anxiété à M. Georges Bonnet et fait savoir à M. Osusky que l'Angleterre pourrait rappeler son Ministre à Prague, si les atermoiements de M. Benès se prolongent.

A 5 heures, nous apprenons que Prague a enfin répondu et a accepté. Aussitôt Paul Reynaud, Georges Mandel et leur collègue Champetier de Ribes se présentent à la Présidence du Conseil et menacent de donner leur démission s'il est prouvé que Georges Bonnet a fait personnellement sur Prague une pression qui n'a pas été approuvée par le Conseil des Ministres. Paul Reynaud est furieux. Daladier pour le calmer lui promet de convoquer un Conseil des Ministres dès le surlendemain quand on saura ce qui s'est passé à Godesberg.

Justement Jules Sauerwein me téléphone de là-bas pour me dire que Hitler et Chamberlain n'ont plus l'air d'accord du tout. Il a pu s'entretenir avec sir Horace Wilson qui accompagnait le Premier anglais : Hitler a, paraît-il, l'intention de faire occuper rapidement par l'armée nazie et préalablement à tout accord, les territoires à majorité allemande.

* * *

23 septembre

C'est moi qui ai appris à Paul Reynaud ce matin de bonne heure ce qui s'était passé à Godesberg hier soir. Je reste l'oreille tendue vers le téléphone, atten-

dant la voix de Sauerwein. La voici : déception. Chamberlain rédige un memorandum, l'envoie à Hitler qui lui répond tard dans l'après-midi ! Nous ne saurons rien avant demain.

* * *

24 septembre

Le conseil des Ministres s'est réuni. Bonnet pour se disculper a lu le télégramme de M. de Lacroix. Le Conseil était assez calme. Reynaud et Mandel ont renoncé dans ces circonstances pressantes à déchaîner une crise ministérielle. L'entretien qu'ils ont eu avec Daladier les a d'ailleurs rassurés sur les intentions profondes du Président du Conseil. Et puis il y a eu coup nouveau. Le gouvernement tchécoslovaque a décrété la mobilisation générale après en avoir avisé Paris et Londres. Ni le Foreign Office ni le Quai d'Orsay n'ont osé lui déconseiller cette mesure de prudence. Hitler et Chamberlain ont appris la décision tchécoslovaque au moment où le Führer montrait sur une carte les districts qu'il avait l'intention d'occuper, marqués en rouge, et annonçait au Premier anglais que si ces territoires n'avaient pas fait retour au Reich le premier octobre, le Reich irait les prendre. Chamberlain n'est pas content. Il promet néanmoins de faire parvenir le memorandum d'Hitler à Prague mais sans en recommander l'acceptation.

* * *

26 septembre

Ça y est. Nous sommes au bord de l'abîme. La mobilisation française a commencé, non pas par appel de classes mais par celui de numéros de fascicules. Beaucoup de nos rédacteurs et de nos employés sont venus me dire « Au Revoir ». Ils doivent rejoindre leurs régiments sans délai. Naturellement Prague a rejeté le memorandum de Godesberg.

Daladier et Georges Bonnet sont partis pour Londres. Au retour, un des collaborateurs de Daladier me raconta la scène qui s'était déroulée là-bas. Daladier avec beaucoup de fermeté et de courage (quel étrange homme !) a soutenu la thèse de l'honneur et de la sécurité française. A tout moment, Georges Bonnet voulait lui couper la parole, mais Daladier ne lui en a pas laissé la possibilité. Les Ministres anglais n'ont présenté que des objections. Sir John Simon et Sir Samuel Hoare furent les plus acharnés et tentèrent de décourager toute volonté de résistance à Hitler.

Daladier apportait avec lui l'assurance du Général Gamelin et de l'Amiral Darlan que notre armée et notre marine étaient prêtes. Le Général Gamelin ajoutait que l'Angleterre devrait en cas d'entrée en guerre proclamer immédiatement la conscription mais que cette conscription devrait s'effectuer normalement.

Neville Chamberlain s'est alors écrié :

— Nous avons les plus mauvais renseignements sur votre aviation.

Il a parlé du terrifiant rapport de Lindbergh à

l'Ambassadeur des Etats-Unis à Londres, M. Joseph Kennedy.

Les Ministres français et anglais se sont séparés à deux heures du matin sans être arrivés à un accord sur une position commune.

Au retour Georges Bonnet est allé porter à Daladier une lettre datée du 24 août dans laquelle il supplie de ne pas ordonner la mobilisation générale, affirme que la France restera isolée, que ni l'Angleterre ni la Russie ne la soutiendront.

— Je mobiliserai au moins dix classes, lui répond Daladier.

* * *

27 septembre

Conseil des Ministres ce matin. Le directeur de nos services politiques a pu s'en procurer le récit. Daladier est assis en face du Président Lebrun, Georges Bonnet est à sa droite et Albert Sarraut, Ministre de l'Intérieur, à sa gauche. Dès le début, Daladier déclare :

— Messieurs, j'ai décidé la mobilisation générale.

Georges Bonnet se lève aussitôt :

— Il y a trois semaines, dit-il, le Général Vuillemin, chef d'Etat-Major de notre aviation, a été invité en Allemagne. A son retour je lui ai demandé ses impressions et il m'a répondu : « En 15 jours au plus notre armée de l'air sera anéantie. »

— Ce que vous dites est grave, lance Paul Reynaud, mais c'est trop tôt ou trop tard. Si Hitler con-

naît vos propos, il attaquera immédiatement la Tchécoslovaquie.

— Je pense, réplique sèchement Georges Bonnet, que lorsque je renseigne mes collègues sur des faits aussi importants, personne ici ne songe aller rapporter ces propos à M. Hitler.

(Etant donné que j'ai eu en mains le compte rendu presque sténographique de ce Conseil, grâce à deux Ministres différents, une heure après la réunion ministérielle, je pense que les agents mondains et politiques d'Hitler se sont arrangés pour être aussi bien renseignés que moi. On me signale qu'Otto Abetz est à Paris depuis hier.)

César Campinchi et de Chapedelaine soutiennent Paul Reynaud et se prononcent « contre une politique de faiblesse et d'affolement. »

Daladier écrit sur un morceau de papier : « *Monsieur le Président de la République, j'ai l'honneur de vous remettre la démission de mon Cabinet.* »

Georges Bonnet surprend ce message et va en demander les raisons au Président du Conseil quand de l'autre côté, Albert Sarraut dit à mi-voix à Daladier :

— Non, pas encore, vous ne pouvez pas. Il faut attendre.

Camille Chautemps a été jusqu'ici un des principaux soutiens de Georges Bonnet et de sa politique. Le voici maintenant qui fait un long exposé pas très clair. On ne sait pas très bien où il veut en venir. Mais lui aussi comme Paul Reynaud déclare :

— Il est certaines heures où il est imprudent de dire certaines choses.

Là-dessus le Conseil se termine dans le brouhaha et la confusion.

* * *

28 septembre, dix heures

Sauerwein affirme que l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie aura lieu aujourd'hui même. J'ai su que lord Halifax et Georges Bonnet avaient eu une longue conversation téléphonique. Après quoi Georges Bonnet a vu Daladier et lui a communiqué de la part du Ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre de très mauvais renseignements sur l'armée tchécoslovaque, affirmant que le moral de cette armée était déplorable et que le nouveau plan d'Etat-Major de Prague consistait à concentrer tout l'effort de défense sur le couloir morave en renonçant à défendre la ligne fortifiée et Prague devenus difficiles à tenir depuis l'Anschluss.

Georges Bonnet de sa propre autorité a demandé par téléphone à notre Ambassadeur François Poncet d'obtenir d'Hitler qu'il remette au 1er février l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie : « Dites-lui aussi que je ferai l'impossible pour arriver d'ici-là à une solution pacifique ».

Mon correspondant de Londres m'affirme que pendant ce temps Chamberlain et Halifax ont échangé une correspondance particulière secrète et que Chamberlain a envoyé à Benès ce télégramme :

« *Je vous informe que les renseignements qui viennent de me parvenir indiquent que les troupes alle-*

mandes entreront demain à 14 heures en Bohème. Je pense qu'aucune action d'aucune puissance ne peut désormais l'empêcher et que la Bohème sera submergée en 48 heures. Je tiens à vous faire part de cette situation et vous laisse seul juge de l'attitude à adopter. »[1]

Nous n'avions plus d'Ambassadeur à Rome depuis l'affaire d'Ethiopie, mais un simple chargé d'affaires. M. Blondel. Bonnet lui demande d'intervenir auprès de Mussolini pour qu'il tente un nouvel effort de médiation.

Chamberlain serait déjà lui-même en rapports avec le Duce pour la même raison.

*

1 heure et demie

François Poncet téléphone à Georges Bonnet. Il a vu Hitler. Ce cher homme est « très calme », paraît-il. « Mussolini lui a téléphoné longuement. »

*

14 heures

On nous autorise à faire état officieusement de ce coup de téléphone dans le journal. Mussolini a fait savoir qu'Hitler lui a promis d'attendre 24 heures de plus. Comme il est gentil !

[1] Il y eut aussi des interventions du Président Roosevelt qui plaçait le débat sur des hauteurs morales difficilement accessibles aux actuels gouvernants européens. Et des discours de Mussolini qui semble tenir à jouer à tout prix un rôle dans cette tragédie.

16 heures

Coup de théâtre. M. Chamberlain vient d'annoncer qu'Hitler a convoqué une conférence à quatre à Munich pour demain. Mussolini, Daladier et lui-même ont accepté l'invitation. Le sort de la Tchécoslovaquie sera réglé en l'absence de la Tchécoslovaquie (et de la Russie qui comme la France a garanti cet état. Il est vrai que la Russie depuis le commencement de la crise a fait agir ses agents à l'étranger sans prendre elle-même position).

* * *

30 septembre

On a acclamé Daladier et Georges Bonnet à leur retour en avion de Munich comme des héros. J'y étais. Le spectacle était curieux. Quand Daladier a mis le pied hors de l'avion et qu'il vit la foule énorme qui se pressait sur l'aéroport il eut un mouvement de recul. Guy la Chambre, un des rares Ministres qui était venu chercher son Président, m'avoua plus tard que Daladier lui avait confessé : « Je croyais que cette foule avait l'intention de me faire un mauvais parti ». Il s'aperçut avec stupeur qu'elle était animée de sentiments contraires et ne put s'empêcher de s'exclamer :

— Les idiots, ils ne savent pas ce qu'ils applaudissent !

C'est d'ailleurs très curieux. C'est Daladier que la foule a acclamé et Daladier seul. Elle se montra maussade et même désagréable envers Georges Bonnet dont elle se méfiait par instinct.

La foule pour l'instant se repaît de sa sécurité retrouvée : il n'y aura pas la guerre tout de suite, les mobilisés vont revenir.

PARIS-SOIR lance une souscription publique pour offrir une petite maison de campagne à Neville Chamberlain sur le territoire français, maison qui s'appellera « La Maison de la Paix ».

* * *

1er octobre

Le 27 septembre au soir, j'ai à nouveau rencontré Otto Abetz au Café Fouquet. Le 29 il était à Munich rayonnant de joie s'occupant de la réception des journalistes français, les amenant dans les endroits où l'on s'amuse, etc.

Il a confié à notre collaborateur Paul Bringuier (qui était pour nous à Munich en même temps que Sauerwein) que lorsque les voitures de Chamberlain et de Daladier se sont éloignées après la signature de l'accord, Hitler qui les regardait partir par la fenêtre se retourna vers von Ribbentrop et laissa tomber avec dédain :

— C'est terrible. Je n'ai devant moi que des zéros !

CHAPITRE IV

« PENDANT L'ENTR'ACTE »

— Je me sens partagé entre un lâche soulagement et la honte », écrivit Léon Blum dans le POPULAIRE au lendemain de Munich. Il exprimait ainsi l'opinion moyenne des Français.

Dans l'hebdomadaire satirique LE CANARD ENCHAINE, l'écrivain Pierre Bénard remettait les choses sur leur véritable plan :

« Nous avons évité la guerre mais nous avons laissé dépecer la Tchécoslovaquie sans obtenir même qu'on y mît des formes. Il n'y a pas de quoi pavoiser. Quand on voit un pauvre type assommé par une bande de voyous, on peut détourner pudiquement la tête et changer de trottoir en disant : « Ce n'est pas la peine que je me fasse casser la figure par-dessus le marché. » Seulement, il est préférable de ne pas envoyer le lendemain, comme M. Georges Bonnet, sa photographie aux journaux avec en légende : « *le courageux sauveteur.* »

Les positions prises depuis longtemps à l'égard de la politique que devait suivre la France s'étaient enfin dévoilées au cours de la crise tchécoslovaque. Elles ne devaient pas subir de changements sensibles jusqu'à l'aboutissement logique de Munich : la guerre !

Pourtant dans la plus grande partie de l'opinion, le moment de « lâche soulagement » passé, la honte seule subsistait et lorsque la Chambre des Députés ratifia l'accord de Munich à l'unanimité, moins les voix communistes, celle de M. Henri de Kerillis et d'un obscur député socialiste de la Côte d'Or, il ne restait pas beaucoup de « Français moyens qui consentissent encore à s'avouer munichois ».

Mais au sein des partis, les divisions subsistaient comme avant septembre. On parlait encore de gauche, de centre et de droite, mais cela ne voulait plus rien dire. On était « belliciste » et antimunichois ou bien munichois et prêt à céder tout à Hitler.

Du côté des Munichois, il y avait naturellement toutes les forces qui pour des raisons diverses étaient au service de la propagande allemande. Celle-ci, grâce à son impunité triomphante, devenait de plus en plus effrontée. Des livres paraissaient publiés « à comptes d'auteur » [1] dans le fracas d'une coûteuse publicité pour présenter Hitler comme « le créateur d'un nouvel ordre européen », le chef de la « croisade antibolchevique », dénoncer le danger que « l'Etat tchécoslovaque faisait courir au monde », (sic) et affirmer que « les capitalistes, les Juifs et les communistes avaient conclu entre eux une sorte de sainte alliance pour déchaîner la guerre à travers l'Europe.

Mon attention avait été attirée par l'auteur de plusieurs de ces volumes (auxquels JE SUIS PARTOUT avait, dès leur parution, fait bruyamment

[1] C'est-à-dire aux frais de l'auteur.

écho). Il s'appelait Paul Ferdonnet. Je me souvenais avoir reçu quelques mois plus tôt la visite d'un individu dont la carte de visite m'avait frappé. Elle était ainsi rédigée :

PAUL FERDONNET
Représentant
de la Presse Nationale Française
Propriétaire en Lot-et-Garonne
BERLIN

Ce petit homme chafouin m'avait proposé de m'envoyer gratuitement des informations de Berlin. Il m'assura qu'il comptait beaucoup d'amitiés parmi les autorités nazies et qu'il était déjà le correspondant de plusieurs autres journaux de Paris. Naturellement j'avais décliné cette offre. Mais quelque temps plus tard, le nom de Ferdonnet revint à mes oreilles, mêlé à une curieuse histoire. Une agence de nouvelles s'était formée à Paris sous le nom de « Prima Presse ». Elle envoyait soit gratuitement soit pour des sommes minimes des informations ainsi que des photographies aux journaux et particulièrement aux quotidiens de province. L'agence « Prima Presse » pour se faire connaître promettait à ses abonnés de les faire profiter d'un nouveau procédé de clichage pour les photos. Or, mes confrères allemands réfugiés m'avaient fait part de leur surprise et de leur indignation : ce procédé avait été breveté à Berlin au début de 1933, juste avant l'avènement du nazisme, par deux inventeurs juifs qui avaient été envoyés dans un camp de concentration et dont les plans et les machines avaient été confisqués. Je demandais des renseignements sur « *Prima Presse* » et ses propriétaires au Président du Syndicat des

Agences de Presse, M. Paul Winkler. Il me répondit aussitôt que de plusieurs côtés on lui avait déjà signalé les mystérieux agissements de cette agence dont les directeurs étaient M. Paul Ferdonnet et un certain Pierre Mouthon. Et il me mit sous les yeux une des feuilles de « dépêches » de Prima-Presse. D'où qu'elles fussent datées, toutes les informations étaient nettement d'inspiration nazie.

Je ne tardai pas à apprendre que Paul Ferdonnet était un employé du fameux Dr Schmoll (de l'Ambassade d'Allemagne) et d'Otto Abetz. Jusqu'au mois de juillet 1939, l'agence Prima-Presse continua à fonctionner quoique sa position suspecte eût été à diverses reprises signalée aux pouvoirs publics. (Président du Conseil, Ministère de l'Information, Ministère de la Guerre). L'Agence Havas faillit même prendre en mars 1939 la distribution des dépêches Prima-Presse.

On devait après le début de la guerre retrouver Ferdonnet et Pierre Mouthon dans des endroits imprévus, et avoir l'explication des mystérieuses protections dont jouissait « Prima-Presse ». Mais ceci est une autre histoire que je raconterai plus loin.

Les thèmes développés par Ferdonnet étaient les mêmes que ceux développés par le Parti Franciste dont le Président était Marcel Bucard et dont les adhérents — peu nombreux, il faut l'avouer, mais bruyants — portaient des chemises bleues. J'avais eu personnellement à faire avec le Vice-Président de ce groupement, un avocat du nom d'André Herman Grégoire. M. Grégoire, né en Alsace, avait fait la guerre de 1914-1918 dans les armées du Kaiser. Il

faut rendre cette justice à M. Grégoire — c'est qu'il ne reniait pas ses antécédents. Il s'était inscrit au barreau de Paris, mais il se promenait fièrement dans les couloirs du Palais de Justice avec son visage taillladé de cicatrices à la façon des étudiants de Heidelberg et sur sa robe d'avocat s'étalait un large ruban qu'aucun autre membre de l'Ordre ne portait.

— Quelle est cette décoration ? lui demandaient ses confrères.

— La Croix de Fer. Je l'ai gagnée sur le champ de bataille d'en face, répondait M. Grégoire en fixant son interlocuteur droit dans les yeux.

Marié à une Américaine assez répandue dans le monde, il était devenu à l'avènement du nazisme l'avocat officiel de l'Ambasade d'Allemagne. Il était aussi accessoirement celui de la Duchesse de Windsor, ex-Wallis Simpson. C'est à ce titre qu'il avait fait un procès à PARIS-SOIR lorsque nous avions publié sur la Duchesse une série d'articles écrits par son cousin, le journaliste américain Newbold Noyes.[1]

M. Grégoire avait été si enchanté apparemment d'entrer en relations avec notre journal et avait tenu à nos représentants de tels propos que je m'étais décidé à me procurer sur lui de plus amples détails. J'avais appris qu'il faisait de fréquents voyages en Allemagne et qu'il était le véritable animateur du parti anti-démocratique et antisémite de Marcel Bucard. Les Francistes, émanation directe du bureau

[1] Cette série paraissait en même temps dans de nombreux journaux aux Etats-Unis entre autres au NEW YORK DAILY NEWS. C'est seulement à PARIS-SOIR que la Duchesse de Windsor tenta de faire un procès.

du Dr Goebbels, avaient naturellement pour devise : « France d'abord ».

Personne ne s'étonnait que LE MATIN développât les points de vue allemands. Le jour même de la mobilisation partielle, son rédacteur-en-chef, Stéphane Lausanne, écrivait :

« *Eh quoi ! Est-ce pour une affaire où la France n'est qu'indirectement mêlée et qui en principe est aux trois-quarts réglée, est-ce pour une querelle de race au centre de l'Europe qu'il faut que les Français quittent leurs familles, leurs foyers et leur travail ?* »

M. Bunau-Varilla, en dehors d'autres avantages, avait obtenu des Allemands qu'ils exploitent sur une grande échelle son fameux produit destiné à guérir tous les maux — le Synthol. Otto Abetz raconta plus tard en éclatant de rire comment son collègue, le représentant des industries chimiques allemandes, avait, pour flatter l'orgueil du vieux Maurice Bunau-Varilla, déclaré en signant le contrat :

« Quelle que soit la science de nos savants, Monsieur, ils ont été stupéfaits par le Synthol. Ils ont réussi à en faire l'analyse, ils sont incapables d'en faire la synthèse. » Le potentat du MATIN l'aurait embrassé !

En tout cas, il se fit une plus grande idée encore de l'Allemagne. M. Bunau-Varilla avait jusque-là joué un jeu subtil. Comme paratonnerre, il avait pris pour correspondant en Allemagne, puis comme rédacteur-en-chef, un véritable patriote français de la meilleure trempe, Philippe Barrès, fils du célèbre écrivain nationaliste, et lui-même combattant héroï-

que de la dernière guerre. Philippe Barrès n'avait cessé de dénoncer avec courage, clairvoyance et talent les préparatifs impérialistes allemands. Jamais une ligne de ses articles n'avait été coupée. LE MATIN les mettait au contraire en valeur. Mais un beau matin, Philippe Barrès s'aperçut que LE MATIN prenait prétexte du réarmement nazi non point pour que la France adopte une politique de vigilance mais au contraire une politique d'abandon. Il donna aussitôt sa démission. Nous fûmes heureux de l'accueillir à PARIS-SOIR où il poursuivit sa tâche dans une meilleure atmosphère.

LE TEMPS, on s'en doutait, avait été munichois bien avant Munich et il avait même publié un article d'un juriste nommé Joseph Barthélémy pour démontrer la « caducité du traité franco-tchèque par suite de la rupture des accords de Locarno ». Après Munich, il restait plus munichois encore. Les journaux trotzykistes, anarchistes et syndicalistes adoptèrent la même attitude que des journaux de droite tels que LE JOURNAL de Pierre Guimier (dont le Président du Conseil d'Administration était le marchand de papier monarchiste Raoul Dharblay), LE JOUR de Léon Bailby et naturellement CANDIDE, GRINGOIRE et l'ACTION FRANÇAISE.

Dans LE JOURNAL, le 21 septembre, avait paru un curieux article de M. Gabriel Hanotaux qui disait :

« *On finit par admettre que les puissances intéressées eussent mieux fait de délibérer au plus entre elles sur les incidents qui menaçaient de se préparer*

dans les Balkans. » M. Gabriel Hanotaux, ancien Ministre des Affaires Etrangères et membre de l'Académie Française, était persuadé que la Tchécoslovaquie se situait dans les Balkans ! C'est dans LE JOURNAL que l'ancien Président du Conseil Pierre-Etienne Flandin avait mené sa campagne de renoncement à toute action européenne.[1]

M. Léon Bailby, lui, révélait froidement le fond de sa pensée quand il écrivait :

« *Nous ne voulons pas la guerre maintenant, nous souhaitons un répit qui nous donnera le temps de changer nos mauvais maîtres.* »

Quant à l'ACTION FRANÇAISE, elle affirmait chaque jour « La guerre ouvrirait les portes à la révolution communiste. Aussi, toute politique qui nous éloigne de la guerre aura notre appui. » Le 29 septembre, l'ACTION FRANÇAISE fut saisie et poursuivie pour provocation au meurtre pour avoir publié une parodie de l' « Internationale » ainsi conçue :

S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros
Il faut que nos premières balles
Soient pour Mandel, Blum et Reynaud. »

Somme toute, l'ACTION FRANÇAISE reprenait la suggestion de JE SUIS PARTOUT ; mon nom seul

[1] Le jour de Munich Pierre-Etienne Flandin envoya un télégramme de félicitations à tous les signataires de l'accord, y compris Hitler.

avait disparu de la liste, sans doute à cause du rythme et de la rime.[1]

* * *

La presse munichoise stigmatisait ceux qui ne voulaient point s'incliner devant Hitler en les traitant de « vendus aux Soviets » et de « membres du parti franco-russe », de « juifs » ou de « valets du capitalisme ». Voyons d'abord ceux qu'on appelait les Franco-russes.

Henri de Kerillis dans son journal l'EPOQUE fut le premier à dénoncer Otto Abetz et ceux qu'il avait corrompus. Son courage ne se démentit pas un seul instant aussi bien dans ses articles que dans ses discours à la Chambre. Après Munich, lors de la séance de ratification du traité, il lança à M. Daladier cet argument sans réplique :

« Qu'on ne vienne pas nous dire comme certains l'ont fait que l'armée française nous condamnait à ce désastre politique car je répondrais que Monsieur le Président du Conseil connaissait l'état de l'Armée Française dont il est le Ministre responsable depuis deux ans et demi quand il renouvelait constamment à la face du monde des promesses que vous savez. »

Le 12 juillet encore M. Daladier n'a-t-il point dans un discours renouvelé « les engagements solennels

[1] Le véritable couplet de l' « *Internationale* » est :

S'ils s'obstinent ces cannibales
A faire de nous des héros
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

inéluctables et sacrés de la France envers la Tchécoslovaquie » ?

L'ex-collaborateur d'Henri de Kerillis à l'ECHO DE PARIS, André Géraud, dit Pertinax, qui était presque toujours fort bien informé, n'avait plus de tribune que dans les journaux à tirage limité, l'hebdomadaire l'EUROPE NOUVELLE et le journal l'ORDRE dirigé par Emile Buré, mais ces deux organes touchaient toutes les personnalités dont dépendait la vie du pays. Sans arrêt, Pertinax affirmait que toujours dans l'Histoire Sadowa provoquait Sedan. Il avait exprimé sa surprise de voir le Général Vuillemin, chef de notre aviation militaire, partir pour l'Allemagne en pleine crise tchécoslovaque, s'y laisser acclamer et revenir en affirmant « qu'avant de longue années c'était une folie que de s'opposer à l'aviation allemande » alors que le Général Vuillemin avait été justement le chef militaire qui s'était le plus opposé au développement de notre industrie aéronautique.[1]

Emile Buré était aussi une des bêtes noires des « cède-toujours ». Pendant de longues années, il avait été le collaborateur d'Aristide Briand, puis il avait évolué vers la droite. Nul ne pouvait nier son mer-

[1] Le Général Vuillemin, pilote sorti du rang, s'était bravement conduit pendant la première guerre mondiale. Depuis, il avait acquis une grande popularité en participant à des raids et en dirigeant la « Croisière Noire », rallye militaire aérien à travers l'Afrique française. La famille Vuillemin était liée depuis longtemps avec la famille de Georges Bonnet et le Général, sa femme et leurs enfants passaient leurs vacances près d'Arcachon avec le Ministre des Affaires Etrangères, sa femme et leur fils.

veilleux talent de chroniqueur, sa verve drue, son raisonnement logique. Emile Buré avait été mon patron pendant un temps lors de mes débuts et j'ai toujours gardé pour lui une vive affection. J'ai appris beaucoup à son contact. C'est un homme qui a le goût de l'indépendance et de la bohème, un de ces vieux journalistes parisiens qui se lève tard, lit longuement une quinzaine de journaux, ne manquerait pour rien au monde son apéritif sur la terrasse d'un café, a horreur du téléphone, reçoit dans son bureau des hommes politiques, des hommes d'affaires et des jolies femmes, avec lesquels il a d'interminables conversations, puis met soudain tout le monde à la porte en hurlant au moment où le secrétaire de rédaction commence à s'arracher les cheveux parce que l'heure de la tombée de la dernière page a sonné et que le « patron » n'a pas commencé à écrire son éditorial...

Enfin parmi les Franco-russes, les Munichois comptaient aussi Mme Geneviève Tabouis — maigre, sympathique et gracieuse dame à cheveux blancs et aux bonnes manières que je rencontrais parfois dans les dîners d'Ambassade. Petite-nièce des grands Ambassadeurs Cambon qui lui ouvrirent les portes du monde diplomatique et politique, Geneviève Tabouis, dévorante et dévorée d'activité, avait créé un genre nouveau dans la chronique diplomatique. Elle avait l'ambition de dévoiler chaque jour la petite histoire des Chancelleries, d'exposer le dessous des cartes et de prédire l'avenir. Hitler — dont les révélations de Tabouis avaient plusieurs fois dérangé les plans — lui assura une gloire mondiale quand dans un de

ses discours il déclara que « *Mme Tabouis savait mieux que lui ce qu'il pensait et ce qu'il allait faire* ».

Geneviève Tabouis écrivait dans l'ŒUVRE, le plus important quotidien de gauche, lu surtout par de nombreux petits fonctionnaires. L'ŒUVRE, placée sous le contrôle de l'Agence Havas, tombait et retombait d'aventures en aventures, tour à tour sous la direction occulte soit de Ferdinand Bouisson, ex-Président de la Chambre qui fut Président du Conseil pendant un jour et qui était l'ami et l'homme de paille de Pierre Laval, soit de M. Jean Hennessy, ce marchand de cognac que nous avons vu devenir le fossoyeur du QUOTIDIEN et le fondateur du premier parti national-socialiste français. Naturellement le public ignorait tout cela et pour lui l'ŒUVRE demeurait immuablement ce qu'elle était en façade : un journal radical-socialiste.

A côté des articles de Mme Geneviève Tabouis, l'ŒUVRE publiait aussi des articles ultra-pacifistes de Marcel Déat et d'autres dans le même sens de M. Georges de la Fouchardière. Sous sa signature, on pouvait lire le 7 septembre 1938 :

« *Il y a un an personne ne soupçonnait même l'existence des Sudètes et voici qu'il est question de guerre parce que M. Hitler veut affirmer le droit qu'ont les Sudètes de porter des bas blancs et que notre devoir sacré est de soutenir nos amis tchèques qui veulent obliger les Sudètes à porter des bas de couleur. Il faut que les humains soient devenus plus bêtes que les cochons car il est normal qu'avec des cochons on fasse de la chair à saucisse.* »

Mieux, M. Georges de la Fouchardière se moquait

bassement de Mme Geneviève Tabouis dont les articles paraissaient à côté des siens. « *Mlle de Thèbes,* écrivait-il, *a une clé qui ouvre toutes les valises diplomatiques, c'est à elle et non pas à ces idiots de diplomates que les Chanceliers communiquent les messages chiffrés. Sa double, sa triple, sa quadruple vue s'exerce de Londres à Prague, via Moscou et Tokio. Et dans un joyeux délire prophétique, elle écume sur son trépied. Soyons impartial : quelquefois par le jeu normal des probabilités, ses prophéties tombent juste dans la même proportion que les pronostics des tuyauteurs qui sur le turf vous offrent un gagnant infaillible.* »

Les pronostics de Mme Geneviève Tabouis tombaient juste assez souvent pour faire pâlir de rage les pro-nazis et pour assurer à Geneviève Tabouis une clientèle fidèle et nombreuse, ce qui contraignait la direction de L'ŒUVRE à maintenir sa collaboration.

MM. Emile Buré, Pertinax, Henri de Kerillis et Mme Geneviève Tabouis étaient tous les quatre des bourgeois, un peu conservateurs et très anticommunistes. Mais on les accusait d'être à la solde des Soviets parce qu'ils se déclaraient partisans de l'alliance militaire avec les Soviets. Il est indéniable — et c'est d'ailleurs naturel — qu'une partie de leurs informations leur étaient fournies par les diplomates étrangers ; une autre partie par des journalistes émigrés. La droite eut beau jeu souvent de prendre avantage de ces sources et l'Allemagne qui comptait parmi les soi-disants émigrés des agents et des espions, utilisa parfois aussi la voie de ses

ennemis déclarés pour provoquer en France les réactions qu'elle désirait.

* * *

Les Juifs étaient aussi accusés de vouloir « déclencher la bagarre » et on parlait déjà de les en punir cruellement. M. Lucien Rebatet dans JE SUIS PARTOUT reprenait ce thème en décrivant un pogrom auquel il venait d'assister en Autriche. Ce spectacle l'avait rempli d'aise et il le recommandait à ses compatriotes en ces termes :

« Dans toutes ces rues, toutes ces venelles que j'ai connues si grouillantes d'un peuple grimaçant et fiévreux, Glockengasse, Tempelgasse, Ferdinandstrasse, Taborstrasse, c'est le silence effrayé qui suit les cataclysmes. Ici, les antijuifs opèrent à leur guise : *la fantaisie des étudiants, des ouvriers, des artisans* se donne libre cours ! (sic).

« De tous côtés, les enseignes, les vitrines sont épouvantablement barbouillées à l'encre, au cambouis, au goudron et même... oui, il n'y a pas de doute, ça en est bien. Partout, en énormes lettres : « Sau Jude... Porc Juif », les deux triangles croisés, des gueules talmudiques peinturlurées en quatre traits vengeurs : « Maison juive, attention. » « Maison juive. N'achetez pas. » Sur les murs des corridors cette inscription : « Maison frappée par la peste juive à tous les étages. A nettoyer d'urgence. »

« En somme, je suis en train d'assister à un pogrom. L'antisémitisme allemand bouleverse le ghetto et il a raison. On s'est beaucoup trop attendri

sur le menu peuple juif. Je cherche ce qui nous empêcherait de dire que l'antisémitisme allemand offre un exemple de justice distributive dont les nations enjuivées devraient faire leur profit plutôt que de se voiler la face en criant à la sauvagerie. »

En même temps, l'écrivain Louis-Ferdinand Céline (qui s'était fait connaître par son livre VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT) réclamait lui aussi des pogroms dans un nouvel ouvrage intitulé simplement BAGATELLE POUR UN MASSACRE.

Pourtant un grand nombre de Juifs français étaient parmi les Munichois les plus enragés : comme Emanuel Berl, premier Directeur de MARIANNE qui avait lancé au printemps 1938 un pamphlet LE PAVE DE PARIS pour réclamer une entente avec l'Allemagne, comme Michel Alexandre, délégué du Comité Syndicaliste pour l'action pour la paix, comme Mmes Jeannette Alexandre, Betty Brunschwigg, Yvonne Hagenauer, Madeleine Paz, Sarah Weil-Raynal, qui avaient signé un appel des femmes contre la guerre intitulé « Plus de guerre jamais, des négociations toujours », comme beaucoup d'autres inscrits à l'Action Française et aux partis de droite (il y en avait énormément au Parti Social Français ex-Croix de Feu) ou dans les ligues pacifistes ou encore comme nous le verrons — parmi les banquiers.

En vérité, les Juifs français étaient aussi divisés sur la question de la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne que tous les autres Français. Beaucoup d'entre eux avaient été les adversaires déclarés de Léon Blum non seulement parce qu'ils étaient contre

le Front Populaire, mais encore parce qu'ils craignaient que la politique pratiquée par un de leurs coreligionnaires ne provoquât en France de l'antisémitisme.[1]

Les agents allemands pour persuader la masse française de l'influence belliciste des Juifs menaient grand bruit autour de l'action de deux ministres israélites du Cabinet — Georges Mandel et Jean Zay. Georges Mandel restait dans la ligne de son patron, Georges Clemenceau. Quant à Jean Zay, sur lequel pleuvaient les insultes, de père israélite et de mère protestante, il avait été élevé dans la religion de sa mère, avait épousé une protestante et ses enfants eux-mêmes étaient protestants. Seuls ses amis connaissaient ces faits et il leur avait demandé de ne pas les révéler, ne voulant pas avoir l'air de renier par lâcheté les ancêtres de son père. [2]

A droite, Paul Levy, directeur de l'hebdomadaire AUX ECOUTES, au centre le philosophe Julien Benda, à gauche Georges Boris, les socialistes Salomon Grumbach, Louis Levy, Georges Gombault se réclamaient de la même politique extérieure que les catholiques ou les protestants et de tous les partis qui dénonçaient Hitler comme un danger pour la Nation et pour le Monde.

La Ligue Internationale contre l'antisémitisme à

[1] Le Grand Rabbin de Paris lui-même fit une démarche auprès de Léon Blum en 1937 pour tenter de le persuader de donner sa démission.

[2] Contre Jean Zay on se servait de la même accusation : un poème qu'il avait écrit dans sa jeunesse où il parlait en termes orduriers du drapeau français. Or ce poème était la *parodie* d'un poème anarchiste, une blague d'étudiant !

laquelle se dévouait fiévreusement le jeune polémiste Bernard Lecache, brûlant d'indignation contre le sort malheureux des Juifs d'Allemagne, allait plus loin et souvent avec une virulence qui aurait dû être sympathique par sa maladresse même. Mais on ne saurait en tout cas lui faire grief d'avoir dénoncé les Juifs qui « hurlent avec les loups que souvent ils engraissent jusqu'au moment où ils sont mangés à leur tour. »

* * *

Voyons maintenant le rôle des « capitalistes » accusés eux aussi sous l'instigation de Berlin de vouloir la guerre.

A Londres comme à Paris, toutes les oligarchies financières appuyaient au contraire de toutes leurs forces la politique d'abandon. Pendant les jours qui précédèrent Munich, M. Albert Sarraut, Ministre de l'Intérieur, reçut le disque d'une conversation enregistrée par son service d'écoutes téléphoniques. Une très grande banque franco-anglaise à laquelle le gouvernement français confiait ses opérations de change avait téléphoné de Paris à Londres pour passer d'énormes ordres d'achats en bourse. Cette conversation était accompagnée de précisions minutieuses sur les négociations et les projets du Ministre des Affaires Etrangères, précisions que M. Albert Sarraut lui-même ne possédait pas ! Il prit le disque et le porta à M. Daladier. Celui-ci entra dans une grande colère, convoqua M. Georges Bonnet mais les évé-

nements étaient si graves que l'affaire s'arrangea et ne fut jamais connue que de rares initiés.

Le Comité des Forges, la Royal Dutch et ses filiales, les sociétés de produits chimiques et d'électricité, le Comité des Houillères, les trusts d'assurance et de nombreuses banques s'employèrent à fond en France pour soutenir la politique de M. Georges Bonnet.

Pourquoi ? Parce que les marchands de canons préféraient que l'on continue la course aux armements pendant de longues années encore, sans que leurs bénéfices soient diminués par les taxes de guerre, parce qu'ils espéraient qu'Hitler pourrait se déchaîner sur la Russie et détruire le bolchevisme, ou parce qu'ils estimaient (comme cela avait été la doctrine des Rothschild durant deux siècles) que la guerre ne rapporte pas ?

M. Schneider, propriétaire des importantes usines de Creusot, était intéressé à la Skoda tchécoslovaque, à de nombreuses affaires en Europe Centrale, l'Asap (automobiles), l'Avia (avions), la Konstructiva (travaux publics), les mines et forges de Banska, la Banque de l'Union Européenne, et on affirme qu'il vendit ses intérêts dans ces affaires plusieurs mois avant septembre 1938. Quelles conclusions faut-il en tirer ? Faut-il croire ceux qui voyaient là un épisode décisif de la lutte entre d'une part l'Imperial Chemical (anglais) et la I. G. Farben (allemand) appuyés par Kuhlmann contre d'autre part le trust tchécoslovaque des Manufactures réunies, des produits chimiques d'Aussig (en pays sudète) soutenu par la Dupont de Nemours américaine ? Ou assistions-nous à un combat de la Vickers (fabrique anglaise

liée à Krupp) contre le groupe Skoda-Schneider ?

Quoi qu'il en soit, des négociations antérieures aux accords de Munich avaient fait passer la plupart des intérêts franco-anglais investis en Europe Centrale sous la gérance de la Banque des Pays d'Europe Centrale aux mains de capitalistes allemands.

* * *

Il convient de ne pas oublier ici les « synarchistes ».

La synarchie est un de ces mouvements qui se développèrent dans l'ombre et dans les parlottes, parmi les « jeunes » à qui pesaient les erreurs d'un régime auquel ils n'avaient pas su s'imposer. Mais la « synarchie » était plus mystérieuse que les mouvements similaires et — dit-on — plus puissante aussi. Le théoricien de la synarchie était un jeune et fort intelligent ingénieur du nom de Jean Coutrot. Celui-ci avait proclamé les principes suivants :

1°) l'organisation de notre monde mécanisé devait revenir à un nombre restreint de techniciens.

2°) la technique ne connaissait pas de patrie.

La « synarchie » — inspirée indirectement par les « 300 » de Balzac et les ouvrages de Gobineau — veut donc accomplir une révolution non sanglante qui mettrait les organes directeurs dans chaque pays aux mains des cadres. Pour cela les synarchistes entendent profiter des circonstances, quelles qu'elles soient.

Le mouvement synarchiste avait en France même des ramifications dans les groupes planistes, syndi-

calistes, industriels et financiers. Il s'étendait, au delà des frontières, dans les mêmes milieux. Des hommes d'affaires hardis — pressentant la fatalité de grands bouleversements sociaux — les aidaient secrètement, voyant dans leur action une barrière contre les mouvements anticapitalistes brutaux. Par une curieuse coïncidence, la plupart des synarchistes français se trouvaient réunis autour d'Hippolyte Worms, armateur et banquier français dont les chantiers maritimes se trouvaient en Grande-Bretagne, mais qui représentait à Paris les intérêts du banquier allemand Schroeder de Cologne, un des premiers commanditaires du mouvement national-socialiste en Allemagne. Jean Coutrot ne voyait pas sans effroi le mouvement dont il avait été l'initiateur devenir un instrument dans les mains des industriels et des gens de finances et — indirectement, mais plus habilement — dans celles aussi de l'Allemagne nazie. A plusieurs reprises, Coutrot avait mis en garde ses amis. Mais la « synarchie » entendait jouer sur tous les tableaux qui lui paraissaient devoir leur permettre de gagner le jeu rapidement. L'un de ses chefs, Pierre Pucheu, sorti du peuple, normalien et financier, avait tour à tour milité chez Doriot, au Parti Populaire français, et avec le Colonel de la Rocque, chez les Croix de Feu. Il avait représenté le Comité des Forges au Comité Sidérurgique franco-allemand. Il était aussi dans les affaires d'Hippolyte Worms. Pierre Pucheu répétait : « Lorsque les techniciens auront le pouvoir, ils pourront boucler les capitalistes, combattre la stupidité du racisme et supprimer à jamais le danger du nationa-

lisme. Mais pour arriver au pouvoir, ils ont besoin de l'argent des gens riches, de la bonne volonté des bourgeois et de la complicité du seul pays fort en Europe, l'Allemagne. Allons au plus vite. Il s'agit d'établir la synarchie en France pour donner l'exemple au monde avant qu'il soit trop tard et que le communisme ait triomphé partout. » Cet état d'esprit était plus ou moins celui des autres synarchistes notoires : Gérard Bardet, jeune industriel qui, le premier en France, avait — dans ses usines modèles — intéressé ses ouvriers aux bénéfices ; l'ingénieur Gibrat ; l'agriculteur Jacques Leroy-Ladurie et son frère, inspecteur des Finances ; François Lehideux, gendre du constructeur d'automobiles Louis Renault — entre autres. C'est lors du drame de Munich que — sans bruit mais avec efficacité — la « synarchie » joua son premier rôle important.

* * *

La situation économique en France empirait. Le premier novembre, Paul Reynaud succéda à M. Marchandeau au Ministère des Finances. Le 7 novembre, un jeune Polonais nommé Grynspan, dont des parents avaient été martyrisés par des nazis dans des camps de concentration, se présenta rue de Lille à l'Ambassade d'Allemagne et reçu par le Conseiller Von Rath, l'abattit d'un coup de revolver.[1] L'Alle-

[1] Le cas Grynspan provoqua une émotion considérable dans tous les pays. Le jeune Polonais incarcéré *ne fut jamais jugé*. Il était encore en prison quand les Allemands envahirent la France. Grynspan fut la première personne dont les Allemands exigèrent la remise par les autorités françaises en vertu du fameux « Article 19 » du Traité d'Armistice du 22 juin 1940.

magne aussitôt organisa sous prétexte de représailles un immense et atroce pogrom à travers le territoire du Reich.

Le monde entier indigné protesta et les Etats-Unis, à titre de désapprobation, rappelèrent leur Ambassadeur à Berlin « pour consultation ».

Le 23 novembre au Conseil des Ministres, M. Georges Bonnet annonça que l'Allemagne « consentait » à signer un traité de non-agression avec la France semblable à celui que Chamberlain et Hitler conclurent tout de suite après l'accord de Munich. Von Ribbentrop viendrait lui-même à Paris pour inaugurer solennellement cette nouvelle ère dans les relations franco-allemandes. Les Ministres n'avaient jamais été mis au courant de cette nouvelle négociation. Beaucoup protestèrent qu'au moins le moment était mal choisi. Daladier reconnut qu'on aurait dû avertir l'opinion publique plus tôt des conversations engagées et que la venue de Von Ribbentrop à Paris à ce moment pouvait sembler inopportune aussi bien aux Français qu'à l'étranger. Le Président Albert Lebrun, qui prenait peu souvent partie, approuva la déclaration du Président du Conseil. Jean Zay ainsi que Campinchi déclarèrent qu'ils craignaient des troubles dans la population. Anatole de Monzie suggéra que la rencontre ait lieu à Strasbourg. Enfin, Paul Reynaud se leva :

— Il faut retarder la signature de ce traité, dit-il, car si le traité est pour nous, le voyage est pour les nazis. Ils veulent trouver un moyen de rétablir leur prestige.

Georges Bonnet insista :

— On ne peut pas remettre le voyage. L'Allemagne considérerait cela comme un geste inamical car, dit-il, elle n'a aucun intérêt à cet accord, *elle n'y consent que pour être agréable à la France.* Va-t-on remettre en question tous les problèmes résolus par Munich ?

Soutenu par Camille Chautemps, Guy la Chambre, le Ministre d'Agriculture Queuille, Georges Bonnet l'emporta.

Le Parti Communiste parvint à convaincre la Confédération Générale du Travail de déclarer une grève générale. Mais le pays secoué par tant d'événements n'aspirait plus qu'à la tranquillité. La grève annoncée pour le 30 novembre était très impopulaire même chez les ouvriers. Daladier le sentit et s'y opposa avec force, annonçant que des sanctions très sévères seraient prises contre les fonctionnaires qui ne rejoindraient pas leur poste et que les ouvriers et employés qui n'iraient pas à leur travail pourraient être renvoyés purement et simplement par leurs employeurs. La grève fut un échec total. Le lendemain un million d'ouvriers quittèrent la Confédération Générale du Travail et le prestige de Daladier fut considérablement augmenté.

FAITS CURIEUX :

1). Dans le PETIT PARISIEN du 30 novembre on pouvait lire cette dépêche datée de Londres :

« *On suppose à Berlin que M. Daladier l'emportera dans la lutte avec les syndicats ouvriers. Avec un gouvernement de gauche, le Reich ne voudrait nullement conclure un accord pacifique.* »

De la même façon, Hitler quelques jours plus tôt

dans un grand discours avait jeté l'exclusive sur certains hommes politiques anglais (entre autres MM. Winston Churchill et Eden) et avait indiqué ceux avec lesquels il consentirait à s'entendre.

2). Le 30 novembre, le jour même de la grève mais avant qu'on connaisse son piteux échec, les députés italiens réunis à Rome réclamèrent pour la première fois Nice, Corse, la Savoie et la Tunisie.

Les pays qui avaient abdiqué n'allaient pas tarder à connaître les exigences de ceux qui — grâce à leur soumission — se sentaient les plus forts.

* * *

— Allo, Lazareff ? Joignez-vous à nous ce soir, mon cher, nous allons à Montmartre fêter l'heureux événement.

C'est Otto Abetz qui me téléphonait. Je savais qu'il avait déjà invité plusieurs autres journalistes dont un certain nombre de mes collaborateurs. Je refusais assez sèchement. Il était venu avec Von Ribbentrop pour la signature solennelle de l'accord franco-allemand, « le plus beau jour de ma vie », disait-il. Il n'y eut pas la moindre manifestation durant le séjour de M. von Ribbentrop qui fut entouré de l'indifférence générale. Un grand dîner donné par M. Georges Bonnet pour le Ministre des Affaires Etrangères allemand réunit de nombreuses personnalités dont les représentants de toutes les grandes institutions financières et de toutes les industries. Toutefois, pas un seul Israélite n'y fut invité. Il y eut aussi une réception à l'Ambassade d'Allemagne

pour laquelle, contrairement à tous les usages, les invitations furent rédigées en langue allemande. Quelques Français eurent assez de dignité pour renvoyer leurs cartons à l'Ambassadeur Von Welzscheck.

Deux jours après le retour de M. von Ribbentrop à Berlin, je rencontrais chez la comtesse de Montgomery, Paul Reynaud et l'Ambasadeur de Pologne Luscasiewicz.

— Vous vous êtes réjoui trop tôt des malheurs de la Tchécoslovaquie, dit Paul Reynaud à Luscasiewicz, dans peu de temps, c'est à vous que les Allemands vont s'en prendre.

Luscasiewicz est intelligent, violent et têtu.

— Jamais, dit-il, l'Allemagne n'osera ! Nous sommes plus forts et plus intelligents que les Tchèques. D'ailleurs, vous voyez bien qu'ils laissent même la Tchécoslovaquie tranquille, maintenant.

— Avant mars, s'écria Reynaud, l'Allemagne aura mangé la Tchécoslovaquie, en août elle se jettera sur la Pologne.

— On dirait que vous le souhaitez !

— Non, mais je refuse de fermer les yeux.

Une dispute éclata entre les deux hommes qui manquèrent d'en venir aux mains.

Plus tard dans la soirée, Paul Reynaud me fait part de ses craintes :

— Les menaces de Mussolini envers notre pays m'inquiètent beaucoup moins que les nouvelles qui viennent d'Allemagne et surtout de l'aveuglement des dirigeants polonais et français. Vous souvenez-vous de l'article que je vous ai donné l'année der-

nière : « Nous sommes entrés dans la période non-sanglante de la guerre. » Si je n'étais pas Ministre, je vous en donnerais un autre aujourd'hui car nous n'allons pas tarder à entrer dans la période *sanglante* de la guerre. Les chefs de l'armée allemande veulent profiter des avantages que Munich leur a donnés. Ce sont eux maintenant qui poussent le parti national-socialiste. Heureusement qu'en Angleterre, ça va bien mieux. M. Chamberlain et lord Halifax se rendent un compte plus exact des réalités. Ni eux ni l'opinion publique de l'autre côté de la Manche n'accepteront que Hitler transige sur les accords de Munich, en dépit d'une séquelle d'indécrottables apaiseurs. J'ai reçu des nouvelles de Winston Churchill, ce matin. Il se réjouit du réveil de l'esprit national britannique.

— Mais qui réveillera l'esprit national en France ?

— Mussolini peut-être. Ses insultes auront au moins cet avantage.

CHAPITRE V

CHERCHEZ LA FEMME

La première était née au milieu de caisses de savon ; la seconde parmi les boîtes de sardines. Mais ces deux bourgeoises, filles de riches industriels, assez jolies dans leur jeunesse pour se croire irrésistibles, avaient au cœur la même ambition. L'une et l'autre entrèrent, par leur mariage, dans l'aristocratie. L'une et l'autre voulurent conduire les destinées de la République. L'une et l'autre, la Comtesse Hélène de Portes et la Marquise de Crussol, ont joué un tel rôle dans la catastrophe où la France a failli sombrer que nous devons parler d'elles malgré notre répugnance à mettre en cause des femmes dont l'une a déjà été condamnée à mort par le Destin et exécutée.

La petite Hélène Rebuffel avait eu, toute jeune, le désir de réussir, de jouer un rôle. Elle était riche. Son père, Charles Sans-Rebuffel, possédait aux environs de Marseille une fabrique de savon et de matières grasses. Il contrôlait en outre plusieurs compagnies de navigation, tout un ensemble de sociétés disséminées dans le Proche-Orient et dans les principales possessions de la France d'Outre-Mer.

Hélène fut élevée par les meilleures gouvernantes, puis dans les plus élégants pensionnats. Elle brillait aisément parmi les amis de son père, industriels,

négociants, financiers ou politiciens bourgeois, mais elle avait toujours rêvé de s'évader de ce milieu. Elle voulait forcer les portes des salons fermés à ceux qui n'étaient pas nés aristocrates ou qui n'occupaient pas un poste de commandement dans le pays.

Hélène connaisait ses armes : sa fraîcheur, sa grâce, sa beauté irritante, son autorité de jeune fille insupportable, la drôlerie et l'imprévu de ses conversations et aussi sa dot importante. Elle était en outre habile à se faire des relations.

Un des meilleurs amis de son père, André Tardieu, lui présenta Paul Reynaud qui commençait alors à faire parler de lui. Petit, sec, nerveux, beau parleur, c'était le fils d'un bas-alpin qui s'était enrichi dans le commerce au Mexique.

Paul Reynaud s'était rapidement fait connaître au Palais par son indépendance d'esprit, sa clarté et son sens des formules heureuses. Il avait épousé la fille de son patron, Maître Henri-Robert, Bâtonnier de l'ordre des avocats. De ce mariage avec Jeanne Henri-Robert était née une fille, Colette, mais on savait le couple désuni. Elu député par ses compatriotes au lendemain de la guerre durant laquelle il s'était héroïquement conduit, Paul Reynaud, battu en 1924, se fit réélire quelque temps après comme député de Paris. La hardiesse de ses conceptions financières et ses interventions retentissantes sur le réveil et les intentions cachées de l'Allemagne l'avaient classé parmi les meilleurs orateurs nationaux.

Un flirt s'ébaucha bientôt entre la jeune Hélène Rebuffel et Paul Reynaud deux fois plus âgé qu'elle mais qui avait conservé une apparence d'extrême jeu-

nesse. Ce flirt fut paradoxalement facilité par l'amitié profonde qui lia par la suite Hélène Rebuffel et Jeanne Paul-Reynaud.

Mais Hélène Rebuffel n'était pas femme à se contenter d'une amourette de jeune fille avec un personnage politique de second plan. Elle vint à Paris et se mit sous la protection de son amie, la Comtesse Marthe de Fels (une vraie aristocrate celle-là, née Mlle de Cumont, mariée à un riche député et dont le salon était un des mieux fréquentés de la capitale). Marthe de Fels s'attacha à Hélène Rebuffel et elle chercha à l'aider à réaliser son rêve. Mais Hélène, pleine d'orgueil, souffrait de n'être pas la première partout où elle arrivait. Elle sentait qu'on l'acceptait comme une petite bourgeoise, amie de Marthe de Fels, parce qu'on la trouvait plaisante à regarder et à entendre. Elle dissimulait sous sa faconde méridionale sa rage de jouer les utilités et les bouts de table. Elle voulait, le plus vite possible, avoir un titre. Il y a toujours un certain nombre de jeunes nobles désargentés à la recherche de riches héritières. L'un d'eux, le Marquis de Crussol, était pressé par sa grand'mère, la célèbre Duchesse d'Uzes douarière, de renoncer à une vie de plaisir et de facilité et de redorer le blason familial. Il rencontra Hélène, lui fit un brin de cour, mais la Duchesse d'Uzes douarière avait choisi pour lui un autre parti. Elle voulait lui faire épouser Jeanne Beziers, beaucoup plus riche encore que la petite Rebuffel. Le père Beziers — qui avait gagné des millions à Nantes, en mettant des sardines en boîtes — avait, lui aussi, donné à son enfant une éducation soignée, au Couvent

des Oiseaux, et il rêvait de faire broder une couronne sur le trousseau de sa fille. Jeanne Beziers, moins vive et moins spirituelle qu'Hélène, était plus distinguée. Elle était aussi blonde qu'Hélène était brune, aussi bretonne — avec son front têtu — qu'Hélène était méridionale avec ses yeux noirs brillants.

Finalement c'est Jeanne Beziers qu'épousa le petit-fils de la Duchesse d'Uzes (et on l'appellera : *la sardine qui s'est « crue sole »*).

Hélène Rebuffel en conçut un vif ressentiment contre son heureuse rivale. Elle ne se consola de son échec que lorsqu'elle rencontra Jean de Portes, fils du Marquis de Portes et de la Duchesse Caroline de Gadagne. Hélène, qui rêvait de devenir Duchesse à son tour, jeta son dévolu sur ce personnage charmant et falot qui pouvait, par héritage, devenir Duc. Jean de Portes d'ailleurs momentanément épris de cette jeune fille intelligente, sensuelle, qui le bousculait et le divertissait, en fit, en attendant, une Comtesse.

Ayant atteint le premier échelon de leur ambition, Hélène de Portes et Jeanne de Crussol décidèrent l'une et l'autre de brûler les étapes. L'une et l'autre voulurent avoir — comme leur amie Marthe de Fels — un salon brillant où défileraient les personnages importants de la politique, de la presse, de la finance, de la diplomatie et des lettres. Cet instrument leur était indispensable pour atteindre leur but : tirer les ficelles d'un pantin de la vie publique.

Le Comte Jean de Portes, entré dans l'affaire du père Rebuffel, s'y consacrait avec acharnement. Le

Marquis de Crussol continuait sa vie agréable et sans responsabilité de clubman oisif. Tous deux laissaient à leurs femmes une grande liberté.

Hélène de Portes recevait et sortait beaucoup. Naturellement, on rencontrait chez elle André Tardieu, surtout lorsqu'il était au pouvoir. Il fut le « clou » de ses premiers dîners et c'est Hélène qui lui présenta le Colonel de la Rocque, chef des Croix de Feu, cousin de son mari (qui se repentira de ce contact lorsque Tardieu accusera de la Rocque d'avoir sollicité et reçu des fonds secrets). Puis Hélène attira chez elle Pierre-Etienne Flandin, Pierre Laval, Anatole de Monzie et — par Odette Bonnet, sa camarade de classe — Georges Bonnet.

Sur lequel de ces hommes va-t-elle miser ? Elle hésite encore. Elle ne croit guère à l'étoile de Paul Reynaud qui continue à jeter sur elle des regards pleins d'une tendre admiration. En 1930 il est devenu Ministre des Finances parce qu'il a su prévoir six mois à l'avance le « crack » américain. Peu de temps après, il devint Ministre des Colonies et alla en Indo-Chine pour apaiser les troubles qui venaient d'y éclater. Sensation ! C'était la première fois qu'un Ministre des Colonies en exercice dépassait le Canal de Suez.

La Princesse Marthe Bibesco confia à Hélène, parlant de Paul Reynaud :

— Le Maréchal Lyautey l'admire. Il m'a dit : « Regardez bien ce petit bonhomme. Il a plus de 50 ans, mais c'est maintenant qu'il va commencer à grandir. »

Hélène se décida. Le flirt d'antan recommença,

plus poussé. Hélène de Portes était alors dans tout son éclat. Oh ! Elle ne fut jamais la beauté fatale, la « Du Barry » moderne que certains journalistes ont lyriquement décrite dans les journaux américains. Brune, pas trop grande, un peu boulotte, ses lèvres toujours un peu entr'ouvertes laissaient voir les dents du plaisir, ces dents carrées et projetées en avant de celles qui aiment le pouvoir. Elle avait de beaux yeux et de belles jambes, mais elle était toujours habillée sans soin, sinon sans recherche, et mal coiffée. De plus en plus fébrile, excitée, elle souffrit d'une telle dépression nerveuse qu'on fut obligé de l'envoyer au sanatorium de Valmont en Suisse où elle resta plusieurs mois. Qui connut-elle là-bas ? Quelle influence subit-elle ? En tout cas, à son retour, elle fréquenta assidûment Thierry de Ludre, le chef de la « brigade mondaine » du Führer à Paris, dont nous avons déjà parlé et qui était d'autant plus obstiné à faire partager à Hélène ses idées qu'il en avait sans doute la mission, car on connaissait à Berlin l'influence de la jeune femme sur Paul Reynaud, un des adversaires les plus acharnés du nazisme.

Curieux personnage que M. Paul Reynaud ! Il avait profondément le goût de l'audace et de la popularité, le mépris des conventions et de l'habileté politique. Tous les problèmes politiques, il les résolvait intellectuellement par des constructions logiques et géométriques qui ne s'embarrassaient pas de considérations quotidiennes, ni de valeurs humaines. Avec cela il était autant qu'aucun autre attaché aux honneurs et rêvait de devenir Chef de l'Etat. Et s'il ne pouvait se plier facilement à la discipline des partis,

il restait étroitement attaché aux règles parlementaires. Au fond ce qu'il aurait voulu, c'est acquérir l'affection des masses et la popularité, sans jamais rien céder, sans jamais rien promettre, uniquement en réalisant son programme, en faisant le bonheur des gens *malgré eux.*

Hélène de Portes sait que Paul Reynaud est loin d'éprouver pour le fascisme la même tendresse qu'elle, mais elle pense que cet homme énergique qui a le communisme en horreur, pourrait devenir un jour un dictateur. Elle se voit elle-même dictatrice. Pourtant elle ne veut pas heurter son ami. Chaque jour elle le sent plus conquis, plus amoureux ; elle ne demande pas plus pour l'instant. Et de son côté elle poursuit une action politique qu'elle espère faire coïncider à un certain moment avec l'action politique de Paul Reynaud.

Elle est allée à Vienne pour se faire soigner les nerfs par un spécialiste et, grâce à Thierry de Ludre, elle y rencontra les chefs nazis autrichiens et allemands. En revenant elle s'institua cependant « manager » d'Otto de Habsbourg. Plus tard elle rendit plusieurs visites au Comte de Paris, se mit à la disposition du Prétendant Royal et lui promit l'appui de Paul Reynaud, républicain endurci !

Plus Paul Reynaud tirait à gauche (il se refusa à empêcher l'expérience du Front Populaire et envisageait de constituer un cabinet des communistes aux conservateurs) plus Hélène de Portes tirait à droite. Le couple ainsi jouait sur tous les tableaux. C'est Hélène de Portes qui décida Paul Reynaud à faire un voyage en Allemagne nazie. La technique alle-

mande s'exerçait alors sur le plan de la séduction et tout fut tenté pour convaincre l'homme politique français. Mais Paul Reynaud ne marcha pas. C'est en rentrant qu'il proclama qu'on était entré dans « la zone non sanglante de la guerre ».

Il dénonçait en ces termes la bourgeoisie fascisante française :

— C'est hors nos frontières qu'on va maintenant se ravitailler en idées politiques. Autrefois c'était l'étranger qui venait nous piller. La bourgeoisie apparaît comme marchant à sa perte, telle la noblesse de l'ancien régime avant la Révolution, mais la noblesse au moins gardait le sourire, tandis que la bourgeoisie a l'air de suivre son propre enterrement.

Il se moqua aussi de possédants qui réclamaient le fascisme par esprit conservateur. Il leur racontait qu'un jour Mussolini en recevant son vieux camarade, Hubert Lagardelle, un ancien socialiste français, lui montra un bloc d'or que les industriels italiens venaient de lui apporter. « C'est ici — dit Mussolini en montrant son coffre-fort — que le capitalisme vient mourir. »

Ces propos éloignaient de Paul Reynaud beaucoup de ses anciens soutiens de droite. Hélène de Portes avec laquelle il ne cachait plus sa liaison, s'efforçait de retenir ces amitiés en leur promettant qu'elle arriverait bien à faire changer d'idées Paul Reynaud.

— Ça m'étonnerait beaucoup, chère amie, lui disait celui-ci avec un sourire, en l'entendant parler ainsi.

Mais il la savait dévouée à ses intérêts, ... et il l'aimait.

* * *

La Marquise de Crussol avait eu — l'une des premières — l'idée d'ouvrir un salon de « Gauche ». Oh ! il ne s'agissait pas pour elle comme pour Marie Laure de Noailles « d'épater » l'aristocratie (comme d'autres veulent « épater les bourgeois ») en patronnant des personnages ou des *essais* révolutionnaires. La Marquise de Crussol tenait trop à sa réputation : les milieux de gauche qu'elle protégeait et où elle évoluait, ne dépassaient guère les frontières du radicalisme (on dirait — aux Etats-Unis — du libéralisme).

Elle avait été, au beau temps de la Société des Nations, une des « Précieuses de Genève » et elle était restée — n'étant guère capable de comprendre rapidement la marche des événements — étroitement fidèle à l'idéologie genèvoise. Toutefois elle aussi « cherchait l'homme » assez énergique pour s'imposer à la France. Elle était moins soucieuse qu'Hélène de Portes de se voir du même coup imposée par lui que de jouir de l'admiration et de la jalousie discrète du reste de la société parisienne qui n'avait jamais complètement admis la fille du marchand de sardines... Une belle militante radicale, « la souriante Mme Shreiber » (femme d'un riche directeur de revue commerciale), présenta un jour M. Edouard Daladier à la Marquise de Crussol.

M. Daladier était resté veuf, après dix ans de mariage, avec deux garçons, Jean et Pierre. Sa femme — une brave ménagère lyonnaise, nommée Madeleine Laffont — l'avait rendu heureux, mais n'avait

pas favorisé sa carrière. Fils de boulanger de petite ville, professeur d'histoire dans un collège, puis militant d'un comité politique local, il menait depuis son arrivée à Paris une vie privée tranquille et discrète dans un petit appartement de la rue Anatole-de-la-Forge. Comment ce provincial mal dégrossi n'aurait-il pas été flatté par l'attention, la sympathie, l'affection d'une jeune femme si élégante, si répandue dans le « beau monde » et Marquise avec ça ! Elle-même avait trouvé l'Homme qu'elle cherchait dans ce paysan madré et têtu, un peu triste (comme beaucoup de méridionaux, contrairement à la légende). Certes il n'était ni beau, ni bien habillé, mais il était à la tête d'un puissant Parti, il avait toutes les apparences extérieures d'un chef énergique et décidé. Elle sentait qu'il aimait le Pouvoir comme elle, qu'il croyait en son étoile, comme elle, et qu'il avait comme elle le goût de la politique. Daladier et Jeanne de Crussol ne tardèrent pas à faire en commun la stratégie parlementaire, d'abord en salon, puis en chambre.

On a dit que le Français aimait voter à gauche et être gouverné à droite. C'est exact : il tenait à exprimer la générosité de ses sentiments, mais il craignait par-dessus tout les changements d'habitude (plus encore que les désordres). Daladier semblait donc être l'homme indiqué pour plaire aux Français. Ceux-ci le sentaient honnête, patriote « fermement attaché aux immortels principes de 1789 »... Ils le croyaient ferme et résolu parce qu'il avait l'éloquence facile, savait crier, baisser la tête en grognant, marteler la tribune de grands coups. La gauche lui était reconnaissante d'avoir après tout évité le com-

plot fasciste du 6 février 1934, la droite d'avoir maté la grève générale du 30 novembre 1938. Il avait de la simplicité et émaillait ses propos de mots grossiers. Il aimait boire — comme un vrai homme du midi — le vin et le « pastis ». Les bruits qui couraient sur ses habitudes d'intempérance le rendaient plus proche de chaque électeur qui retrouvait en lui ses habitudes les plus chères et une bonne excuse pour ses péchés véniels.

Deux hommes aussi différents que Daladier et Reynaud ne pouvaient guère s'entendre ni même s'estimer. Mais c'est à cause de leurs « protectrices » qu'une véritable lutte éclata entre eux et par cette lutte la France fut un peu plus déchirée.

La Comtesse et la Marquise voulaient la première place pour « leur Homme » et pour lui tout seul. Pour le moment Daladier tenait la corde et Reynaud attendait son heure.

* * *

Dans cette atmosphère de jupes et de poudre de riz, la politique française voguait au gré de petites ambitions et des intrigues de ces dames, tandis qu'à nouveau grondait le danger de la guerre.

Edouard Daladier, pour répondre aux fanfaronnades de Mussolini, partit pour la Corse, l'Algérie et la Tunisie (où les préparatifs de la ligne de défense Mareth furent poussés au maximum) et déclara solennellement que « pas une parcelle de ces territoires ne quitterait le patrimoine national ». Si Hitler avait réussi à provoquer la frayeur dans

une partie de l'opinion française, les dernières extravagances du Duce avaient provoqué la colère unanime de la nation française. Dans quelques mois il allait falloir songer à élire un successeur à M. Albert Lebrun, le Président de la République, et l'attitude de Daladier le rendait plus populaire que jamais.

La Marquise de Crussol poussa Edouard Daladier vers l'Elysée et Hélène de Portes conseilla à Paul Reynaud de soutenir cette candidature parce que l'élection de Daladier laisserait libre la Présidence du Conseil. On en était là quand le Président Hacha, qui avait succédé à Benès en Tchécoslovaquie, fut brusquement convoqué à Berchtesgaden et se trouva mis par Hitler devant ce dilemme : ou céder son pays à l'Allemagne ou admettre qu'en cas de refus son pays soit détruit. Puis ce fut aussitôt après l'entrée des troupes allemandes en Bohème et en Moravie et l'écroulement pour les Munichois de bonne foi de leurs dernières illusions. Hitler n'avait-il point assuré les signataires de l'Accord de Munich que « le pays sudète était sa dernière ambition territoriale en Europe et qu'il n'avait aucun désir de faire entrer dans le Reich des gens qui ne seraient pas de race allemande » ?

Daladier est entré d'abord, en apprenant le nouveau coup de force allemand, dans un colère furieuse. Puis il s'est enfermé tout seul. Une demi-heure plus tard, il a appelé ses collaborateurs et leur a dit tristement :

— Maintenant c'est fini. Il faut se mettre en position de ne plus laisser à ce parjure l'occasion d'une nouvelle félonie ou c'en est fini de la France,

raconta le député Chichery qui avait vu le jour même le Président du Conseil.

De Londres on me téléphona que Lord Halifax était effondré et Neville Chamberlain profondément ulcéré. Hitler n'avait pas agi comme un *gentleman* — l'Angleterre ne lui pardonnerait jamais cette humiliation.

Il ne pouvait plus être question pour Daladier de l'Elysée ; il ne pouvait abandonner son poste en plein combat. On parlait des candidatures de l'ancien Président de la Chambre, Fernand Bouisson, poussé par Pierre Laval et de Queuille, Ministre radical de l'Agriculture. Georges Bonnet continuait, malgré tout, à s'obstiner dans sa politique d'apaisement. Aussi quand il vint à Londres avec le Président Lebrun, pour rendre aux souverains anglais leur visite, il fut froidement accueilli. Par contre, Albert Lebrun fut acclamé et gagna un regain de popularité qui le désigna en ces temps troubles pour un second septennat. (Ce pauvre M. Lebrun en était désolé car il rêvait sincèrement à une retraite paisible dans sa petite maison lorraine.) Le 5 avril, Versailles, Ville des Rois, où se réunissait l'Assemblée Nationale, prit, en dépit de la gravité du moment, l'air de fête que lui conférait chaque nouvelle élection d'un Président de la République.

Jean Prouvost était en voyage au Maroc, car il avait voulu connaître par lui-même un peu de cet Empire auquel son journal avait consacré tant et tant de colonnes depuis les provocations italiennes. Six mois plus tôt, pas un Français sur cent n'aurait été capable de citer ou de situer plus de trois ou quatre de nos

possessions d'outre-mer. Mais les Français avaient soudain pris la fierté de leur Empire, maintenant qu'il était menacé. (PARIS-SOIR, au moment du voyage de Daladier, publia un grand récit « La Chevauchée Héroïque » pour apprendre à ses lecteurs la belle histoire de nos colonies et protectorats.)

Donc le 5 avril, à l'Hôtel Trianon à Versailles, remplaçant mon patron qui à l'ordinaire présidait à ces sortes d'agapes — j'avais à ma table quelques heures avant que les députés et les sénateurs eussent renouvelé leur confiance à M. Albert Lebrun — deux Ambassadeurs, William Bullitt (des Etats-Unis) et son inséparable ami Luscasiewicz (de Pologne), deux Ministres en exercice : Anatole de Monzie (Travaux Publics) et Charles Pomaret (Travail), Hervé Alphand, le jeune directeur des accords commerciaux, deux grands écrivains, Colette et la Princesse Marthe Bibesco, le Duc et la Duchesse d'Ayen, le banquier Raymond Philippe, la Comtesse Madeleine de Montgomery et la Comtesse Hélène de Portes que Paul Reynaud m'avait demandé d'inviter au dernier moment, ne voulant point se montrer avec elle à Versailles. J'avais aussi parmi mes invités le directeur du Cabinet de Paul Reynaud, mon ami Gaston Palewsky qu'Hélène de Portes jalousait pour l'influence contraire à la sienne qu'il exerçait sur le Ministre des Finances.

Drôle de déjeuner ! Hélène de Portes arriva en retard, ne salua pas le collaborateur de son ami, mais par contre fit déplacer plusieurs personnes pour s'asseoir à côté d'Anatole de Monzie qui ne parlait plus à Paul Reynaud depuis plusieurs années. A la

table à côté de la nôtre, Georges Bonnet, plus vert que jamais, déjeunait avec sa femme et quelques amis. Maurice Chevalier entra dans le restaurant avec sa partenaire Nita Raya cherchant une place du regard. Le Ministre des Affaires Etrangères et sa femme se levèrent d'un bond pour inviter à leur table le célèbre fantaisiste et sa compagne. C'est ainsi qu'Odette Bonnet aperçut tout à coup Raymond Philippe, commanditaire de l'EUROPE NOUVELLE, la revue de Pertinax. Elle pâlit et presque à haute voix elle s'écria, perdant toute retenue :

— Qu'est-ce qu'il fait ici ce sale Juif qui en veut à mon mari de ne pas avoir déclaré la guerre ?

Georges Bonnet eut tout juste le temps d'attraper sa femme par le bras pour la faire taire. Raymond Philippe n'avait pas entendu la diatribe qui lui était destinée et nul ne la lui répéta pour ne pas envenimer l'incident en ce lieu et en ce jour. Mais à sa grande surprise, Hélène de Portes se pencha vers Anatole de Monzie et lui dit :

— Odette a raison. On devrait bien interdire ces campagnes bellicistes. Si Hitler est le plus fort, on n'a qu'à lui céder — un point c'est tout.

— Qu'est-ce que dirait Paul Reynaud s'il vous entendait parler ainsi ? s'exclama Anatole de Monzie.

— Pff ! fit Hélène de Portes, je lui répète ça tous les jours. Je finirai bien par le convaincre.

— Ça m'étonnerait parce qu'il est obstiné, fit Anatole de Monzie souriant.

Colette, avec son bon accent bourguignon, profita du dialogue pour demander :

— Puisque nous sommes aujourd'hui avec tant

d'augures, je voudrais bien savoir si nous aurons la guerre oui ou non ?

— Mais non Madame, lui dit l'Ambassadeur Luscasiewicz, nous n'aurons pas la guerre. Hitler ne s'attaque qu'aux faibles, mon pays et le vôtre sont trop forts. Il essayera d'obtenir le plus de choses possibles, criera parce qu'on ne les lui donnera pas et puis il se taira.

Cela semble aussi être l'avis de M. Bullitt qui se contente d'acquiescer d'un signe de tête.

— Je crois la question plus complexe, fit Anatole de Monzie, mais je suis cependant de l'avis que la volonté pacifiste des peuples l'emportera.

— Le tout, fit Madame Pomaret d'une voix criarde, c'est de ne pas faire de bêtises (elle employa un autre mot que « bêtises »).

Son mari l'approuva :

— Si chacun continue le petit jeu « Ksks . . . , l'aura — l'aura pas », cela va mal finir.

Derrière nous, à une table, un homme prenait des notes sans arrêter. C'était le correspondant de la DNB, l'agence officielle de presse allemande.

Puis la conversation dévia sur Daladier. On se plaignit qu'il soit entièrement chambré sur les instructions de la Marquise de Crussol par ses collaborateurs, MM. Clapier, Roger Genebrier, Jacques Kayser et l'écrivain André Chamson, chargé d'écrire ses discours.

— Il ne voit plus personne, disait Anatole de Monzie, surtout pas ses Ministres. Il n'a plus même de contact avec le Parlement.

— Est-ce qu'il voit les chefs militaires ? interrogea la Princesse Bibesco.

— Oui,... je crois, dit Charles Pomaret.

Et tout le monde en chœur en conclut :

— C'est l'essentiel.

Quelques jours plus tard, le célèbre journaliste américain Roy Howard, de passage à Paris, revenant d'un long voyage en Europe au cours duquel il avait vu tous les principaux chefs d'état, me disait à son tour, à PARIS-SOIR :

— Il n'y aura pas de guerre. J'en rapporte la ferme conviction. Une partie très serrée se jouera mais qui n'aboutira pas à un conflit armé, que personne au fond ne désire.

* * *

— Partez pour l'Amérique, me dit Jean Prouvost à son retour du Maroc. Vous n'avez rien à craindre pour l'instant. Terminez vite nos affaires mais je crois moi aussi qu'une guerre est impossible de nos jours. Cependant pour plus de sécurité, attendez le discours qu'Hitler prononcera le 27 avril.

Je retins à tout hasard ma place sur le PARIS. Aussi fus-je particulièrement ému quand un de nos correspondants berlinois, Robert Lorette, me fit parvenir par un messager une lettre confidentielle dont voici l'essentiel : « Les nazis avaient envoyé une nouvelle vague d'agents en France ; parmi ces agents se trouvaient surtout des femmes, suédoises et suisses.

Afin d'impressionner l'opinion publique en France et aux Etats-Unis, ces agents devaient procéder à un certain nombre d'attentats. L'un des premiers serait d'incendier un grand transatlantique dans le port de Hâvre, le NORMANDIE, ou s'il était trop bien gardé, le PARIS. »

Je fis tout de suite porter cette lettre à Albert Sarsaut qui me mit en rapports avec M. Bussières, Directeur de la Sûreté Nationale. C'était un homme aimable qui avait fait sa carrière dans les administrations préfectorales. Il aimait les parfums et les fleurs et portait toujours un œillet à la boutonnière. Je m'aperçus vite qu'il souffrait d'être pris pour un vulgaire policier. Aussi affectait-il de penser que les bandits, les espions et les terroristes n'avaient jamais existé que dans l'imagination trop féconde des journalistes.

— Je vais donner des instructions précises au Hâvre, me dit-il, mais entre nous je ne crois guère à cette histoire. On voit un peu partout la main de l'Allemagne en ce moment. Et puis tout cela est trop romanesque, les belles étrangères neutres, les transatlantiques... Enfin nous verrons.

Quelques jours plus tard, ayant reçu une confirmation de Robert Lorette, je fis une nouvelle visite au Ministère de l'Intérieur. Albert Sarraut demanda par téléphone à la Sûreté Nationale le résultat de leurs investigations. Tout d'un coup je le vis rougir, blémir. Il hurla dans l'appareil :

— Mais il ne s'agit pas de ça ! Qu'avez-vous fait au Hâvre ? A-t-on surveillé les hôtels parisiens ? Descendez-moi le dossier, tout de suite.

Puis se tournant vers moi :

— Je leur demande où en est l'enquête. Ils me répondent : « Tout va très bien. Nous avons déjà pris des renseignements sur... le correspondant berlinois de M. Lazareff. Ces renseignements sont excellents. »

Le lendemain matin on apprenait qu'un attentat mystérieux avait détruit — dans le port du Hâvre — le transatlantique PARIS. Jamais on ne sut comment ni par qui le feu fut mis à bord de ce bateau.

* * *

Comme il l'avait déjà fait pour le précédent discours d'Hitler, Daladier à la veille du 27 avril réunit les représentants des grands journaux et leur demanda de ne point donner une place trop importante aux paroles du Führer.

— Avec vos grands titres sur huit colonnes chaque fois que le Chancelier d'Allemagne ouvre la bouche vous faites inconsciemment son jeu. Traitez Hitler comme un autre chef d'Etat, comme M. Roosevelt, M. Chamberlain ou moi-même, dit-il. Et il ne put s'empêcher de sourire car en effet les discours de Daladier ne connaissaient jamais la même publicité dans les journaux de son propre pays que ceux du Chancelier d'Allemagne et chacun savait qu'il en était très vexé.

Avec plus ou moins de bonne grâce, les directeurs des journaux promirent à M. Daladier d'obéir à ses suggestions, mais plusieurs d'entre eux se gardèrent bien de tenir leurs promesses.

Ce discours d'Hitler fut d'ailleurs assez vide et

semblait marquer un recul sur ses positions précédentes. On en conclut hâtivement ou naïvement — selon ses désirs — que la nouvelle attitude de Paris et de Londres (l'Angleterre venait de signer son pacte avec la Pologne) intimidait le Führer ou que l'histoire tchèque liquidée, les nazis allaient essayer de composer avec les démocraties.

C'est dans cette ambiance que je partis pour New York où j'expédiais le plus rapidement possible mes affaires.

A mon retour d'Amérique en 1937 j'avais trouvé PARIS-SOIR en butte aux attaques des communistes et de leur journal l'HUMANITE. Je retrouvais au début de juillet 1939 PARIS-SOIR aux prises avec les royalistes et leur journal l'ACTION FRANÇAISE. Leur leader Charles Maurras emboîtait le pas à l'hebdomadaire JE SUIS PARTOUT et avait entrepris une vaste campagne contre notre journal qu'il accusait à la fois de « bellicisme » et d'immoralité. Il était particulièrement violent envers Jean Prouvost qu'il traitait de « traître à sa classe ». (Il y avait eu échange de témoins pour un duel qui n'eut d'ailleurs pas lieu entre Jean Prouvost et Charles Maurras.)

Mon patron, dès qu'il me revit, s'écria :

— Tous ces gens-là sont plus ou moins à la solde de l'Allemagne. Ils nous en veulent de notre indépendance. Berlin qui rage parce qu'il ne peut pas nous acheter, essaye de nous faire peur, de nous faire chanter comme Moscou le fit l'an passé. Quelle presse pourrie ! !

Je profitai de l'indignation et de la colère de Jean

Prouvost pour lui suggérer de révéler au public les véritables raisons des attaques lancées contre lui, c'est-à-dire d'ouvrir notre dossier sur la vénalité de la presse.

Mais Jean Prouvost n'avait pas le courage d'entreprendre une croisade si dangereuse.

— Nous avons déjà assez d'ennemis comme cela pour l'instant, me dit-il, et puis ce n'est pas le moment de démoraliser le pays (sic).

Quand M. Harry J. Luce, le publisher américain, vint en France cette année-là, il fut accueilli dans ce qu'il est convenu d'appeler la « grande presse » par un concert de protestations indignées. On ne réclamait rien de moins que l'expulsion immédiate de cet homme dont le magazine TIME avait « osé » dire que la presse française vendait souvent ses opinions aux plus offrants.

LE MATIN, LE JOURNAL, LE TEMPS et consorts étaient parmi les plus vertueusement outrés et la Fédération de la Presse intentait à M. Luce un procès en diffamation. Stupéfait par le cynisme de mes confrères, j'essayai aussitôt de joindre M. Harry Luce. Mais je ne pus l'atteindre. Son avocat parisien me téléphona de sa part. C'était M. René de Chambrun, gendre de M. Pierre Laval, le protégé de M. Bunau-Varilla du MATIN et de M. Pierre Guimier du JOURNAL ! Dans ces conditions, je sentis que la proposition que j'allais faire n'avait pas grande chance d'être acceptée.

— J'ai, dis-je à René de Chambrun, un dossier sur la vénalité de la presse. Je peux vous le communiquer. Il permetra à Harry J. Luce de confondre ses

antagonistes et le procès permettra d'épurer l'atmosphère.

— Je vous remercie beaucoup, mon cher, me répondit René de Chambrun, mais les choses sont en train de s'arranger. J'ai trouvé qu'il valait mieux dans l'intérêt de la France et étant donnée la personnalité de M. Harry Luce, ne pas engager une polémique. Je me suis très bien débrouillé. M. Harry Luce va écrire une petite lettre dans laquelle il fera remarquer que l'article incriminé est paru dans TIME en son absence. Les journaux l'insèreront avec quelques lignes gentilles sur lui. Ainsi tout se terminera pour le mieux.

CHAPITRE VI

SATAN CONDUIT LE BAL

— Mazurka, cria dans la nuit une voix mâle et bien timbrée, Mazurka.

Ce mot enchanteur arrêta le chuchotis des conversations. Les belles dames en robes légères et vaporeuses, les Messieurs — en habit ou en uniformes chamarrés de décorations — s'immobilisèrent dans l'attente de l'événement. De l'Hôtel des Princes de Sagan, deux jeunes gens sortirent en courant, et chacun d'eux portait un grand mât surmonté d'une roue d'où tombaient des rubans de soie rouge.

— Mazurka !

Quelque part dissimulé sous l'épais feuillage d'une tonnelle, l'orchestre attaque le vieil air polonais de Vaniaski.

— Venez, venez par ici, me souffla à l'oreille la Comtesse de Montgomery. L'Ambassadeur lui-même va danser comme il dansait lorsqu'il était jeune, dans les fêtes campagnardes, sur les places publiques de son village. Regardez-le bien. Même en habit, il fait si paysan polonais avec ses cheveux blonds frangés sur son front têtu et ses yeux bleus !... Cela va être amusant.

Nous suivîmes la foule. Les invités formèrent un

grand cercle au milieu duquel S. E. M. Luscasiewicz, Ambassadeur de Pologne à Paris, et cinq de ses secrétaires d'Ambassade, conseillers ou attachés militaires, se placèrent sur une ligne, en face de six de leurs compatriotes parmi lesquelles je reconnus Mme Arthur Rubinstein, la ravissante femme du célèbre pianiste, et la Comtesse Moll. L'Ambassadeur et la Comtesse tenaient chacun dans leurs mains un des mâts enrubannés. Les messieurs et les femmes glissèrent harmonieusement les uns à la rencontre des autres, formèrent des couples, se prirent par la main, tournoyèrent. Puis les cavaliers échangèrent leurs cavalières. Et la danse se poursuivit désuète, gracieuse, colorée, chaleureuse, puis rapide, effrénée, riche en figures imprévues et joyeuses. La musique, le rythme, le mouvement emportaient tout.

Par cette belle nuit d'été, sous un ciel percé d'étoiles, dans un jardin féerique où les lampions, les guirlandes électriques, les projecteurs et les feux de bengale irisaient de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel les balustrades et les grands sphinx de marbre blanc, on se sentait soudain loin des réalités et des menaces.

— C'est peu de dire, mon cher, qu'ils dansent sur un volcan, car qu'est-ce que l'éruption du Vésuve à côté du cataclysme qui se prépare sous nos pieds ! s'exclama Paul Reynaud à mi-voix, de sa voix ironique et mordante.

Nous étions en effet à la fin du mois de juin 1939, dans le parc de l'Hôtel de Sagan, devenu depuis peu l'Ambassade de Pologne à Paris. Tout à l'entour respiraient légèreté, insouciance, désir de vivre et de

s'amuser. Je n'avais entendu parler que de projets de grandes vacances ou de croisières. Chacun s'efforçait de ne faire aucune allusion au drame qui menaçait le monde et avant tous les autres le pays dont nous étions, ce soir-là, les hôtes.

Au début de la soirée pourtant, j'avais parlé politique avec S. E. M. Luscasiewicz. Avec netteté et même selon son habitude, avec une apparence de cynisme et de brutalité, il m'avait ainsi exposé la situation :

— Hitler sait maintenant qu'une guerre contre la Pologne seule est impossible. La garantie spontanée offerte à la Pologne par le gouvernement anglais après le coup de Prague a fait comprendre au maître de l'Allemagne que la Grande-Bretagne ne souscrirait pas à un nouveau Munich. Avec la France, nous sommes en ce moment dans une situation plus délicate. Des engagements étroits et solennels lient nos deux pays, engagements politiques. L'alliance militaire du 21 février 1921, qui a été signée du côté français par le Maréchal Foch et le Général Buat, est d'une netteté absolue. Elle a été conclue sans limitation de durée ni possibilité de dénonciation. C'est sur elle que sont appuyés les accords de Rambouillet du 6 septembre 1936, qui ont trait au concours financier donné par la France à la Pologne pour son armement. Au moment où devant la menace allemande, ces accords absolus devraient se raidir encore — afin que l'Allemagne sache la volonté commune des alliés de résister désormais à ses rodomontades, — j'ai le regret de vous dire que j'ai trouvé dans votre gouvernement, et particulièrement dans la per-

sonne de M. Georges Bonnet, un désir de minimiser nos conventions, de chercher des échappatoires juridiques qui permettraient à la France de ne pas remplir automatiquement ses obligations. Naturellement ses efforts ont été vains, mais hélas ! et par un phénomène que je ne puis encore expliquer, ils n'ont pas été inconnus du gouvernement nazi qui pouvait y trouver un nouveau prétexte pour exagérer ses bravades. Heureusement, votre Etat-Major n'est point de l'avis de votre Ministre des Affaires Etrangères. Les chefs militaires de nos deux pays ont récemment, ici même, à Paris, eu d'importantes conversations qui ont abouti à un nouvel accord militaire, plus précis et plus étendu que l'ancien. Cet accord est resté entouré du plus grand secret, mais les Allemands l'ont su également. C'est peut-être pour cela que M. Hitler se tient tranquille en ce moment. Il veut faire trembler les autres, mais il tremble lui-même quand il ne se sent pas le plus fort.

S. E. M. Luscasiewicz avait ajouté que c'était à l'homme privé et non pas au journaliste qu'il avait fait ces confidences. Puis, se félicitant de l'attitude de PARIS-SOIR, il m'annonça que son gouvernement avait décidé d'accorder plusieurs décorations à ceux de nos collaborateurs que nous avions récemment envoyés en Pologne pour expliquer à nos lecteurs où en était le Pays aux côtés duquel nous aurions peut-être demain à lutter.

Après le dîner, parmi les personnalités qui se pressaient à la réception, arrivèrent justement M. Georges Bonnet qu'accompagnaient M. Hore-Belisha, Ministre de la Guerre anglais, et le Général Gamelin.

Ils venaient tous trois d'un banquet donné par l'Association France-Grande-Bretagne. Au cours de ce banquet, Hore-Belisha avait prononcé un grand discours pour réaffirmer la volonté anglaise et dire la confiance que son pays mettait dans le Généralissime des armées alliées, qu'il avait appelé « *notre* Gamelin ». Celui-ci, comme à son ordinaire, à la fois simple et impénétrable, avait eu un mince sourire de satisfaction, tandis que l'assistance l'acclamait longuement.

La présence du Général Gamelin et de Hore-Belisha à l'Ambassade de Pologne revêtait donc une signification politique qui n'échappa à personne, pas même au Comte Welzcheck, Ambassadeur d'Allemagne, qui était là avec ses deux filles. Celles-ci fort jolies l'une et l'autre, n'avaient cessé tout le long de la soirée de danser aux bras d'officiers polonais et français.

La mazurka terminée, je remontais dans le parc vers le buffet avec Paul Reynaud, son collaborateur Gaston Palewski, et la femme de l'ancien député Aimery Blaque-Bellair (d'origine polonaise, comme Palewski) lorsque nous fûmes rejoints par un de nos amis, officier d'Etat-Major du Général Georges.

La conversation s'orienta sur le récent accord militaire franco-polonais dont S. E. M. Luscasiewicz m'avait entretenu au début de la soirée.

— Est-ce exact, demanda brutalement Paul Reynaud à l'officier, que cette conversation militaire est subordonnée à une nouvelle conversation diplomatique ?

L'officier répondit que le nouvel accord avait été

signé le 17 mai, à la suite d'instructions formelles du président Daladier, par les généraux Rydz-Smigly, chef du gouvernement polonais, et Kaprizki, son Ministre de la Guerre, d'une part, par les Généraux Gamelin et Georges d'autre part.

— C'est tout ce que je sais, ajouta-t-il.

— Eh bien, dit Paul Reynaud, moi je vais vous dire le reste. Quelques jours plus tôt, Luscasiewicz avait demandé au gouvernement français l'assurance écrite que tous les accords politiques et militaires joueraient en cas de menace contre les intérêts vitaux de la Pologne — Dantzig étant considéré comme faisant partie de ces intérêts vitaux. Cette assurance fermait la porte à Hitler, s'il voulait recommencer sur la question de Dantzig le coup des Sudètes : on réclame une région considérée comme allemande, on s'en empare par la menace, on brise ainsi les forces de résistance de l'adversaire et on s'ouvre le chemin pour l'annexion du pays tout entier ! La démarche polonaise se heurta non pas à un refus brutal, mais à une fin de non recevoir polie. *Georges Bonnet veut pouvoir se servir de Dantzig comme monnaie d'échange.* Il rêve de recommencer le coup de Munich. Jusqu'à quand ? Je n'en sais rien... Toujours est-il que Bonnet a réussi à persuader ce triplepatte de Daladier que les nouveaux accords ne sont pas indispensables et qu'ils engagent la France unilatéralement. Gamelin s'est trouvé dans une situation stupide. Il avait signé le nouvel accord militaire à la demande de Daladier, donc persuadé que ces accords militaires étaient la conséquence d'un accord diplomatique. Quand il apprit que l'accord diplomatique

lui, n'avait jamais été conclu et ne le serait pas, il a été obligé de prévenir ses collègues polonais que sa signature et celle du Général Georges devaient être considérées comme nulles et non avenues. Les nazis qui ont, dans l'armée polonaise, et peut-être aussi — hélas ! — dans la nôtre, des intelligences, n'ont pas manqué d'apprendre tout cela. Et c'est de cette façon qu'on veut intimider Hitler. C'est du joli !

— C'est du joli, fîmes-nous en écho.

A la mazurka avaient succédé des valses de Chopin qui montaient légères à travers l'air embaumé du parfum, des fleurs et des femmes. Cette conversation sur une guerre à venir semblait, dans ce cadre et dans cette ambiance, presque incongrue. L'officier invita Mme Blaque-Bellair à danser. Paul Reynaud, qui portait beaucoup d'intérêt aux Etats-Unis, m'interrogea sur mon récent voyage. Le Ministre connaissait bien, pour y avoir fait de fréquents séjours, pour en avoir étudié tous les problèmes politiques et économiques, la grande République américaine. Il l'aimait et l'admirait, car elle correspondait à son idéal. Il me dit combien la constitution de cette démocratie était supérieure à la nôtre, surtout grâce aux pouvoirs étendus délégués au Président de la République, chef de l'Exécutif.

Je lui dis comme j'avais trouvé l'opinion publique américaine mécontente, furieuse même contre les démocraties européennes à la suite de Munich.

— Ils ne comprennent pas ce qui a pu provoquer ou justifier cet accord, lui dis-je. Ils jugent les événements en lointains spectateurs, sans vouloir se

rendre compte des questions matérielles et des réactions des peuples directement menacés.

— Ils ont raison, trancha Paul Reynaud. Ce sont eux qui ont raison. Les hommes politiques qui sont à la tête des démocraties doivent conduire l'opinion publique et ne pas se laisser conduire par elle. C'est ma vieille théorie que vous connaissez bien. L'homme auquel on a fait confiance pour présider aux destinées d'un pays doit pouvoir jouir de cette confiance assez longtemps pour surmonter une impopularité momentanée et attendre qu'on le juge à terme. C'est par là qu'il est plus facile de gouverner aux Etats-Unis qu'en France, parce que le Président y est élu pour quatre ans et directement par le peuple. C'est par là aussi qu'avec nos gouvernants de petite envergure, une presse malhonnête est terriblement dangereuse — surtout quand cette presse dans sa majorité est directement ou indirectement au service d'intérêts étrangers. Comme le chef du gouvernement doit à tout prix, pour continuer à rester au Pouvoir, plaire à l'opinion publique, donc à la presse qui est son truchement, il est mathématiquement et sans s'en apercevoir obligé de se soumettre aux volontés de l'étranger.

Je fis alors à Paul Reynaud l'éloge de l'indépendance de la presse américaine. Il m'interrogea longuement sur les positions respectives prises par certains grands journalistes américains comme Hearst, Roy Howard et Harry J. Luce.

— On a été très maladroit en France. On laisse Tardieu expulser Hearst de France pour des raisons personnelles, car Tardieu n'avait pas pardonné à

Hearst les difficultés que celui-ci lui avait faites lors de sa mission en Amérique durant la guerre. Puis on insulte Harry J. Luce lors de son voyage ici parce qu'il avait laissé écrire la vérité sur la presse française dans ses journaux. On n'a pas non plus eu assez soin de Roy Howard, qui est un homme très intelligent, mais sensible aux manifestations extérieures. Quand on voit comment ces hommes sont reçus dans les autres pays et quand on voit comment on les reçoit chez nous...

— En tout cas, l'opinion publique aux Etats-Unis, après Munich, dis-je à Paul Reynaud, se désintéresse à nouveau complètement de l'Europe. « Puisqu'ils sont bêtes, dit-on là-bas, au point de ne pas vouloir se défendre eux-mêmes, laissons-les se manger entre eux. » Sur cent personnes que j'ai recontrées, 95 étaient à nouveau fermement isolationistes. Les Américains ne se rendent pas compte que tout cela les concerne autant que nous.

Je lui citais des chiffres du Gallup Poll et j'en profitais pour lui expliquer le fonctionnement de ce système de sondage de l'opinion publique — inventé par le Dr Georges Gallup — système que j'ai étudié sur place. Je lui annonçais que je ramenais des accords avec l'Institut de l'Opinion Publique Américain, grâce auxquels nous allions faire fonctionner, sous les auspices de PARIS-SOIR, un Institut semblable pour la France, sous le patronage des plus éminentes personnalités et sous la direction d'un jeune universitaire français, Alfred Max, qui avait travaillé avec le Dr Gallup à New York.

Paul Reynaud leva les bras au ciel.

— C'est un instrument merveilleux et effroyable, votre Gallup Poll, s'écria-t-il. Dans le domaine économique et social, il peut rendre les plus grands services. Mais si vous nous infligez ce fléau dans le domaine politique, vous prenez une responsabilité terrible. J'en parlerai à Jean Prouvost. Vous vous rendez bien compte qu'avec des hommes politiques aussi courageux que les nôtres dès que le Gallup Poll fonctionnera, c'est lui qui gouvernera. Je ne sais pas si vous pouvez vous imaginer où ça peut nous entraîner. Posez par exemple à n'importe quel peuple cette question : « Préférez-vous payer des impôts ou préférez-vous n'en pas payer ? » S'il n'y a pas 100% des gens qui nous répondent : « Nous préférons ne pas en payer » je veux bien être pendu par les pieds. Si on pose la question : « Préférez-vous faire la guerre ou préférez-vous ne pas la faire ? » encore une fois, il sera naturel que les gens répondent : « ne pas la faire ». Alors si, dans une démocratie, à la suite de ces référendums, on lève des impôts — et je ne vois pas le moyen de ne pas en lever — les personnalités qui dirigent le pays iront contre la volonté formellement exprimée du peuple souverain. En ce qui concerne la guerre, c'est plus grave encore, car l'étranger est là, qui tirera parti des réponses pacifiques des peuples démocratiques. En France, après un référendum pareil, le Parlement consulté pour déclarer la guerre, même si chaque parlementaire est persuadé que c'est le seul moyen de sauver le pays, n'osera plus s'engager à prendre pareille responsabilité. Sans doute si le public allemand avait été consulté librement il aurait les mêmes réactions que celui de

France ou des Etats-Unis, mais comme il n'y a aucune chance qu'on se serve du Gallup Poll dans les pays totalitaires en matière politique, votre nouvelle institution ne peut servir qu'à affaiblir encore un peu plus les régimes démocratiques.

Je fus impressionné par ces arguments. A ce moment comme l'Ambasadeur William Bullitt arrivait près de nous, Reynaud l'interpella :

— Mon cher Ambassadeur, j'étais en train de dire à Pierre Lazareff que les démocraties ne triompheront que si les hommes qu'elles mettent à leur tête ont conscience de leur valeur et le respect du régime auquel ils doivent leur puissance. Mais s'ils doutent d'eux-mêmes, et veulent mettre à chaque seconde la démocratie à l'épreuve, nous sommes perdus.

Peu de temps après la nuit de l'Ambassade de Pologne, la France résolut de donner, à l'occasion de la Revue du 14 juillet, une éclatante manifestation de force militaire. Elle avait invité au défilé de ses troupes sur l'Avenue des Champs-Elysées de nombreuses personnalités alliées. Le Roi Carol était présent, superbe avec sa cape de satin blanc et son casque d'acier noir. Hore-Belisha se tenait non loin du souverain, près de Winston Churchill. Mais les deux Anglais n'échangèrent pas un seul mot car ils étaient en froid. Autour d'eux se trouvaient les membres du Gouvernement français, le Corps Diplomatique au grand complet (y compris les Allemands et les Italiens, très attentifs) ainsi que des souverains et les

grands chefs de notre Empire, venus à cette occasion de tous les coins du monde.

J'assistais à la revue avec mon ami, l'écrivain Joseph Kessel, et comme des millions de Parisiens, comme nos invités de marque, nous fûmes saisis d'admiration devant l'impeccable défilé de nos troupes métropolitaines et coloniales, l'assourdissant cortège de nos chars d'assaut dont la puissance nous semblait être inégalable, l'admirable précision de notre armée de l'air. Les superbes soldats de la Garde anglaise, vêtus de rouge, le chef surmonté de hauts bonnets à poil, ainsi que les appareils de la R.A.F. provoquèrent des hurlements de joie de la population.

Quand nous quittâmes la revue, pour rentrer au journal, Joseph Kessel me prit le bras :

— Voyons, me dit-il, comment peut-on dire que la France n'est pas animée maintenant de la volonté de résister... comment peut-on dire, après la visite triomphale des souverains anglais et la façon dont furent accueillis ce matin les représentants de l'Empire Britannique, que nous ne sommes pas cordialement unis à nos voisins d'Outre-Manche ?

— Ta conclusion ? dis-je.

— Il n'y aura pas la guerre, je garantis qu'un matin comme celui-ci fera réfléchir M. Hitler.

C'est cette opinion que j'entendis répéter toute la journée, et les jours suivants, par tous ceux que je rencontrais, grands ou petits, près ou loin du pouvoir. Dans les cinémas d'actualités qui dépendaient de notre journal, nous battîmes tous les records de recettes en représentant le film en couleurs de la

Revue. Les gens venaient se rassurer au spectacle de cette force dont ils espéraient que l'étalage serait suffisant pour leur éviter un conflit. Après la revue du 14 juillet 1939, pas un Français sur mille ne pouvait croire qu'avec une armée comme la sienne, des chefs comme les leurs (auxquels les Anglais, si pointilleux et si jaloux, rendaient eux-mêmes un public hommage) et la fameuse Ligne Maginot, Hitler oserait jamais défier leur pays. C'est ce thème d'ailleurs que pour des raisons diverses, toute la presse développa et le pays à nouveau, après une chaude alarme, se sentit tranquillisé.

Cependant Jean Prouvost m'apprit que Georges Bonnet avait reçu, quelques jours avant le 14 juillet, la visite de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, de passage à Paris, retournant à Londres pour quelques jours. « Sir Neville Henderson, affirmait Georges Bonnet, était persuadé qu'Hitler était décidé à la guerre et pensait que seul Mussolini pouvait l'arrêter sur ce chemin en prenant l'initiative d'une conférence mondiale qui assurerait à l'Axe des avantages substantiels, sans avoir à recourir à la force des armées. » Georges Bonnet partageait l'avis du diplomate anglais. Il le dit à Edouard Daladier qui refusa sinon de l'entendre, du moins de l'écouter. Edouard Daladier, depuis Munich, était persuadé qu'Hitler reculerait si on ne lui cédait plus. Il répéta à Georges Bonnet que le Führer guettait chez ses adversaires les signes de faiblesse qui constituaient pour lui le signal de l'action. Daladier avait même ajouté :

— Je pense que Sir Neville Henderson a été ma-

nœuvré par la Wilhelmstrasse. Les nazis désirent cette conférence internationale et ils savent qu'elle ne réussira que si ce sont les alliés qui la sollicitent.

Georges Bonnet avait alors offert sa démission à Edouard Daladier en lui disant qu'ils étaient en trop grand désaccord pour qu'il puisse continuer utilement sa tâche.

— Allons, allons, Bonnet... du cran, avait grommelé Daladier, ne soyez pas la première victime de la guerre des nerfs.

Les deux hommes s'étaient séparés sur ces mots.

Sur le plan intérieur, le gouvernement avait réagi contre les menées nazies avec une assez grande vigueur. Henri de Kerillis dénonçait depuis un certain temps, chaque jour sans se lasser, les machinations d'Otto Abetz et de ses complices.

Un des principaux commissaires du contre-espionnage à la Sûreté Nationale, le Commissaire Oswald, avait déclaré à un de mes collaborateurs :

— Henri de Kerillis ne sait pas le service qu'il rend à son pays car nous tenons tous les fils du complot, mais chaque fois que nous voulons faire quelque chose, on nous en empêche pour éviter, nous dit-on, « des complications politiques ». Si grâce à Kerillis, au contraire, c'est ne pas agir qui attire des complications politiques, je pense qu'on nous laissera enfin les mains libres.

C'est ainsi que l'on put mettre la main sur le fameux banquier Hirsch, celui qu'on m'avait dénoncé depuis longtemps comme un des principaux caissiers de la propagande nazie en France. En même temps, on arrêtait Loys Aubin, Chef des Informations du

TEMPS, et Poirier, courtier de publicité au FIGARO, mais qui pendant très longtemps avait aussi travaillé au TEMPS, et qui, en tant qu'administrateur de ce journal, avait été justement chargé des « relations avec les états étrangers » (on sait ce que cela veut dire).

La Baronne von Einem, vieille amie du Maréchal Goering, qui s'était depuis quelque temps introduite dans la société parisienne où Otto Abetz lui avait servi de guide, devait être arrêtée comme chef de la conspiration, mais quand les policiers se présentèrent pour l'appréhender, ils apprirent que la Baronne avait quitté le territoire français *depuis la veille au soir*. Qui l'avait avertie ? Loys Aubin, vieux journaliste blanchi sous le harnais, casanier, ponctuel, dont la seule fantaisie semblait être d'aller boire de temps en temps un verre de bière au « bistro » du coin, reconnut, dès les premiers interrogatoires, avoir touché plusieurs millions de l'Allemagne. Par contre, Poirier — qui devait mourir peu de temps après dans sa prison — nia contre l'évidence.

Otto Abetz, venant de Berlin, arriva à Paris quelques jours après ce coup de filet. Il s'installa comme d'habitude à l'Hôtel d'Iéna, en face du Comité France-Allemagne, comité que, par prudence, on avait dissous peu de temps après l'annexion de la Bohême et de la Moravie.

Il rencontra à cette époque ma femme sur l'Avenue des Champs-Elysées, l'arrêta et lui confia en souriant :

— C'est terrible, je ne sais pas quoi faire pour les pauvres fonctionnaires de la République Française !

Hier, je me suis retourné vers l'homme que votre Sûreté Nationale avait bien voulu déléguer à ma garde sans me prévenir et qui se tenait immédiatement à quelques pas de moi. « Mon pauvre ami, lui ai-je dit, vous devez vous fatiguer, car j'aime le footing et je fais de grandes emjambées. D'autre part, il m'arrive de prendre des taxis, vous allez finir par me perdre. Ce serait tellement plus simple que nous marchions l'un à côté de l'autre et que nous prenions la même voiture. » Il avait accepté la combinaison et nous avons passé une bonne journée ensemble, quoique je ne l'aie pas trouvé d'un niveau intellectuel très élevé. Mais aujourd'hui, on m'a donné un autre ange gardien. Je viens seulement de le repérer... vous voyez, c'est ce monsieur là-bas, qui reste en contemplation, pendant que je vous parle, devant une petite fille qui fait de la patinette. Je vais recommencer mon petit coup d'hier.

Et faisant comme il l'avait dit, Otto Abetz remonta vers celui qu'il prenait pour l'inspecteur de police chargé de le suivre. Un bref colloque eut lieu entre les deux hommes. Puis Otto Abetz revint vers ma femme et il ironisa :

— Il se croit malin en m'affirmant que je me trompe et qu'il est représentant de commerce. Tant pis pour lui. Il ne saura pas avec qui je conspire et à cause de sa conscience professionnelle, ses chefs finiront par le révoquer.

On voit à quel point Otto Abetz était sûr de lui, si sûr des protections dont il jouissait. Le lendemain de cette rencontre, j'appris qu'un dîner avait été donné en son honneur par M. Horace de Carbuccia,

Directeur de l'hebdomadaire GRINGOIRE, dans son appartement de l'Avenue Foch. De nombreuses personnalités politiques, dont la plupart appartenaient à l'ancien Comité France-Allemagne, y assistaient. On y parla naturellement beaucoup de Dantzig et des événements qui couvaient. Et ce qui semble insensé dans ces circonstances graves, *en présence d'un étranger qui demain serait peut-être un ennemi, on parla aussi de la façon de mettre à la raison ceux qui en France ne voulaient pas céder à l'Allemagne et en particulier des journaux et des journalistes réfractaires à la politique de soumission.*

Quant en quittant ce banquet, Otto Abetz qui, selon son habitude, avait bu largement les généreux vins de France, rentra à son hôtel, de fort bonne humeur, il trouva devant sa porte le « représentant de commerce » qu'il avait interpellé la veille sur l'Avenue des Champs-Elysées. Cette fois, l'inconnu ne nia plus son identité véritable. C'était un commissaire de la Sûreté qui montra à l'émissaire allemand sa carte d'identification. Après quoi, il lui tendit une petite enveloppe.

— Je suis, Monsieur, lui dit-il, chargé de vous faire une commission désagréable. Le gouvernement français veut vous éviter l'ennui d'être expulsé. Cette enveloppe contient une place qu'il vous aurait été difficile de vous procurer assez rapidement, sur l'avion qui part demain pour Berlin. Si vous ne prenez pas cet avion, vous serez arrêté dans l'après-midi. Le gouvernement français me charge de vous signaler également qu'il vous sera désormais impos-

sible de franchir à nouveau les frontières de notre pays.

Otto Abetz prit le billet sans mot dire, remercia avec courtoisie le policier et s'enferma dans sa chambre. On apprit plus tard, car toutes ses communications étaient soigneusement écoutées, qu'il téléphona à l'Ambassadeur d'Allemagne. Otto Abetz détestait von Welcheck et celui-ci ne l'aimait guère. Ils se reprochaient mutuellement de s'espionner et de se gêner dans leur travail. L'Ambassadeur, réveillé par l'appel d'Otto Abetz, lui conseilla de repartir pour Berlin et de prendre là-bas les ordres de von Ribbentrop. Otto Abetz raccrocha furieux et quitta la France le lendemain à l'aube.

Aussitôt averti de l'incident, je fis dans MATCH un article sur Otto Abetz. Sa personnalité était alors inconnue du public français, sauf des lecteurs de L'EPOQUE qui, grâce à Henri de Kerillis, savaient qu'il était le mystérieux chef de la cinquième colonne en France. Avant de faire mon article, et pour connaître ses réactions, je téléphonais à Jean Luchaire, le meilleur ami et l'introducteur en France d'Otto Abetz. Je finis par trouver Luchaire à Deauville, où il passait un week-end.

— J'étais sûr, me dit-il, que ça finirait comme ça. Mais Abetz ne voulait pas me croire. Il était confiant, car il avait l'impression de ne rien faire de mal. Je reste persuadé que c'est un type sincère.

— Sincèrement nazi, en tout cas, répondis-je.

Luchaire me fit alors à l'appareil de grandes protestations que je ne lui demandais pas, d'antihitlérisme et de patriotisme. Quelques jours plus tard,

ma femme recevait de Suzanne Abetz une lettre dans laquelle Mme Abetz demandait que j'intervienne pour permettre à Otto Abetz de revenir en France afin de confondre ses accusateurs. Elle ajoutait que son mari poursuivrait Henri de Kerillis en justice pour diffamation.

L'article qui parut dans notre hebdomadaire MATCH le 20 juillet 1939 se terminait par ces mots :

« *Dans l'avion qui le ramène à Berlin, Otto Abetz rêve de revenir un jour prochain à Paris comme Ambassadeur d'Allemagne... Après tout, von Papen...* »

Je ne me doutais cependant pas qu'il réaliserait ce rêve si vite et dans d'aussi tragiques circonstances.

CHAPITRE VII

LES DERNIERS INSTANTS DE LA PAIX

M. Daladier, tout en étant Président du Conseil, était resté Maire d'Orange, la petite ville provençale qui l'avait envoyé au Parlement. Orange ne savait pas si elle devait être plus fière de son député ou des vestiges de la civilisation romaine que l'on trouvait sur son territoire. Son théâtre antique, théâtre miraculeusement conservé et pieusement restauré, s'animait quelques jours chaque été au cours d'un festival dramatique et lyrique auquel participaient les plus grands artistes de notre pays.

A la fin du mois de juillet, Edouard Daladier résolut d'aller passer quelques jours à Orange pour ce festival annuel. Sachant que je pourrais le joindre là-bas et lui parler plus facilement, je décidai de m'y rendre aussi.

Quelques instants après une superbe représentation de « Phèdre », je pus avoir un court entretien avec le Chef du Gouvernement, dans son bureau de la Mairie. Il m'annonça tout de suite sur un ton de défi :

— Vous savez, je vais boucler la presse ! Elle dit trop de bêtises et le moment est trop grave pour la laisser faire. Je viens de créer un Commissariat de l'Information pour la Radio, les journaux et le ciné-

ma. S'il le faut, j'y joindrai une censure. Qu'est-ce que vous en dites ?

— J'en dis, Monsieur le Président, qu'il y a longtemps que nous aurions dû avoir un Ministère de l'Information, puisque nos ennemis ont fait de la propagande une arme de guerre en temps de paix, comme nous aurions dû avoir depuis longtemps un Ministère de l'Armement (Daladier fit une grimace). Quant à la censure, je ne serais pas journaliste si je n'en déplorais l'existence. Je reconnais toutefois que la censure est nécessaire puisqu'on n'a pas su empêcher les journaux d'être des instruments des gouvernements étrangers.

Toujours du même ton bourru, Daladier poursuivit:

— L'Information dans mon esprit n'est pas de la propagande. La propagande, c'est quelque chose d'offensif, un instrument pour conquérants. L'Information française va s'efforcer de restituer à la France son vrai visage, trop souvent déformé. Pour une démocratie comme la France, il convient que l'Information soit un instrument défensif. J'hésite entre deux hommes pour leur confier ce poste — Jean Giraudoux et Jules Romains. Lequel auriez-vous choisi ?

— Ce sont, Monsieur le Président, deux hommes de grand talent, deux esprits éminents, mais je ne sais pas s'ils ont le dynamisme, l'esprit d'organisation et d'invention, l'autorité qu'il faut ?

Daladier me coupa :

— D'ailleurs j'ai déjà choisi. Georges Bonnet insis-

tait pour Jules Romains,[1] alors j'ai choisi Giraudoux. Il est si français, si clair, si intelligent, c'est tout-à-fait l'homme qu'il faut. Et puis, c'est un diplomate. Enfin, il connaît à merveille l'étranger et il y est très connu.

Là-dessus Daladier me dit qu'il espérait que les journaux travailleraient en plein accord avec Jean Giraudoux et le gouvernement français.

— Le moment est venu d'une union nationale, vraie et volontairement consentie. Je ne sais pas si l'on se rend compte qu'en ce moment, c'est le destin de la France et de l'Europe qui se joue. Guerre ou paix. Je crois vraiment qu'on peut encore éviter la guerre, si la France présente un front uni, si les journaux cessent leurs polémiques et leurs imprudences. En tout cas, je suis résolu à user de fermeté s'il le faut, vis-à-vis de ceux qui ne comprendraient pas cela, de la plus grande fermeté.

Je regardais M. Daladier lorsqu'il prononçait ces mots. Il essayait de prendre un air méchant, il serrait les poings, mais vraiment, l'accent n'y était pas, on sentait qu'il se forçait.

Notre conversation fut interrompue par l'arrivée de son ami, le Sénateur de Vaucluse, Hippolyte Fabre, dont le fils faisait partie du cabinet du Prési-

[1] Georges Bonnet, au moment de la signature de l'accord franco-allemand, nous avait demandé de publier dans PARIS-SOIR un article de Jules Romains pour souligner et mettre en valeur les avantages que la France pourrait tirer de cette manifestation. Mais je sus qu'un peu plus tard l'auteur des HOMMES DE BONNE VOLONTE ne nourrisait plus guère d'illusions vis-à-vis de cette politique.

dent du Conseil. C'était un méridional jovial, barbu et de forte carrure.

— Hippolyte Fabre, lui dit Daladier, je suis en train de dire à M. Lazareff que la paix peut être sauvée si les journalistes ne font pas de « couillonades ». Toi qui es à la Commission de l'Armée du Sénat, quel est ton avis ?

— Le même que le tien, Président, répondit Hippolyte Fabre sans se compromettre.

J'essayais de l'interroger encore sur l'armée :

— Elle est vraiment formidable... formidable... Je vous dis. Est-ce que vous étiez à la revue du 14 juillet ? Eh bien, est-ce que vous n'avez pas été impressionné, comme tout le monde ? Alors ?

— Et l'Italie ? La Russie ?

—L'Italie ! Pfff ! ! fit Daladier.

— Le Maréchal Goering a dit l'autre jour à quelqu'un, raconta Hippolyte Fabre : « Si l'Italie est contre nous, cela nous occupera deux divisions. Si elle est avec nous, nous devrons en immobiliser 15 ! »

Le mot que j'avais déjà entendu était sans doute nouveau pour M. Daladier car il rit beaucoup.

— Quant à la Russie, ajouta Daladier, je peux vous dire que des conversations anglo-franco-russes ne vont pas tarder à aboutir, en dépit de beaucoup de difficultés, à un accord très solide. Diplomatiquement, militairement, tout va bien, croyez-moi. Si la presse fait son devoir, il n'y a rien à craindre.

Là-dessus le Président me parla d'Orange, de « Phèdre », du théâtre en général.

Au milieu du mois d'août, M. Daladier réunissait encore les directeurs des grands journaux dans son

bureau et leur fit un pathétique appel à la sagesse. Il avait devant lui le compte-rendu de l'entrevue qui avait eu lieu, le 11 du même mois, entre le Chancelier Hitler et M. Burckardt, Haut Commissaire de la Société des Nations, à Dantzig, à la suite de la note envoyée par la Pologne à l'Allemagne, au sujet de la ville libre de Dantzig où les nazis multipliaient les provocations.

Les détails de cette entrevue m'avaient été fournis par un correspondant de Suisse, parent de M. Burckardt. Je savais que le Führer avait joué devant le fonctionnaire genévois un de ces drames à un personnage, dont il avait le secret. Pendant trois-quarts d'heure, sans s'arrêter, il avait parlé, écumant de rage, frappant du poing et du pied sur les meubles qui l'entouraient. Il avait mis sous les yeux de son interlocuteur ahuri par cette réception des plans et des coupures de journaux. Il lui avait dit qu'il en avait « assez, plus qu'assez » de lire dans la presse des pays démocratiques qu'il avait peur, qu'il reculait, qu'il bluffait, que la guerre des nerfs n'énervait plus personne que lui-même, qu'il menaçait mais qu'il n'osait pas mettre ses menaces à exécution. Il s'était montré particulièrement furieux des caricatures publiées dans les journaux français et anglais. Il avait étalé les chiffres des sommes dépensées par l'Allemagne pour construire des tanks, des avions, des canons.

— J'ai créé, cria Hitler, un instrument de guerre inouï, sans précédent, qui dépasse l'imagination. Si on m'y oblige, je m'en servirai et avec cet instrument de guerre, je puis anéantir le monde en quelques

semaines. Si on prend ma bonne volonté, mon désir de régler pacifiquement la question allemande pour une reculade, alors j'avancerai dans un fracas de tonnerre et tant pis pour les autres ! Ou la presse polonaise, française, anglaise changera de ton, ou je changerai de manière d'agir.

M. Burckardt était sorti de cette tornade ayant à peine pu prononcer quelques paroles. Vivement effrayé, il avait aussitôt envoyé un long rapport à la Société des Nations et aux gouvernements intéressés.

M. Daladier indiqua aux représentants des journaux français l'esprit de cette entrevue, ce qu'Hitler avait dit concernant la presse et leur demanda d'en tenir compte largement, pour aider la tâche si difficile du gouvernement.

Ce même jour, le Chancelier Hitler après les entrevues de Salzburg, entre Ribbentrop et le Comte Ciano, recevait le Ministre des Affaires Etrangères italien. Jules Sauerwein nous téléphonait d'Autriche pour nous apprendre que Rome, sollicitée de se prononcer sur un concours de l'Italie en cas de guerre avec la Pologne, avait réservé sa réponse en invoquant une clause secrète du Pacte d'Acier, qui stipulait que si l'Allemagne était engagée dans une guerre avant trois ans à partir de la date de la signature du pacte, l'Italie aurait le droit de conserver sa neutralité.

Comme Paris était à moitié désert, la plupart des citadins étant partis en vacances, à la campagne, à la montagne ou à la mer, la marche des événements ne faisait point monter dans la population clairsemée la même fièvre qu'en septembre 1938.

Le 15 août, jour de l'Assomption, la capitale était comme chaque année, à cette même date, absolument déserte et je n'avais point rencontré âme qui vive dans la rue en allant le matin au journal. Devant mon bureau m'attendait Nicolas Kossiakoff (Yves Delbar) qui était mon meilleur informateur sur les questions russes. Il avait une enfantine vanité à voir ses pronostics se réaliser.

— Je vous l'ai dit, s'exclama-t-il, que ça n'irait pas tout seul pour la délégation franco-anglaise à Moscou. Le fameux accord qui devait être conclu si vite n'est toujours pas signé.

Et après un moment, il ajouta :

— Il ne le sera pas. Je vous répète que c'est avec les Allemands que Staline signera un pacte, avant la fin du mois.

Kossiakoff-Delbar m'avait déjà affirmé cela une quinzaine de jours plus tôt, me donnant des précisions et des dates. Cette fois, il alla plus loin :

— Le changement de la politique russe a commencé le jour où il y a plus de trois mois, Litvinoff a été écarté du pouvoir. Aussitôt Staline, par l'intermédiaire de son homme de confiance Gregory Astokov qu'il a envoyé spécialement et secrètement à différentes reprises à Berlin, est entré en conversations suivies avec von Ribbentrop. Les conversations se sont poursuivies à Moscou entre Staline et l'Ambassadeur von der Schulenbourg.

— Mais quel jeu joue donc Staline ? Comment peut-il s'allier avec son pire ennemi, et comment Hitler pourrait-il accepter d'avouer publiquement demain ses liens avec le bolchevisme qu'il ne cesse

d'agiter comme un épouvantail aux yeux du monde et contre lequel il a prêché la guerre sainte ?

— Vous ne connaissez ni les communistes, ni les nazis. J'ai assez vécu en Russie et en Allemagne pour vous affirmer que, du moment où leurs maîtres l'ordonneront, ils trouveront tout naturel le mariage de la carpe et du lapin. Ils seront seulement surpris d'avoir pu penser un moment dans leur passé qu'une telle union avait quelque chose d'extraordinaire. Quant à la politique de Staline, qu'on se mette à sa place, on le comprend très bien, on ne peut que l'admirer. »

Je fis un geste. Mais Kossiakoff poursuivait :

— Staline depuis Munich est persuadé que les chefs actuels des gouvernements démocratiques sont prêts à tout faire pour, dès que la guerre paraîtra inévitable, diriger sur la Russie seule le choc des armées allemandes. Ce sont les gens de Munich qui sont encore au pouvoir en France et en Angleterre. Staline est très au courant, entre autres, des manœuvres de Georges Bonnet. Comment voulez-vous qu'il fasse confiance à de pareils partenaires ? Que fait donc Staline ? Depuis les purges de 1937, voulues par l'Allemagne et qui ont privé l'Armée Rouge de cadres et de chefs expérimentés, les conversations entre Moscou et Berlin ont été fréquentes. Staline désire gagner les démocraties de vitesse. L'Allemagne ne veut pas avoir la guerre sur deux fronts, du moins au début. Elle sait ce que cela lui en a coûté en 1914. En faisant semblant de poursuivre les pourparlers avec la France et l'Angleterre, Staline redouble le désir d'Hitler de s'entendre avec la Russie. Cette

entente se fera certainement et c'est Staline qui dirigera le choc des armées allemandes vers les démocraties. Pendant ce temps-là, d'ailleurs, Staline donnera à ses alliés allemands beaucoup de promesses qu'il ne tiendra pas, mais prendra de réelles garanties. Il sait bien qu'à une certaine échéance, le but de l'Allemagne est de l'écraser. Mais la Russie n'est pas prête à se défendre. Tous ses plans étaient basés sur l'existence du bastion tchécoslovaque. Son territoire n'est pas en état de défense. La Pologne et la Roumanie refusent le passage de leur territoire à l'armée soviétique, même si la Russie devient leur alliée. La France et l'Angleterre ne veulent pas autoriser la Russie à s'emparer des Etats Baltes. Comment voulez-vous que Staline ne trouve pas tout cela étrange et n'y voit pas une obstination des Alliés de considérer la Russie rouge et non pas Hitler comme le principal ennemi ? C'est sur ces points, vous le savez, que les négociations de la délégation militaire franco-anglaise traînent en ce moment à Moscou. C'est à cause de cela que ces négociations seront bientôt rompues. L'attitude de la Pologne même est de nature à inquiéter le maître du Kremlin, parce que le gouvernement des Colonels jusqu'ici si germanophile est soudain d'une intransigeance absolue sur la question de Dantzig (que le Maréchal Pilsudski lui-même a toujours répété qu'il ne considérait pas comme vitale) et en même temps, il refuse l'aide militaire russe.

— Alors la Russie va s'entendre avec l'Allemagne au risque de permettre à l'Allemagne d'arriver aux frontières de la Russie, de manger les autres démo-

craties, et de se retourner ensuite plus puissante que jamais contre les Soviets ?

— Ce risque est moins grand aux yeux de Staline que l'autre. Ce qu'il espère, c'est pouvoir gagner du temps afin de se fortifier, de mobiliser ses armées et de pouvoir entourer son territoire — concession contre concession — d'une ceinture d'états protecteurs. La moitié de la Pologne, les Etats Baltes, la moitié de la Finlande, peut-être même la Bessarabie, lui serviront ensuite de tampons, au moment d'une attaque allemande. Et puis, Staline spécule sur une guerre longue où le monde entier finira par être entraîné et où tous les belligérants s'épuiseront, ce qui donnera à la Russie, la dernière à entrer dans la danse, un avantage incontestable. Sans compter les occasions qui s'offriront dans cette éventualité au communisme de s'implanter dans les nations fatiguées par des années de bataille.

— Vous savez que lorsque vous m'avez parlé de tout cela la première fois, j'ai averti notre Ministère des Affaires Etrangères et je me suis ouvert à plusieurs personnalités politiques et militaires. Personne n'a cru à votre histoire.

Kossiakoff-Delbar sourit d'un petit air pincé :

— Tout ce que je souhaite, me dit-il, c'est qu'ils n'y croient pas trop tard.

On vint alors m'apporter une dépêche de Moscou qui indiquait que la délégation militaire franco-anglaise conduite par l'Amiral Plunket et le Général Doumenc avait eu de nouvelles entrevues la veille au Kremlin. « Les pourparlers, ajoutait la dépêche, continuaient à évoluer favorablement. »

— Vous voyez, fis-je à Delbar, cela ne correspond pas du tout à ce que vous racontez.

— Moscou donne à la délégation franco-anglaise de l'espoir pour faire pression sur les Allemands. Je suis tranquille, je suis sûr de ce que je vous dis.

A ce moment le Directeur du Cabinet de Paul Reynaud, Gaston Palevski, me téléphona :

— Le patron voudrait savoir si vous avez entendu dire que Vorochiloff a averti le Général Doumenc et l'Amiral Plunket que la continuation des pourparlers était subordonnée à une condition préalable : la France devrait d'abord obtenir de ses alliés polonais et roumains la promesse qu'ils laisseront passer les troupes russes à travers leur territoire en cas d'agression nazie ?

Je mis Palevski au courant de la conversation que je venais d'avoir avec Kossiakoff-Delbar et je promis de me renseigner sur la question exacte qu'il me posait. Je fis téléphoner à l'Ambassade de Pologne où j'obtins à l'appareil l'Ambassadeur Luscasiewiecz. Celui-ci avait été mis au courant par notre Quai d'Orsay de la condition posée par Vorochiloff. Il déclara que c'était de la part des Russes une « prétention absurde » et conclut que « tout cela n'avait aucune importance ».

— Les Russes sont obligés de marcher avec nous.

Quelques jours plus tard, le 20 août, je rencontrai Georges Bonnet et je bavardais avec lui de tout cela.

— Je crois qu'il y a du vrai dans ce que vous a dit votre informateur. Il va peut-être un peu fort et un peu loin en voyant un accord germano-russe avant la fin du mois, mais je crains que nos pourparlers

avec Moscou n'aboutissent pas, en dépit de l'optimisme de nos diplomates et de celui de Daladier.

J'étais chez moi le 21 août vers 11 heures, quand on m'appela du journal pour me passer une communication de Berlin. J'eus à l'appareil mon correspondant haletant :

— Ribbentrop est parti pour Moscou. Il va là-bas signer un pacte de non-agression.

— Tu en es sûr ?

— Sûr et certain. Je sais qu'il est trop tard pour faire une édition mais j'ai voulu te le dire de suite car je ne sais pas quand la nouvelle sera rendue officielle.

J'avertis aussitôt Jean Prouvost qui s'écria :

— Ce n'est pas possible. C'est invraisemblable. Tâchez d'avoir confirmation aux Affaires Etrangères.

Je demandais à M. Georges Bonnet.

— Je ne suis pas informé, me dit celui-ci. Attendez une seconde.

A l'autre bout du fil, il y eut un silence. J'entendis un froissement de papier, puis à nouveau la voix de Georges Bonnet profondément altérée :

— Havas me passe la même nouvelle. Je crois que c'est vrai. Si vous avez d'autres informations, je vous serais reconnaissant de me les communiquer.

Après Havas, Reuter confirma le départ de Ribbentrop et le doute n'était plus permis. Kossiakoff-Delbar avait eu raison et la guerre, cette fois, était certaine, toute proche. Je me sentis envahi par une froide et tiraillante angoisse. Je ne dormis guère cette nuit-là.

Le lendemain 22 août, j'appris que Daladier, lui, par contre, avait dormi fort paisiblement. Georges Bonnet lui avait téléphoné aussitôt la nouvelle de l'accord, mais Daladier lui avait répondu :

— C'est un canard, mon cher Bonnet. C'est idiot ce que vous me racontez là. C'est invraisemblable. Reposez-vous tranquille. Nous parlerons de tout cela demain matin.

Dans l'après-midi du 22 août, Georges Bonnet avait avec Daladier une longue et pénible conversation, à la suite de laquelle il fut décidé que l'on réunirait le lendemain un conseil extraordinaire de la Défense Nationale auquel seraient convoqués tous les chefs militaires. Déjà Georges Bonnet avait, espérant y trouver des arguments en faveur de sa thèse, convoqué à son cabinet, sans en prévenir le Président du Conseil, le Général Gamelin, au début du mois d'août. Le Généralissime avait opposé à tous les arguments du Ministre une confiance et un calme inébranlables, lui disant que l'armée française était prête à toutes les éventualités défensives. Et Gamelin avait même déclaré au Ministre des Affaires Etrangères que si la guerre devait éclater un jour ou l'autre, « il est préférable qu'elle éclate dans les circonstances actuelles; c'est-à-dire avec la nécessité pour l'Allemagne de se battre à l'ouest et à l'est. »

Nous avons entre les mains le procès-verbal, qui naturellement ne fut pas publié, de la séance qui réunit le 23 août à 18 heures les Ministres et les chefs de la défense nationale, au Ministère de la Guerre. C'est un document capital qui fut rédigé sur-le-champ par le Général Decamp, chef du Cabi-

net Militaire de M. Daladier. Tout commentaire en affaiblirait la portée. Le voici :

PROCES VERBAL de la Réunion tenue au Ministère de la Guerre le 23 août, à 18 heures, sous la présidence de M. E. Daladier.

« Assistaient à la réunion : MM. Georges Bonnet, Ministre des Affaires Etrangères, G. Campinchi, Ministre de la Marine, Guy La Chambre, Ministre de l'Air, le Général Gamelin, chef d'Etat-Major Général de la Défense, l'Amiral Darlan, chef d'Etat-Major Général de la Marine, le Général Vuillemin, chef de l'Etat-Major Général de l'Armée de l'Air, le Contrôleur Général Jacomet, Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, le Général Colson, chef d'Etat-Major de l'Armée, le Général Aube, Inspecteur général de la D.A.T., le Général Tétu, Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air.

« La Séance est ouverte à 18 heures 05.

« Le Président Daladier expose qu'il s'agit de répondre à trois questions précises :

1). La France peut-elle, sans réagir, assister à la disparition de la Carte d'Europe, de la Pologne et de la Roumanie, ou de l'une de ces deux puissances ?
2). Quels moyens a-t-elle de s'y opposer ?
3). Quelles sont les mesures à prendre actuellement ?

Première Question :

Disparition de la Pologne et de la Roumanie.

M. Georges Bonnet expose que :

il faut s'attendre au minimum à ce que la Pologne ne trouve aucun appui en URSS.
La Roumanie consentira vraisemblablement à livrer des approvisionnements à l'Allemagne.
La Turquie n'étant plus épaulée par l'URSS n'entrera en jeu que si une puissance balkanique est attaquée.
Compte tenu de cette situation, vaut-il mieux être fidèle à nos engagements et entrer en guerre immédiatement, ou reconsidérer notre attitude et profiter du répit ainsi obtenu pour accroître notre puissance militaire, étant bien entendu que la France court le risque d'être attaquée à son tour, dans un délai qui peut être de quelques mois seulement ?
La réponse à la question ainsi posée est essentiellement d'ordre militaire.
Le Général Gamelin et l'Amiral Darlan indiquent qu'il y aurait intérêt à obtenir la neutralité absolue de l'Italie.
M. Georges Bonnet répond qu'il est possible de tenter quelque chose dans ce sens.
Le Général Gamelin, interrogé sur la durée de résistance que peuvent offrir la Pologne et la Roumanie, expose qu'il croit à une résistance honorable de la Pologne qui empêcherait la masse des forces allemandes de se retourner contre nous avant le printemps prochain ; à ce moment l'Angleterre serait à nos côtés.
En ce qui concerne la Roumanie, il est plus difficile de se prononcer, la réponse à cette ques-

tion dépendant de l'attitude de la Hongrie et de celle de la Yougoslavie.

Au cours de divers échanges de vues, il est observé qui si nous sommes plus forts dans quelques mois, l'Allemagne le sera aussi bien davantage parce qu'elle disposera des ressources polonaises et roumaines.

En conséquence, la France n'a pas le choix.

La seule solution à envisager est de tenir nos engagements vis-à-vis de la Pologne, engagements qui étaient d'ailleurs antérieurs à l'ouverture des négociations avec l'URSS.

Deuxième Question :

Etat de nos moyens.

M. Guy La Chambre expose l'état de l'aviation, en gros progrès par rapport à septembre 1938.

Au point de vue chasse, nous disposons maintenant d'appareils modernes sortant en grande série et les moyens franco-anglais équilibrent sensiblement les moyens italo-allemands.

Notre aviation de bombardement ne sort pas encore en grande série. Il faut attendre au début de 1940. Mais d'ici là, l'Angleterre prend à sa charge les bombardements massifs en Allemagne du Nord.

La coopération avec les forces terrestres peut être assurée dans de bonnes conditions.

Malgré ce que nous savons des forces allemandes (4000 avions de guerre en ligne, 5000 en réserve, 3000 avions de coopération) la situation de notre aviation ne doit donc plus

peser sur les décisions du gouvernement comme elle l'avait fait en 1938.

Le Général Aube expose l'état de la D.A.T., source de graves soucis à divers points de vue : organisation, plans d'emploi, moyens.

Il faut craindre le bombardement des populations civiles et des précautions doivent être prises pour sauvegarder le moral du pays.

Le Général Gamelin et l'Amiral Darlan indiquent que l'armée de terre et la marine sont prêtes. Au début d'un conflit, elles peuvent peu de chose contre l'Allemagne ; mais elles seraient susceptibles d'agir vigoureusement contre l'Italie si cette puissance entrait en guerre. Par ailleurs, la mobilisation française apportera par elle-même un certain soulagement à la Pologne, en retenant face à nos frontières un certain nombre de grandes unités allemandes.

Le Président Daladier rappelle pour conclure que : depuis de nombreuses années, la France a concentré un effort massif pour la réalisation du système fortifié assurant la protection de ses frontières.

En outre, jusqu'à la guerre d'Espagne, le Haut Commandement estimait que la meilleure défense contre l'aviation ennemie était constituée par l'aviation de chasse, aussi les réalisations en matière de D.C.A. sont-elles passées au second plan.

Dans la situation actuelle où la France est appelée à lutter seule pendant plusieurs mois,

nous sommes en mesure d'apprécier la sécurité que nous donne l'existence de nos fortifications.

Troisième Question :

Nous avons déjà pris certaines mesures allant jusqu'aux dispositifs de sûreté, nord-est et sud-est et aux dispositifs complets de D.A.T.

Il importe de continuer progressivement la mise en place de nos moyens, de manière à avancer le plus possible notre concentration avant le déclenchement éventuel des hostilités.

Ceci nous amènera à prescrire successivement :

la mise en place de la couverture,

la mobilisation générale.

La séance est levée à 19 heures 30. »

La presse dans son ensemble continuait pourtant à laisser ignorer au grand public la gravité de la situation et M. Daladier téléphona à PARIS-SOIR le 24 août pour se plaindre de notre « ton trop alarmiste ».

Le même jour avait lieu un conseil des Ministres des plus houleux. Paul Reynaud et Georges Mandel avaient demandé que l'on procédât immédiatement à la mobilisation générale, seul acte capable d'intimider encore Hitler. Ils avaient reproché à Georges Bonnet d'avoir, sans mission de son gouvernement et sans passer par la voie diplomatique, téléphoné à Varsovie pour demander aux Polonais de « ne se livrer à aucun geste irréparable au cas où le Reich s'emparerait de Dantzig ». Georges Bonnet reconnut avoir fait cette démarche insolite. Daladier le blâma en quelques mots, mais repoussa l'idée de mobiliser.

Répondant à une question d'Albert Lebrun, Edouard Daladier lui affirma que « tout espoir de

s'entendre avec la Russie n'est pas perdu, en dépit de la signature de l'accord de Moscou ».

A partir de ce moment Georges Bonnet conduisit la diplomatie française selon son plan, sans plus consulter personne, ni le Secrétaire permanent des Affaires Etrangères, M. Alexis Léger, ni même son Président du Conseil. Plus tard, il réunira les preuves de cette fébrile et insolite activité dans le Livre Jaune Français, en expurgeant toutefois certains documents qui auraient pu à l'époque le compromettre trop sérieusement. (Le Livre Jaune a paru pendant la guerre.)

Au cours d'un déjeuner avec Paul Reynaud, auquel assistait mon confrère M. Caddet, correspondant du LONDON TIMES à Paris, je trouvais le Ministre des Finances fort irrité.

— Georges Bonnet gâche tout, dit Paul Reynaud. La présence de cet homme dans le gouvernement nous conduira aux pires catastrophes. Il fait intervenir le monde entier pour supplier à genoux Hitler de se tenir tranquille. Comment voulez-vous que, dans ces conditions, le monde accorde la moindre confiance à notre pays ? Comment voulez-vous que nous puissions conserver nos alliances ? Il s'est adressé tour à tour au Roi Léopold par l'intermédiaire de l'Ambassadeur de Belgique en France, Pol Le Tellier, à Franco, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur d'Espagne, Felix de Lequerica, qui, pendant la dernière guerre, était le chef du mouvement germanophile en Espagne ; au Pape par l'intermédiaire du Nonce. Que sais-je encore ? Et tout cela sans se mettre d'accord avec les Anglais ! Il s'agit pour

Georges Bonnet d'obtenir de Mussolini un nouveau Munich, bien pire que le précédent, alors que je suis sûr qu'avec un peu de fermeté et de courage, nous pourrions tout au moins gagner encore un temps précieux. Pourquoi voulez-vous qu'Hitler n'attaque pas la Pologne, s'il a l'impression que l'alliée de la Pologne tremble de peur à l'idée de partir à son secours ?

Caddet dont les articles dans le TIMES étaient des plus sévères pour notre Ministre des Affaires Etrangères, nous raconta l'incident dont il avait été le héros le matin même. Il était au Quai d'Orsay à la recherche d'informations quand il se trouva nez à nez avec M. Georges Bonnet.

— Je m'étonne, M. Caddet, lui dit M. Georges Bonnet, de vous trouver ici.

— Ce n'est pas ma présence en ce lieu qui surprend le plus de gens, Monsieur le Ministre, répondit poliment Caddet, c'est la vôtre.

Et Caddet ajouta :

— C'est vraiment un être sans courage et sans ressort, car je lui ai lancé ça devant vingt personnes au moins et il a encaissé sans dire un mot et sans broncher.

Le même jour, Elie-Joseph Bois sortant d'une entrevue avec Georges Bonnet portait sur lui ce jugement en langage boursier :

— Il faudrait que les actions de notre pays fussent plus que jamais en hausse et Georges Bonnet est baissier sur la France.

Pourtant Berlin avait fait savoir qu'il acceptait des conversations directes avec Varsovie et les Polo-

nais lui envoyèrent pour se renseigner sur le but et la portée de ces conversations leur Ambassadeur à Berlin, M. Lipski.

Le 31 août, au matin, l'Ambassadeur de France à Londres, M. Charles Corbin, transmet par téléphone un projet de médiation franco-anglaise entre l'Allemagne et la Pologne — qui avait l'avantage de ne pas faire intervenir de tiers et de conserver aux démocraties toute leur dignité. Georges Bonnet répond à Charles Corbin que « c'est une procédure trop compliquée qui ne peut qu'envenimer les choses ». Mais quand notre Ambassadeur à Rome, François-Poncet, lui téléphone une heure plus tard, il est aux anges. François-Poncet lui annonçait que, d'après le Comte Ciano, Mussolini semblait accepter d'intervenir et de proposer une conférence internationale à la condition que la Pologne reconnaisse préalablement — et de sa propre volonté — le rattachement de Dantzig à l'Allemagne. Une heure plus tard, François-Poncet rappelle pour confirmer l'acceptation de Mussolini et précise que le Duce avait fixé la date de cette conférence au 5 septembre.

Presque aussitôt, l'Ambassadeur Corbin annonce que M. Neville Chamberlain avait reçu la même proposition de Mussolini, mais qu'il a décidé de ne l'accepter que si tous les pays, y compris l'Allemagne, acceptaient préalablement de démobiliser leurs troupes. Alexis Léger, Secrétaire Général aux Affaires Etrangères, enfin mis au courant par son Ministre, constata avec bon sens :

— Seuls les Anglais ont raison et cette conférence ne peut avoir lieu dans d'autres circonstances. Si elle

s'ouvre sur une reculade des alliés et sous la menace des armes allemandes, les démocraties vont se trouver devant des revendications de la part de l'Axe inacceptables et ce sera la guerre quand même, dans de plus mauvaises conditions. Le piège est un peu gros.

Georges Bonnet ne fut naturellement pas de cet avis. Il partit à la recherche de M. Daladier qu'il trouva dans son appartement de la rue Anatole-de-la-Forge en train de déjeuner. Georges Bonnet insista pour qu'on donne une réponse immédiate à l'Italie, sans se soucier de celle de l'Angleterre et que cette réponse soit naturellement une acceptation.

Daladier répondit qu'il réunira un conseil dans la soirée. Georges Bonnet, en sortant de chez Edouard Daladier, fit alors la tournée de tous les Ministres de cabinet qu'il savait favorables à sa thèse : Camille Chautemps, Anatole de Monzie, Queuille, Guy La Chambre, Marchandeau. A chacun il dit :

— Tenons bon ce soir, c'est la dernière chance. Ou c'est la conférence, ou c'est la guerre.

Pendant ce temps, Daladier avait un long entretien avec le Général Gamelin, avec l'Ambassadeur de Pologne et avec l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Bullitt. Il les trouva tous les trois dans le même état d'esprit d'extrême méfiance que M. Alexis Léger à l'égard de la conférence que Mussolini s'offrait de réunir.

Et l'on se rendit au Conseil des Ministres.

Le premier, Georges Bonnet prit la parole. Il lut un long papier hâtivement rédigé et conclut à l'acceptation formelle et immédiate de la proposition

italienne, en insistant seulement pour que la Pologne soit invitée à assister à la conférence où son sort sera décidé et en demandant qu'on profite de cette réunion internationale pour régler tous les différends qui divisaient l'Europe.

En quelques mots, les Ministres Anatole de Monzie et Marchandeau appuyèrent leur collègue du Quai d'Orsay.

Albert Sarraut se leva et protesta avec indignation contre « cette nouvelle démission de la France ». Le vieil homme politique parla avec tant d'émotion et de conviction que des larmes perlaient dans ses yeux.

Paul Reynaud, Georges Mandel et Georges Campinchi, chacun selon son tempérament, mais tous avec la même vigueur, dénoncèrent le danger d'un nouveau Munich.

A peine Campinchi avait-il cessé de parler que Georges Bonnet, sans répondre à aucun des arguments qu'il venait d'entendre, reprit la parole pour dire :

— Il ne faudrait pas que cette discussion s'éternise car on nous demande une réponse immédiate. Notre Ambassadeur à Londres, M. Corbin, a lui-même insisté sur ce point tout à l'heure.

Alors soudain, Edouard Daladier qui avait tout écouté la tête baissée, regarda M. Georges Bonnet dans les yeux et s'exclama :

— Tiens, il vous a dit ça, lui, Corbin. Eh bien, moi, je lui ai téléphoné il y a à peine une heure et il m'a déclaré le contraire, et il m'a dit que rien ne pressait.

Georges Bonnet, très pâle, reçut le coup en pleine

face. Il y eut autour du tapis vert du Conseil un silence oppressé.

Daladier poursuivit :

— Mon avis est extrêmement net. Nous sommes en présence d'une manœuvre. Exiger la démobilisation allemande, c'est peut-être beaucoup. Mais avant toute chose, si le différend germano-polonais doit être réglé, il ne peut l'être que par des conversations directes car, si nous pouvons aller à Rome, nous ne pouvons aller à Canossa.

Et comme M. Bonnet faisait mine à nouveau de reprendre la parole, Daladier éleva la voix :

— Les Anglais le savent bien, Chamberlain l'a dit tout à l'heure à Corbin : « On voit bien que l'Italie cherche à sortir l'Allemagne d'un mauvais pas et qu'elle est chargée par Hitler de lui faire obtenir, sans guerre, ce qu'elle désire immédiatement. » C'est pour ça que les Anglais sont beaucoup moins pressés que ne le dit notre Ministre des Affaires Etrangères.

Cette fois Bonnet s'étrangla. Sa pomme d'Adam devint plus proéminente encore que d'habitude, les yeux lui sortirent littéralement de la tête et eurent l'air de vouloir rejoindre le bout de son long nez.

— Je ne vois pas, dit-il aigrement, ce qui peut nous faire douter de la bonne foi de l'Italie si ce n'est le désir de déchaîner la guerre à tout prix. En tout cas, je répète que l'Ambassadeur Corbin m'a téléphoné à 13 heures pour nous presser de donner une réponse rapide. Il a dû changer d'avis après avoir vu les Ministres britanniques. Et puisque le Président du Conseil lui téléphonait, il était en droit de croire que celui-ci m'en préviendrait. Quoi qu'il

en soit, les conversations directes entre Varsovie et Berlin ne peuvent rien donner. Ne pas répondre à Rome immédiatement, c'est précipiter la tragédie.

Doucement le Président Lebrun pose cette question :

— Mais, Monsieur Bonnet, vous nous avez dit que vous aviez eu deux coups de téléphone de Rome, l'un à midi 15, l'autre à 13 heures. Entre les deux, M. Mussolini s'était décidé à fixer la date de la conférence. Comment expliquez-vous une décision aussi rapide de sa part ?

— Monsieur le Président, c'est bien ce qui m'alarme. Rome a dû recevoir des nouvelles très graves, apprendre que la catastrophe approche avec rapidité et qu'il est nécessaire d'agir sans délai.

— Allons donc Bonnet, fit Campinchi, tu ne vois donc pas que tout cela est un coup monté où les deux compères, Hitler et Mussolini jouent chacun leur partie : « Je menace, tu proposes, ils auront peur, nous exigerons ! »

A nouveau, Paul Reynaud et Albert Sarraut soutinrent le Ministre de la Marine. Pendant ce temps, Daladier fit appeler un officier de service et lui parla à l'oreille. L'officier sortit et revint après quelques instants pour apporter au Président du Conseil un morceau de papier. La gravité de la situation suggérait à Paul Reynaud une multitude d'images frappantes.

— Si nous allons à Rome à genoux, il ne restera plus qu'à nous donner sur la tête le coup de hache de l'abattoir. Ou nous serons vaincus sans guerre, ou, ce qui est pire, nous n'aurons fait que de perdre

l'honneur sans gagner la paix. S'il en est temps encore, notre seule chance d'éviter la gifle c'est de nous mettre en garde au lieu de tendre la joue.

Puis Daladier, brandissant la note qu'on venait de lui apporter, tint à citer des faits alors que Reynaud se contentait d'accumuler les formules.

— Je n'ai pas seulement téléphoné à Corbin, j'ai téléphoné à Coulondre, notre Ambassadeur à Berlin. Il m'a dit textuellement — j'ai fait chercher la référence : « Hitler devait faire la guerre le 26 août, il a reculé. Le 29, il a donné un ultimatum de 24 heures. Il n'a pas bougé. » Coulondre, comme il ne cesse de le répéter depuis un mois, dit qu'il faut tenir, tenir ferme... Oui, il faut tenir,... tenir.

Le Président Lebrun approuve de la tête ces paroles et, se tournant vers Georges Bonnet :

— Vous voyez, mon cher Monsieur, lui dit-il, c'est l'opinion unanime de nos diplomates. Il faut tenir.

Georges Bonnet a un geste las. Il sent qu'il n'est soutenu que par une minorité car la plupart de ses collègues approuvent le chef de l'Etat. Et les autres, prudents, se taisent.

Le Conseil se termina à 20 heures 30 et aussitôt après, M. Albert Sarraut lut à la presse un communiqué très court qui déclarait simplement : « La France tiendra ses engagements. »

Nous étions restés naturellement au journal pour sortir une édition spéciale avec le communiqué du Conseil des Ministres. Il y avait un peu d'animation dans la rue, mais beaucoup moins qu'en raison des circonstances, on aurait pu le craindre... ou l'espérer.

Le public dans l'attente du miracle qui éviterait une fois encore la guerre restait d'un incroyable optimisme. Mais comment aurait-il été conscient du danger puisqu'on lui cachait toute la vérité et qu'il ne savait même rien des transactions où se jouait son destin ?

J'étais encore au journal quand nous parvint la nouvelle de la brusque convocation à la Wilhelmstrasse des Ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France, suivie aussitôt du texte long et obscur, lu par M. von Ribbentrop aux représentants des alliés pour leur signifier que les conversations étaient rompues entre l'Allemagne et la Pologne.

Nous nous réunîmes à quelques-uns dans le bureau de Jean Prouvost pour essayer de voir clair dans ce nouveau rebondissement de la politique hitlérienne :

— Donnons quelques coups de téléphone aux Ministres pour avoir leur avis, suggéra Jean Prouvost.

Il appela Georges Bonnet.

— C'est bien ce que j'avais prévu, lui dit celui-ci. Je l'ai prédit à Daladier quand je l'ai vu après le Conseil et à Corbin, à qui j'ai téléphoné tout à l'heure. Mais les Ministres anglais sont tous couchés, on a donné l'ordre qu'on ne les réveille pas. Ils ont dit qu'ils auraient le temps de répondre demain à l'Italie. Demain, où en serons-nous ?

Nous eûmes enfin Paul Reynaud au bout du fil. Il n'était pas au courant de la note lue par Ribbentrop aux diplomates alliés. Quand il en eut pris connaissance, il s'écria :

— Encore du bluff ! ! Croyez-moi, Hitler se dégonfle d'heure en heure.

D'heure en heure... A 4 heures du matin, comme je n'avais aucune envie de dormir, je marchais de long en large devant le printing crépitant de l'agence Havas, quand une dépêche m'apprit que les troupes allemandes avaient pénétré sur le territoire polonais et que déjà la bataille faisait rage.

CHAPITRE VIII

LA GUERRE QUI N'OSE PAS DIRE SON NOM
(Notes dans mon carnet)

2 septembre 1939

Conseil des Ministres ce matin. Mobilisation générale. Convocation du Parlement : l'entrée en guerre est décidée *en principe. En principe seulement.* Pendant que les armées allemandes et polonaises sont aux prises, ici on discute encore.

Toute la matinée Georges Bonnet a téléphoné avec Londres, avec Rome, avec Berlin, avec Varsovie. A midi, il a dicté à l'Ambassadeur François-Poncet une note que celui-ci doit aussitôt remettre au Comte Ciano. D'après cette note, la France accepte *sans condition* la proposition de Mussolini quoique Londres ait refusé, étant donné les événements, de répondre à l'Italie. Londres a même proposé au gouvernement français une démarche commune donnant à l'Allemagne un délai de 24 heures pour arrêter la guerre et retirer ses troupes du territoire polonais. Georges Bonnet a repoussé cette suggestion.

C'est Paul Reynaud qui nous a appris tout cela :

— Trahison, affirmait-il ! Une démarche commune de la France et de l'Angleterre qui aurait montré ces deux pays fermement décidés à marcher

aurait encore pu faire reculer Hitler. Il n'attaquait la Pologne que parce que les atermoiements français l'avaient persuadé que les démocraties allaient reculer et tomber dans le piège de la conférence de Rome fixée exprès au 5 septembre, pour que l'Allemagne y arrive en conquérante, bottée et casquée, forte du fait accompli. De plus la Pologne se sentant épaulée, en tous les cas aurait été encouragée à suivre nos conseils de modération. Et Daladier laisse faire Bonnet parce que, selon son habitude, après avoir pris une décision dans un sens, il en voit aussitôt les dangers et est enchanté qu'on lui fasse faire un pas dans le sens contraire.

Je me souviens d'un « mot » sur Daladier qui courait les salles de rédaction il y a quelques années : « Daladier ce n'est pas le taureau du Vaucluse, c'est la vache hésitation. »

3 septembre

La comédie de la conférence de Rome continue. Elle a provoqué hier à la fin de l'après-midi une scène dramatique. Luscasiewicz, Ambassadeur de Pologne, est allé voir Georges Bonnet. Il a refusé de s'asseoir et s'avançant vers le Ministre des Affaires Etrangères, s'est écrié :

— Il ne s'agit plus de causer, M. Bonnet, il s'agit de se battre. Que fait votre armée ? Que fait votre aviation ? Vous nous avez promis une aide efficace et rapide, et au lieu de cela, vous avez passé votre temps à encourager Hitler, faisant tout ce qu'il fallait pour lui laisser croire qu'il pouvait nous attaquer car une fois encore vous ne tiendriez pas vos engagements. Pire, vous avez tout fait pour empêcher

l'Angleterre de tenir les siens. L'idée de la conférence de Rome est absurde. Elle ne profiterait qu'à l'Allemagne et vous le savez bien. Vous êtes en train de prouver au monde que la France n'a pas de parole.

Georges Bonnet s'est levé, livide :

— J'excuse vos propos, dit-il, à cause des malheurs de votre Patrie.

Luscasiewicz, tout à son indignation, n'a pas entendu. Alors Georges Bonnet a sonné et un huissier a ouvert la porte. L'Ambassadeur de la Pologne alliée et martyre, congédié par notre Ministre des Affaires Etrangères comme un importun, dut s'en aller.

Anatole de Monzie qui soutient sans cesse Georges Bonnet au Conseil des Ministres, mais qui est ami de la Pologne et de Luscasiewicz, a été écœuré par l'attitude de Georges Bonnet. On dit que l'Ambassadeur des Etats-Unis, William Bullitt, est dans tous ses états. J'appris l'incident à la Chambre (où j'assistais à la séance historique) au moment où Daladier, comble de l'ironie, se faisait acclamer sur tous les bancs en proclamant :

— Nous respecterons la parole que nous avons donnée à nos alliés. L'honneur français est engagé et nous ne manquerons pas à cet engagement.

Daladier n'a pas parlé ouvertement de la proposition italienne, mais il a dit « que le gouvernement français ne reculerait devant aucun effort pour arriver à une négociation, mais à la condition toutefois que l'agresseur regagne ses frontières. » Et là encore il a été applaudi.

Pourtant dans les couloirs du Parlement, certains hommes tenaient des propos singuliers : Pierre Laval, venu du Sénat à la Chambre, complotait dans les encoignures de portes avec Bergery, Jean Mistler (ex-Ministre du 6 février, devenu président de la Commission des Affaires Etrangères), le socialiste René Brunet, l'ancien Président du Conseil Pierre-Etienne Flandin, et Marcel Déat.

Tous les politiciens défaitistes et plus ou moins pro-nazis ou pro-fascistes avaient comploté d'intervenir à la tribune pour défendre la proposition italienne et affirmer « qu'elle pouvait encore sauver la paix si le Parlement donnait l'ordre au gouvernement de l'accepter sans condition ». Mais on s'arrangea sagement pour qu'ils n'aient pas accès à la Tribune et que leurs propos, en pareilles circonstances, ne viennent pas rompre l'expression de l'unanimité nationale. Par ailleurs, à quoi eussent rimé leurs discours, puisque le gouvernement par la bouche de M. Georges Bonnet avait déjà accepté sans condition la proposition italienne. Les conspirateurs cherchaient aussi entre eux les moyens de renverser le Cabinet, sous le prétexte de mettre au pouvoir, étant données les circonstances, un gouvernement de « large union nationale » qui aurait à sa tête le Maréchal Pétain et comprendrait naturellement Laval, Bonnet, Flandin et tous les apaiseurs. La grande presse, en dépit de la censure, propage sourdement cette idée.

Au Conseil de Cabinet qui suivit la séance du Parlement, Georges Bonnet mit ses collègues au courant d'un coup de téléphone qu'il avait reçu quel-

ques instants avant du Secrétaire permanent des Affaires Etrangères d'Angleterre, Sir Alexis Cadogan, successeur de Sir Robert Vansittart. Les Ministres anglais s'en tiennent à leur point de vue : pas de conférence sans évacuation préalable du territoire polonais par l'Allemagne et nécessité de présenter un ultimatum à Hitler. Chamberlain et lord Halifax voudraient que cet ultimatum expire à minuit. Georges Bonnet se fit une fois de plus l'avocat des nazis et dit à Sir Alexis Cadogan :

— Vous ne pouvez pas sacrifier toute chance de paix pour quelques heures.

Il supplie ses collègues du gouvernement français de ne faire aucune démarche avant le lendemain midi, leur affirmant que « d'ici là l'Italie aurait peut-être trouvé un nouveau moyen d'arranger les choses ». Et le Conseil, non sans discussion, a accepté qu'on retarde la démarche cominatoire jusqu'à demain — 4 septembre — à midi. Je sais que Georges Bonnet téléphona plus tard à Ciano pour se vanter d'avoir obtenu cette victoire, cependant que Chamberlain téléphonait personnellement à Daladier pour protester contre les atermoiements de Georges Bonnet.

Le Ministre de l'Education Nationale Jean Zay a démissionné pour s'engager dans l'armée. Beaucoup de députés vont aussi rejoindre volontairement leur corps.

Notre correspondant à Londres m'a fait un tableau saisissant de l'atmosphère qui règne en Angleterre. A la Chambre des Communes, la grande majorité des députés, qu'ils soient travaillistes, libé-

raux ou conservateurs, ont manifesté une très vive nervosité quand ils ont appris qu'aucun ultimatum n'avait été présenté à l'Allemagne 24 heures après l'agression contre la Pologne, en dépit des garanties données à ce pays. Dans les couloirs du Parlement, l'attitude de Georges Bonnet a été jugée sans mansuétude et on soupçonne également Chamberlain et Halifax de tiédeur. Notre Ambassadeur Corbin est allé au 10 Downing Street, où il a été reçu par Chamberlain et Halifax qui déjeunaient ensemble. Chamberlain lui a déclaré sans ambages :

— L'offre italienne est considérée par toute l'opinion publique comme un piège destiné à favoriser l'avance des armées allemandes en immobilisant les troupes alliées. L'Angleterre est maintenant unanime, mais le flottement et le retard qui sont dus à l'attitude du gouvernement français commencent à troubler le pays. Nous ne pouvons plus attendre. Et au besoin, nous agirons seuls.

Corbin a d'ailleurs eu à encaisser toute la journée les reproches des hommes d'état anglais les plus amis de la France. Winston Churchill a été l'un des plus violents. Il a parlé de la rupture possible de l'entente franco-anglaise. Corbin lui a répondu que la France, dont tous les hommes allaient être immédiatement appelés à se battre, pouvait avoir une autre façon de voir les choses que l'Angleterre, qui se bornait pour le moment, à faire un effort industriel. Winston Churchill s'est fâché et Corbin a eu beaucoup de mal à le calmer.

4 septembre

Cette fois ça y est, nous sommes en guerre. Nous

sommes en guerre ! Je me le répète afin d'essayer d'arriver à y croire. Encore, moi, j'arrive parfois à m'en persuader mais je suis à peu près le seul parmi les gens qui m'entourent.

La plupart de mes amis, de mes camarades, de mes collaborateurs sont mobilisés. Ils sont partis d'une façon très chic, sans enthousiasme, mais sans rechigner. Les mots qu'on entendait le plus dans la bouche de ceux qui s'en allaient rejoindre leurs régiments étaient ceux prononcés par Daladier à la radio : « Il faut en finir. » Mais en finir avec quoi ? Le nazisme, le pangermanisme ? la menace constante ? Daladier dit simplement à ceux qui partent pour la guerre qu'ils vont se battre pour ne pas être dérangés chaque année dans leurs petites habitudes. Est-ce là un idéal pour lequel on accepte de mourir ?

Les Français sont quand même des gens « épatants ». On les a amenés à cette guerre, les yeux bandés, les oreilles bouchées, la bouche cousue. Pourtant les voici qui s'en vont parce que c'est leur devoir. Seulement on continue hélas ! à leur mentir. On leur fait prendre les armes, mais entre deux appels patriotiques, on leur murmure en confidence : « La guerre est déclarée, ça ne veut pas dire qu'elle aura lieu. » On répète cela inlassablement. Messieurs nos ennemis ont bien travaillé depuis cinq ou six ans.

Les populations civiles sont d'ailleurs admirables comme les hommes qu'on a mobilisés. On leur a annoncé depuis des mois : « Le premier jour de la guerre, il y aura des raids sur les grandes villes et Paris sera détruit en quelques minutes. » Un certain nombre de citadins ont quitté la capitale pour la pro-

vince mais beaucoup moins que je n'aurais cru. Ceux qui sont restés se baladent avec leurs masques à gaz en bandoulière et interrogent le ciel. Il n'y a ni panique, ni affollement. La vie continue, un peu plus triste, c'est tout.

Il est cependant impossible de rencontrer une seule personne qui soit fermement persuadée que la grande bagarre a commencé. Il règne une drôle d'atmosphère. On dirait qu'on a confié à chaque Français un secret qu'il n'a pas le droit de révéler et qui lui confère cette certitude : « Tout cela n'est qu'un jeu, un jeu dont il faut avoir l'air de suivre exactement les règles, cependant il pourrait aboutir à un si formidable cataclysme que les partenaires, au fond, sont d'accord pour tricher à un moment donné, et la partie s'arrêtera avant que rien de vraiment grave n'ait eu lieu. »

L'horreur d'une guerre moderne a été si souvent prédite que tous ces pauvres gens se refusent d'admettre qu'ils ont mis le pied dans l'engrenage fatal.

Ce matin une de mes secrétaires m'a dit :

— Vous allez voir, Monsieur, comment ça va finir. Les Italiens vont proposer une conférence et tout s'arrangera.

Car c'est seulement maintenant que le public apprend confusément l'existence d'une proposition de Mussolini. Et comme on n'a jamais bien expliqué aux Français comment la France avait été amenée devant le gouffre, de quelle façon on voulait hypocritement les pousser en ayant l'air de les retenir, beaucoup de Français et de Françaises — jus-

qu'à la dernière seconde, après la dernière seconde — croiront que l'inévitable peut être évité.

On ne combat pas à armes égales la diabolique propagande allemande. La censure a laissé écrire aux journaux qu'un émissaire venu de Berlin en avion est allé remettre à Daladier une lettre personnelle d'Hitler, lui demandant de ne pas entraîner son pays dans la tourmente. Mais le Ministère de l'Information n'a pas expliqué l'hypocrisie de cette démarche. Ainsi ce sont toujours Hitler et Mussolini qui ont l'air de vouloir sauver la paix. Comment en serait-il autrement avec ce Ministre des Affaires Etrangères qui finit par en être persuadé lui-même et ce Président du Conseil qui tremble devant ses propres éclats de voix ?

* * *

L'ultimatum anglais à l'Allemagne a été présenté hier matin à 9 heures ; il expirait à 11 heures. Sur les conseils de Ciano, Georges Bonnet voulait que la démarche française n'ait lieu qu'à la fin de la journée et laisse à l'Allemagne jusqu'à ce lundi 4 septembre à midi pour se prononcer. Mais Daladier a senti la responsabilité qu'il prendrait en laissant ainsi agir Georges Bonnet et le délai laissé par la France aux nazis a expiré hier après-midi, à 5 heures.

Sombre dimanche. J'ai vu vendre notre édition qui annonçait la guerre sur les boulevards presque déserts, où pesait une atmosphère lourde et angoissante. Le soir, nous avons dîné chez Maxim's avec des camarades déjà en uniforme qui partaient la nuit

même pour rejoindre leur corps. A la table à côté de la nôtre, le député Léon Archaimbaud (surnommé le Gorille à cause de son aspect physique) qui est Rapporteur du Budget de l'Armée, dévorait solitaire un robuste repas. C'est un radical dont l'amitié pour les Soviets est bien connue. Il nous a entendu parler et nous a dit, en souriant dans sa barbe:

— Mes enfants, tout cela n'est pas sérieux. La guerre n'aura pas lieu, croyez-moi. Je sais des choses que vous ne savez pas.

— Que savez-vous donc ? lui ai-je demandé.

— L'affaire polonaise rapidement réglée, a-t-il dit, on trouvera des bases d'entente pour une nouvelle organisation de l'Europe. Heureusement.

Puis il a tenu des propos si défaitistes que deux consommateurs se sont fâchés. Ce sont deux jeunes gens qui, eux aussi, étaient dès le lendemain appelés sous les drapeaux, le dessinateur Jean Gobeski et Jean Arthur, Directeur de la Compagnie Transatlantique à New-York, revenu spécialement des Etats-Unis car il est officier de réserve dans la Marine. Léon Archaimbaud s'est tu prudemment mais il a conservé sur ses lèvres un rictus sardonique.

12 septembre

Réformé définitif, je suis allé avec Paul Bringuier et Charles Gombault qui sont dans mon cas, à la Gendarmerie pour souscrire un engagement volontaire dans l'armée. On nous a fait remplir de longs papiers. Après quoi, le Colonel de la gendarmerie de Paris que je connaissais bien m'a dit :

— Vous savez, M. Lazareff, que tout cela ne servira à rien. L'Etat-Major a décidé de ne pas prendre

en considération ces demandes car les engagés volontaires jouissent de certains droits, comme celui de choisir leur corps et le gouvernement ne veut pas laisser cet avantage aux réformés. Le moment venu, dans huit, dix mois, tous les réformés repasseront devant une Commission et ils seront mobilisés où on aura besoin d'eux s'ils ont été reconnus « bons pour le service », un point c'est tout.

Ce Colonel de gendarmerie m'a dit aussi que les bureaux de recrutement étaient assaillis par des étrangers vivant depuis longtemps sur le sol français, qui veulent partir défendre le pays qui leur a donné l'hospitalité. Là encore s'élèvent des difficultés. Par exemple, pour des raisons diplomatiques, on n'accepte les engagements ni des Américains, ni des Suisses, etc. Par contre, en ce qui concerne les Allemands et les Autrichiens, on leur donne à choisir entre des engagements dans la Légion Etrangère ou le camp de concentration. La plupart choisissent la Légion Etrangère.

La mobilisation s'est effectuée d'une façon parfaite. Il n'y a pas eu un demi pour cent de déserteurs ou d'insoumis, mais le principe de la mobilisation apparaît généralement criticable. Elle a enlevé aux usines des milliers et des milliers d'ouvriers spécialisés, ce qui a souvent arrêté la production si urgente pour la défense nationale. La mobilisation a également décimé les populations paysannes parfois même avant que les récoltes soient complètement faites ou rentrées. Elle a dispersé les artisans qui assurent la marche normale de la vie rurale. On a appelé de nombreux vieux soldats qui avaient déjà

fait l'autre guerre et dont certains sont pères de 4 et 5 enfants. On renverra plus tard des régiments les ouvriers spécialisés, indispensables à la défense comme « affectés spéciaux ». Mais comme beaucoup de ces ouvriers sont de très jeunes hommes, les anciens combattants de l'autre guerre s'étonneront qu'on les laisse, eux, sous l'uniforme alors qu'on ramène à l'arrière des jeunes gens de vingt-deux ans. D'autant plus que les vieux sont souvent mobilisés loin de leurs foyers et de leurs familles et ne touchent que 10 sous par jour de solde, tandis que les « affectés spéciaux », quand ils rentreront dans leurs usines, toucheront leur salaire normal — 70, 80 ou 100 francs par jour. Et cela créera un malaise profond dans l'armée.

15 septembre

Hélène de Portes est persuadée que son heure est venue. Il lui faut agir vite. En effet, la France a les yeux tournés vers Paul Reynaud en qui beaucoup voient le Clemenceau de cette guerre-ci.

La Marquise de Crussol ne cesse de mettre en garde insidieusement Daladier contre les dangers que ce rival représente pour lui, et répète chaque jour au Président du Conseil que son Ministre de la Justice développe contre lui de mystérieuses intrigues.

Hélène de Portes veut d'abord devenir Madame Paul Reynaud à la place de la fille du bâtonnier Henri-Robert, dont elle partagea pourtant pendant longtemps l'intimité. Hélène ne quitte plus Reynaud, elle habite avec lui Place du Palais Bourbon, en face de la Chambre des Députés. Jeanne Paul-

Reynaud s'est engagée depuis le début de la guerre comme infirmière aviatrice, et le Comte Jean de Portes a été appelé sous les drapeaux. Mais Jeanne Paul-Reynaud ne veut pas demander le divorce et la loi interdit en France qu'on puisse se remarier avant trois ans de séparation de corps dûment constatée. Hélène veut faire changer cette loi. Hélas, pareille initiative est du ressort du Ministre de la Justice et ce Ministre était justement Paul Reynaud qui ne pouvait, sans scandale, introduire une loi dont il devait être le premier bénéficiaire.

Hélène de Portes n'a pas hésité. Elle est allée trouver sa vieille adversaire, la Marquise de Crussol :

— Si vous voulez, lui a-t-elle dit, que Reynaud renonce à la Présidence du Conseil, arrangez-vous pour que Daladier lui donne un poste digne de lui, où il puisse servir la France : le Ministère des Finances par exemple. Marchandeau, qui est titulaire de ce Ministère, est un faible et on l'accuse d'être munichois. Georges Bonnet n'est plus à sa place au Ministère des Affaires Etrangères en temps de guerre. Que Daladier prenne le portefeuille de Bonnet et nomme Bonnet à la Justice, la vie du Conseil sera ainsi assurée pour longtemps.

La Marquise de Crussol a mené Hélène de Portes chez Daladier, rue Anatole-de-la-Forge, et le remaniement a été décidé entre le Président du Conseil et les deux femmes.

Daladier était enchanté de trouver un moyen de débarquer Georges Bonnet du Quai d'Orsay mais de le conserver à l'intérieur du gouvernement pour trois raisons :

1). Georges Bonnet apporte à son gouvernement l'appoint des voix des radicaux pacifistes.

2). Il est l'homme dont Daladier pourra se servir s'il doit un jour à nouveau modifier sa ligne de conduite politique.

3). Daladier préfère que Bonnet ne soit pas dans l'opposition où il est un dangereux manœuvrier.

Georges Bonnet a donc été nommé à la Justice. Aussitôt Hélène de Portes est allée trouver sa vieille amie Odette Bonnet :

— Il faut réconcilier ton mari avec Paul. Paul sera demain à la Présidence du Conseil. Il n'a pas été toujours d'accord, loin de là, avec Georges ces derniers temps mais il l'estime beaucoup et il trouve qu'il est nécessaire de le conserver dans le Cabinet. C'est lui qui a insisté auprès de Daladier pour qu'on le garde. Mais Daladier voulait absolument les Affaires Etrangères. Quand Paul Reynaud sera Président du Conseil, il prendra la Guerre et remettra Georges Bonnet au Quai d'Orsay. Mais que Georges fasse un geste gentil pour nous, qu'il modifie la loi sur le divorce.

Et voilà pourquoi Georges Bonnet est resté dans le cabinet Daladier, en dépit du danger que constitue sa présence, du mauvais effet moral que cela produit dans l'armée, dans le public et à l'étranger.

Le temps de séparation entre les époux requis pour que le divorce soit prononcé sera sous peu ramené par décret-loi de 3 ans à 1 an et M. Paul Reynaud pourra épouser sa belle.

Si Paul Reynaud lui-même commence à se prêter

à de pareilles compromissions, il ne sera sûrement pas le Clemenceau de cette guerre.

20 septembre

En Pologne ça va mal.

Et chez nous, on n'a pas l'impression que cela aille très bien.

La Marquise de Crussol, l'Egérie de notre Président du Conseil, a déclaré l'autre jour à des amis :

— La France déjà saignée à blanc en 1914-18, souffrant de dénatalité, ne peut pas se permettre de sacrifier encore un million d'hommes. Le Président Daladier est très humain et il ne risquera pas sa popularité pour obtenir une victoire à la Pyrrhus.

Autour de la Marquise s'agite tout un groupe de radicaux que hante la peur des responsabilités. Ce sont des radicaux mondains ou défaitistes, genre Joseph Caillaux, Jean Mistler, Suzanne Schreiber, Edouard Pfeiffer. L'influence de la Marquise sur le Président ne doit pas être fameuse.

J'ai vu Albert Sarraut, Ministre de l'Intérieur, hier. Nous avons parlé du problème communiste. Au lendemain du pacte germano-russe, les journaux L'HUMANITE et CE SOIR ont été interdits. Les organisations communistes dissoutes et les leaders arrêtés, quand on les a retrouvés... car les principaux chefs, Maurice Thorez, Gabriel Péri, André Marty, Jacques Duclos, ont disparu et il est impossible de leur mettre la main dessus. Ceux même qui avaient rejoint leurs régiments ont trouvé le moyen de déserter et de se volatiliser.

J'ai dit à Albert Sarraut que nous recevions de nombreuses lettres de lecteurs qui sont persuadés que

le gouvernement a laissé sciemment les chefs communistes s'enfuir et qui s'en indignent. Personnellement je sais que ce n'est pas vrai parce qu'un de nos collaborateurs qui voulait prendre des photographies devant l'Ambassade des Soviets, rue de Grenelle, a été arrêté par des inspecteurs qui l'ont pris pour Maurice Thorez et j'ai eu le plus grand mal à le faire libérer. Mais comment expliquer aux gens que des militants qui auraient dû être étroitement surveillés en raison de leurs activités suspectes ont pu, en pleine guerre, échapper ainsi à toutes les recherches?

Albert Sarraut se plaint : on lui met, dit-il des bâtons dans les roues. Et il explique :

— Que voulez-vous, ce sont des militaires qui maintenant commandent tout. On a rappelé un tas de vieux généraux incapables et on leur a confié des postes très importants où ils se rattrapent de leur longue inactivité en cherchant à se venger des pouvoirs civils qui les mirent à la retraite. Tenez, regardez, mon propre courrier est ouvert par la censure. Les lettres que j'écris à ma pauvre femme ou celles qu'elle m'écrit font l'objet de leur particulière attention. Pendant ce temps-là, les espions courent, les propagandistes s'en donnent à cœur joie et les chefs communistes mobilisés disparaissent des casernes. Je me suis plaint l'autre jour au Président Daladier qui m'a répondu en riant : « Eh bé, vous avez la flatteuse réputation d'avoir des histoires de femmes et ça les amuse, ces militaires, d'ouvrir vos lettres pour voir si c'est vrai. » J'étais exaspéré. Il m'a promis d'intervenir, mais...

2 octobre

Nous avons eu un mal fou à ce que le Haut Commissariat de l'Information et la Censure laissent passer une série d'articles de H. R. Knickerbocker, le grand journaliste américain, sur les fortunes réalisées par les chefs nazis, et sur la façon dont ils voulaient placer ces fortunes à l'étranger. L'excellente agence de presse Opera-Mundi, que dirige Paul Winkler de qui nous avions obtenu ces articles en exclusivité, fait un très bon travail de propagande antinazie, quoiqu'on la tracasse sans arrêt sous le prétexte que l'agence représente *International News Service* et *King Features Syndicate,* qui appartiennent à l'organisation de Hearst, qui reste la bête noire des fonctionnaires français.

Les articles de Knickerbocker sont quand même parus. Ils ont eu un grand retentissement ; un si grand retentissement que Goebbels a répondu par T.S.F. au journaliste américain, en lui promettant 10% de sa fortune placée à l'étranger, s'il la retrouvait. A la suite de quoi, le Haut Commissariat de l'Information nous a demandé les articles de Knickerbocker, qu'il ne voulait pas laisser passer trois jours plus tôt, pour en faire des tracts qui seront répandus par avions au-dessus de l'Allemagne.

15 octobre

Je ne connais rien de plus grotesque que le Haut Commissariat de l'Information et que le service de la Censure. Nous avons un mal de chien à faire le journal sur 4 pages ou sur 6 pages seulement (en raison du manque de papier). Les consignes de la censure sont abrutissantes. On a d'abord interdit de

faire paraître les mots croisés, sous prétexte que grâce aux mots croisés, les espions peuvent correspondre entre eux. Ceci laisserait supposer que la personne qui fait les mots croisés de chaque journal est un espion. Actuellement le G.Q.G. étudie gravement la possibilité de faire faire les mots croisés par un bureau spécial de l'Etat-Major et de les distribuer à la presse. Nous n'avons le droit de prononcer aucun nom de ville où il se passe quelque chose. Toutes les localités doivent être désignées sous l'unique vocable : « Quelque part en France ». Il est interdit de prononcer un nom propre et on nous recommande surtout de « *ne pas faire de héros* ». Alors que les communiqués allemands sont remplis de récits de faits d'armes individuels, ceux que nous pouvons apprendre par hasard, nous devons les raconter anonymement, ce qui leur enlève tout intérêt humain. Voilà une belle façon de répandre l'enthousiasme et d'électriser militaires et civils.

Le Quartier Général juge que « l'armée est un tout et une entité et il n'y a pas lieu de faire de la réclame à ceux qui font seulement leur devoir ». Le Général Vuillemin est particulièrement sévère, en ce qui concerne l'aviation. Je l'ai fait toucher hier par un de ses amis pour lui demander de revenir sur sa décision et de nous permettre de faire des reportages sur l'héroïsme de nos aviateurs. Il a répondu :

— Je m'y opposerai toujours car ce serait donner au public et à l'armée de faux espoirs en lui faisant espérer sur la foi de quelques cas particuliers que notre aviation peut se défendre contre l'ennemi, alors qu'à la première attaque sérieuse, en raison de

notre infériorité numérique, nous serons submergés.

C'est peut-être vrai mais c'est un drôle d'état d'esprit chez un grand chef au début d'une guerre. Et ce manque de confiance ne peut pas ne pas affecter le moral de ses subordonnés.

Les correspondances avec l'étranger sont devenues pour ainsi dire impossibles. Les coups de téléphone sont coupés, les télégrammes « caviardés » à l'arrivée et ce qui reste des communications de nos collaborateurs fait l'objet de longues discussions entre les professeurs, les vieux diplomates retraités et les militaires qui règnent sur la censure. Finalement, on nous autorise en général à publier 100 mots incolores sur une dépêche qui primitivement en avait 1200.

La dernière trouvaille, c'est l'interdiction de prononcer le nom de Lindbergh. Les Français n'ont pas le droit de savoir qu'il y a des isolationnistes aux Etats-Unis. Mieux, le raid Paris-New-York de Lindbergh en 1927 ayant été rappelé par un de nos collaborateurs dans un article purement technique sur l'aviation, ce rappel a été supprimé par ces Messieurs de la Censure. Nous avons protesté.

— Mais non, mais non, nous ont-ils dit, ce nom-là ne doit pas être prononcé dans la presse française. Nous avons des ordres et nous les exécutons aveuglément. Voilà tout.

« Aveuglément » est le qualificatif qui convient parfaitement à la façon dont la censure est exercée en France.

20 octobre

Nous n'avons pas encore réussi à avoir des correspondants de guerre qui puissent exercer librement leur mission. Les journaux étrangers non plus, naturellement, ce qui fait qu'en dehors de nos frontières, on sait que les Allemands se sont battus et sont prêts à se battre encore, mais non pas que les Français sont prêts à se défendre. Il y a pire : nous sommes nous-mêmes submergés de photos allemandes qu'on laisse passer par la Suisse ou par l'Italie, mais il est impossible de faire prendre des photos de soldats français en action. Le Ministère de l'Information nous en distribue quelques-unes. L'une de celles qu'il nous a récemment envoyées représentait une colonne motorisée montant vers le front. Faute de mieux, nous l'avons publiée. Nous avons reçu aussitôt des milliers de lettres de soldats qui ont reconnu dans cette photographie une image prise dans un manuel qu'on leur a distribué et qui représentait en réalité un épisode des grandes manœuvres de 1937. Au cours d'une réunion chez Daladier, nous avons protesté. Le représentant de l'Etat-Major a répondu qu'il préférait user de ce subterfuge parce qu' « il fallait absolument calmer la presse en lui donnant des photographies » ; plutôt que de lui laisser prendre des vues qui serviraient à l'Etat-Major allemand. « C'est grâce à des photographies imprudentes, a-t-il ajouté sentencieusement, que les nazis ont pu se diriger en Pologne. »

— Dites donc, lui a dit Daladier, n'exagérez pas mon ami. Ils avaient aussi autre chose que des photos, les boches en Pologne.

22 octobre

Nous sommes toute la journée sollicités d'intervenir par des confrères américains qui se plaignent que leurs journaux ne reçoivent que des informations et des photographies nazies. Nos amis de LIFE sont dans une situation particulièrement pénible. On ne leur laisse faire aucun reportage intéressant, et quand ils se plaignent, on leur répond :

— Votre journal est une revue pro-allemande. Vous n'avez jusqu'à présent publié que des photographies qui viennent de Berlin.

— Nous y sommes bien obligés, répondent ces pauvres gens, puisque nous n'en recevons pas d'autres.

Alors le chef de la censure, le Colonel de Massignac (vieil officier retraité qui dirigeait jusqu'en septembre la Ligue des Jeunesses Patriotes) les a foudroyés du regard et leur a dit :

— Si LIFE n'a à sa disposition que des photographies allemandes et qu'il n'est pas pro-allemand, il ne doit pas publier de photographies du tout, tel est mon point de vue.

J'ai personnellement essayé d'expliquer à cette vieille culotte de peau qu'un journal illustré d'actualités était obligé de donner des illustrations d'actualité et qu'il vaudrait mieux, pour la propagande française, que ces illustrations vinssent de chez nous que de chez l'ennemi. Mais il s'en est tenu obstinément à son obscur point de vue.

La rédactrice en chef d'un journal suédois avec lequel nous sommes en rapports est venue tout exprès de Stockholm et m'a demandé de l'amener au Com-

missariat de l'Information. Elle voulait, elle aussi, obtenir des photographies françaises, la Scandinavie ne recevant que du matériel de propagande allemand. Elle fut reçue par un commandant à qui elle se plaignit de la carence des services français.

— Madame, lui répondit le commandant, ou nous avons affaire à des francophobes, alors la propagande est inopérante, ou nous avons affaire à des francophiles, et dans ce cas, pourquoi voulez-vous que nous plaidions notre cause auprès d'eux.

Et après cette superbe déclaration de principe, il a ajouté en la regardant sévèrement :

— Je dois vous dire sincèrement qu'une démarche comme la vôtre ne manque pas de nous être suspecte. Nous sommes en temps de guerre et nous accueillons avec beaucoup de réserve les gens qui comme vous font un long voyage pour nous faire à domicile des reproches enveloppés dans des déclarations d'amitié.

La dame s'est levée et a répondu :

— Vous avez raison, Monsieur, mais rassurez-vous, avec le système que vous employez, vous recevrez ces visites de moins en moins souvent.

J'ai vu Jean Giraudoux pour le mettre au courant de ces fâcheux incidents dont son Commissariat était responsable. Il avait l'air accablé par les paperasses qui encombraient son bureau et les réclamations qui lui venaient de toutes parts.

— Je sais, dit-il, je sais, nous ne sommes pas encore au point. Les militaires nous gênent beaucoup. Les Allemands font de la propagande depuis des années. Nous sommes en train seulement de

mettre sur pied notre système d'informations. Il nous faudra peut-être des années pour le mettre au point.

— C'est gai, lui ai-je dit, étant donné que nous sommes en guerre maintenant et que dans quelques années, nous espérons tous qu'elle sera finie.

Giraudoux eut un grand geste d'impuissance et a conclu piteusement :

— Nous faisons notre possible, je vous assure, tout notre possible.

CHAPITRE IX

LES CHUTES DE DALADIER
(Notes sur mon carnet)

23 octobre 1939

J'ai déjeuné avec un officier d'Etat-Major. Je l'ai trouvé très déprimé. Je lui ai demandé pourquoi est-ce qu'après avoir avancé en Allemagne pendant la campagne de Pologne, nous avions volontairement retiré nos troupes du territoire ennemi. Cela a fait le plus mauvais effet sur les soldats. Il m'a répondu que rien n'allait bien au Grand Quartier Général. Le Général Gamelin, qui est installé au Château de Vincennes, s'entend très mal avec le Général Georges, commandant des armées du Nord et du Nord-Est, qui a installé son G.Q.G. à la Ferté. La grande idée du Général Gamelin est de ne pas laisser le Général Georges et l'Etat-Major ensemble. Il veut faire revenir l'Etat-Major à mi-chemin, entre Vincennes et la Ferté, à Esbly où rien n'est préparé pour le recevoir. Ainsi, il sera désormais très difficile à l'un et l'autre des deux Généraux d'entrer en rapport avec leurs services.

Les jeunes officiers de l'Etat-Major étaient désireux qu'on attaque dès les premiers jours de la guerre la Ligne Siegfried qui n'était pas terminée et qui était vulnérable. Nous avions des chances de

succès, paraît-il, car il n'y avait, à ce moment-là, que quelques divisions allemandes en face de nous. Gamelin n'a pas voulu, disant que nous n'avions pas l'artillerie suffisante pour faire la préparation nécessaire pour une pareille attaque. En vérité, Gamelin restait partisan d'un système uniquement défensif. L'officier qui me renseignait ajouta que la guerre se résumait pour nous, jusqu'à présent, à quelques coups de main, à des embuscades, à une véritable bataille de Sioux, auxquels ne participaient, des deux côtés, que des volontaires appartenant à des corps francs. Il a précisé qu'il y avait d'ailleurs toujours plus de volontaires que l'on n'en demandait.

Même au G.Q.G. continue à courir la fable que la guerre n'aura pas vraiment lieu. Il y a entre les officiers et l'Etat-Major des intrigues compliquées, selon que ces officiers sont favorables à tel chef ou à tel autre.

On m'a raconté hier que le Colonel Lagarde, qui commande le Troisième Bureau chargé des opérations, et le Colonel Gaucher, chef du Deuxième Bureau de Renseignements, avaient demandé qu'on distribue à tous les officiers un petit opuscule sur les enseignements de la guerre de Pologne. (En Suisse, le Général Guisan a pris une initiative semblable, en obligeant chacun des officiers à lui renvoyer l'opuscule signé à chaque page pour être sûr qu'il avait été lu.) Les Colonels Lagarde et Gaucher se sont heurtés à un refus absolu de la part du Général Gamelin.

— La France, leur a répondu Gamelin, n'est pas la Pologne, et l'Allemagne n'emploiera pas avec

nous les méthodes qu'elle a employées là-bas. Un pareil livre n'aurait pour but que de jeter le trouble dans les esprits.

25 octobre

Que fait le Général Gamelin à Vincennes avec ses officiers d'ordonnance, le Colonel Petitbon et le Capitaine Max Hermant (celui-ci dans le civil est journaliste financier) ? Il passe sa journée à aligner des chiffres, à regarder des plans. Il reçoit aussi des amis, s'entretient avec des journalistes, des écrivains, parfois des hommes politiques. Chaque personne qui est allée le voir est revenue stupéfaite et ravie parce que le chef suprême des Armées alliées lui a consacré une demi-heure ou une heure de son temps, comme s'il n'avait rien d'autre à faire. Le calme du grand chef étonne et rassure.

Une histoire court sur le compte du Généralissime. Une dame de la société a demandé à la Générale Gamelin d'être vice-présidente d'honneur d'une parmi ces milliers d'œuvres qui se sont créées pour envoyer des colis ou pour distraire les soldats français. Elle reçut la réponse suivante :

« *G.Q.G. octobre 1931*

Madame :

Madame la Générale Gamelin a bien reçu votre lettre et votre aimable proposition. Très prise par les réunions des nombreux comités dont elle a actuellement à s'occuper, elle me charge de vous remercier et de vous dire qu'elle

accepte avec plaisir de voir son nom figurer dans le Comité de votre œuvre.

Veuillez agréer...

Signé : Général Gamelin
Commandant Suprême des Armées Alliées. »

Je ne crois pas l'histoire vraie mais elle est amusante. Et combien symbolique !

29 octobre

« *Les Anglais donnent leurs machines, les Français donnent leurs poitrines.* »

— Avez-vous écouté Stuttgart hier ? C'était très amusant. Ils ont joué une pièce sur la querelle franco-anglaise au moment de Fachoda. Avant-hier, ils ont donné une petite comédie sur Napoléon à l'Ile d'Elbe, qui était assez réussie. Ces salauds de nazis font quand même bien leur propagande.

Voici le genre de phrases qu'on entend constamment : « Les Anglais donnent leurs machines, les Français donnent leurs poitrines. » C'est par ce slogan que finissent toutes les émissions en langue française qui viennent du poste de radio de Stuttgart. C'est le jeu préféré de la plupart des Français de prendre Stuttgart parce que c'est le fruit défendu et le sujet de conversation du jour.

Evidemment, l'émission terminée, on dit : « C'est abominable, qu'il y ait des traîtres français pour faire cette besogne et nous savons ce que veulent dire leurs paroles. »

Mais en attendant, ces traîtres ont été entendus et le poison a été répandu. Et vous ne passez pas une journée sans entendre quelqu'un s'écrier :

— Vous avez beau dire, tout ce que vous voudrez, comme dit Stuttgart, où sont donc les Anglais ?

Même de loin, M. Otto Abetz fait bien sa besogne. Il a confié les émissions radiophoniques pour la France à ce politicien et journaliste raté, attaché depuis plusieurs années à sa fortune, Paul Ferdonnet. Celui-ci, qui s'est laissé pousser la barbe pour faire plus sérieux, est retourné dans son village natal à la veille de la guerre, au volant d'une superbe Mercedes et aux côtés d'une ravissante blonde qu'il avait épousée à Berlin. Il n'a été voir ni sa vieille maman, ni sa fille, mais il s'était pavané devant ses anciens concitoyens qui l'avaient si longtemps bafoué et méprisé. Il sortait des bank-notes de toutes ses poches. Il avait fait aussi une ample distribution de ses livres écrits à la gloire d'Hitler. Puis il repartit pour Berlin prendre le poste qui l'attendait. Dès les premiers jours de la guerre, les émissions en langue française de Stuttgart affirmaient aux Français qu'Hitler avait été attaqué, qu'il ne voulait que du bien à la France, que c'étaient les Juifs, les capitalistes et les Anglais qui voulaient la guerre, que les « Anglais se battraient jusqu'au dernier Français », etc. Et pendant ce temps d'ailleurs, le collègue de Ferdonnet qui parlait pour l'Angleterre, le sinistre lord Haw-Haw, leur affirmait que c'était la France qui avait entraîné l'Angleterre dans la guerre...

Dès le milieu du mois de septembre, j'avais pu réunir, par recoupement, un faisceau d'informations complètes sur la façon dont étaient organisées les émissions françaises de Stuttgart. J'avais aussitôt signalé au Commissariat de l'Information le rôle de

Ferdonnet et ceux de ses collaborateurs Duesberg et Obrecht.

Duesberg, longtemps correspondant à Berlin des quotidiens parisiens L'ŒUVRE et l'INTRANSIGEANT, était venu de Russie en France au moment de la révolution bolchevique. Il affectait d'être antinazi mais certains d'entre nous commencèrent à soupçonner son véritable rôle, quand il reçut seul l'autorisation de visiter dans sa cellule le malheureux Van der Luhe, condamné comme incendiaire du Reichstag.

Obrecht lisait les textes préparés par Ferdonnet et Duesberg. Ce traître avait la voix qui convenait. « Quand on a cette voix-là, on trahit en silence. Mais il ne restait que sa voix au traître. Elle se venge en nous livrant », écrivions-nous dans PARIS-SOIR. En effet, c'est par sa voix qu'on l'identifia. Adjudant de l'armée française pendant l'occupation de la Rhénanie, Obrecht avait été chassé de l'armée pour détournements de fonds. Il s'était enfui en Allemagne où il était devenu figurant de cinéma, sous le nom de Jacques Saint-Germain. Sa spécialité était de singer les officiers français dans les films de la U.F.A.

Le trio sinistre menait à Stuttgart une vie dépourvue d'agréments. Les employés du Dr Goebbels agissaient par esprit de vengeance et d'envie mais aussi pour sauver leur peau et gagner leur vie. Même ceux qui les employaient les traitaient avec mépris. Un jour on avait trouvé Ferdonnet assommé par des inconnus dans une rue de Stuttgart tandis qu'il ren-

trait la nuit à son domicile après sa dernière émission de radio.

Avec bien du mal, j'obtins de publier un article pour révéler les noms et le passé des traîtres de la Radio nazie et le nom de Ferdonnet devint aussitôt le synonyme de la trahison. On disait : « C'est un vrai Ferdonnet » ou bien « Il Ferdonnise ». Les journaux où il avait collaboré — comme JE SUIS PARTOUT — le renièrent avec éclat. Le collaborateur que j'avais envoyé dans son pays natal pour enquêter sur son enfance avait trouvé la mère et la fille du traître (devenue une grande jeune fille triste) cachées dans un couvent où elles priaient pour la rédemption de celui qui marquait leur nom d'une honte ineffaçable.

Je m'enquis du sort de Mouthon, l'associé de Ferdonnet avant la guerre, à l'agence nazie Prima-Presse. Nul n'avait songé à le rechercher, l'interroger ou l'arrêter.

Au Cinquième Bureau (Bureau du contre-espionnage qui est en temps de guerre une section du Deuxième Bureau) on n'arrivait toujours pas à trouver Mouthon. *A ma grande stupéfaction, j'appris que l'officier du Contre-espionnage chargé de rechercher Mouthon s'appelait Lucien Rebattet et que c'était le propre rédacteur en chef du journal pro-nazi JE SUIS PARTOUT auquel avait collaboré Ferdonnet.*

Mouthon fut finalement retrouvé et arrêté parce que des hommes comme Paul Reynaud, avertis de tant d'étrangetés dans cette affaire, intervinrent brutalement : il était Capitaine au Deuxième Bureau

d'une armée cantonnée non loin de la Ligne Maginot !

30 octobre

Je me suis constitué un petit musée personnel avec les tracts que les Allemands lancent aussi bien sur les lignes que sur les villes de l'arrière. Ils sont en général bien édités, frappants et simples parfois jusqu'à la grossièreté. Ils exploitent tous le même thème. Il y a des cartes postales représentant un soldat anglais, soldat qui, lorsqu'on regarde la carte par transparence, tient dans ses bras une femme nue. Au dos, seulement cette inscription : « Soldat français, où sont les Anglais ? Où est ta femme ? » Il y a une petite feuille d'images naïvement coloriées et sans paroles où l'on voit un soldat anglais précipiter hypocritement un soldat français dans une mare de sang et éclater de rire en le voyant s'y noyer. Il y a encore un petit carnet rouge, composé de prétendues déclarations de personnalités anglaises contre la France, déclarations signées, datées et dont la plupart sont inventées de toutes pièces. Il y a le prospectus menaçant, bordé de noir : « Parisiens, préparez vos cercueils. » Il y a enfin la feuille de papier en forme de feuille de chêne, couleur de rouille, portant au verso « Les feuilles tombent à l'automne et repoussent au printemps » et au recto « Les soldats français tombés pour l'Angleterre ne revivront jamais. »

Les Français et les Anglais envoyaient aussi des tracts sur l'Allemagne. Une commission spéciale franco-britannique au Haut Commissariat du Ministère de l'Information s'occupait de la rédaction de

ces tracts. Ils viennent de me montrer triomphalement leur dernier chef-d'œuvre : un lourd opuscule comportant au moins une cinquantaine de pages, imprimé en lettres minuscules : les passages anti-totalitaires de la récente Encyclique du Pape !

— Est-ce que vous croyez que les Allemands, dans le court temps qu'ils ont pour lire un tract, entre l'instant où ils le ramassent et celui où ils vont le porter aux autorités, auront soit l'envie soit la possibilité de lire ces paroles édifiantes ?

On m'a foudroyé du regard.

— Ce sont, m'a-t-on répondu, des professeurs éminents, des germanisants distingués qui ont conseillé ce tract pour les populations catholiques d'Autriche et de Bavière.

Les Allemands eux, ont fait faire leurs tracts par des agents de publicité, nous par des rhéteurs.

31 octobre

On met toujours des bâtons dans les roues des correspondants de guerre. On ne leur montre rien de vraiment intéressant et on veut les obliger à faire leurs reportages en groupe, sous la surveillance stricte d'officiers de presse. Naturellement le consortium des grands journaux (je devrais dire des ex-grands journaux) a profité de la guerre pour essayer de réaffirmer sa puissance tyrannique. Il a réussi à faire reconnaître comme seul délégué responsable de la presse près du Haut Commissariat de l'Information M. Maillard, Administrateur Général du MATIN.

En ce qui concerne nos confrères étrangers, particulièrement les Américains, il y a une petite amélio-

ration, toute petite, depuis que notre excellent collaborateur Robert de Saint-Jean dirige au Haut Commissariat le bureau où on s'occupe d'eux avec pour collaboratrice une Française intelligente et charmante qui connaît parfaitement les questions de presse américaine : YVONNE MICHEL. Nos confrères d'outre-Atlantique montrent d'ailleurs une bonne volonté et une compréhension touchantes.

Les affaires de LIFE ne s'arrangent pas et j'ai appris par mon ami officier d'Etat-Major que le Commandant Réa, qui dirige les Services de presse au Deuxième Bureau du G.Q.G. considère LIFE et TIME comme suspects depuis qu'on a intercepté une dépêche *en clair* envoyée par le bureau de New-York à son correspondant de Paris, lui demandant des renseignements sur la Ligne Maginot.

— C'est de l'espionnage, a déclaré sentencieusement le Commandant Réa.

On a essayé de lui expliquer que s'ils voulaient faire de l'espionnage, LIFE et TIME n'auraient pas envoyé un télégramme en clair et que, par ailleurs, la personnalité de Harry Luce et de ses collaborateurs étaient au-dessus de tout soupçon, mais il n'a rien voulu entendre. Il reproche aussi à LIFE d'avoir publié une photo d'un soldat français assis sous un arbre, sur une chaise, devant sa mitrailleuse. Or, cette photographie, c'est nous qui l'avions envoyée à LIFE et elle avait passé dans MATCH sans soulever le moindre commentaire. De plus, elle avait naturellement été prise avec l'autorisation des autorités militaires et approuvée par la censure. Elle était destinée dans l'esprit des gens de LIFE à symboliser

l'attente sur le front français et ce n'est pas la faute de nos amis américains si elle a paru sinistrement symbolique aux yeux de leurs lecteurs.

Edgar Ansel Mowrer et H. R. Knickerbocker, entre autres, font de très émouvants reportages sur le front. Ils m'ont raconté qu'étant en première ligne, ils ont assisté à la fameuse guerre des pancartes, à laquelle les Allemands n'ont pas renoncé. Et ils ont vu de leurs yeux ceci : tout d'un coup, devant les lignes allemandes, une pancarte apparaît portant ces mots : « La France aux Français. » Dix minutes après, les Parigots qui tenaient le secteur répondaient par une pancarte sur laquelle ils avaient simplement écrit : « La Pologne aux Polonais. »

1er janvier 1940

— Buvons à l'année nouvelle et qu'elle nous apporte la victoire.

Jean Prouvost prononça ces mots avec beaucoup de gravité et d'émotion. Nous finissions avec quelques amis l'année 1939 dans son domaine de Saint-Jean, en Sologne. L'après-midi, nous avions rendu visite aux enfants de nos collaborateurs mobilisés. Dès le début de la guerre ils avaient été recueillis par notre patron dans une maison voisine et vivaient là depuis quatre mois, joyeusement, au grand air.

La veille, Paul Reynaud et Hélène de Portes étaient venus passer quelques heures avec nous et ensemble nous avions récapitulé les derniers événements de la guerre. Paul Reynaud avait prononcé un excellent discours quinze jours plus tôt au cours duquel il avait dit notamment :

« Le Chancelier Hitler n'a cessé de miser sur la faiblesse des démocraties et jusqu'à ce jour, il a toujours gagné. Les démocraties vaincront mais au prix de sacrifices dont elles n'ont peut-être pas encore l'idée. Si nous n'entrons pas dans le combat préparés à tout, il est facile, il est très facile de perdre la guerre. Alors, dira-t-on, allons-nous emprunter à l'Allemagne un régime qui nous répugne profondément ? Où sera la différence entre nous ? Je réponds qu'elle ne sera pas dans l'unanimité de l'effort, ni dans l'unanimité du renoncement. Elle tiendra dans un seul fait, dans le fait que c'est un Parlement libre, décidant au nom d'un peuple libre, qui acceptera la politique nécessaire. Il est possible que cette guerre, commencée dans une sorte d'apathie, finisse dans un incendie général. Peut-être notre idéal de liberté n'existera-t-il plus alors qu'au fond de nos cœurs mais il sera prêt à s'épanouir après la victoire. Nous vaincrons, mais pour vaincre l'ennemi, il faut d'abord nous vaincre nous-mêmes. »

Ce discours n'avait obtenu auprès du public qu'un succès relatif car l'atmosphère n'est pas — hélas ! — aux sacrifices. Daladier a plus de succès avec des allocutions à la radio où il ne cesse de parler *« d'épargner le sang français »* et de ne pas *« se livrer à des offensives coûteuses et incertaines »*.

Hélène de Portes était encore plus nerveuse que d'habitude, si nerveuse même qu'ayant été en promenade avec elle dans la campagne, dans un tilbury qu'elle conduisait, le cheval agacé sans arrêt par

sa conductrice s'emballa. Le tilbury se renversa et nous nous retrouvâmes, elle et nous, sur le gazon, les quatre fers en l'air.

Cette année ne finit pas dans une atmosphère d'optimisme. Pourtant, depuis la fin de la guerre en Pologne, il ne s'est rien passé de fâcheux sur le front. La victoire des Anglais sur le « Graf Spee » a même provoqué dans le public une vague d'euphorie. La guerre entre la Russie et la Finlande est, on se demande pourquoi, considérée comme « un coup qui ne portera pas chance à Hitler ».

A l'intérieur du Cabinet français, comme du Cabinet anglais, les relations entre Ministres sont tendues à l'extrême et ils ne sont préoccupés que par leurs querelles intestines, les gouvernants des pays alliés laissent l'opinion s'endormir et les armes se rouiller.

— Nous sommes dans une très mauvaise passe, me dit Paul Reynaud. Hitler veut user notre activité et une fois de plus, on le laisse faire. Daladier a plus mauvais état d'esprit que jamais. Gamelin est ravi de n'avoir pas à prendre de responsabilités. Quant à Jean Giraudoux, il n'y comprend rien et le moral du pays, celui des soldats surtout, est corrodé par la propagande nazie, sans qu'on oppose d'antidote à ce mal. Si cela doit continuer comme ça, nous nous réveillerons un matin en face d'une brutale initiative d'Hitler qui aboutira avant que nous ne puissions tenter un semblant de résistance. Il faudrait des chefs.

Je regardais Reynaud pendant qu'il me disait cela, pensant que le chef pour la France dans son esprit ne pouvait être un autre que lui.

Daladier s'occupe plus de l'activité de son Ministre des Finances que de celle d'Hitler. Le Président du Conseil est horripilé par la Marquise de Crussol qui lui répète sans arrêt que Paul Reynaud parle toujours comme le futur Président du Conseil. Il ne peut supporter que Paul Reynaud dîne ou déjeune avec des chefs militaires importants, comme le Général Decamp, propre Chef du Cabinet Militaire de Daladier, ou le général Giraud, espoir de ceux qui veulent qu'on substitue à la guerre d'attente une guerre d'offensive.

L'autre jour la Marquise téléphona à Hélène de Portes pour se plaindre. Celle-ci trouva là un prétexte excellent pour une manœuvre. Elle courut chez Daladier :

— Si Paul Reynaud fait cette politique contraire à nos accords, dit-elle à Jeanne de Crussol, ce n'est pas ma faute, c'est celle de son mauvais entourage. Exigez de lui qu'il se sépare de son Chef de Cabinet, Gaston Palewski, qui vous déteste et conspire avec vos pires ennemis.

Hélène de Portes voulait ainsi se débarrasser de son pire adversaire, un collaborateur du Ministre qui depuis longtemps contre-balançait heureusement auprès de lui l'influence néfaste de la belle comtesse.

Aussitôt Daladier fit venir Paul Reynaud et lui donna l'ordre de faire partir Palewski au front. Paul Reynaud travaillé par Hélène de Portes céda. Et Hélène fit nommer à la place de Palewski des créatures à elle : les Inspecteurs des Finances Lecca et Devau.

Palewski éloigné, la petite guerre Daladier-Reynaud ne tarda pas à recommencer.

Le 30 décembre, Hélène de Portes me dit avec aigreur :

— Daladier sait que le Ministre des Finances en temps de guerre est le plus antipathique des Ministres parce que c'est lui qui prend l'argent aux civils et refuse des augmentations de solde aux militaires. Il espère ainsi rendre Paul trop impopulaire pour être jamais Président du Conseil. Mais il verra, j'ai plus d'un tour dans mon sac.

3 février

J'ai parlé à Paul Reynaud de la campagne de Finlande.

— Il est surprenant, me dit-il, que ceux qui veulent que nous nous mettions sur le dos un ennemi de plus soient justement ceux qui désirent que nous nous entendions avec Hitler. Se lancer en ce moment — alors que Gamelin affirme que nous ne pouvons attaquer l'Allemagne, ni sa complice inavouée, l'Italie — dans une pareille aventure, seuls peuvent nous y encourager ceux qui désirent la victoire allemande ou les imbéciles.

5 février

— Qu'est-ce que vous pensez du partage de l'Empire par les descendants de Charlemagne ?

M. Daladier a posé cette question brutalement aux députés spécialistes des questions aéronautiques qui, inquiets sur notre puissance aérienne, étaient venus le voir avant la séance de la Chambre qui devait se réunir en comité secret pour entendre les explications du Ministre de l'Air.

Un de ces députés (je ne sais pas si c'est Fernand Robbe ou Paul Rives) lui a répondu :

— Mais, Monsieur le Président, la question n'est pas là. Le siècle de Charlemagne est certainement fort intéressant, mais nous sommes en guerre.

— Aie ! Aie ! s'est écrié Daladier en faisant la grimace et en montrant son pied emmailloté dans des pansements. Que je souffre !

Puis il a repris :

— Franchement je suis en train de lire l'histoire de Charlemagne. C'est passionnant, les Capitulaires. Vous tous qui êtes des gens cultivés et épris de l'Histoire, je serais heureux de savoir si vous avez sur le partage de l'Empire la même opinion que moi.

— Monsieur le Président, nous sommes venus pour vous parler d'aviation.

— Ah ! la la ! que j'ai mal ! Vous savez que j'ai fait une chute et j'ai manqué de me casser la jambe. Le Professeur Henri Mondor qui me soigne est un « as ». Il a dit qu'il fallait que je me ménage. Alors vous me disiez que vous étiez venus me parler d'aviation ?

— C'est-à-dire, Monsieur le Président...

— Ah ! mes amis, vous avez bien raison de vous inquiéter de notre aviation. Mais vous pensez bien que je m'occupe de cela de très près moi-même. J'ai vu le Ministre de l'Air, Guy la Chambre, hier encore. Il va vous donner à la tribune des chiffres que j'ai fait vérifier par l'Etat-Major de notre Armée de l'Air et qui vous surprendront. Ils m'ont surpris moi-même. Oh ! Comme ça me lancine ! Vraiment je ne suis pas en forme. Je replonge dans l'histoire de Charle-

magne. C'est la seule chose qui me fasse oublier mes souffrances. Excusez-moi, mes amis.

Deux des parlementaires présents nous ont rapporté cette invraisemblable séance. Je l'ai notée aussitôt... pour quand la paix sera revenue...

Il est vrai qu'après la victoire, nous oublierons sans doute tout cela !

6 février

Note supplémentaire à mes notes d'hier.

On a bien dit dans les journaux que Daladier avait eu un accident, mais on s'est bien gardé de dire qu'il était tombé de cheval en faisant une promenade au cours du week-end dernier, qu'il passait avec la Marquise de Crussol dans le superbe domaine du richissime politicien Raymond Patenôtre, à Rambouillet.

15 février

On a arrêté dans le quartier du Champ de Mars une espionne qui était l'amie de passage de nombreux officiers qui travaillent ou habitent dans les alentours des Invalides et de l'Ecole Militaire. En filant cette espionne, on a mis la main sur plusieurs agents de renseignements qui travaillaient pour les nazis (deux d'entre eux jouissaient de la confiance du Cinquième Bureau français qui les a fait relâcher). Ce coup de filet a permis de mettre la main sur certains papiers qui ne manquent pas d'intérêt. Parmi eux on a découvert un questionnaire très précis sur « la situation politique en France, la popularité de Daladier, ses adversaires connus ou inconnus, ou ses successeurs éventuels ». Daladier s'est servi habilement de ce questionnaire au début de la séance secrète de la Chambre sur la conduite de la

guerre, pour montrer quel prix Hitler attachait à sa personne et « quelle crainte il avait de lui ».

18 février

Les actions de Daladier baissent.

L'éternel parti défaitiste pro-nazi est enchanté que Daladier n'engage pas contre les Allemands une guerre offensive et qu'il maintienne autant qu'il le peut dans l'opinion cette idée que rien d'irréparable n'a été encore accompli et qu'après tout, cette lutte qu'on prédisait titanesque peut, du jour au lendemain, se terminer par une bonne petite conférence. Mais ce même parti est furieux que Daladier n'attaque pas les Russes en Finlande.

Les patriotes, les vrais antinazis de droite, de gauche ou du centre, dans leur désir d'empêcher les manœuvres de paix prématurées, de ne pas laisser les initiatives de la guerre à Hitler et aussi afin de réveiller l'opinion qui finit par être persuadée que nous ne sommes pas embarqués dans une vraie guerre, préféraient aussi que Daladier et Gamelin envoient des troupes en Finlande, plutôt que de continuer à les voir ne rien faire du tout.

Un seul homme a jusqu'ici dénoncé le piège de la Finlande : c'est Henri de Kerillis. « La Finlande, a-t-il écrit en substance, c'est ou ce sera, à un moment donné de cette guerre, le bastion avancé des nazis contre la Russie Soviétique. Devons-nous créer gratuitement de nouvelles difficultés et nous mettre sur le dos 190,000,000 d'hommes bien armés pour que finalement Hitler en profite ? »

La Finlande jouit d'un grand prestige sentimental, car c'est un petit pays sain, robuste, honnête, qui a

fourni beaucoup de champions olympiques populaires, qui a payé toutes ses dettes à l'Amérique, et dont les mœurs sont pittoresques. Le fait qu'il a subi une agression de la part d'un voisin beaucoup plus puissant et peu sympathique à la majorité des Français a révolté les consciences. La façon dont la Finlande se défend a provoqué l'admiration générale. Mais de tout cela, une fois de plus, les nazis et leurs amis entendent se servir. Ils se sont gardés de se mêler à cette guerre mais ils verraient d'un bon œil que les alliés s'en mêlent.

L'ennemi de la Finlande c'est l'URSS, l'ennemi de l'Allemagne sera, tôt ou tard aussi, l'URSS, aujourd'hui leur ami. Si les alliés s'engagent dans une lutte contre la Russie lointaine, cela obligera l'URSS à rester pendant tout le temps que Hitler le voudra, aux côtés de l'Allemagne et cela permettra au Führer, quand le moment sera venu, un retournement facile. Il n'aura qu'à reprendre le vieux disque de « la croisade contre le bolchevisme » que le maître de l'Allemagne s'est bien gardé de détruire et qu'il a seulement rangé dans son tiroir.

25 février

Au dernier Conseil Suprême qui a eu lieu le 7 février, on n'a parlé que de la Finlande. Gamelin, qui s'en tient de plus en plus à la défensive pure, ne veut rien entendre. Chamberlain non plus, quoiqu'en Angleterre aussi l'opposition profite de cette question pour harceler le Cabinet.

Paul Reynaud, qui m'a dit lui-même il y a quinze jours qu'il ne voyait que des dangers dans une expédition en Finlande, a changé brusquement d'avis, car

il a trouvé là un bon moyen pour se faire des alliés contre Daladier. Et il en use largement. Quelle salade !

28 février

Le Maréchal Mannerheim est devenu dans les pays démocratiques une sorte de héros national depuis qu'il mène la résistance finlandaise contre les Russes. Je n'ai jamais eu l'honneur de rencontrer le Maréchal mais j'ai rencontré sa fille, Sophie Mannerheim, qui habite Paris. Elle n'a jamais caché jusqu'à ces derniers événements son admiration pour la grande Allemagne qui « aida la Finlande à se libérer » ni pour Hitler. Elle n'a jamais caché non plus les bons rapports que son père entretenait avec les chefs militaires nazis.

En Finlande les envoyés spéciaux, tout en relatant les hauts faits d'armes finlandais, nous disent également leur inquiétude devant le jeu allemand dans la petite République.

Sous la pression de l'opinion publique, un petit corps expéditionnaire français et anglais, composé de volontaires, a été mis sur pied. Des bateaux pour les conduire à bon port ont été désignés. On dit que les pays scandinaves, la Suède et la Norvège, sous la pression allemande, se sont opposés au passage de ces bateaux. En vérité, l'Allemagne veut bien que les Français et les Anglais aillent se battre contre les Russes en Finlande mais ne veulent pas que d'importantes forces alliées puissent venir soutenir la résistance scandinave contre les plans allemands. Cela devrait éveiller l'attention des gouvernements de Londres et de Paris sur ces dits plans.

Nous avons envoyé spécialement notre collaborateur Gaston Bénac en Norvège. Du port de Narvick, il nous a envoyé un récit étonnant : dans ce point crucial sur la route du fer, il a constaté que presque tous les cargos qui étaient dans les ports étaient des cargos allemands et il a appris que des cargos pleins de troupes armées restaient au large et qu'ils étaient ravitaillés par des complices la nuit. Dans la ville même, la plupart des dockers sont allemands.

La censure a refusé obstinément de laisser passer cet article. J'ai insisté, protesté. On a consulté le Ministère des Affaires Etrangères et on m'a répondu que Benac avait été sûrement mal renseigné, que nous ne pouvions pas risquer de nous fâcher avec les Norvégiens pour un « roman feuilleton ». Je connais Benac, il n'aurait point pris la responsabilité d'écrire des choses aussi graves s'il n'en avait pas la certitude.

9 mars

J'avais reçu de Georges Kessel, notre envoyé spécial en Finlande, un télégramme : « *Tenir prêt sténo pour importante communication d'Amsterdam.* »

J'ai tout de suite compris.

Des négociations ont été engagées entre la Russie et la Finlande par l'intermédiaire du gouvernement suédois pour mettre fin à cette guerre. Les Allemands désirent une paix de compromis car ils ne veulent pas que la Russie occupe toute la Finlande et s'installe en force à portée de la Norvège et de la Suède. Décidément ces deux amis n'ont pas bien grande confiance l'un dans l'autre. Ayant acquis au milieu de la nuit et fortuitement ces renseignements, Georges Kessel a fait son enquête. Il a su que tandis

que la guerre continuait acharnée, les plénipotentiaires finlandais étaient déjà partis pour Moscou. Ne doutant point que la censure de Helsinki l'empêcherait de passer ces informations, Georges Kessel a loué une voiture très rapide qui l'a amené à Aboë. Un avion partait de là pour Stockholm, archi-comble. Georges Kessel a remboursé au double de son prix normal la place d'un des passagers pour que celui-ci consente à attendre le prochain avion et lui cède son ticket. De Stockholm, afin de ne pas éveiller l'attention, il a téléphoné son article à Gaston Benac à Amsterdam. C'est celui-ci qui nous l'a passé. Georges Kessel a bien fait de prendre ses précautions car une heure plus tard, la Suède suspendait les communications téléphoniques internationales.

Naturellement la censure n'a pas voulu nous laisser passer l'article de Georges Kessel et, la rage au cœur, nous allions faire sortir PARIS-SOIR sans ce « scoop » quand le chef de la censure civile, M. Martineau-Déplat (créature de Daladier), nous a téléphoné que la Présidence du Conseil, prévenue, nous autorisait à passer l'article.

La sensation a été grande dans tout Paris. On ne s'attendait pas à un dénouement aussi rapide. Partout on reproche à Daladier de n'avoir rien fait. Le reproche s'adresse aussi aux Anglais.

21 mars

Daladier est par terre. Après sa chute de cheval, sa chute du pouvoir. Aux comités secrets du Sénat et de la Chambre, Daladier avait été invité à mener la lutte avec « une énergie accrue ». C'étaient en général les chefs des partis défaitistes qui s'étaient

montrés les plus excités. Aussi Pierre Laval au Sénat, dans un discours perfide mais bien fait, dont je connais les principaux passages, reproche violemment au Président du Conseil son inertie. Il avait énuméré les avantages matériels de l'Allemagne et conclut en disant : « Ou il ne faut pas faire la guerre, ou il faut la faire vraiment. »

Au fond ces gens-là voulaient surtout que « l'énergie accrue » qu'ils réclamaient soit employée contre l'URSS pour permettre une entente avec Hitler.

Mais les parlementaires qui veulent que la France manifeste aussi son énergie contre les nazis se sont alliés à ces défaitistes devenus archi-bellicistes et Daladier n'a eu à la Chambre que 239 voix contre 300 abstentions.

A peine Daladier renversé, une sorte de panique s'est emparée du Parlement. Qui allait prendre sa place ? Les Radicaux sont désespérés de perdre le pouvoir et l'assiette au beurre.

Les défaitistes ne se sentent pas assez forts encore pour saisir les rênes du gouvernement.

La voie semble libre pour Paul Reynaud qui incarne l'esprit de résistance et d'initiative. C'est lui d'ailleurs que le Président Lebrun a appelé pour lui confier la tâche de former le gouvernement mais il va rencontrer les pires difficultés. Il aura contre lui tous les « apaiseurs » et par principe, le groupe radical (Daladier et Georges Bonnet travaillent leurs amis de ce groupe dans ce sens).

J'ai vu Paul Reynaud quelques instants aujourd'hui. Il m'a dit :

— Je réussirai car la France doit gagner et mon échec réjouirait trop nos ennemis.

Il ne m'a pas caché qu'il aurait préféré être appelé comme Clemenceau pendant l'autre guerre, c'est-à-dire comme un sauveur, après que toutes les autres combinaisons politiques eussent été essayées et eussent échoué et au moment où l'ennemi menaçant directement les foyers français, les mesures les plus dures mais les plus nécessaires eussent pu être acceptées immédiatement par tous.

Hélène de Portes, au moment où son rêve se réalise enfin, n'est heureusement pas à Paris. Avec ses enfants, elle est à Saint-Aubin en Normandie, chez la Comtesse Madeleine de Montgomery où Paul Reynaud lui a demandé de rester quelque temps.

CHAPITRE X

QUAND ÉCLATA LA « BLITZKRIEG »

« *Elle était née le Jour des Morts...* »

C'est ainsi que commençait la biographie de la Du Barry que nous avions publiée dans PARIS-SOIR. Je ne sais pas pourquoi j'étais obsédé par cette saisissante formule, en attendant dans l'imposante, triste et sombre antichambre du Ministère des Finances la naissance du gouvernement Paul Reynaud.

Nous étions pourtant non pas au 2 novembre, mais au premier jour du printemps 1940. Cette fois, le symbole aurait dû paraître heureux. Rien n'est plus doux, rien n'est plus beau que le printemps à Paris. Je venais de traverser le Jardin des Tuileries dans l'air clair, pur et léger, sous un tiède soleil, au milieu d'une nature éclatante de sève. Mais soudain je m'étais trouvé dans une atmosphère de pourriture et de décomposition en entrant dans cette pièce noire, enfermée, suffocante, au milieu d'une centaine d'intrigants et d'intrigantes, d'ambitieux et d'ambitieuses, de candidats ministres, de courtisanes politiciennes, de journalistes marrons, d'agents suspects qui bavardaient, complotaient, conspiraient pendant que, derrière la porte, Paul Reynaud élaborait laborieusement son premier Ministère.

Où en était la guerre ? Qui parlait de la guerre dans tout cela ? Personne n'y faisait même allusion. On n'en était pas encore là. On s'en tenait pour l'instant aux *synthèses politiques* et aux *analyses parlementaires.*

Quand je franchis le seuil du cabinet ministériel, il y eut derrière moi des « oh ! oh ! oh ! » parmi les gens pressés d'arriver directement ou indirectement au pouvoir, et dont mon entrevue avec le nouveau Président du Conseil allait prolonger l'impatience.

Je trouvais Paul Reynaud assis derrière son bureau, le buste toujours très droit, la tête rejetée en arrière, mais son teint était pâle et ses traits tirés. Des collaborateurs l'entouraient. Et il y avait aussi à son côté M. Georges Mandel.

— Que dit la presse sur moi ? me demanda Paul Reynaud.

— Je dois vous avouer, lui dis-je, qu'elle est réservée... prête à être hostile.

J'attirais son attention sur le fait qu'au Ministère de l'Information, le Directeur de la Censure, Martinaud-Déplat qui était un ami intime et le collaborateur personnel de Daladier, travaillait ouvertement contre le successeur de celui-ci. Je lui dis aussi mon étonnement de voir à sa porte tant de ces personnages médiocres ou douteux, alors que le pays attendait de lui et de sa réputation d'homme énergique et décidé qu'ils constitue un cabinet de guerre restreint, composé uniquement de personnalités de premier plan.

— Je fais ce que je peux, me coupa Paul Reynaud. Ce que je peux et non pas ce que je veux. Et c'est

justement parce que Daladier m'attaque et veut m'empêcher de réussir que je suis obligé de composer avec les forces parlementaires. Chaque nouveau Ministre que je prends doit m'assurer un certain nombre de votes. Il me faut amadouer le parti radical et gagner des voix sur le plus de bancs possible. Si je veux agir, il faut d'abord que j'en aie les moyens, donc que je reste au pouvoir.

— Mais il y a la guerre.

Un rire sardonique sortit du haut faux-col empesé de M. Georges Mandel.

— La guerre, s'exclama-t-il. Vous êtes la première personne entrée dans ce bureau depuis ce matin qui pensez à cela ! »

* * *

Je revis Paul Reynaud quelques jours après. Il était installé cette fois au Ministère des Affaires Etrangères dans ce grand bureau du rez-de-chaussée du Quai d'Orsay, devant la fameuse table de Vauvenargues. C'était un dimanche matin et le Ministère semblait entièrement vide. L'huissier somnolait dans l'antichambre.

J'eus avec Paul Reynaud une conversation qui dura près de deux heures et que ne vinrent interrompre que de rares coups de téléphone. J'ai toujours été surpris de voir combien, dans ces périodes graves, chargées d'événements et lourdes de conséquences, les gens qui étaient à la tête du gouvernement français étaient peu occupés.

Le gouvernement de Paul Reynaud avait eu une

naissance difficile. Curieux et monstrueux agglomérat de 35 personnes, ils avaient obtenu à la Chambre une voix de majorité — une seule — et encore, j'avais vu devant mes yeux comment ce bulletin de vote sauveur avait pu être « kidnappé » à la dernière seconde : au moment où le député Louis Deschizeaux allait mettre dans l'urne un bulletin bleu, qui signifiait un vote *contre* le gouvernement, le nouveau Ministre de l'Information L.-O. Frossard lui avait arrêté le bras et l'avait décidé à mettre un bulletin blanc qui signifiait un vote « *pour* » en lui promettant un poste important à la Propagande.

Devant un tel manque d'unanimité, Paul Reynaud avait hésité à conserver le pouvoir. Il s'y était pourtant décidé mais il m'avoua ce dimanche-là ses préoccupations.

— Les radicaux me lâchent et ceux que j'ai réussi à faire entrer dans le gouvernement me font constamment le chantage de la démission possible, ce qui entraînerait la chute du Ministère. Il aurait été naturel que je prenne en même temps que la Présidence du Conseil le portefeuille de la Guerre, comme l'a fait Clemenceau en 1917. Mais si Daladier n'avait pas conservé ce poste, les radicaux du Sénat et de la Chambre, au lieu de l'abstenir, votaient contre moi et je n'avais aucune chance de réussir. C'est pour cela que j'ai pris les Affaires Etrangères.

— Pourquoi Georges Mandel reste-t-il aux Colonies ? Pourquoi ne l'avez-vous pas mis à l'Intérieur, puisqu'il a la réputation d'être un homme à poigne, et que ce serait le seul qui pourrait faire l'œuvre d'épuration nécessaire dans le pays ? Il y a, croyez-

moi, Monsieur le Président, une dangereuse cinquième colonne nazie qui travaille dans la population civile et qu'on laisse faire, car elle jouit de protections suspectes.

— Georges Mandel n'a pas voulu l'Intérieur. Il a dit que le moment n'était pas venu où il pourrait y accomplir du bon travail et frapper définitivement le défaitisme à la tête, ainsi que Clemenceau l'avait fait en 1919, en faisant arrêter Joseph Caillaux et Jean-Louis Malvy. Et puis, il y a toujours ces sacrés radicaux ! Vous savez bien qu'ils veulent avoir entre leurs mains le Ministère de l'Intérieur. C'est pour cela que j'y ai nommé Henri Roy qui est un brave homme.

— Mais il est vieux et sans envergure. Et on le voit plus souvent aux courses qu'à son bureau.

— C'est entendu mais au moins, lui, il n'est pas dangereux.

— Tout cela est très dangereux. Vous voulez faire la guerre, Monsieur le Président, et vous avez un Ministre de la Guerre et un chef des Armées hostiles à vos conceptions, un Ministre de l'Intérieur incapable d'empêcher les espions et les propagandistes nazis d'empoisonner le pays, et un Ministre de l'Information, vieux militant des luttes pacifistes, incapable d'insuffler à ce pays l'antidote du patriotisme.

— Je veux d'abord asseoir ma situation parlementaire. La démocratie a ses défauts, que voulez-vous, mais nous nous battons pour elle. Je procéderai à un remaniement de mon Ministère quand le gouvernement Chamberlain sera remplacé à Londres par un gouvernement Winston Churchill, ce qui ne peut

manquer d'arriver quand la guerre cessera d'être statique.

— Elle ne cessera de l'être, hélas, qu'à l'heure où Hitler l'aura décidé, Monsieur le Président. Léon Blum a affirmé au groupe socialiste que vous n'aviez pas la moindre intention d'engager l'offensive. Est-ce là vraiment le fond de votre pensée ou était-ce un argument pour vous assurer le soutien de l'aile pacifiste du Parti Socialiste ?

Paul Reynaud fit une grimace et ne me répondit pas directement :

— Nous ne ferons sûrement pas d'offensive militaire maintenant à l'improviste et à la légère, me dit-il, agacé. Il y a beaucoup d'autres choses à faire : il faut empêcher les pays neutres balkaniques ou scandinaves, apeurés par l'Allemagne, de lui donner une aide secrète mais constante et effective. Il faut resserrer le blocus. Il faut mettre l'Amérique mieux au courant de ce qui se passe en Europe. Il faut avoir aussi un Haut Commandement et un Etat-Major qui pensent, qui raisonnent. Mais avant tout, c'est une nécessité absolue, il faut que je fasse quelque chose qui me rallie l'opinion publique, qui me délie les mains.

Puis Paul Reynaud me posa cette question :

— Pourquoi la presse est-elle si mauvaise pour moi ?

— Pour les mêmes raisons que le Parlement lui-même. Parce que la presse et le Parlement sont travaillés par les forces occultes qui ne veulent rien d'irréparable entre le nazisme et la France, parce que vous apparaissez comme celui qui empêchera que

l'on combine un beau petit coup d'état à l'abri de cette guerre et une bonne petite entente avec Hitler. Maintenant que l'histoire finlando-russe est liquidée et la croisade antisoviétique remise à quelque temps, on craint que vous appliquiez à l'Allemagne « la conduite de la guerre avec une énergie accrue » qui étaient réservées par beaucoup de ceux qui la recommandèrent à l'URSS et non pas au Troisième Reich.

Paul Reynaud prenait selon son habitude des notes tandis que je parlais.

— Puis, laissez-moi vous dire, Monsieur le Président, vous manquez autour de vous de collaborateurs habiles et de conseillers prudents. Ainsi vous aviez toujours promis à Jean Prouvost que vous le prendriez dans votre premier Ministère. Vous ne lui avez même pas téléphoné depuis que le Président de la République vous a chargé de former le gouvernement. Il est déçu, plus encore dans son orgueil que dans ses ambitions. Furieux après vous, on a le plus grand mal à l'empêcher de vous attaquer directement. Il s'en tire en couvrant de fleurs votre prédécesseur. Au PETIT PARISIEN le rédacteur en chef, Joseph Elie-Bois, vous reproche de l'avoir mal reçu l'autre jour.

— J'aime beaucoup Bois mais il est venu pendant que je formais mon Ministère, me demander de garder Guy La Chambre dont la gestion du Ministère de l'Air a été désastreuse. J'ai refusé : un point, c'est tout.

— Quant aux journaux, vous ne vous attendiez pas à ce que ni LE MATIN ni LE JOURNAL ni LE TEMPS voient votre accession avec plaisir ?

Enfin, vous avez beau avoir, dans votre déclaration ministérielle, condamné l'agression des Soviets, vous et Mandel resterez toujours, aux yeux de ceux à qui on a réussi à faire peur avec l'épouvantail bolchevique, les anciens partisans de l'accord militaire avec l'URSS et, par conséquent, des « pro-russes ». Mais ce qui est le plus grave, c'est que le ton des journaux reflète en partie la déception de l'opinion publique. Celle-ci attendait de vous n'importe quoi de nouveau, de hardi, et vous lui infligez un Ministère de dosage politique, énorme par le nombre, mais restreint dans l'éclat.

Et j'ajoutais :

— Quel dommage que vous ayez consenti à vous séparer de votre Directeur de Cabinet, Gaston Palewski. Il vous aurait renseigné sur l'atmosphère du Sénat et de la Chambre et sur celle des journaux. Vous savez qu'il s'est fort bien conduit. Il a rejoint volontairement une escadrille de combat. Il a été cité à l'ordre du jour. Il est en permission. Il n'osait pas vous déranger ce matin mais j'étais certain que vous seriez content de le voir et je l'ai amené avec moi. Il attend dans l'antichambre.

Sans me répondre, Paul Reynaud ouvrit la porte et fit entrer Palewski. Je m'éloignais un peu mais, malgré moi, je saisis presque toutes les paroles qu'échangèrent les deux hommes au cours de leur rapide colloque. Le Président du Conseil félicita son ancien collaborateur pour sa brillante conduite mais il avait l'air gêné, pressé d'en terminer avec un entretien où il se sentait placé dans un état d'infériorité manifeste.

— Que vous ne me demandiez pas de reprendre ma place à vos côtés, parce que vous estimez que cela augmenterait vos difficultés, je le conçois encore, en dépit de mon chagrin, dit Gaston Palewski, mais pourquoi ne demandez-vous pas à Charles de Gaulle, qui fut toujours votre conseiller militaire, dont vous appréciez tant l'intelligence et le caractère, de vous apporter l'appui de sa science militaire ? Y a-t-il contre lui aussi une exclusive ?

— Je songe à de Gaulle, répondit Paul Reynaud, de plus en plus gêné, mais c'est inutile que je le fasse venir avant que je prenne en main moi-même le Ministère de la Guerre.

Là-dessus, il serra la main de Palewski, lui souhaitant bonne chance et nous nous trouvâmes de nouveau ensemble, Paul Reynaud et moi.

Je ne fis aucune allusion à ce que je venais d'entendre et j'enchaînais :

— Je vous signale, lui dis-je, que j'ai appris avec stupeur au Ministère de l'Intérieur, où tous les fonctionnaires sont des créatures du parti radical, qu'on trahit votre cause. C'est ainsi que je sais qu'on continue à donner à Daladier et non pas à vous les rapports d'écoute téléphonique.

— Quoi ? fit Paul Reynaud abasourdi. Les rapports de quoi ?

— Les rapports d'écoute téléphonique. Vous ne savez pas ce que c'est ? Toutes les conversations d'hommes politiques importants, au téléphone, sont depuis la guerre entendues par des Inspecteurs de la Sûreté Nationale, sténographiées ou enregistrées sur

disques et transmises au Président du Conseil chaque matin.

— Je ne savais même pas que ça existait. C'est un peu fort ! Je vais faire donner des ordres pour qu'on me les apporte désormais.

Il m'annonça qu'Hélène de Portes allait bientôt revenir.

— Elle m'aidera beaucoup, me dit-il. C'est une femme si courageuse et si intelligente.

Je quittais le Quai d'Orsay avec une terrible appréhension. Paul Reynaud, pour beaucoup d'entre nous, c'était l'espoir. Allions-nous à nouveau être déçus ?

Peu de temps après, j'appris que sur le conseil d'Hélène de Portes, Paul Reynaud avait pris comme chef du Cabinet Militaire le Colonel de Villelune, officier très répandu dans les salons d'extrême-droite, et dont les propos défaitistes avaient à plusieurs reprises provoqué de petits scandales. En même temps Paul Reynaud avait nommé Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et Secrétaire du Cabinet de Guerre restreint, Paul Baudouin, Directeur de la Banque Nationale d'Indochine, dont les amitiés pro-fascistes et la sympathie pour la politique de Georges Bonnet étaient bien connues.

* * *

« Si vous me promettez de ne pas le répéter, je vais vous raconter ce qui s'est passé au Comité secret de la Chambre, ce matin. »

Un éclat de rire général accueillit la déclaration de ce Ministre qui déjeunait chez moi ce jour-là vers

le milieu du mois d'avril. Il était parmi mes convives le troisième membre du gouvernement qui arrivait en nous faisant cette proposition. Et le premier avait déjà raté son effet car une charmante femme nous avait raconté par le menu tous les débats de cette séance, *dont rien ne devait transpirer à l'extérieur.* Elle le tenait elle-même de Madame Georges Bonnet qui l'avait accompagnée en voiture jusqu'à la porte de notre immeuble. Il y avait parmi mes invités une étrangère mais cela n'avait point empêché ceux qui étaient dans le secret des Dieux de bavarder à tort et à travers, en donnant des renseignements les plus précis sur notre défense nationale et cette légèreté de nos dirigeants était si habituelle que nul ne songeait à s'en étonner.

Au cours de ce déjeuner, on nous expliqua pourquoi le cabinet de Paul Reynaud avait obtenu un certain crédit de vitalité.

D'abord Paul Reynaud était parti pour Londres et avait signé avec les Anglais un traité suivant lequel les deux pays s'engageaient solennellement à ne pas signer de paix séparée. Je savais que ce traité avait été préparé depuis longtemps dans les Chancelleries, mais que Daladier en avait retardé jusqu'à présent la signature pour des raisons « de politique intérieure ». Je savais aussi que Neville Chamberlain avait été très surpris de l'attitude de Daladier car, dans son esprit, c'est à la France et non pas à l'Angleterre que cet engagement pouvait profiter. Paul Reynaud avait tenu à ce que son premier geste officiel soit un acte d'entente absolue entre les Alliés. Edouard Daladier, fidèle à sa politique d'atermoie-

ment et désireux de se réserver toutes les portes de sortie, avait refusé d'accompagner le Président du Conseil au Conseil Suprême au cours duquel le nouveau pacte franco-anglais devait être signé en protestant que « son pied lui faisait de plus en plus mal ».

Or, en dépit des pacifistes à tout crin, ce traité avait été accueilli avec faveur par la majorité de l'opinion publique et parlementaire.

La pose des mines sur les côtes de Norvège et l'annonce que « la route du fer était désormais barrée à l'Allemagne », avait constitué le deuxième succès de Paul Reynaud. On sortait de la torpeur. On exprimait une volonté de résistance autrement que par des paroles.

Enfin, on s'attendait à ce que le Haut-Commandement soit rapidement modifié. Paul Reynaud avait eu des conversations avec le Général Gamelin et avait appelé en consultation de Syrie le Général Weygand. Donc, quand Paul Reynaud agissait avec énergie, il affermissait sa situation.

Quand Hitler eut envahi le Danemark et la Norvège, on considéra que la guerre était entrée dans une nouvelle phase et qu'il était impossible une fois encore de changer le gouvernement. Cette fois, Paul Reynaud était bien accroché au pouvoir et pouvait agir à sa guise.

Mon ami, l'officier d'Etat-Major vint à cette époque me trouver à Paris pour me faire part de son inquiétude et de sa surprise :

— Le G.Q.G., me dit-il, s'oppose de toutes ses forces à l'envoi d'un corps expéditionnaire tant soit

peu important. Il craint toujours l'initiative. Il veut avoir le plus d'hommes possible, terrés dans les fortins de la Ligne Maginot ou végétant dans des casernes, pour mettre toutes les chances de son côté, au cas d'attaque contre notre front. Il se refuse à faire preuve de la moindre imagination, de la moindre audace. Mais il y a pire : les ordres mêmes qui arrivent du gouvernement pour envoyer les volontaires et le matériel en Norvège ne sont respectés qu'avec mauvaise humeur et on ne les exécute qu'en trichant. Le Président du Conseil devrait en être averti.

Je demandais un rendez-vous avec Paul Reynaud. On me dit qu'il était souffrant et ne quittait guère son appartement de la Place du Palais Bourbon. Je l'appelais là. Hélène de Portes me répondit au téléphone.

— *Nous* sommes débordés, mon cher, me dit-elle, mais venez quand même.

Quand j'arrivai, je trouvai Hélène de Portes assise derrière la table de travail de Paul Reynaud. Elle tenait conseil, entourée de généraux, d'officiers supérieurs, de parlementaires et de fonctionnaires. Elle parlait beaucoup et très vite sur un ton péremptoire, donnant des conseils, des ordres. De temps en temps, elle ouvrait la porte et on l'entendait dire :

— Comment allez-vous, Paul ? Reposez-vous bien. Reposez-vous bien. Nous travaillons.

Elle finit par nous apercevoir et nous demanda de prendre part à cette étrange délibération. Je m'y refusai, affirmant que ce que j'avais à dire était d'ordre particulier. Sans doute aperçut-elle dans mes

paroles le reflet de ma surprise, car elle éprouva le besoin de m'expliquer :

— Le Président est légèrement souffrant et j'essaie de le remplacer de mon mieux.

Là-dessus, elle entra à nouveau dans la chambre de Reynaud avec le chef de cabinet Lecca. Elle ne s'était pas éloignée depuis une seconde que tous les « yes men » qui l'entouraient se transformèrent soudain en furies.

— De quoi cette femme se mêle-t-elle ?

— Elle veut jouer les Clemencettes.

— Jadis au moins, les favorites se contentaient d'intriguer dans l'ombre... etc., etc.

Quelqu'un raconta que l'antagonisme entre Daladier et Paul Reynaud était devenu encore plus aigu depuis qu'au cours d'un récent week-end passé ensemble chez Paule de Beaumont — la femme d'un député — Hélène de Portes et la Marquise de Crussol en étaient presque venues aux mains.

Mais quand la porte s'ouvrit à nouveau, tout le monde se tut. La belle Hélène de Portes reprit sa place derrière le bureau et chacun recommença à discuter avec elle, le plus sérieusement au monde, les affaires de l'Etat.

C'était encore à l'époque où la campagne de Norvège se soldait par des succès et où l'optimisme régnait...

L'atmosphère changea à nouveau à la fin du mois d'avril quand le corps expéditionnaire allié essuya ses premiers revers en Norvège.

César Campinchi, qui avait conservé le Ministère de la Marine, me dit :

— Je me souviens du peu de prix qu'on attacha aux renseignements de votre envoyé spécial, Gaston Benac, sur la façon dont les Allemands avaient préparé leur coup sur Narvick — renseignements que vous aviez pourtant communiqués alors qu'on pouvait encore empêcher ce coup de réussir. Mais il n'y a rien à faire. Vous seriez stupéfait si vous saviez combien les Ministres de la Défense Nationale et le Président du Conseil lui-même sont mal renseignés. Nos chefs ne le sont pas mieux. Ainsi, ni Paul Reynaud ni moi ne savons exactement ce qui se passe en Norvège. L'Amiral de la Flotte Darlan, dans son G.Q.G. de la Malmaison, est dans une fureur noire. Les Anglais ne lui disent pas la moitié de ce qu'ils font. Peut-être ne le savent-ils pas exactement non plus ?

Le téléphone sonna sur la ligne interministérielle. Campinchi décrocha :

— Allo. C'est vous, chère belle amie. Non, je ne sais rien de nouveau. Certainement. Je vais téléphoner à l'Amirauté et je vous rappelerai dès que je le pourrai.

Je souris et montrai le téléphone:

— C'était la Présidente ? fis-je.

— Oui, me dit-il. La Comtesse Hélène de Portes tient à être exactement renseignée. Elle s'agite beaucoup, la belle Comtesse, en ce moment, un peu trop. J'ai l'impression que, vis-à-vis de l'Italie, par exemple, nous nous conduisons comme des petits garçons. La Comtesse, par l'intermédiaire de Paul Baudouin, double les efforts personnels d'Anatole de Monzie, et Mussolini a l'impression d'un Ministère où cha-

cun tire à hue et à dia et fait de la surenchère pour s'assurer de sa neutralité. Si bien que le Duce, persuadé que nous avons peur de lui, en profite pour nous faire chanter au plus grand profit de son ami Hitler.

Campinchi, qui était Corse et profondément démocrate, n'aimait pas les Italiens et détestait les fascistes.

J'avais sur la question qui lui tenait à cœur beaucoup de renseignements personnels. Il était exact que depuis de longs mois, Anatole de Monzie, Ministre des Travaux Publics, dans les cabinets de Daladier et de Reynaud, était chargé officieusement d'améliorer nos rapports avec nos voisins d'outre-Alpes.

Je voyais fréquemment Anatole de Monzie, personnage singulier et attachant qui aurait pu être un grand homme d'Etat sans son dilettantisme et son amour du paradoxe. Avec ses gros yeux pétillants de malice, son nez épaté, ses lèvres gourmandes, le chef toujours surmonté d'un petit béret basque, fumant sans arrêt la pipe et claudicant depuis un accident d'automobile, il imposait sa savoureuse image depuis de longues années au Parlement, au Palais de Justice et dans tous les milieux intellectuels et artistiques. Anatole de Monzie était l'ami des littérateurs, des peintres, des aventuriers, de tous ceux qui, selon son expression, avaient des destins « hors série ». Attaché aux spéculations de l'esprit et policé jusqu'au bout des ongles, il vivait lorsqu'il n'était pas Ministre (mais il l'avait été une vingtaine de fois) comme un gentilhomme campagnard dans

ses propriétés du sud de la France (dans le Lot). Il partageait son temps entre la rédaction d'une nouvelle encyclopédie, la lecture de vieux et bons livres, l'étude des problèmes économiques internationaux et la poursuite d'affaires judiciaires privées dans lesquelles il se montrait le plus roué des avocats.

Au Ministère des Travaux Publics, tout en accomplissant sa tâche comme un grand commis, entouré de techniciens éprouvés, il avait fait de son bureau le rendez-vous des hommes de lettres, des femmes d'esprit, des grands artistes et des personnages les plus étranges de ce temps. Tour à tour, il avait flirté avec la Russie Soviétique, la Petite Entente, la Pologne, la Hongrie. Et soudain, il s'était senti pour l'Italie un amour profond, inspiré de tradition latine. Il s'était mis dans la tête d'être l'homme qui empêcherait que ces deux pays, qui avaient tant d'affinités historiques et spirituelles, se trouvent en guerre l'un contre l'autre. Il avait été celui qui tout de suite après la déclaration de guerre, s'était élevé avec le plus de force contre une attaque sur l'Italie, prônée par certains jeunes chefs militaires qui voyaient là le seul moyen de pouvoir prendre l'offensive contre l'Allemagne. Il avait certifié que non seulement il pensait que l'on pouvait garder l'Italie neutre, mais qu'il prévoyait même qu'on pourrait l'amener à une entente économique et militaire avec les alliés. Pour cela il avait bataillé sans relâche et obtenu qu'on passe des commandes aux industriels italiens, qu'on leur fournisse aussi des matières premières. Il avait triomphé quand, au début de 1940, les fascistes livrèrent aux alliés des bombardiers Caproni.

Anatole de Monzie envoyait sans cesse en Italie des émissaires chargés de le renseigner sur l'état d'esprit des différentes couches de la population. Je vis chez lui, parmi ses agents bénévoles, un prêtre qui se promenait toujours en civil, sous le prétexte que c'était plus commode pour aller boire « un pot avec des copines » à la terrasse des cafés, un archéologue qui se croyait des talents de diplomate, un écrivain qui affirmait qu'il était né pour être espion, une comédienne à laquelle il faisait apprendre la langue de Dante dans le texte même de cet auteur, par un ancien professeur de faculté lui-même, chassé de l'Université de Florence pour être monté en chaire le torse nu un jour de grande chaleur. Je n'invente rien.

Par ailleurs, Anatole de Monzie dont le patriotisme ne pouvait pas être mis en doute professait une telle haine de la guerre, un tel penchant pour la transaction, qu'il se retrouvait toujours dans les Conseils de Ministres du côté des défaitistes. Cela provenait aussi du fait que cet humaniste ne croyait qu'à la civilisation continentale et ignorait à peu près tout de la civilisation anglo-saxonne.

Je trouvai ce jour-là Anatole de Monzie dans un grand état de fureur.

— Mon cher Lazareff, me dit-il, votre ami Reynaud est vraiment un âne.

— Je crois que le dernier reproche qu'on puisse lui faire, c'est de manquer d'intelligence.

— Mais à quoi sert d'être intelligent quand cette intelligence se meut uniquement dans le sens des formules à l'emporte-pièce et sur des routes qui ne

conduisent nulle part ? Car c'est le cas de démentir — ou jamais — le proverbe « Tous les chemins mènent à Rome ».

Puis il explosa, brandissant sa pipe comme un tomahawk :

— J'étais au plus mal avec lui depuis des mois et des mois. Nous ne nous parlions plus. Et voilà qu'il me garde dans son Ministère sans doute sur les conseils d'Hélène de Portes qui comprenait, elle, qu'il est inutile de se mettre sur le dos un ennemi de plus, l'Italie. Il me dit lui-même que c'était aussi son avis et qu'il comptait sur moi pour mener en douce les pourparlers avec Mussolini. Et voilà qu'il se met à contrecarrer tous mes plans. Le voilà qui laisse Baudouin envoyer des émissaires à Rome sans me prévenir. Mieux, j'apprends que Pierre Laval d'une part, le Comte de Paris, prétendant au Trône de France, d'autre part — servent indirectement d'intermédiaires entre le gouvernement et l'Italie. Quelle salade !

— Et encore, ajoute Anatole de Monzie, s'il faisait tout cela dans le désir véritable d'arriver à une entente. Mais non. Ce qu'il veut, c'est brouiller les cartes. Je sais que Laval ne jouit plus d'aucun crédit et que Benito sera furieux des intrigues du Comte de Paris auprès de la Maison Royale. Et dans le même temps, Reynaud laisse agir le Secrétaire Général des Affaires Etrangères, Alexis Léger, qui a l'esprit presque aussi faux que lui, ce qui n'est pas peu dire, et qui est né anglophile, comme on naît bossu.

Dans sa rage contre son Président du Conseil, il

faisait le procès de toutes ses conceptions et de sa façon d'agir.

— Pour faire un mot, pour placer une de ses chères formules, il déchaînerait une nouvelle guerre. Hélas ! Ecoutez bien ce que je vous dis, nous verrons cet homoncule faire la roue au bord des catastrophes !

Anatole de Monzie, qui ne s'entendait guère avec Edouard Daladier tant que celui-ci avait été chef du gouvernement, s'était rapproché de lui depuis qu'il était devenu le chef de l'opposition au sein du Cabinet. Il allait lui rendre de fréquentes visites au Ministère de la Guerre, voisin de celui des Travaux Publics.

— Pauvre Dala ! Il est fatigué. Je l'ai trouvé très bas, physiquement et moralement, m'assure-t-il avec compassion.

— Ce Ministère où personne ne s'entend, où tout le monde se tire dans les jambes à la veille peut-être d'une offensive hitlérienne, ne croyez-vous pas que c'est désastreux pour la France ?

— Vous avez dit le mot. C'est un Ministère de désastre. Un seul homme peut nous tirer de là parce qu'en dépit de toutes nos bêtises et grâce à son prestige, il pourra faire admettre bien des choses aux Français : c'est Pétain. »

Je le regardais, étonné.

— Oui, oui, le Maréchal Pétain, poursuivit-il. Il m'avait déjà fait l'honneur de venir me voir lors de son dernier passage en France et j'ai un de mes collaborateurs, Chatain, auprès de lui à Madrid. Il est encore très vert et il a surtout ceci : des idées très

saines. S'il est nécessaire un jour de signer une paix sans victoire, seul le vainqueur de Verdun pourra la faire admettre. Il le sait bien et attend qu'on l'appelle. Il m'a dit : « Vous verrez, on aura besoin de moi vers la mi-mai. »

Je ne devais guère oublier cette étrange révélation d'Anatole de Monzie.

Deux jours plus tard, Hélène de Portes que je rencontrais dans une maison amie mit à son tour la conversation sur le Maréchal Pétain.

— Si Paul réorganise son cabinet, dit-elle, je crois qu'il prendra la Présidence du Conseil sans portefeuille et donnera le Ministère de la Guerre à Pétain.

— Mais, dit quelqu'un, Pétain, c'est le porte-drapeau des défaitistes.

Hélène de Portes devint toute rouge et se trémoussa avec indignation :

— On ne peut pas appeler défaitiste le Maréchal Pétain, tout de même. Et si les défaitistes veulent s'en servir contre Paul, eh ! bien, c'est une raison de plus pour que Paul le mette dans son jeu. En tout cas, il y en a un dont il faut que Paul se débarrasse sans plus tarder, c'est Alexis Léger qui est le suppôt des Russes et le complice de Daladier et de Gamelin. Secrétaire Général des Affaires Etrangères, il a toute notre diplomatie dans les mains. Il en est encore à prétendre que les nazis et les bolcheviques finiront par en venir aux mains.

Là-dessus, elle fit entendre un petit rire ironique et sec.

— Par contre, poursuivit-elle, il rêve de nous faire rompre avec l'Italie et il répète que l'Italie neutre

est plus dangereuse que l'Italie franchement rangée du côté d'Hitler. C'est terrible parce qu'il a beaucoup d'influence sur Daladier et sur Gamelin. Comme pour le moment, Paul ne peut pas se débarrasser de Gamelin, parce que Daladier, par solidarité, s'en irait et que le Cabinet serait par terre, il faut qu'il commence par se débarrasser d'Alexis Léger. Mais j'ai peur qu'il n'ose pas. Je demande à tous mes amis, qui sont aussi ses amis, d'insister auprès de lui.

— Ma chère Hélène, dit quelqu'un, Alexis Léger incarne une politique et c'est justement pour faire cette politique qu'on a confié à Paul Reynaud les destinées du pays. Ce que vous nous dites nous inquiète. Le départ d'Alexis Léger signifierait non pas pour le public, qui ne le connaît pas, mais pour les initiés, pour les Chancelleries étrangères, pour l'Allemagne, la volonté de Paul Reynaud de pratiquer, une fois parvenu au Pouvoir, la politique d'apaisement qu'il a combattue chez ses prédécesseurs.

— Mais non, mais non, répliqua vivement Hélène de Portes. Le départ d'Alexis Léger signifiera qu'on se débarrasse de celui qui a si mal préparé la guerre diplomatique, comme plus tard, celui de Gamelin signifiera le départ de celui qui a si peu compris la stratégie moderne. C'est tout.

On se récria. Pour beaucoup, Gamelin n'avait encore rien perdu de son prestige. Il y eut un brouhaha.

D'où venait la haine dont Hélène de Portes poursuivait Alexis Léger ? Jadis le Secrétaire Général

des Affaires Etrangères, quand la Comtesse n'était encore que la petite Hélène Rebuffel, provinciale qui cherchait sa voie, l'avait aidée de sa sympathie et de ses conseils. C'est sans doute de cela qu'elle lui en voulait aujourd'hui, car elle en voulait à tous ceux et à toutes celles qui l'avaient connue à cette époque et qui, à cause de cela, pensait-elle, n'avaient pas assez de considération pour la femme qu'elle était devenue. Quelques jours plus tôt, arrivant chez son coiffeur, ne s'était-elle pas écriée en entrant :

— Vite, vite ! Je n'ai pas le temps d'attendre. On pourrait se presser un peu plus pour la première dame de France.

* * *

Ayant été pris « bon » à ma demande, au service militaire, je partis comme simple soldat rejoindre mon régiment. Mais après une quinzaine de jours, que je passais presque entièrement en observation dans un hôpital, je fus à nouveau — et définitivement — réformé.

J'avais constaté, pendant mon court séjour dans l'armée, que les soldats ne puisaient pas en eux-mêmes les raisons d'un mauvais moral. Au contraire, je n'en ai point rencontré qui ne souhaitaient la destruction du nazisme. Mais ils étaient encore plus abandonnés que les civils et ils étaient de plus plongés dans une atmosphère dissolvante d'inactivité avec le sentiment profond (et qu'on entretenait en eux) qu'on les immobilisait inutilement.

Souvent leurs officiers eux-mêmes affirmaient

« que si on ne faisait pas de bêtises, tout cela allait s'arranger. »

— Penses-tu, m'avait dit un camarade de chambrée, qu'ils vont nous faire la guerre, les Boches. Tout ça, c'est une combine entre les industriels et les hommes politiques. Car on ne se bombarde même pas, ni les uns, ni les autres. Ils feraient bien mieux de s'arranger rapidement pour qu'on retourne « pagnoter » [1] chez soi.

Quand je repris mon poste à PARIS-SOIR, je m'aperçus que l'évacuation d'Andalnès et les autres échecs de la guerre de Norvège avaient déchaîné à nouveau un vent de pessimisme qui, comme toujours, partait des milieux parlementaires et ministériels pour atteindre finalement le grand public.

Jean Mistler, le jeune Président de la Commission des Affaires Etrangères, répétait à qui voulait l'entendre, un mot récent de Daladier :

— Ah ! si on pouvait acheter la paix à forfait.

Paul Reynaud qui, en dépit des soins d'Hélène de Portes, se remettait mal de ses récents malaises, avait décidé de convoquer le Parlement pour s'expliquer devant lui.

Le 9 mai au soir, la célèbre journaliste américaine Dorothy Thompson, qui était à Paris depuis quelques jours, dînait chez moi. J'avais invité pour la rencontrer diverses personnalités parmi lesquelles le Ministre de la Marine, César Campinchi, et de grands écrivains comme Colette, Henry Bernstein et Joseph Kessel. Dorothy Thompson fut, comme à son

[1] Dormir.

ordinaire, extraordinaire de verve, d'enthousiasme et d'impétuosité. Elle raconta et mima sa dernière entrevue avec celui qu'elle appelait « son ennemi intime », le Président Roosevelt. Elle parla de Wendell Willkie dont personne en France ne connaissait alors même le nom. Elle dit combien elle redoutait qu'Hitler prenne soudain l'offensive et que l'Italie entre à ce moment-là brusquement dans la guerre contre les Alliés. Dorothy projeta de partir pour le front rapidement avec notre correspondant de guerre Joseph Kessel, car elle avait l'impression « qu'il allait se passer là-bas des choses intéressantes avant peu ».

César Campinchi en souriant répliqua :

— Chère Madame, rien ne nous permet de supposer que vous ayez raison, au contraire. Une offensive moderne exige une longue et minutieuse préparation qui ne peut échapper aux avions de reconnaissance et aux services de renseignements. Tout le long du front, nous n'avons rien vu qui puisse être interprété de cette façon.

Dorothy Thompson nous quitta à minuit pour aller parler à la Radio aux Etats-Unis. Campinchi resta à bavarder avec nous jusqu'à 3 heures du matin.

A 4 heures, les sirènes hurlèrent pour annoncer une alerte qui fut particulièrement longue.

Deux heures plus tard, Georges Kessel m'appela au téléphone :

— Je viens d'entendre la radio de New-York. Les Allemands ont pénétré en Hollande. Cette fois-ci, mon vieux, ça y est, la guerre est commencée.

CHAPITRE XI

IMAGES DE LA BLITZKRIEG [1]

Pessimisme et optimisme (14 mai 1940)

— Ça y est, s'exclama joyeusement en entrant dans son bureau notre expert militaire (qui signait des articles XXX). Les Allemands sont entrés en Belgique. Hitler a fait la gaffe.

Une voix fusa :

— Trois gaffes comme celle-là et il est à Paris.

C'était Henry Bernstein, le célèbre écrivain dramatique, venu aux nouvelles qui avait ainsi refroidi l'ardeur du stratège en chambre.[2]

— Vous êtes toujours de l'avis des pessimistes, répliqua aigrement le stratège au dramaturge.

— Mais non, mais non, répliqua Henry Bernstein,

---

[1] L'auteur n'entend pas donner un récit détaillé des 40 jours qui ont consommé militairement la chute de la France. A ses yeux, ce n'est là que le tragique épilogue du drame. D'autre part, fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est tracée en écrivant ce livre, l'auteur entend rester dans la limite d'un témoignage direct. Ce chapitre a été rédigé d'après les notes prises par l'auteur durant la blitzkrieg.

[2] A New-York, j'ai entendu une anecdote qu'on attribue à Robert Sherwood et qui rappelle le mot d'Henri Bernstein. « Le monde entier est occupé par les hordes nazies, sauf le haut de l'Alaska. » Un matin, les journaux annoncent que les Allemands occupent les steppes glacées du continent américain. « Ça, s'écrie l'optimiste Américain, ça, c'est la gaffe. »

je suis de l'avis des optimistes. Mais hélas, des optimistes allemands.

Henry Bernstein qui avait compris un des premiers que cette guerre était inévitable, déclara dès le début que nous étions mal préparés à en supporter le choc.

En quatre jours, la fameuse blitzkrieg, annoncée depuis si longtemps et qui faisait sourire les techniciens, est encore beaucoup plus « blitz » que les pires défaitistes osaient le concervoir. La Hollande, frappée dans le dos par une Cinquième Colonne puissamment organisée, mais à laquelle personne ne voulait croire, succombe dans les flammes et la destruction. La Belgique, victime des illusions de son Roi, se défend avec une inutile vaillance. Le Luxembourg est entièrement aux nazis et un de nos correspondants de guerre a vu la Grande-Duchesse échapper de justesse aux mains des Allemands.

Le dessous des cartes belges

Au matin de l'attaque, Gamelin a proclamé que « le moment qu'il avait prévu depuis octobre dernier est arrivé ». Je sais qu'il était contre l'envoi d'un corps expéditionnaire franco-anglais en Belgique mais le gouvernement l'a exigé. (Paul Reynaud y était aussi opposé. Mais Daladier et les Anglais ont insisté et Gamelin — qui déteste Reynaud — s'est finalement rangé à l'avis du Ministre de la Guerre.)

On s'est montré très fier de la rapidité avec laquelle, dans la nuit, nos troupes se sont portées selon un plan préalablement établi au secours de

notre voisine. Hélas, ce « plan préalablement établi » en secret, les Allemands n'en ignoraient rien : Nous leur en avions donné une petite répétition générale gratuite en janvier dernier. Le piège alors avait été bien tendu. Un avion à croix gammée, en panne d'essence, atterrit sur le territoire belge — neutre à ce moment-là — près d'un petit poste militaire. On se précipita vers ses occupants, deux officiers, un commandant et un major. Le major, comme on allait l'appréhender, essayait maladroitement de déchirer des documents. On parvint à les lui arracher mais comme on l'interrogeait au poste de commandement voisin, il reprit des mains du commandant belge, qui procédait à l'enquête, les fameux papiers et les jeta dans la direction d'un poêle avec lequel la salle était chauffée. Naturellement les documents tombèrent avant d'atteindre les flammes. Mais on leur attacha à partir de ce moment-là une attention considérable. C'était le plan complet et les ordres précis concernant une grande offensive que les Allemands devaient déclencher *deux jours plus tard* sur la Belgique. Les officiers nazis expliquèrent alors qu'ils avaient été chargés par Hitler d'apporter ces ordres de Berlin au G.Q.G. des forces allemandes à Aix-la-Chapelle. Ils dirent qu'ils s'étaient perdus dans le brouillard et durent, à court d'essence, atterrir, se croyant encore sur le territoire allemand.

Dès le lendemain, le Haut Commandement Allié, averti de l'incident, fit procéder à un mouvement de troupes vers la Belgique et selon les plans préalablement établis. Les avions de reconnaissance et les espions de Hitler eurent aussi, comme il le désirait,

le loisir d'examiner alors les dispositifs alliés et belges en cas d'attaque. La ruse allemande avait réussi.

A cette époque, le gouvernement français demanda au gouvernement belge une nouvelle fois de mettre son Etat-Major en relations avec le nôtre pour examiner un plan de défense en commun. Le Roi Léopold refusa ; plus tard, on lui envoya plusieurs émissaires officiels et officieux, parmi lesquels l'écrivain Jules Romains et l'avocat Henry Torrès. Ni l'un ni l'autre n'arrivèrent même à atteindre le souverain.

Le Roi Léopold, nous a expliqué son Ambassadeur en France, Pol le Tellier, s'est obstiné, s'est raidi dans cette attitude de respect strict de la neutralité pensant qu'il parviendrait ainsi à éviter à son pays les horreurs d'une nouvelle guerre, car il était persuadé que s'il se laissait entraîner dans les hostilités, ce serait la fin de la Belgique. De plus, son idéalisme le portait à se faire un champion de la paix à tout prix.

Mais ce que ne dit point M. le Tellier, c'est que l'emprise d'Henri de Man sur le jeune souverain était devenue de plus en plus grande. Henri de Man, chef du parti socialiste, théoricien nourri de principes germaniques, qui avait professé longtemps en Allemagne — inventeur du « planisme » et ami intime d'Otto Abetz, — ne croyait ou ne voulait croire que dans les combinaisons et les compromissions et prêchait la nécessité de s'incliner devant la force allemande. Depuis la mort de la Reine Astrid, je savais pourtant que c'était en vain que les Alle-

mands avaient dépêché auprès du jeune souverain et de la Reine Mère (née princesse bavaroise) des émissaires des deux sexes. Le Roi tenait à garder une attitude de parfaite indépendance vis-à-vis de ses deux grands voisins. Il avait mobilisé tour à tour sur la frontière française comme sur la frontière allemande. Mais Léopold voyageait souvent incognito à Paris, à Venise, à Salzbourg, à Londres et à Rome. Il menait de pair intrigues sentimentales et intrigues politiques. Car le Roi des Belges cachait sous une apparente timidité un grand esprit de décision et un vif désir d'action et il avait pris en quelque sorte la tête d'une conjuration des monarchies qui pour éviter la guerre à leurs peuples (et aussi sans doute par crainte que la tempête emporte leurs trônes) essayaient de mettre sur pied un mouvement international qui aurait tout tenté pour apaiser l'ogre nazi. Le Duc de Windsor et le Prince de Piémont étaient, dans cette conspiration, les complices les plus passionnés de Léopold III. Il avait trouvé aussi des appuis chez la Reine Wilhelmine de Hollande, chez le roi Christian de Danemark, chez le vieux roi Gustave V de Suède et chez le roi Carol de Roumanie.

En dépit de son sentiment de la solidarité monarchique, Léopold III (le gouvernement français en était averti, donc le gouvernement allemand l'était sûrement aussi) avait froidement envisagé en mars de laisser, sans se porter à son secours, la Hollande être seule envahie si Hitler consentait à épargner le sol belge.

La déroute (15 mai)

Joseph Kessel est revenu du front, mort de fatigue, son uniforme de correspondant de guerre taché de boue, avec une barbe en broussaille et avec, dans les yeux, un regard d'effroi. Il s'est affalé dans un fauteuil en entrant dans mon bureau :

— Mon vieux, m'a-t-il dit, c'est terrible. Les Allemands sont là.

— Là où ?

— Pas loin de Paris. Je ne sais pas comment je me suis dégagé... comment je suis passé, en dépit de toutes les interdictions ou plutôt, je sais trop bien... sur des kilomètres, je n'ai rencontré que des soldats français sans armes, perdus, fuyant les bombardements en piqué, le déferlement des tanks, fuyant surtout l'horreur de se sentir abandonnés devant le danger, sans ordres, sans chefs, scrutant le ciel pour retrouver les avions alliés et les routes pour voir arriver nos chars de renfort.

— Qu'est-ce que tu veux dire, fis-je, incrédule. Qu'est-ce que tu racontes ?

— La vérité. L'armée du Général Corap qui devait tenir devant Sedan est en déroute. Heureusement qu'un peu partout j'ai vu aussi des officiers réunir leurs hommes et organiser de leur propre initiative des îlots de résistance. Mais il est déjà bien tard et on dirait qu'ils n'y a plus de Commandement en Chef. »

Panique au G.Q.G.

Mon ami l'officier d'Etat-Major ne m'a pas caché qu'un vent de panique souffle au G.Q.G. Les

officiers généraux n'ont pas dormi depuis plusieurs nuits et sont coupés de toutes communications avec la plupart de nos troupes engagées dans la bataille (les premiers objectifs des infiltrations allemandes sont : couper les lignes téléphoniques, s'emparer des postes de commandement régimentaires et divisionnaires, détruire les radios de campagne).

Autour du Général Gamelin, et surtout du Général Georges, on est complètement dérouté. Tous ces officiers couverts de diplômes étaient absolument persuadés qu'après les études qui avaient été faites depuis longtemps et selon les doctrines apprises à l'Ecole de Guerre, l'attaque allemande se ferait selon le plan Schlieffen. Ce plan qui date de 1905, et qui avait été employé par Von Moltke en 1914, envisageait la mise en œuvre de toute l'armée allemande en ligne contre les Français et le corps expéditionnaire anglais. L'armée allemande contournerait les fronts fortifiés de Verdun à Belfort en passant par la Belgique, le principal effort des troupes offensives se faisant à l'aile nord avec échelonnement en profondeur afin d'amener la décision par une large manœuvre d'enveloppement de l'aile gauche ennemie.

Le Deuxième Bureau de Renseignements français qui s'en tient lui aussi encore aux vieilles méthodes des agents doubles (et à cette incroyable méthode qui consiste à remettre à ces agents des documents français véritables pour qu'ils les échangent contre des documents allemands soi-disant authentiques) avait affirmé qu'Hitler employerait une fois encore le plan Schlieffen.

Aussi le gros des forces alliées s'était porté à l'aile gauche, appuyé à la Manche. Et voici que les Allemands passaient entre Namur et la lisière nord de l'Argonne, en direction de la Somme supérieure.

A la stupeur de nos officiers se mêle une sorte de terreur. « Où va-t-on ? Les Allemands ne jouent pas le jeu, ne se conforment pas aux prévisions des professeurs de stratégie, démentent par leur action les déductions tirées des articles de leurs experts parus dans leurs revues militaires, n'agissent point conformément aux plans que nous ont livrés nos Services de Contre-Espionnage. »

La fable du Canal Albert

Parmi les idées bien arrêtées du G.Q.G. il y en a deux auxquelles ils tenaient particulièrement. 1) On ne peut pas passer les Ardennes sans difficultés. 2) Il faut plusieurs jours pour arriver à franchir le Canal Albert, première ligne de défense belge. Et voilà que les Ardennes étaient passés sans difficultés. Et voilà que le Canal Albert était traversé presque sans encombres. Nous avions pourtant révélé dans notre journal que le Canal Albert avait été construit par une société allemande d'Essen. Cette société allemande, qui avait racheté en sous-main la concession à la maison belge Monnoyer, avait touché pour ce joli travail 400 millions de francs. Elle avait de plus eu la facilité de donner à l'Etat-Major allemand un plan plus détaillé de la Ligne Maginot belge que celui que possédait l'Etat-Major belge lui-même.

La panique (16 mai — 8 heures du soir)

Où sont les Allemands ? On les signale ici et là. En vérité, avec exactitude on n'en sait rien. Mais ce que je sais, c'est qu'une panique sans nom règne dans les milieux ministériels et parlementaires. Le Ministère de l'Information, chargé de garder au pays un moral élevé, donne l'exemple du désarroi et de l'anxiété, pour ne pas dire plus.

Dans tous les bureaux, on fait les paquets. Le travail est absolument arrêté. Un de nos collaborateurs a vu le Ministre L.-O. Frossard, ce matin, affaissé derrière son bureau, très pâle.

— C'est terrible d'être Ministre des Informations, a-t-il dit piteusement, et de n'avoir à communiquer que des informations désespérantes.

Paul Reynaud a donné ce matin à 11 heures l'ordre d'évacuer le matériel des Archives de la Chambre et du Sénat. En même temps, il a préparé une proclamation pour inviter la population de Paris à quitter la capitale. Vers midi, les Ministres intéressés se sont réunis dans le bureau du chef du gouvernement tandis que dans la cour du Quai d'Orsay, devant la population ébahie, des gardes brûlaient par milliers les dossiers des Affaires Etrangères sortis des caves et des coffres-forts. Le public en effet n'est au courant de rien, ignore que l'avance allemande a pris si soudainement ces gigantesques proportions. Cependant, les Ministres intéressés protestaient contre l'évacuation de Paris. Daladier assura que même si le gouvernement partait, lui resterait. Le Président du Sénat Jeanneney, vieux collaborateur de Clemenceau, appelé en consultation, exprima le

même avis, ainsi qu'Anatole de Monzie. Celui-ci ajouta qu'il ne disposait d'aucun train pour évacuer la population et à peine d'une cinquantaine de camions pour évacuer les Archives. Par contre, le Général Hering, Gouverneur Militaire de Paris, insista en faveur de l'évacuation.

Reynaud s'est séparé de ses collaborateurs sans prendre de décision. Comme ils quittaient le Ministère des Affaires Etrangères, sur toutes les pelouses brûlaient des feux de joie : les rapports que, depuis des années, nos Ambassadeurs et nos Consuls avaient laborieusement rédigés pour l'information de nos gouvernements.

Jean Prouvost est allé voir Paul Reynaud à la fin de la matinée. Hélène de Portes lui avait conseillé cette démarche. La Comtesse, elle aussi, est contre l'évacuation. Elle a employé au téléphone toutes les ressources de son énergie (et quand elle le veut, la bougresse en a).

— Vous ne ferez pas cela, Paul. Ce serait lâche et vous n'êtes pas un lâche.

Quand Jean Prouvost est arrivé au Quai d'Orsay, une délégation d'anciens Présidents du Conseil et de parlementaires de gauche, conduite par J.-Paul Boncour, demandait avec insistance à être reçue pour une « grave communication ». Ils venaient demander qu'on relâche les démocrates allemands réfugiés que Mandel vient de faire râfler et mis dans les camps de concentration, par crainte que se soient cachés parmi eux des agents de la Cinquième Colonne. Le tri qui doit être opéré pour séparer le bon grain de l'ivraie se prolonge paraît-il « scandaleusement ».

Paul Reynaud leur a répondu avec mauvaise humeur qu'il avait à s'occuper de choses plus urgentes que cela. Et ces parlementaires éminents ont appris avec stupeur que les chars d'assaut allemands avançaient vers Paris avec une inquiétante rapidité.

L'après-midi, il y a eu une séance à la Chambre. Beaucoup de parlementaires demandaient dans les couloirs s'il était exact que le Président Herriot avait reçu un ordre d'évacuation du Parlement, signé par le Président du Conseil et le Gouverneur Militaire de Paris. Au moment même où Herriot montrait cet ordre à quelques députés incrédules, Paul Reynaud à la tribune affirmait en se frappant la poitrine « qu'il n'avait jamais *pensé* à faire évacuer Paris ». Et il l'a répété ce soir dans un discours radiodiffusé, destiné à rassurer la population qui d'ailleurs, elle, fut seulement alertée par ce démenti car elle ignorait jusqu'alors l'étendue de notre déroute.

La plupart des journaux parisiens ont commencé à replier une partie de leur personnel et de leurs machines soit en Bretagne, soit dans le Sud, soit dans le Massif Central.

Pétain Vice-Président du Conseil (17 mai)

Ça y est. Les prédictions d'Hélène de Portes sont réalisées. Pétain est Vice-Président du Conseil, Daladier n'est plus Ministre de la Guerre, Alexis Léger n'est plus Secrétaire des Affaires Etrangères et Gamelin n'est plus Généralissime.

Le Maréchal Pétain, qui était à Paris depuis un certain temps et qui ne se pressait pas de rejoindre son poste d'Ambassadeur à Madrid, a accepté la

proposition de Paul Reynaud qu'il attendait sans nul doute, quoique Daladier l'ait conjuré de ne point entrer dans ce Ministère en lui assurant que sa présence était beaucoup plus nécessaire en Espagne.

Reynaud a convaincu Daladier — dont il n'ose encore se débarrasser complètement — de prendre le Ministère des Affaires Etrangères. Décidément, Reynaud ne se sent guère sûr de lui et au moment où il faudrait faire preuve de tant d'énergie, il en reste aux demi-mesures et à une politique hésitante. Georges Mandel devient Ministre de l'Intérieur et c'est, de toutes ses décisions, celle qui a fait le meilleur effet avec l'annonce du départ du Général Gamelin.

Le renvoi d'Alexis Léger a fait certainement moins bon effet. Ce qui est inquiétant, ce sont les circonstances mêmes du départ du Secrétaire Général des Affaires Etrangères qui révèlent un Paul Reynaud nouveau, différent de celui que nous aimons et dans lequel nous avions mis notre confiance. On se demande le cœur serré ce qui est arrivé à cet homme et ce qu'il prépare.

Une comédie dans la tragédie

La scène se passe dans la nuit du 16 au 17 mai, au rez-de-chaussée du Quai d'Orsay, dans le bureau du Chef de Cabinet Lecca, attenant au cabinet de travail du Président du Conseil. Paul Reynaud a passé la journée au G.Q.G. du Général Georges, avec le Maréchal Pétain et Edouard Daladier.

Hélène de Portes fume cigarette sur cigarette, assise de guinguois sur la table de Lecca, se faisant

apporter les nouvelles au fur et à mesure qu'elles arrivent et discutant fébrilement avec le chef de cabinet, les chefs adjoints Devau et Signoret et le Chef des Services de Presse, Roger Giron.

Paul Reynaud ne revient qu'à 7 heures et demie du soir à bout de nerfs, découragé, effrayé par ce que les chefs militaires lui ont dit et aussi par ce qu'il a entendu et ce qu'il a vu autour du Général Georges : le défaitisme et l'impuissance de l'Etat-Major. C'est en route, dans la voiture qui les ramenait à Paris, qu'il a décidé Daladier à accepter le Ministère des Affaires Etrangères. Il pourra prendre ainsi en mains la conduite de la guerre avec le Maréchal à ses côtés.

Dès son arrivée au Ministère, Paul Reynaud s'enferme avec Hélène de Portes, Lecca et Devau, leur raconte sa journée et leur fait part de ses décisions. Il en avertit également le chef de son cabinet diplomatique, Roland de Margerie, et lui demande d'avertir le gouvernement anglais.

Puis il reste seul avec Hélène. Que se passa-t-il au cours de cet entretien qui se prolongea plus d'une demi-heure et dont seuls des éclats de voix parvinrent à plusieurs reprises aux collaborateurs du Président du Conseil ? Tout ce qu'on peut dire, c'est que les mots qui franchirent la porte permettent de supposer que la Comtesse profita de l'état de dépression de Paul Reynaud pour lui persuader d'entrer secrètement dans la voie de la soumission.

Un peu après 8 heures et demie, Hélène de Portes entra, très excitée, dans le bureau de Lecca et lui dit :

— Préparez rapidement un décret pour nommer notre Ambassadeur au Vatican, Charles Roux, à la place d'Alexis Léger.

Pendant ce temps, Georges Mandel, qui sait toujours tout, se fait annoncer chez Paul Reynaud.

— Attention, lui dit-il. Le bruit court que vous voulez vous débarrasser d'Alexis Léger. Vous étiez l'un et l'autre l'incarnation d'un même idéal de résistance. Si vous le renvoyez, on interprétera cela comme le premier mouvement de retour vers la politique que vous avez jusqu'ici combattue.

Dès que Mandel est parti, Hélène de Portes revient, brandissant le décret et le tend à Paul Reynaud.

— Signez, lui dit-elle. Il y a deux jours, lorsque vous avez téléphoné à Charles Roux au Vatican, il vous a donné son accord. Il n'attend plus que votre appel.

Mais maintenant Reynaud pense à ce que lui a dit Mandel et il hésite. Hélène de Portes se fâche.

— Vous êtes un velléitaire, même dans ces heures tragiques, vous ne voulez pas revenir à tout instant sur vos décisions. C'était bien la peine de tant critiquer Daladier.

Et laissant la porte ouverte entre les deux bureaux, la Comtesse rentre chez Lecca et se rassied sur la table.

— Allons dîner, dit Paul Reynaud. Je vais réfléchir.

— Non, non, répond Hélène de Portes, obstinée. Nous n'irons pas dîner avant que cette affaire soit

réglée. C'est honteux de manquer de volonté à ce point-là (sic).

En criant, elle développe ses arguments :

— Dans le Ministère où vous allez vous installer, vous devez aussi, Paul, pouvoir diriger à votre gré la politique extérieure de la France. Si Alexis Léger reste, ce sera impossible. Par contre, avec Daladier seul, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, vous ferez ce que vous voulez. D'ailleurs, comme Président du Conseil, vous avez le droit de conserver un cabinet diplomatique.

Et elle ajoute :

— Il faut que vous ayez tout en main. Les événements sont tels que vous pouvez être amené à imposer des décisions auxquelles nul ne doit pouvoir s'opposer.

La jeune femme poursuit évidemment un plan. Elle sait combien Paul Reynaud est fatigué, qu'il a besoin de détente et qu'il a faim. De guerre lasse, à minuit moins le quart, Paul Reynaud signe enfin. Et tandis qu'Hélène de Portes consent enfin à aller dîner avec lui, le chef adjoint du cabinet Devau, en voiture, se précipite pour porter le décret chez Albert Lebrun. Il faut en effet qu'il soit contresigné pendant que Reynaud est encore Ministre des Affaires Etrangères, c'est-à-dire, avant minuit.

Le Président de la République dort. L'émissaire de Paul Reynaud convainc le Secrétaire Général de la Présidence, André Magre, de la nécessité de le réveiller. M. Albert Lebrun ouvre un œil, regarde le décret et fait demander à Devau :

— M. Alexis Léger est-il d'accord ?

— Certainement, répond Devau.

Albert Lebrun signe le décret et se rendort, la conscience tranquille.

Le lendemain matin, Alexis Léger dormait dans son bureau du troisième étage sur le lit de camp qu'il avait fait dresser depuis le début de la « blitzkrieg ». A 7 heures, le tintement d'un réveille-matin le tire du sommeil. Peu de temps après, tandis qu'il achevait de se raser, le Secrétaire Général des Affaires Etrangères voit arriver dans son bureau deux de ses principaux collaborateurs, M. Charveriat, Directeur des Affaires politiques, et Rochat, Sous-directeur des Affaires politiques. Ils sont très pâles et ils ont les larmes aux yeux.

— Eh ! bien, leur dit Alexis Léger, en se retournant vers eux. Qu'est-ce que c'est que cette attitude ? Que se passe-t-il ? Saint-Quentin est pris ?

— Non, répond Charveriat, en lui tendant le JOURNAL OFFICIEL, mais vous n'êtes plus Secrétaire Général des Affaires Etrangères. M. Charles Roux a été nommé à votre place.

Alexis Léger lit ce décret, pour l'impression duquel on avait dû retarder la parution du JOURNAL OFFICIEL.

Il reste un instant sous l'empire de la stupeur mais vite il reprend son sang-froid.

— Continuons à travailler, dit-il.

A 10 heures, il se fait annoncer chez Paul Reynaud. Celui-ci dissimule sa gêne sous une apparence cordiale et presque joyeuse.

— Ah, mon cher Léger, vous me devancez. J'allais

justement vous appeler pour vous mettre au courant d'une bonne nouvelle.

— Laquelle ? demande Alexis Léger, absolument glacé.

— Vous allez partir pour faire un miracle, un miracle qui seul peut nous sauver. Ce miracle, il y a une chance sur mille, une chance sur dix mille de le réussir. Mais il faut tout tenter et vous seul le pouvez. Il faut que les Etats-Unis aient décidé leur attitude définitive avant la fin de la bataille des Flandres. Vous comprenez, n'est-ce pas, que vous seul pouvez remplir cette mission ?

— Non !

— Quoi ?

— Non. Non, Monsieur le Président, je suis celui qui peut le moins rendre à la France ce service que vous me demandez.

— Pourquoi ?

— Par votre faute, d'abord. Envoyer pour faire un miracle un homme dont vous venez de ternir le prestige, est-ce possible ? Avant-hier, vous avez dit à la Chambre que « des fautes incroyables ont été commises qui seront punies ». Tout le monde avait compris que vous pensiez aux chefs militaires et sans doute y pensiez-vous en effet. Mais je suis le premier touché et on pensera que je suis le premier responsable atteint. N'avez-vous pas laissé le député Garnier me mettre en cause au cours de la séance sans prendre ma défense ?

— Voyons, Léger...

— D'autre part, j'ai une figure en Angleterre. Je suis très connu en Europe. Je le suis moins aux Etats-

Unis et je n'ai jamais eu beaucoup de contacts directs avec la diplomatie américaine. Il faut envoyer là-bas un homme représentatif, populaire, le Président Herriot par exemple puisqu'on connaît l'attitude qu'il a prise en faveur du paiement des dettes.

— Non, je ne veux pas envoyer d'homme politique, mais un diplomate.

Paul Reynaud qui jusqu'ici avait marché de long en large se rassit derrière sa table.

Alexis Léger se rapproche de son interlocuteur. En dépit des efforts qu'il fait pour se maîtriser, l'émotion étreint de plus en plus cet honnête homme, ce patriote irréprochable, ce penseur de qualité, si injustement et soudainement frappé.

— M. le Président, si vous aviez vraiment pensé que je pourrais servir mon pays si utilement à Washington, vous n'auriez pas agi ainsi, vous n'auriez pas commencé par faire de moi un fonctionnaire destitué. Vous m'auriez parlé de votre idée et nous aurions examiné ensemble la meilleure façon de la faire aboutir. Selon la constitution et les règles, vous en auriez ensuite entretenu le Conseil de Cabinet, demandé l'agrément de Washington à ma nomination, puis, en Conseil des Ministres, vous auriez fait nommer un successeur à mon poste. Je me serais inquiété du sort que vous réservez à mon prédécesseur aux Etats-Unis, M. René Doynel de Saint-Quentin. Maintenant si vous m'envoyez à Washington, vous aurez l'air, après m'avoir cassé aux gages, de me donner une compensation tout en m'éloignant. Les Chancelleries ont déjà interprété le décret de ce matin dans le sens d'une disgrâce. La

presse aussi. Avez-vous lu l'article de Stéphane Lauzanne dans LE MATIN, ce MATIN qui depuis des années fait pression sur chaque Ministre des Affaires Etrangères pour qu'il me renvoie afin de placer à mon poste un homme qui serait aux ordres de M. Bunau-Varilla. Aucun de vos prédécesseurs n'a osé céder à ce chantage, pas même M. Pierre Laval, pas même M. Georges Bonnet. Mais vous, M. Paul Reynaud, vous, le champion comme moi d'une grande politique française de résistance aux fascistes et aux nazis, vous, vous m'avez sacrifié aux vœux des adversaires de cette politique. Comment aurais-je désormais le prestige nécessaire pour faire un miracle où que ce soit ?

Paul Reynaud est très mal à l'aise. Il balbutie :

— Je me suis peut-être trompé, Léger, mais je convoquerai la presse, je réparerai.

— Non, Paul Reynaud. Vous avez voulu cela. Pourtant, n'avons-nous pas été toujours d'accord sur les grandes lignes de la politique de la France ?

— Si.

— Etions-nous en désaccord sur des questions d'ordre administratif ?

— Non. J'ai signé les yeux fermés les papiers que vous me prépariez. Parfois je ne voulais pas vous déranger, mais je m'inquiétais de votre avis. Il y a trois jours, j'ai renoncé à faire un appel public à Roosevelt, parce qu'on m'a dit : « Au troisième étage, Léger n'est pas d'accord. Il trouve que c'est là un manque de tact qui froisserait et gênerait le Président. »

Alexis Léger, de ses yeux brillants d'Antillais, fixe maintenant son interlocuteur.

— Alors, Paul Reynaud ? Qu'est-ce qu'il y a entre nous ? Des questions d'ordre privé ?

— Que voulez-vous dire ?

— Je veux dire que votre entourage travaille contre moi depuis longtemps.

— C'est exact, répond aussitôt Paul Reynaud. Vous savez combien cela compte pour moi ? Mais cela compte pour moi pour zéro, dit-il. Et pour souligner ses paroles, il forme un zéro entre son pouce et son index.

— Alors ?

— Alors vraiment, je vous croyais le seul homme capable de provoquer aux Etats-Unis le miracle salvateur.

Léger ne peut pas entendre encore cette phrase une fois de plus sans bondir. Il s'écrie, bouleversé :

— Reynaud, taisez-vous. Reynaud, pourquoi, en ces heures graves, vous dénaturez-vous ainsi ? Je vous jure que je ne pense pas seulement à moi, je vous jure que je pense à la France qui a remis sa destinée entre vos mains. Vous représentez pour elle, vous représentez pour nous tous quelque chose de franc, de sincère, de courageux, et vous devenez quelqu'un de fuyant, d'hypocrite, de menteur et de lâche.

Et laissant Reynaud sans réponse, Alexis Léger lui tourne le dos et s'en va. On me dit qu'il demandera à être placé en disponibilité et qu'il se rendra à Arcachon auprès de sa mère malade. C'est un

grand Français que Paul Reynaud vient de sacrifier ainsi.

Gamelin (20 mai)

Le Général Maurin est arrivé ce matin à PARIS-SOIR. Tout le monde s'est précipité sur lui :

— Est-ce que Gamelin s'est tué ?

Le bruit courait dans la ville qu'il s'était suicidé, après avoir par écrit « reconnu ses erreurs » dans une lettre à son successeur qui vient d'être nommé, le Général Weygand.

Le Général Maurin a beaucoup ri :

— Gamelin. Mais il est chez lui bien vivant. Je l'ai vu tout à l'heure. Il cultivait les roses de son jardin. Il tape à la machine à écrire un rapport pour justifier sa stratégie. Il est aussi calme, aussi tranquille qu'avant.

Drôle d'homme que ce Gamelin ! Il y a quelques mois, pendant l'affaire de Norvège, ma femme voulait publier dans la page des enfants de PARIS-SOIR une histoire en images du Général Gamelin. La censure nous l'a retenue longtemps et nous l'a finalement renvoyée, corrigée *de la main même du Général Gamelin.* L'officier qui me l'a transmise a beaucoup insisté sur ce point. Le Général Gamelin avec minutie avait indiqué le nombre des boutons qu'il avait à sa vareuse, la façon dont il portait les galons en 1912 et la taille de sa moustache en 1918 !

Cet incident avait été autour de moi diversement interprété. Les uns y voyaient la marque d'un esprit minutieux et la mesure d'un chef plein de sang-froid.

D'autres y trouvaient la preuve d'une conscience superficielle, d'un caractère mesquin, personnel, sans largeur de vues, qui ne s'intéresse qu'aux petites choses.

Mandel disait de Gamelin :

— Gamelin, c'est un grand préfet, et ce qu'il nous faudrait, c'est un bon capitaine.

Un jour en 1936, chez le Maréchal Pétain, on parla devant moi de Gamelin.

— Il est difficile à juger, disait le vieux Général Adelbert de Chambrun. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il n'a jamais gagné de bataille.

— Oh, mais si, mon Général, répliqua un commandant grand, à la voix harmonieuse et aux yeux bleus. Mais si, il en gagne tous les jours... sur son tableau noir.

Je me penchais vers ma voisine et je lui demandais :

— Qui est cet officier plein d'esprit ?

— C'est un écrivain militaire que le Maréchal aime beaucoup. Il porte un bien joli nom : Charles de Gaulle.

Weygand (27 mai)

Je viens de recevoir un pneumatique de la Générale Weygand. Nous préparions un numéro spécial de MATCH sur le nouveau chef de l'Armée et la Générale y avait largement collaboré, elle-même, en nous fournissant beaucoup de photos et de souvenirs.

Elle m'écrit aujourd'hui :

« *Cher Monsieur :*

J'ai vu mon mari quelques minutes hier et je lui ai dit vos projets. Mon mari m'a prié de vous supplier de ne pas faire paraître ce numéro. Il est préférable de ne rien faire dans les heures tragiques que nous traversons, où rien ne peut faire penser que la France sortira de la situation où elle a été mise. Si nous subissons 20 années de veulerie, 6 années de Front Populaire, etc., nous en porterons peut-être la honte. »

Je lis et relis cette lettre. Elle me brûle les mains et je me sens soudain très mal à l'aise. Je sais que la Générale, ardente patriote d'origine polonaise, est avec son mari en parfaite communion d'idées et d'âme. Je sais qu'au retour de son voyage au front, Weygand est allé la voir avant de se rendre chez le Président du Conseil. Et soudain pour la première fois, l'espoir m'abandonne. Je m'enferme à clef dans mon bureau pour que mes collaborateurs ne voient pas mon trouble profond et je téléphone le contenu du pneumatique de la Générale à Jean Prouvost qui lui aussi en est profondément affecté.

Quand Weygand est revenu de Syrie, la France a repris confiance. Compagnon de Foch, signataire de l'Armistice du 11 novembre 1918, si jeune et si combatif en dépit de son âge, il avait, dès son retour, galvanisé l'armée et la population civile par la rapidité et la hardiesse de son action personnelle. Il était parti sur le front en avion, passant au-dessus des lignes ennemies. Le pilote même qui l'avait accompagné dans son dangereux voyage nous avait raconté

son émotion quand il vit, un peu après Arras, son appareil encadré par le tir des canons antiaériens allemands.

— Mon Général, s'écria-t-il à son précieux passager, les obus fusent tout autour de nous.

— Je les vois, répliqua tranquillement Weygand. Il faut bien qu'ils passent quelque part.

Le récit de ce voyage, au cours duquel Weygand avait conféré avec les chefs français, anglais et belges de l'Armée du Nord, coupée du gros de l'armée française, ce n'est pas sans peine que j'avais obtenu de pouvoir le publier dans PARIS-SOIR. Le Ministère de l'Information s'y opposait sourdement.

Depuis le 16 mai, la panique, le désordre et l'anxiété règnent dans les Services de Propagande et la Censure. Alors que, plus que jamais, il aurait fallu doper l'opinion, inquiétée par l'avance allemande et le flot incessant des réfugiés qui affluaient de Belgique et des provinces occupées, le Ministère de l'Information donnait pour seul mot d'ordre : « Surtout, préparez les gens au pire. »

C'est pour réagir contre cet état d'esprit que nous avions pensé à faire ce numéro spécial sur Weygand en qui s'incarnait la confiance.

Je relis encore une fois le pneumatique de la Générale. Si la Confiance elle-même n'a plus confiance...

CHAPITRE XII

LE CHEMIN DE LA DÉFAITE
(Images de la Blitzkrieg — suite)

Weygand parle (28 mai)

Dramatiques journées. Ce matin, les Français pour leur réveil, ont eu, par la voix tranchante de Paul Reynaud, l'annonce de la « trahison » du Roi Léopold III. Des incidents regrettables se sont produits à la suite de cette radiodiffusion entre des Français trop nerveux et de pauvres réfugiés belges innocents. Au journal LA MEUSE, le grand quotidien de Liége, auquel Jean Prouvost a généreusement accordé une hospitalité complète dans nos bureaux, les rédacteurs arrivent, pâles, les yeux rougis et s'effondrant en larmes comme des enfants, dès qu'on leur adresse la parole. Mais ils ne veulent pas croire à la trahison de leur Roi. Ils demandent d'être mieux informés.

Hier à 10 heures du soir, il y a eu Conseil des Ministres, auquel Weygand assistait. On vient de me faire le récit de cette séance :

D'abord à la stupéfaction générale (et les historiens futurs sûrement ne le croiront guère) le Président du Conseil révéla qu'il n'avait aucune lumière sur les circonstances dans lesquelles avait eu lieu la reddition de l'armée belge et de son souverain. A toutes les questions qu'on lui pose, Paul Reynaud

répond : « Je n'en sais pas plus long. Notre Etat-Major en tout cas n'était pas averti. »

Le silence de Pétain et de Weygand semblait confirmer les paroles de Reynaud.

Puis on parla de l'Italie. Edouard Daladier déclara qu'il se proposait d'envoyer au Pape un projet de dépêche pour lui demander de servir de médiateur entre l'Italie et la France, en offrant à Mussolini Djibouti, le Tchad et un condominium sur la Tunisie. Les Anglais n'ont pas voulu se joindre à une démarche faite sous cette forme. Ils veulent bien qu'on parle des concessions possibles sans dire lesquelles. Lord Halifax préférerait des conversations directes avec le Duce. Anatole de Monzie se déclare contre la proposition de Daladier et favorable à l'idée de Halifax. Trois Ministres, Louis Rollin, Léon Barety et Marcel Héraud, protestent contre tout accord séparé avec l'Italie. Et là-dessus, à la demande du Ministre de l'Agriculture, Paul Queuille, Paul Reynaud donne la parole au Général Weygand. Avec un don oratoire, qui surprend beaucoup tous les Ministres présents, Weygand expose la situation sous les couleurs les plus sombres. La contre-offensive qu'on avait prévue dans le Nord et qui aurait été seule capable de sauver les armées encerclées là-haut a échoué. En raison des forces en présence, on ne peut rien augurer de bon. Weygand a trouvé l'armée dans un tel état de désorganisation, l'Etat-Major dans une telle méconnaissance des nécessités de la guerre moderne qu'il ne peut plus appliquer le plan qu'il avait imaginé. Puis le Général se rassied.

Paul Reynaud qui s'est aperçu que le Ministre du Blocus, Georges Monnet, prenait des notes, lui crie : « Déchirez ça. » Tout à coup il y a un silence. Le Ministre des Finances, Lucien Lamoureux, le trouble en murmurant :

— S'il en est ainsi, je crois qu'il vaut mieux demander tout de suite l'armistice.

Anatole de Monzie s'exclame :

— En tout cas, c'est le moment où jamais d'empêcher l'armée italienne d'ajouter sa force à celle de l'armée allemande.

Un silence encore. Le Président Albert Lebrun soudain s'étonne, reprenant un passage de l'exposé de Weygand :

— Les Anglais n'ont que deux divisions sur notre front et toute leur flotte n'est pas dans la Méditerranée. Ai-je bien entendu ?

Personne ne lui répond et le chef de l'Etat balaie le vide d'un geste large et fataliste.

La discussion reprend sur le message que Daladier va adresser au Pape. La majorité du Conseil approuve cette procédure. On se sépare peu après que minuit ait sonné.

Démarches directes auprès de l'Italie (30 mai)

Anatole de Monzie l'emporte. Il a rédigé avec le Vice-Président du Conseil, Camille Chautemps et Edouard Daladier, une note qui sera remise directement au Duce et qui remplacera la dépêche qui devait être envoyée au Souverain Pontife. Paul Reynaud, Pétain et Weygand sont d'accord sur le texte. Les Anglais aussi. Sir Ronald Campbell a obtenu le

O.K. de Londres. L'Ambassadeur d'Italie, Guariglia, s'est plaint que la note ne comporte pas de propositions concrètes. Pourtant, non seulement elle promet des « concessions territoriales dans l'Empire Français répondant aux vues de l'Italie » mais encore « que la France accueillera les solutions qui permettront à l'Italie d'assurer sa liberté maritime ». De plus, Anatole de Mònzie et le Ministre d'Etat Ybarnégaray ont autorisé l'Ambassadeur à ajouter en leur nom « que les concessions territoriales prévues étaient Djibouti, le Tchad et un accord au sujet de la Tunisie ».

Pour un banal accident d'auto (1er juin)

Mon ami, l'officier d'Etat-Major m'a résumé ainsi la situation :

— Nous sommes victimes d'abord d'une erreur de conception militaire qui remonte aux premiers jours d'après l'autre guerre, et ensuite, d'une série de malchances individuelles qui accompagnent toujours les catastrophes générales. Dans cette série de malchances, je mets naturellement au premier plan le fait que les Allemands aient pu s'emparer du Général Giraud, cet officier plein d'ardeur et d'imagination, qui devait prendre effectivement la tête de nos troupes. Giraud, pendant la dernière guerre, fut fait prisonnier deux fois, et deux fois il s'évada. Mais alors, il n'était pas Général. Un Général, c'est plus surveillé qu'un capitaine. Dans cette série de malchances, il faut aussi placer la mort accidentelle du Général Billotte qui commandait le groupe d'armées des Flandres. On saura plus tard que ce coup

du destin est l'incident fortuit qui a provoqué l'actuelle retraite de Dunkerque, la reddition des troupes belges et pire encore.

— Pire.

— Oui, j'ai entendu parler Weygand au G.Q.G. Sans qu'il s'en rende bien compte, c'est à cause de la mort de Billotte qu'il perd l'espoir de la résistance et accumule ses arguments contre les Anglais.

Mon ami m'a expliqué très clairement :

— Entre le temps où le Général Gamelin a été pratiquement destitué et celui où Weygand a réussi à rejoindre l'armée des Flandres, la position des troupes alliées devenait d'heure en heure plus critique. Le Général Ironside, chef d'Etat-Major anglais, a senti la nécessité de prendre des mesures immédiates en l'absence d'un Généralissime des Armées alliées. Il s'est fait conduire en avion d'Angleterre dans les Flandres et a conféré avec Lord Gort, le Général Billotte et le Roi des Belges. Un mouvement de contre-offensive pour essayer de rejoindre à travers les lignes allemandes le gros de l'armée française a été décidé. Les Anglais devaient attaquer le 26 mai à l'aube, soutenus par les Français et par les Belges. Ironside est reparti pour Londres et le lendemain, Weygand est arrivé dans les Flandres. Il avait également un plan pour briser le cercle infernal. Mais entre temps Billotte s'était tué au volant de son auto dans un banal et stupide accident de dérapage. Cependant, à cause de cette mort, Weygand ne fut pas prévenu des décisions prises par Ironside, pas plus qu'Ironside n'avait pu être averti de l'arrivée prochaine de Weygand.

Quand Weygand demanda aux Anglais d'exécuter son plan, il apprit avec stupeur que depuis quelques heures déjà, les Anglais attaquaient au Nord-est. Cette manœuvre, qui ne fut pas appuyée ainsi qu'elle devait l'être, par les troupes françaises non prévenues (les deux officiers d'Etat-Major de Billotte qui devaient en transmettre l'ordre étaient morts avec lui dans l'accident) fut un échec complet. Les Anglais indisponibles refluant avec de lourdes pertes, le plan de Weygand était par terre. Les flancs de l'armée belge devenaient encore plus exposés qu'avant. Dans la confusion générale, il n'y avait plus qu'à se résoudre à tenter l'évacuation. »

Weygand et les Anglais (1er juin)

Le Roi des Belges pouvait-il éviter de se rendre ?

— La France et l'Angleterre, m'a dit mon ami, l'officier d'Etat-Major, avaient depuis le 12 mai insisté en vain auprès de Léopold III pour le convaincre de quitter la tête de son armée et de se réfugier en France avec son gouvernement comme souverain, chef de l'Etat, ainsi que le fit son père en 1914. Mais Léopold III voulait partager le sort de ses soldats et de son peuple. C'est aujourd'hui ce qu'on lui reproche comme une trahison. C'est demain sans doute ce qu'on lui pardonnera le plus facilement.

— Weygand, ajouta mon ami, rend injustement les Anglais responsables de la perte de la bataille des Flandres sur laquelle reposait tout son espoir de redresser la situation. Il ne l'oubliera pas de sitôt.

Je me souvins d'un cri du cœur de la Maréchale

Weygand, l'autre jour, lorsque j'allais lui rendre visite:

— J'espère qu'ils n'ont pas fait revenir mon mari *pour lui voler sa gloire.*

Et justement, mon ami, l'officier d'Etat-Major, continue :

— Weygand, je le connais bien. J'ai longtemps servi auprès de lui. C'est un type merveilleux, au caractère droit, à l'esprit clair. Mais il est nerveux et cache sous une apparente impassibilité une incroyable violence de caractère. Il avait pour les Anglais sinon de l'affection, du moins de l'amitié et de l'admiration. Il allait souvent de l'autre côté de la Manche et aimait l'esprit de « fair-play » et de tradition qui anime les Britanniques. Et puis, il pensait surtout comme Foch que le grand danger pour la France, c'est l'Allemagne et éternellement l'Allemagne, et que l'alliance avec l'Angleterre est indispensable à la sauvegarde de notre pays. Il l'a dit, écrit, répété... Et voilà que, coup sur coup, les Anglais s'opposent à la formation d'un véritable front en Orient qui était son rêve, puis, dans son esprit du moins, que ce sont eux qui font rater l'opération miraculeuse qui aurait pu sauver notre pays. J'ai entendu hier ses récriminations. Il a maintenant contre nos alliés cette espèce de rage impuissante et profonde d'amoureux déçu.

Vers le compromis ? (2 juin)

Ça ne va pas mieux. Au cours de la dernière entrevue de Paul Reynaud et Winston Churchill à Londres, j'ai appris que le Président du Conseil

français avait envisagé la possibilité pour la France de demander un armistice.

Mais décidément c'est curieux, ce chef du gouvernement qui représente aux yeux du peuple et de l'armée le parti de la résistance acharnée contre l'ennemi et qui depuis que les choses vont mal poursuit en même temps dans l'ombre la politique qui pourrait le mettre en mesure d'être l'homme du compromis.

On raconte que Paul Reynaud est allé voir Daladier et lui a dit :

— Le moment n'est plus de nous déchirer. Il faut adopter une attitude commune : ou bien nous devons nous résoudre à transiger, ou bien faire appel à toute notre énergie pour défendre jusqu'au bout l'honneur de notre pays.

Alors, dans le silence, Daladier s'est levé, il a serré son poing massif d'homme fort et l'a fait retomber sur la table, plein de résolution, en s'écriant :

— Eh bien !... transigeons. »

Paul Reynaud et les Etats-Unis (2 juin)

La conduite de Reynaud vis-à-vis des Etats-Unis m'inquiète plus que tout. Je viens de voir le Président à qui tout le monde avait conseillé de ne pas téléphoner, ainsi qu'il voulait le faire, au Président Roosevelt pour lui demander mille avions. On savait que ce coup de téléphone à travers l'océan serait un vrai coup de téléphone dans l'eau. Même si le Président Roosevelt voulait donner ces mille avions, il ne le pourrait pas, pour beaucoup de rai-

sons, la première étant qu'il ne les a pas. Ces appels répétés, publics ou privés aux Etats-Unis, ne peuvent pas ne point apparaître comme une couverture pour envelopper d'irrémédiable ses décisions futures.

— L'Amérique n'a pas pu nous aider à temps, en dépit de nos appels désespérés et c'est pour cela que nous avons été obligés d'arrêter le combat.

Si c'est là l'excuse que Paul Reynaud se prépare, combien nous nous serions tous étrangement trompés sur cet homme, ou plutôt, combien cet homme, physiquement à bout de nerfs, et ainsi plus sensible à l'influence de sa dangereuse compagne, aura-t-il pu changer en quelques mois !

En ce qui concerne l'Amérique, Paul Reynaud a cependant les meilleurs conseillers : Harry J. Luce, Directeur-propriétaire de LIFE, TIME et FORTUNE, et sa ravissante femme, l'écrivain Claire Boothe, ont eu récemment plusieurs entrevues avec lui. Ils lui ont expliqué de la façon la plus lucide et la plus saisissante l'état d'esprit actuel de leur pays et les possibilités pour l'avenir qu'offrait l'Amérique, sans rien lui cacher et avec une froide impartialité. Je sais que Paul Reynaud — il me l'a dit — les a écoutés et compris.[1]

[1] Paul Reynaud lui-même était intervenu pour vaincre l'obstination et l'hostilité de l'Etat-Major contre les représentants de LIFE et de TIME et permettre à ces journaux d'avoir des photographies et des reportages du front. Une précédente visite à Paris d'un des *editors* de LIFE, Wilson Hicks, avait déjà permis d'améliorer les relations de ce journal avec les Services de Presse du Deuxième Bureau du G.Q.G. J'avais fait déjeuner chez moi Jean Giraudoux, alors Haut Commissaire à l'Information, et Wilson Hicks, et c'est au cours de ce déjeuner que Jean Giraudoux qui était arrivé très fatigué, dit à Wilson Hicks qui lui parlait de

Il a écouté et compris aussi Eve Curie, récemment revenue d'une tournée de conférences aux Etats-Unis et qui, elle non plus, ne lui a pas doré la pilule. Eve, qui travaille maintenant pour PARIS-SOIR, a pris depuis cette guerre un visage plus beau encore, parce que la plus noble émotion intérieure le sculptait. Personne ne sait — car elle veut en faire un grand secret — qu'elle a donné intégralement pour la défense nationale tout l'argent qu'elle a gagné au cours de ses conférences aux Etats-Unis. Avant et depuis, elle a fait aussi, au Ministère de l'Information, le plus utile travail pour le maintien du moral dans les milieux de travailleurs féminins. Enfin, elle envoie aux Etats-Unis des reportages sur l'héroïsme et la bravoure de l'armée française que nous publions dans PARIS-SOIR et dont le recueil, après la guerre, restera comme un témoignage de la bravoure et de la noblesse de nos combattants. Car cette défaite qui s'accentue chaque jour est d'autant plus affreuse, atroce que d'un bout du front à l'autre, chaque fois qu'ils ont l'occasion de se battre, dans les airs, sur mer ou sur terre, les Français le font avec toutes les vertus d'une race noble et guerrière. Mais on leur en donne si peu l'occasion de le montrer !

Pour la question d'Amérique, Paul Reynaud consulte aussi le Professeur André Siegfried, Robert

---

l'arrivée prochaine de Sumner Welles en Europe : « Quelle drôle d'idée de nous envoyer ce M. Welles qui a fait si peur à ses compatriotes avec ses histoires de Martiens. » Jean Giraudoux confondait Sumner Welles avec Orson Wells. Claire Boothe a fait écho à cette histoire dans son remarquable reportage SPRING IN EUROPE. On a cru que l'auteur faisait de l'esprit. Hélas ! Je suis témoin que Claire Boothe rapportait un mot authentique.

de Saint-Jean et par câbles Raoul de Roussy de Sales, ainsi naturellement que notre Ambassadeur, M. René de Saint-Quentin.

Des uns comme des autres il entend des paroles de vérité et de sagesse.

Pourquoi ne tient-il aucun compte de tous les avis qu'il reçoit ?

Les journalistes américains qui sont en France sont stupéfaits et sincèrement chagrinés de cette politique absurde de Paul Reynaud vis-à-vis de l'opinion publique américaine.

Depuis des mois et pour beaucoup des années même, ces journalistes s'efforcent d'éclairer leur pays sur le drame qui se joue en France et ils ne sont pas plus souvent que leurs collègues français victimes d'apparences trompeuses. Qu'il s'agisse des dépêches d'agence ou des câbles, de reportages, des articles, des radio-reportages des Phillips, Elliot, Janet Flanner, Vincent Shean, Edmond Taylor, Edgar Ansel Mowrer, H. R. Knickerbocker, Waverly Root, etc., tous ont sans arrêt essayé d'expliquer l'âme et les réactions françaises aux Américains. Avec la même bonne foi et la même perspicacité, Raoul de Roussy de Sales (Jacques Fransalès) essaye d'expliquer l'Amérique aux Français. Depuis la guerre, la tâche des uns et des autres est devenue difficile. Les journalistes américains sont autorisés à voir la guerre à travers les prismes déformants du Ministère de l'Information, des Etats-Majors et de la censure. Quant à Raoul de Roussy de Sales, on laisse à peine passer le dixième de ce qu'il nous envoie.

A quoi cette obstination de créer une vérité offi-

cielle qui n'a rien à voir avec la vérité peut-elle nous avancer ?

J'en ai parlé à Paul Reynaud qui a éludé la question. Il protestait contre ces procédés quand il pouvait à juste titre en rendre Daladier responsable, mais lui les emploie sur une plus vaste échelle encore. Ne donne-t-il pas au public français un fol espoir, en laissant croire à une aide possible, rapide et efficace de l'Amérique *pour les jours qui vont venir ?* Ne continue-t-il pas à exiger qu'on dissimule au pays la gravité de la situation au lieu de proclamer « la Patrie en danger » ?

La politique de mensonge a toujours été un crime. Mais il y a une théorie dangereuse qu'achever un agonisant n'est pas un crime.

Paris bombardé (3 juin)

Je reviens d'une visite aux quartiers de Paris qui ont été bombardés aujourd'hui. C'est la première fois que la capitale est touchée depuis le début de la guerre, alors qu'on s'attendait à ce qu'elle soit pulvérisée en quelques heures dès le 4 septembre dernier.

Au Ministère de l'Air, l'Ambassadeur des Etats-Unis qui déjeunait avec le Ministre, M. Laurent Eynac, a échappé de peu à l'éclatement d'une torpille aérienne. Aux usines Citroen (où seuls les bureaux ont brûlé), dans les quartiers d'Auteuil et de Passy, où des immeubles se sont écroulés, partiellement ou entièrement, dans toute la banlieue ouest et nord-ouest où le nombre des victimes a été plus grand que dans la capitale, le bombardement n'a eu qu'un effet, non pas de créer un affolement et de la peur, mais

au contraire, de raffermir le moral de la population. J'ai entendu partout chacun répéter en serrant les poings :

— Les salauds, il faut aller bombarder Berlin demain.

Incroyable. *La censure nous oblige à dire que les Allemands n'ont visé que des objectifs militaires.*

Est-ce parce que nous n'avons pas les moyens d'aller en représailles bombarder Berlin ? Ou est-ce parce que... Non, je ne veux pas y croire.

Premières mesures contre la Cinquième Colonne
(5 juin)

Enfin, on a arrêté aujourd'hui un certain nombre de Français pro-nazis : Charles Lecca, directeur du journal JE SUIS PARTOUT, et son collaborateur Alain Laubreaux, le trop fameux Adrien Thierry de Ludre, chef de la Brigade Mondaine du Führer, et ses deux acolytes, le Baron Robert de Fabre-Luce et le Comte Serpeille de Gobineau, habitués des salons de la Wilhelmstrasse et des Congrès de Nuremberg.

En même temps, Charles-Julien Masson, capitaine de réserve de l'Armée de l'Air, industriel, a été condamné à mort avec deux complices dont l'un, qui se faisait passer pour un voyageur de commerce suisse, est allemand. Ce Masson reconnut avoir fourni aux nazis des indications qui leur ont permis de bombarder avec précision plusieurs de nos aéroports militaires.

Les arrestations des pro-nazis les plus insolents de la presse et des boudoirs constituent le premier acte

d'autorité de Georges Mandel, Ministre de l'Intérieur.

Drôle d'homme que ce Georges Mandel ! Je le connais peu. Philippe Barrès et Joseph Kessel m'ont amené, il y a quelques mois, déjeuner avec lui. Il critiquait vivement Daladier. Je lui ai demandé pourquoi, dans ces conditions et dans les circonstances présentes, il ne donnait pas sa démission avec éclat afin d'alerter l'opinion.

— Monsieur, m'a-t-il dit, vous saurez que quand on est Ministre, on a toujours tort de démissionner.

Mandel

M. Mandel est une des figures les plus curieuses du monde politique français. C'est un homme petit, replet, à face glabre, au regard gris pénétrant et froid, toujours vêtu de sombre avec un haut col blanc dur. On raconte sur lui maintes histoires et les plus surprenantes sont les plus vraies. Son vrai nom est Rothschild, mais il n'appartient pas à la famille des grands banquiers, il est issu d'une famille israélite bourgeoise et aisée de Paris. Quelqu'un qui l'a connu en 1895, alors qu'il avait 10 ans, m'a dit qu'à l'école déjà, il avait le goût de l'autorité et ne se mêlait aux jeux de ses camarades que pour les commander. A 20 ans, il était comme aujourd'hui docte, sentencieux, volontiers péremptoire. Il savait qu'il ferait sa carrière dans la politique. Il y entra par la petite porte. Par recommandation, il se fit en 1905 engager à l'AURORE, le quotidien que dirigeait Clemenceau. Il venait tous les après-midis au journal, s'installait à son bureau. Un jour que tout le

monde était occupé à la rédaction, il fut prié de faire un bout d'article. Il l'écrivit, non sans peine, car sa langue était embarrassée et son style lourd. Puriste, M. Clemenceau n'aima pas beaucoup cela. Il fit venir son collaborateur :

— Jeune homme, lui dit-il, une phrase se compose d'un sujet, d'un verbe et d'un complément. Quand vous voudrez y ajouter quelque chose, vous viendrez me trouver.

Ce fut là son premier contact avec celui auquel il allait devoir toute sa carrière. Le second contact ne fut pas moins imprévu. Clemenceau venait d'être nommé Ministre de l'Intérieur. Quand il arriva pour s'installer au Ministère, Place Beauvau, il fut reçu par Georges Mandel qui sans rien demander à personne l'avait précédé et s'était installé dans un bureau vide. Le jeune journaliste sut rendre à l'homme politique de menus services matériels. Il fut nommé chef adjoint du Cabinet. Sa fortune politique était faite. Il ne devait plus quitter M. Clemenceau. Il devint son confident, son disciple. Il se donna pour idéal de jouer le même rôle, d'avoir la même personnalité que le Tigre, s'appliqua, comme son modèle, à mépriser les hommes et affirma sa personnalité sans se soucier des partis, à exercer une autorité sans conteste.

Pour Clemenceau, Mandel était devenu indispensable. Il savait tout, il répétait tout, connaissait tout.

— Quel jour Poincaré a-t-il prononcé ce discours ?

— Le 17 mai 1898, répondait aussitôt Mandel.

— Bien. Faites-moi une note.

Le lendemain, M. Mandel remettait la note. La

date n'était point celle qu'il avait annoncé la veille, mais personne ne s'en apercevait.

Quand la première guerre mondiale éclata, M. Mandel avait essayé deux fois d'être élu député, et deux fois il avait été battu. Réformé pour faiblesse de constitution, quand Clemenceau en 1917 fut chargé de former le cabinet, Mandel qui avait pensé à tout, sortit de sa poche une liste ministérielle toute prête. Clemenceau le nomma directeur de son cabinet. Comme chef du gouvernement, Clemenceau s'occupait exclusivement des grands problèmes et, suivant son expression, « faisait la guerre ». Pour le reste, il s'en remettait entièrement à Mandel. « Voyez Mandel » étaient les mots qu'il répétait le plus souvent.

Jusqu'à la victoire, Mandel exerça dans l'ombre de Clemenceau une autorité absolue. Après la victoire, la popularité de Clemenceau fut immense ; elle rejaillit sur son plus proche collaborateur qui fut enfin élu député en Gironde.

A la Chambre, M. Mandel commença par rester silencieux. La première fois qu'il monta à la tribune, il déchaîna le plus prodigieux tumulte. La Chambre était en ébullition. Les socialistes qu'il critiquait tout particulièrement, hachèrent son discours d'interruptions : l'orateur répondit à chacune par une insolence préméditée. L'accueil qu'il reçut était tel que nombre de députés se persuadèrent que leur collègue ne reparaîtrait jamais devant eux. C'était mal le connaître. Au bout de quelques mois, M. Mandel remonta à la tribune. Il fut aussi sarcastique et plus agressif encore que la première fois. De toutes les

poches de son veston, de son gilet ou de son pantalon, il sortait des petits papiers. On eût dit d'un prestidigitateur. Chacun de ces papiers concernait un adversaire : M. Mandel donnait lecture de la note en pointant l'index vers sa victime désignée. L'auditoire était partagé entre le rire et la colère.

Un député socialiste mis ainsi en cause attendit M. Mandel au pied de la tribune et le souffleta. Gros émoi à la Chambre, on l'imagine. Le député agresseur fut frappé de la sanction parlementaire. Le calme rétabli, M. Mandel reprit son discours après avoir fait à l'incident une allusion dédaigneuse et cité M. de Talleyrand. Il ne manquait évidemment pas de sang-froid. Au troisième discours, M. Mandel se fit écouter. A la législation suivante, il s'imposa. Il avait renoncé au jeu des petits papiers : il parlait en doctrinaire et non plus en polémiste. Il traitait essentiellement de la politique étrangère.

Plus tard, M. Mandel devint Ministre des Postes dans un cabinet Flandin. Il mena durement son personnel, sans se soucier beaucoup des règlements. Le public fut enchanté qu'on se montrât sévère à l'égard des employés qui le faisaient parfois attendre aux guichets. M. Mandel entretenait d'ailleurs cette satisfaction des usagers en publiant chaque jour un communiqué où étaient invoquées les sanctions prises à la suite de réclamations. Il devenait populaire — sauf auprès de ses subordonnés qui, le jour où il quitta le Ministère, se livrèrent contre lui à une manifestation violente. Depuis Mandel fut presque sans cesse au pouvoir. Au Ministère des Colonies, il donna sa mesure de grand commis de la France en

contribuant à faire naître dans l'esprit des Français le sens de leur Empire.

De sa vie privée, on sut toujours peu de choses. On savait qu'il habitait à l'Hôtel Ritz, dans un somptueux appartement, qu'il était très frileux et qu'il ne pouvait vivre que dans une atmosphère absolument suffocante, qu'il n'était à l'aise que devant un bureau ministériel où s'amoncelaient dossiers, notes et journaux. On ne lui connut de liaison que fort tard quand il s'afficha avec une belle sociétaire de la Comédie Française qui devait se montrer pour lui, dans les jours de malheur, la plus dévouée des compagnes, et c'est seulement alors qu'on apprit qu'il avait une petite fille dont cette artiste s'occupait maternellement.

Mandel fut un des plus acharnés à dénoncer le péril allemand et à annoncer la guerre inévitable avec les nazis. Anticommuniste farouche, il fut cependant un des grands partisans de l'alliance militaire avec l'URSS car il proclamait qu'il fallait être contre Hitler « avec n'importe qui » et que l'alliance anglo-franco-russe était indispensable pour assurer la perte du monstre à Croix Gammée.

On le traita de « juif, belliciste et pro-russe » particulièrement dans les milieux de droite qui l'avaient jadis couvert de fleurs parce qu'il voulait restaurer l'autorité sur le plan intérieur.

Chaque fois que j'ai rencontré M. Mandel pendant la guerre, il professait une sorte de « pessimisme optimiste ». Il disait :

— De catastrophe en catastrophe, nous irons à la victoire.

Au fond de lui-même, il pensait qu'il serait — quand les choses iraient très mal — appelé à diriger les destinées de la France car il se méfiait de Paul Reynaud, dont la résolution lui semblait tenir plus de l'intelligence que du caractère.

Je l'ai vu tout à l'heure au Ministère de l'Intérieur. Je l'ai félicité.

— Il fallait frapper le défaitisme, lui dis-je. Espérons qu'il n'est pas trop tard.

Il me répondit simplement :

— Si, il est trop tard. Il n'y a plus grand'chose à espérer. Je vais me débarrasser des microbes les plus dangereux, mais le corps est déjà contaminé. Ce qu'il faudrait, c'est que le malade reçoive une piqûre qui l'immunise, mais là, une piqûre sérieuse.

Au cours de la conversation qui suivit, je compris que M. Mandel savait que sa police était en partie pourrie, et que les Services d'Information militaire étaient infestés d'éléments douteux.

CHAPITRE XIII

AU BORD DE L'ABÎME

(Images de la Blitzkrieg — suite)

La mission de Jean Prouvost (6 juin)

Jean Prouvost est revenu hier soir de Londres où il était parti en mission pour Paul Reynaud. Sur la nature de cette mission ultra-secrète, il a cependant laissé, à son retour, dans une conversation que nous avons eue ensemble — échapper assez de choses pour que je comprenne avec stupéfaction que Paul Reynaud, sachant l'amitié qui unissent Lord Beaverbrook à Jean Prouvost, ait envoyé celui-ci en Angleterre pour voir quelles dernières chances les Alliés pouvaient avoir de solliciter ensemble un armistice et d'obtenir une paix négociée. Lord Beaverbrook, quoiqu'il soit devenu le principal collaborateur de Winston Churchill, n'avait-il pas été pendant de longues années le leader de l'apaisement et de l'isolationisme ? Ce que Paul Reynaud n'avait pu obtenir, ni directement ni indirectement, de Churchill, Jean Prouvost, par Beaverbrook, pouvait peut-être essayer de le tenter. Jean Prouvost devait voir aussi le Premier anglais qui, après tout, avait été de longues années son collaborateur.

Mais je n'ai pas été long à comprendre que Winston Churchill et Beaverbrook avaient répondu

à Jean Prouvost : « Pas de paix négociée, pas d'armistice. La bataille de France n'est qu'une bataille dans la guerre mondiale. Si cette bataille est perdue, la guerre continuera. La bataille de France est déjà trop compromise pour que nous y risquions une partie de nos forces, le plan est de ménager, au contraire, nos forces pour la seconde bataille qui sera celle d'Angleterre. L'allié français doit tenir le plus possible pour nous donner le temps de mieux nous préparer, puis se replier sur ses positions coloniales, abandonnant le terrain à l'ennemi, jusqu'au jour de la victoire alliée qui permettra de libérer son territoire. »

La France avait livré la première bataille et reçu les premiers coups. L'Angleterre préparait la seconde bataille grâce à laquelle elle espérait pouvoir délivrer ses alliés. La guerre avait-elle été finie lorsque la Pologne fut occupée ? Et n'avait-on pas déjà eu tort de sacrifier des forces de réserve pour aider sans espoir la Belgique ?

Jean Prouvost sans méconnaître la logique de cette conception souligna surtout ce qu'elle représentait à ses yeux d'inhumain pour son pays. D'autre part, il était sceptique sur les possibilités de résistance de l'Angleterre, sans armée et sans armes.

Jean Prouvost a été rendre compte de sa mission à Paul Reynaud après lui avoir longuement téléphoné de mon bureau. A 4 heures du matin, il m'a téléphoné :

— Paul Reynaud m'a dit : je vous réquisitionne. A partir de demain, vous serez le Ministre de l'Information. Alors, Lazareff, j'ai accepté. Car en ce

moment, il y a plus d'abnégation que de gloire à faire partie d'un gouvernement français.

Et Jean Prouvost m'a laissé entendre qu'à la suite de la dernière réponse de Londres, on prenait résolument le parti de la résistance absolue.

Le Ministère est transformé. Daladier s'en va et abandonne les Affaires Etrangères à Paul Reynaud, avec Paul Baudouin comme sous-Secrétaire d'Etat pour ce Ministère. Le Général de Gaulle, qui vient de se couvrir de gloire au front en faisant une contre-attaque victorieuse sur les tanks ennemis, devient Secrétaire d'Etat à la Guerre. Deux des éléments les plus « apaiseurs » du Cabinet, Anatole de Monzie et Lucien Lamoureux, abandonnent leurs portefeuilles mais en même temps, Albert Sarraut, qui était au contraire un des soutiens de la politique de fermeté, s'en va aussi. Le Secrétaire général du Ministère des Finances, Yves Bouthillier, remplacera son Ministre.

Au Ministère de la Déformation (6 juin)

Les Allemands lancent par avion et expédient des pays neutres un journal qui s'appelle PARIS-NOIR et qui est une parodie — assez amusante d'ailleurs, il faut bien le dire — de PARIS-SOIR. Décidément, les Nazis n'aiment pas nos journaux et les campagnes que nous y faisons. Ils ont été furieux de la publication dans nos colonnes de « Hitler m'a dit » où Hermann Rauschnigg, ancien collaborateur du Führer et Président du Sénat de Dantzig, aujourd'hui réfugié à Londres, dévoile, d'après les conversations qu'il a eues avec le maître de l'Allemagne, les plans

démoniaques de domination mondiale de l'ancien peintre en bâtiment de Vienne.[1]

Les propos de Hermann Rauschnigg ont ouvert les yeux à beaucoup de Français. Mais tout à l'heure j'ai trouvé au Ministère de l'Information des « propagandistes » officiels pour nous reprocher notre action au lieu de nous en féliciter. L'un d'eux qui porte l'uniforme de colonel a eu ce mot magnifique :

— Ce que vous écrivez sur l'Allemagne et sur Hitler, au fond, c'est les bolcheviques qui en profitent.

Et les Allemands sont à 80 kilomètres de Paris !

A l'Information j'ai rencontré Paul Winkler. Nous nous sommes ensemble étonnés de cet état d'esprit.

Paul Winkler que je connais depuis longtemps dirige la plus grande agence de presse du continent européen OPERA MUNDI, qui a diffusé un grand nombre de documents importants sur l'Allemagne nazie, le livre interdit dans son pays du Hongrois Lajos sur le bluff de l'armée allemande, les articles de H. R. Knickerbocker sur la corruption des grands chefs du Troisième Reich, les livres et les articles d'Otto Strasser, chef du Front Noir allemand, etc.

Paul Winkler est, avec Jean Prouvost, sans doute le seul homme qui ait eu une action heureuse et dynamique sur la presse française d'avant cette guerre. D'origine hongroise mais depuis longtemps

[1] Cette publication qui eut un retentissement mondial fut diffusée par M. Revesz, Directeur de l'agence de Presse COOPERATION qui diffusait également les articles des hommes politiques qui écrivaient dans notre rubrique « Libres Opinions ».

naturalisé français, marié à une Bordelaise de vieille souche qui est sa principale collaboratrice (l'excellente journaliste Betty Winkler), mon amitié pour lui s'est depuis longtemps heurtée à ses différends commerciaux avec mon patron.

Il avait créé en France un organe corporatif PRESSE-PUBLICITE dans lequel il fit une courageuse campagne pour l'épuration de la Presse et de la Publicité, campagne qui aurait peut-être porté ses fruits si la guerre n'avait interrompu la publication de cet hebdomadaire. Par ailleurs, Winkler publiait CONFIDENCES, hebdomadaire populaire qui tirait à près d'un million et demi d'exemplaires, et les principaux journaux pour enfants. Il s'apprêtait à publier un magazine conçu selon une formule nouvelle et ingénieuse : « Mon Journal » mais Jean Prouvost avait obtenu qu'on fasse pression sur lui pour qu'il renonce à ce projet, appliquant sur ce pauvre Winkler la pression dont il avait jadis eu à souffrir de la part du consortium des grands quotidiens.

J'ai bavardé longuement avec Winkler. Je savais qu'on lui avait proposé de prendre la direction d'EXCELSIOR et qu'il était question qu'il accède plus tard à celle du PETIT PARISIEN.

Winkler m'a dit :

— Je n'aime pas Jean Prouvost mais je suis ravi qu'il devienne Ministre de l'Information. Car je connais ses grandes qualités et je ne doute pas un instant qu'il va faire passer dans cette maison un souffle vivifiant. On va sans doute pouvoir travailler vraiment et avoir l'impression de faire quelque chose

d'utile. Avec une guerre comme celle-ci, la propagande et l'information sont une arme contre les tanks, l'aviation. Jusqu'à présent, on n'y a pas plus cru, hélas ! qu'aux tanks et à l'aviation. Ce Ministère n'a fait que briser les enthousiasmes et prôner le défaitisme. Il est temps que ça change.

J'ai vu Jean Prouvost plus tard. Il est stupéfait par le nombre de fonctionnaires inutiles qu'il a trouvés en arrivant dans son Ministère.

— La machine ne tourne pas rond, m'a-t-il dit. Il faudrait tout d'abord faire un balayage complet et tout reprendre du début, mais dans les circonstances présentes, en aurai-je le temps.

Jean Prouvost — qui depuis le début de la guerre passe par des alternatives d'enthousiasme et d'abattement — semble avoir maintenant pris le parti de la lutte. Il m'a dit tristement et fermement aujourd'hui :

— Pierre Lazareff, il faut que tout le monde comprenne que si les Allemands s'emparent de ce pays, et y imposent la dictature nazie, la civilisation du monde sera compromise et la vie privée de chacun rendue intolérable. Pour ma part, si les Allemands gagnaient, je cesserais de faire ce métier car je n'accepterais jamais leurs ordres directs ou indirects.

Puis il a ajouté :

— La situation est très grave, plus grave que vous ne pouvez l'imaginer, mais, finalement, les Allemands ne gagneront pas. C'est impossible !

Je lui ai répété la conversation que j'ai eue avec Paul Winkler et je lui ai appris que Winkler avait déjà replié son personnel en province.

Tout de suite il s'est écrié :

— Il faut continuer à faire paraître PARIS-SOIR à Paris, le plus longtemps possible. Ma conviction est que s'Ils prennent Paris, la guerre sera perdue. »

Charles de Gaulle et la stratégie militaire (6 juin)

De Gaulle, Secrétaire d'Etat à la Guerre, quelle revanche !

Charles de Gaulle, fils d'un professeur de l'Institut Catholique, débuta dans sa carrière militaire comme lieutenant d'infanterie dans un régiment que commandait le Colonel Henri-Philippe Pétain. Il avait fait la guerre de 1914-1918, fut blessé trois fois, la dernière devant Verdun. Gravement atteint, il fut ramassé par une patrouille allemande. Prisonnier, il tenta de s'évader cinq fois et chaque fois, il fut repris et sévèrement puni.

Pendant la campagne antibolchevique de Pologne qui suivit la signature des traités de paix, il fut un des principaux lieutenants de Weygand. Déjà sa réputation de stratège et d'écrivain militaire et l'estime que lui portaient Pétain et Weygand l'avaient désigné à l'attention de ses chefs. Il fut nommé Professeur d'Histoire Militaire à l'Ecole de Saint-Cyr, puis passa le Concours de l'Ecole de Guerre. Durant tout le temps où Pétain commanda les armées françaises en 1927, Charles de Gaulle fut son aide de camp. Ensuite, il commanda tour à tour à l'Armée du Rhin, du Proche-Orient, traversa l'Iraq, la Perse, l'Egypte. Mais c'est à partir de 1932 que commença vraiment son action. Nommé Secrétaire Général de la Défense Nationale, il publie son premier livre

AU FIL DE L'EPEE qui porte sur la page de garde cette dédicace : « Au Maréchal Pétain qui a prouvé que rien ne se fait de grand dans l'action sans la lumière de la pensée. » Dans ce livre, éloge de l'autorité, l'auteur souhaite un chef à la France et décrit celui qu'elle devrait se donner.

En 1934, son volume VERS L'ARMEE DE METIER, resté ignoré du grand public, fit dans les milieux militaires l'effet d'une bombe. Il développait des idées absolument opposées à celles des hommes qui ont charge de l'appareil militaire français. Il s'y prononçait avec vigueur contre la conception défensive qui, disait-il, avait fait son temps. En face du réarmement allemand qu'il prévoyait, Charles de Gaulle demandait que la France se constitue une armée de métier, dotée d'une importante masse de chars d'assaut et d'une aviation.

Quel tollé ! Les chefs militaires vivaient en paix avec les hommes politiques, dégagés de toute responsabilité et se reposant, selon l'expression comique de Paul Reynaud, « sur le mol oreiller de la Ligne Maginot ». Charles de Gaulle dénonça le péril des solutions paresseuses. Il voulut faire sur ce thème des conférences en Sorbonne, on l'en empêcha. Mais Paul Reynaud avait lu VERS L'ARMEE DE METIER. Il fut convaincu par les arguments de ce jeune officier, demanda à le connaître et se décida à porter à la tribune les théories qu'on s'efforçait d'étouffer.

Le 31 mars 1936, Paul Reynaud avait déposé une proposition de loi en deux articles, inspirée des conceptions de Charles de Gaulle.

L'Article 1er prévoyait : « un corps recruté en principe au moyen de militaires servant par contrat ». D'après l'Article 2, « ce corps devait comprendre dix divisions de ligne, une division légère, des réserves générales et des services ».

Dans l'exposé des motifs, il était indiqué que « ces unités devaient être constituées à base de chars modernes, d'infanterie et d'artillerie mécanisées ».

Le projet fut repoussé.

Au cours du débat, Paul Reynaud s'était pourtant écrié :

— Si votre politique est d'intervenir en Europe, ayez les éléments de votre politique. Si votre politique n'est pas capable de remplir cette mission, renoncez à intervenir.

Très digne, un Ministre s'était levé du banc du gouvernement pour répondre à ce révolutionnaire que ce n'était pas là l'avis « du grand Etat-Major qui était quand même plus qualifié que lui sur les questions militaires » et qui ajouta :

— Comment peut-on croire que nous songions encore à l'offensive quand nous devons dépenser des milliards pour établir une barrière fortifiée ?

Ce Ministre, c'était Pierre Laval.

Charles de Gaulle et Paul Reynaud avaient une vision bien nette pourtant de l'avenir. Avec une armée de métier, on aurait pu empêcher l'Allemagne de remilitariser la Rhénanie sans recourir à la mobilisation et sans doute Hitler n'eût pas résisté à ce premier échec. Aujourd'hui, comment ne pas se souvenir de ces paroles prophétiques que prononça Paul

Reynaud en 1936 paraphrasant le livre de Charles de Gaulle :

« Il faut créer une armée de choc ayant une vitesse foudroyante et une formidable puissance de feu. Les chars d'assaut modernes, cuirassés terrestres, font 40 kms à l'heure en rase campagne. Le corps de manœuvre spécialisé, dont mon contre-projet du 31 mars 1935 demandait la création, aurait eu une puissance de feu double de celle de toute l'armée française de 1914. Un ouragan qui passe.

« On entend parfois parler encore de « levée en masse ». Ceux qui parlent ainsi retardent. La levée en masse, c'était très bien quand nous avions la masse. Au temps des guerres de la Révolution, la France était aussi peuplée que toutes les Allemagnes et l'Angleterre réunies. Dans une armée moderne, la machine. Le grand fait nouveau de la prochaine comme dans l'industrie, l'homme doit être adapté à guerre, ce sera le moteur à l'explosion.

« Jouons donc la carte de la qualité. Jouons-la hardiment. Ce qui limite la puissance d'une aviation, c'est le nombre des avions. Ce qui limitera, dans l'avenir, la puissance d'une armée de terre, ce ne sera pas le nombre d'hommes, ce sera le nombre et la puissance de ses engins de guerre. Avoir un système militaire qui bloque nos forces à l'intérieur de nos frontières, ce n'est pas seulement nous rendre incapables de remplir nos engagements internationaux, et de faire jouer, au profit des autres, la sécurité collective dont nous comptons que nous serons les bénéficiaires au jour du péril, c'est commettre une erreur fondamentale de conception.

« Nos organisations du nord-est sont très fortes, mais ce serait une erreur de les considérer comme certainement infranchissables. N'oublions pas que les forteresses russes, belges et françaises ont été prises pendant la dernière guerre sans avoir été détruites, en raison de l'ébranlement moral des garnisons soumises à la redoutable épreuve du siège. *Il paraît vraisemblable que l'armée allemande, précédée de ses puissants chars de rupture, déferlera par la Hollande sur la Belgique où il faut espérer ardemment que le canal Albert, qui va d'Anvers à Liége, sera assez puissamment fortifié et tenu pour l'arrêter. Faute de quoi, elle prendrait comme direction notre frontière du nord, large de 350 kilomètres.*

« Il est donc nécessaire, pour notre propre défense nationale, que nous ayons une armée de choc capable de se porter, d'un bond, au secours de l'armée belge et de repousser victorieusement l'armée des envahisseurs qui tenterait une agression brusquée. »

Hélas, c'est dans le désert que prêchaient Paul Reynaud et Charles de Gaulle car les écouter, c'était accepter de prendre des responsabilités et c'est justement ce que craignaient le plus les chefs civils et militaires — les militaires peut-être plus encore que les civils.

En France du moins, car en Allemagne le nom de Charles de Gaulle était beaucoup plus connu que dans notre pays. Le Général Guderian, créateur des forces mécanisées du Troisième Reich, rendait publiquement hommage au livre de Charles de Gaulle, qu'il mettait amplement en application, et Philippe Barrès m'avait raconté qu'il avait pour la première

fois entendu le nom de l'auteur de VERS L'ARMEE DE METIER au Congrès National Socialiste de Nuremberg.

Charles de Gaulle empêchait les chefs de notre armée de dormir en rond autour de la table du Conseil Supérieur de la Guerre — où ils se réunissaient plus par tradition que par nécessité. Puisqu'il aimait tant les chars d'assaut, il fut envoyé en disgrâce à Metz pour y commander un régiment — puis une brigade — de chars.

Depuis le début de la blitzkrieg, on s'était aperçu qu'on avait peut-être eu tort de ne pas l'écouter un peu plus et on lui avait confié, le 15 mai 1940, le commandement de la Quatrième Division blindée. Il avait mené cette division à l'honneur, agissant constamment avec la Première Division blindée britannique du Général Evans et la Cinquante et Unième Division du Corps Expéditionnaire anglais du Général Fortune. Cité à l'ordre du jour et nommé Général sur le champ de bataille par Weygand dès son arrivée, Charles de Gaulle resta cependant hors de la direction des affaires militaires par la volonté d'une clique qui avait trouvé en Hélène de Portes un renfort imprévu, uniquement sans doute parce que cette dame ne voulait pas de personnalités trop fortes et qui auraient pu éclipser son influence auprès du Président du Conseil.

Aujourd'hui Paul Reynaud passant outre rappela son vieil ami et conseiller et lui confia enfin un poste digne de lui.

PARIS-SOIR publie un article pour apprendre au

public qui est ce de Gaulle qu'en dehors des milieux militaires, les plus avertis ignorent encore.

Le Général Maurin, deux fois Ministre de la Guerre, est entré dans mon bureau tout à l'heure au comble de la fureur :

— C'est une folie, hurlait-il, de faire cette publicité à ce galopin de de Gaulle. C'est une plus grande folie encore de faire de de Gaulle un Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre.

— Pourquoi, mon Général ?

— Comment pourquoi ? Alors, un jeune homme qui vient d'avoir sa première étoile va commander des vieux généraux à 5 étoiles. C'est impossible. Inacceptable. Je sors de voir le Général Colson, chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, qui parle déjà de donner sa démission. Si on veut faire la guerre, mon cher Lazareff, il faut d'abord respecter la hiérarchie.

La Ligne Maginot (7 juin)

La question qu'on se pose dans le public c'est :

« Comment se fait-il que la Ligne Maginot n'allait pas jusqu'à la mer ? »

Presque tout le monde ignorait cette lacune. On a donné les explications les plus fantaisistes. J'ai fait rechercher les documents qui pouvaient apporter là-dessus une lumière. Voici donc ce que j'ai trouvé :

En octobre 1936, après la déclaration de neutralité belge, les travaux ont été entrepris pour continuer la construction de la Ligne Maginot jusqu'à la mer du Nord. Il est faux que les Belges, comme on le prétend aujourd'hui, se soient jamais opposés

à la prolongation de cette ligne auparavant, en disant qu'ils considéraient cette entreprise comme un geste inamical. Au contraire, l'Ambassadeur de Belgique à Paris, le Baron Gueffier d'Hestroy, dès 1933, et le Président du Conseil Van Zeeland, plus tard, avaient entre autres déclaré qu'ils considéraient ce projet *comme une garantie de plus pour la sécurité de la Belgique.*

Si jusque-là la Ligne Maginot n'avait pas été prolongée, c'est uniquement parce que l'Etat-Major estimait que c'était « une mesure inutile et inefficace (réponse du Conseil Supérieur de la Guerre après enquête transmise par le Ministre de la Guerre à la Commission de la Guerre du Sénat, présidée par M. Daniel Vincent, à la suite d'une question écrite de ce dernier). Le 1er mars 1937, M. Daladier disait à la tribune de la Chambre, répondant à plusieurs interpellateurs, que le système de fortifications serait continué jusqu'à Dunkerque, *en dépit de diverses importantes oppositions.* Le 22 décembre 1939, toujours à la Chambre, M. Daladier révélait que « de hautes autorités militaires s'étaient opposées pendant de longues années à fortifier la région du Nord en déclarant que ces fortifications seraient irréalisables, étant donné la nature du terrain, qui donnait à redouter des infiltrations d'eau et les importantes agglomérations industrielles qui occupaient toute la surface de la région ». Néanmoins, M. Daladier ajoutait que « les travaux étaient entrepris pour compléter les fortifications des Vosges et du Nord — fortifications qui sont en construction depuis 1933 ».

Or, au début de la guerre, on avait à peine com-

mencé les travaux de cette Ligne Maginot du Nord — qu'on appelait la Ligne Daniel Vincent — et qui ressemblait plus aux ouvrages de la Ligne Siegfried qu'à ceux de la Ligne Maginot car ils étaient composés de fortifications légères, disposées en profondeur.

Pendant les huit premiers mois de la guerre blanche, tandis qu'on doublait et triplait par de nouveaux ouvrages la Ligne Maginot proprement dite, des équipes de soldats — travailleurs non spécialisés — s'efforçaient sans y parvenir de compléter par de nouveaux travaux les fortifications éparses de la Ligne Daniel Vincent.

L'Aviation (8 juin)

On parle avec plus d'insistance que jamais de l'évacuation de Paris. La bataille de la Somme est pratiquement perdue. Les tanks allemands avancent de tous côtés. Mais partout maintenant, où elle peut, l'armée française fait face.

Joseph Kessel et Eve Curie, qui reviennent du front, sont l'un et l'autre partagés entre le désespoir, la colère et l'admiration. Notre aviation surclassée par le nombre, grâce à la valeur et à l'abnégation de nos pilotes, maintient sa tradition héroïque.

Joseph Kessel et Eve Curie ont rencontré Antoine de Saint-Exupéry. Le grand écrivain, auteur de VOL DE NUIT et de TERRE DES HOMMES, pilote de reconnaissance de nuit, parti en première ligne sur sa demande, qui a refusé toutes les occasions — et Dieu sait si on lui en a offert — de revenir à l'arrière, est le prototype de l'officier français de ce corps

d'élite. Chez lui l'acceptation du sacrifice est plus grande encore que chez d'autres — car son esprit, habitué à la réflexion et à l'analyse, l'oblige à vivre chaque minute de sa dangereuse existence avec le sentiment de l'inutilité de son sacrifice.

Quels sont les responsables de l'état dans lequel se trouve notre aviation ? J'ai vu 10, 20 techniciens, et tous sont d'accord pour me dire :

— On ne peut plus accuser sérieusement les producteurs et les ouvriers car, depuis le début de la guerre, les usines de moteurs et de cellules ont toujours livré *plus de moteurs et de cellules qu'il ne leur en a été commandés ?* Certes, dans le passé, les intrigues des constructeurs et leur égoïsme d'une part, la paralysie de la production inhérente aux mouvements ouvriers de 1937 d'autre part, ont pu retarder certaines livraisons et surtout créer un état d'esprit peu favorable à inspirer confiance dans les capacités de construction de l'industrie française. Certes, la nationalisation des usines, telle que l'a conçue et réalisée Pierre Cot, et qui laissait les profits aux chefs de ses usines, en leur enlevant toute responsabilité et tout esprit de concurrence, a pu ralentir les recherches et la mise au point de nos techniciens. Mais ce ne sont là que des causes incidentes de l'état de notre aéronautique militaire.

« En 1934, un plan, adopté par le Parlement et mis aussitôt à exécution, dotait notre armée de 1000 avions de première ligne et 200 de première réserve (en mai-juin 1936, 637 seulement étaient livrés). En août 1936, d'après le nouveau plan adopté à la suite des premiers rapports sur l'effort de réarme-

ment allemand, un second plan qui devait être réalisé avant la fin de 1939 prévoyait la commande de 1500 avions de ligne et de 1000 avions de réserve.

« A la fin de 1936, le Ministre de l'Air Pierre Cot demandait une augmentation du plan II au Comité permanent de la Défense Nationale, devant les nouveaux chiffres qui lui étaient parvenus à propos de l'énorme avance de la construction allemande. Ce plan comportait d'une part une augmentation notable de notre organisation de défense antiaérienne, d'autre part la commande de 2600 avions de ligne et 1500 avions de réserve. Ce projet fut étudié par l'Etat-Major Général de l'Armée, à la tête duquel se trouvaient le Ministre de la Défense Nationale Daladier, le Maréchal Pétain, le Général Gamelin, le Général de l'Air Vuillemin, et l'Amiral de la Flotte Darlan. Il fut rejeté à l'unanimité, les autorités militaires estimant « *qu'il n'y avait pas besoin d'étendre ou de modifier le plan pour l'expansion des forces aériennes* ».

« En 1937, Georges Bonnet, Ministre des Finances, réduisait le budget de l'Air prévu pour 1938 de plus d'un billion de francs, en dépit des protestations, il faut bien le dire, de Pierre Cot, qui mettait en garde l'armée et les membres du gouvernement, en les menaçant d'avoir, s'ils s'obstinaient, « un cruel réveil ».

« Ce n'est qu'au printemps de 1938 que l'Etat-Major Général réalisa son erreur et qu'on mit sur pied un nouveau programme qui était une réplique du plan proposé en 1936 par Pierre Cot. »

La gestion de Guy La Chambre, qui succéda à

Pierre Cot au Ministère de l'Air, ne tarda pas à susciter de nombreuses surprises. J'ai eu entre les mains la photographie d'une lettre extraordinaire : Elle est datée du 28 avril 1939, donc un mois après que les Allemands aient pénétré et se soient emparés de toute la Tchécoslovaquie. Voici cette lettre :

« *MINISTÈRE DE L'AIR* »

A Monsieur l'Administrateur-Délégué des Usines Gnome-et-Rhone

Monsieur l'Administrateur-Délégué :

Par lettre 13202 du 5 décembre 1936, je vous ai fait connaître que je venais de passer commande à la Société Walter de Prague de 200 moteurs Gnome-et-Rhone 14 M et je vous ai demandé de fournir dès que possible à cette Société la liasse complète des moteurs de ce type. Par lettre du 18 avril, la Société Walter m'avise que vous avez suspendu tous envois de documents et renseignements depuis les derniers événements de mars et me prie de vous donner des instructions pour que vous repreniez ces envois qui lui sont nécessaires pour la fabrication des moteurs dans les délais convenus.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les événements de mars ne m'ont pas amené jusqu'ici à résilier la commande passée à la Société Walter et je vous prie en conséquence de satisfaire jusqu'à nouvel ordre à ses demandes de documents et de renseignements.

Veuillez agréer, Monsieur l'Administrateur-

Délégué, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre et par son ordre,
Le Directeur Technique et Industriel. »

Ainsi le Ministre de l'Air donnait à la plus grande usine de construction de moteurs l'ordre d'envoyer aux Allemands des documents secrets sur la fabrication des moteurs d'avions militaires.

* * *

Quand la guerre a commencé, la France avait 16 bombardiers modernes faisant 400 kms à l'heure (Lioré 45) et 400 avions de chasse modernes, faisant moins de 400 kms à l'heure (Morane 406, Devoitine 510) et quelques Curtis P 36 faisant plus de 400 à l'heure.

Le Devoitine 520, avec moteur Hispano-Suiza, qui pouvait faire du 550 à 600 kms à l'heure, et qui était considéré comme un très bon avion, commençait seulement à sortir aux usines de Toulouse. La plupart des avions français étaient d'une construction très longue et très coûteuse, ainsi, le Lioré 45, sans doute notre meilleur bombardier, nécessitait, pour le construire, 45,000 heures d'ouvrier.

Le mois dernier (mai 1940) nous produisions environ 1800 avions par mois, nous avions 350 Lioré 45, 80 Amyot 340 (cet excellent avion dont le prototype avait fait la course Nice-Damas en 1934). L'usine Potez, la plus moderne de France, sortait 400 Potez 63 (avion de reconnaissance) par mois,

mais son usine, qui était à Meaulte, dans la Somme, avait été complètement détruite le 12 mai. Les usines de moteurs avaient accompli un gros effort. Gnome-et-Rhone sortait 920 moteurs par mois alors qu'il n'en sortait que 400 en septembre, et Hispano-Suiza 500 (200 environ en septembre). Presque toutes les usines d'avions se trouvaient exposées aux bombes allemandes, la plupart dans la région parisienne. Le Ministre de l'Air avait toujours refusé l'autorisation de construire des usines dans l'Empire français, en Indochine ou au Maroc.

Le plus grave reproche qu'on puisse faire à Guy la Chambre, c'est d'avoir trop compté sur la production américaine, à un moment où elle était pour ainsi dire inexistante. Il apparaît qu'il aurait dû encourager, par tous les moyens, la production française tout en transportant une partie des usines dans l'Empire français et sans négliger pour cela de passer des commandes en Amérique. Au début de la guerre, Guy la Chambre avait passé à une seule firme américaine, la United Aircraft, pour 85 millions de dollars de commandes (somme qui représente le budget entier de l'aviation française pour 1938). On comprend que le Président de cette Société, M. Thomas Hamilton, eut préalablement donné sa démission de Président, pour se contenter d'être représentant de la United Aircraft en France, avec un contrat qui lui donnait 15% sur toutes les commandes apportées par lui à sa firme.

Guy la Chambre, interpellé plusieurs fois sur l'état des forces aériennes françaises, avait apporté à la tribune des chiffres qui rassurèrent l'opinion parle-

mentaire. Aussi apprit-on plus tard que Guy la Chambre avait donné de fausses indications en indiquant comme étant le nombre des avions que nous possédions le nombre des avions en service plus ceux qui n'étaient que commandés, y compris ceux que devait livrer une société américaine dont les usines seules étaient en construction.

D'après les chiffres qui semblent les plus véridiques, au début de la Blitzkrieg, nous disposions d'environ 2000 avions contre 14 ou 15,000 avions allemands. Et encore, sur ces 2000 avions français, un peu plus de 1000 seulement étaient des avions de combat se trouvant sur le territoire français, alors que sur les 15,000 avions allemands, il y avait 8000 avions de première ligne.

L'Armement

Gamelin répétait :

— Il me faut de l'artillerie lourde, de l'artillerie lourde, de l'artillerie lourde.

Car il ne songeait jusqu'au bout qu'à la défensive et à la protection de la France par la Ligne Maginot.

Raoul Dautry, fonctionaire d'une grande intelligence, organisateur de premier ordre, qui avait fait ses preuves dans les Chemins de fer français, a réalisé au Ministère de l'Armement un gigantesque travail mais il a été nommé trop tard, juste avant la guerre, et il a eu à faire face à trop de difficultés.

Quand il a voulu affecter de nouvelles usines à la construction de chars d'assaut, Daladier, après avoir consulté l'Etat-Major, lui répondit :

— Pas trop de tanks, des gros canons, des muni-

tions et des munitions encore. Les tanks, Dautry, Gamelin n'aime pas tellement ça.

Quand Dautry voulut consacrer les usines qui travaillaient pour l'habillement militaire à la confection de parachutes, l'Etat-Major lui répondit :

— Les parachutistes, c'est une invention des Russes pour faire de l'effet. Ça ne servira jamais à rien. Pierre Cot avait créé un corps français de parachutistes pour faire plaisir aux bolcheviques qu'il admire tant. Ça fait très bien dans une Revue mais à quoi voulez-vous que ça serve dans une guerre ?

Quand Dautry, après la campagne de Pologne, voulut faire consruire des tanks amphibies, d'après les plans d'ingénieurs français dont les conceptions surpassaient celles réalisées par l'industrie allemande, l'Etat-Major lui répondit :

— Nous n'avons pas besoin de tanks de cinéma.

Or, le Ministre de l'Armement ne pouvait que faire construire le plus vite possible et le mieux possible les armements que lui commandaient nos chefs militaires. D'après ce qu'on m'a dit, nous avons beaucoup de canons à longue portée, de munitions de gros calibre, seulement, jusqu'ici, nous n'avons pas eu à nous en servir. S'en servira-t-on jamais ?

A quoi pense Gamelin ?

La Générale Gamelin a rencontré une de nos amies.

— Le Général fait un merveilleux travail, s'est-elle écriée, en parlant de son mari. Il va le continuer à la campagne. Si Joffre avait été destitué après

Charleroi, il n'y aurait jamais eu la Marne, n'est-ce pas ? *Et on verra en lisant son rapport que Gamelin sait se défendre quand on l'attaque.*

Ces paroles résonnent étrangement aujourd'hui !...

CHAPITRE XIV

LA CHUTE [1]
(15-19 juin 1941)

— A-t-on quelques détails sur la façon dont les Allemands se comportent, à Paris ?

— Jusqu'ici, aucun, Monsieur le Président.

Renversé dans son fauteuil, Pierre Laval baisse ses lourdes paupières sur ses yeux trop brillants.

Nous sommes dans son bureau de l'immeuble du journal LE MONITEUR de Clermont-Ferrand qui lui appartient. Ici, dans cette capitale de l'Auvergne, son pays natal, Pierre Laval est roi.

Au lendemain de la prise de la capitale, nous nous trouvions à Clermont-Ferrand avec quelque 600 collaborateurs de nos journaux que nous ne savions où loger. Je m'en étais ouvert à notre hôte qui avait immédiatement convoqué le Préfet du département. Et celui-ci quittant aussitôt sa besogne s'était précipité pour se rendre à l'appel de Pierre Laval, à travers la ville submergée par les réfugiés, les troupes qui refluaient, les représentants du gouvernement qui réquisitionnaient écoles, hôtels, et monuments publics

[1] Lire dans DERNIERE EDITION les chapitres sur la publication du dernier numéro de PARIS-SOIR libre à Paris, la reddition de Paris et l'entrée des Allemands dans la capitale.

au petit bonheur. Et M. Pierre Laval n'était pourtant pas sénateur du département.

J'étais moi-même fourbu, n'ayant pu trouver un coin libre pour m'allonger où que ce soit. Les grandes places de la ville étaient transformées en bivouacs où dans chaque automobile vivaient, mangeaient, couchaient, dormaient de nouveaux troglodytes.

— Perreti (le préfet du Puy-de-Dôme s'appelait Perreti del la Roca), voici M. Lazareff qui a besoin, pour ses collaborateurs, de beaucoup de chambres. Il faut les trouver, Perreti.

— Mais, Monsieur le Président, fit l'autre en levant les bras au ciel, que puis-je faire ? Dans mon antichambre, il y a deux généraux de division qui attendent depuis l'aube que je trouve un emplacement pour leur état-major. Le Ministre des Finances exige que je trouve un logement pour la Banque de France, le Ministre de l'Intérieur me téléphone sans cesse pour que je lui donne un local pour abriter les services de Police. C'est une pagaie, Monsieur le Président, une pagaie sans nom... Le gouvernement est à Tours où rien n'a été naturellement prévu pour le recevoir, en véritable camp volant. Il est trop à l'étroit. Il arrive ici des soldats sans arrêt, venant d'on ne sait où, les uns avec des ordres, les autres sans ordres ; des fonctionnaires se présentent, avec des billets de logement, signés par n'importe qui. Je veux bien faire mon possible, mais je ne sais plus ce qui est possible.

— Quel gâchis, murmure Pierre Laval. Quels salauds !

Et avec cette violence qui éclatait parfois soudain au milieu de ses propos, il s'écria :

— Ils paieront tout cela avec des intérêts ; mais nous paierons, hélas ! avec eux.

Le problème du logement plus ou moins bien résolu, après plus d'une heure passée au téléphone, penché sur une carte de la région, Pierre Laval me retint pour me faire un long exposé de l'action qu'il avait envisagée, afin d'essayer d'arrêter ou de circonscrire la guerre.

— Je n'ai jamais cessé d'être en relations avec Mussolini et avec Franco depuis le début du conflit. Je ne pense pas qu'on peut m'accuser d'intelligence avec l'ennemi parce qu'ils étaient neutres l'un et l'autre. Mon désir était qu'ils le restent. Le grand rêve que je poursuis depuis des années d'opposer aux forces allemandes une union des peuples méditerranéens s'évanouit dans un nuage de sang et de fumées d'obus.

Il exhala son ressentiment contre l'Angleterre qui avait « toujours fait rater ses plans pour garder la Méditerranée » et contre l'Amérique « qui ne comprenait rien à rien ».

Tout en bavardant, nous avions gagné les locaux où PARIS-SOIR s'improvisait, partant de Clermont-Ferrand, pour être distribué dans ce qui restait de France non encore envahie. Ces locaux consistaient en une boutique désaffectée, proche de l'imprimerie du MONITEUR. Les nouvelles qu'on y recevait étaient obscures ou anecdotiques. Nous connaissions les dernières positions des armées allemandes, beaucoup plus par nos conducteurs de camions qui ren-

traient en nous disant « nous n'avons pas pu arriver jusqu'ici ou jusque-là parce que les boches y sont déjà», que par les dépêches d'agence. De ce que faisait le gouvernement, on ne savait à peu près rien. Le bruit courait cependant qu'on se battait sur la Loire et rien encore ne semblait irrémédiablement perdu. Et Pierre Laval envisageait même très sérieusement de nous confier la publication de ses souvenirs, avec le dessein avoué non plus de justifier sa politique mais de montrer comment il aurait pu sauver la France.

* * *

Je décidais de partir avec mes amis Hervé Mille, rédacteur en chef de MATCH, et Hubert Giron, directeur artistique de MARIE-CLAIRE, pour Lyon afin de trouver une imprimerie pour nos magazines et afin d'employer, de loger et de faire vivre une partie des pauvres gens qui battaient actuellement le pavé de Clermont.

Lyon n'avait rien perdu de son activité et cette ville qui en temps normal semble si triste, moins envahie par les réfugiés que celles que nous venions de traverser, avait même pris une petite allure avenante. Nous réussîmes assez rapidement à conclure nos accords avec des entreprises susceptibles de sortir nos hebdomadaires et à trouver des chambres libres en assez grand nombre dans cette ville. Contents d'avoir réussi notre mission, nous repartîmes aussitôt pour Clermont-Ferrand.

Nous arrêtâmes notre voiture devant le MONI-

TEUR. Un homme sauta sur le marche-pied. Dans cet individu de haute taille, aux larges épaules, couvert d'un curieux uniforme sali de boue, je mis quelques secondes à reconnaître notre correspondant Joseph Kessel.

— Pierre, me dit-il en ouvrant la porte, viens tout de suite, je veux te parler sérieusement.

Derrière lui, se tenait ma femme, blanche, raide, les yeux rougis. L'instant d'après, nous étions dans l'arrière-salle, vide par miracle, d'un café avoisinant et Joseph Kessel commença son récit :

— C'est la fin.

— Quoi ?

— Ecoute-moi sans m'interrompre. Le G.Q.G. s'est réfugié à Briare, près de Saint-Etienne. Je me suis retrouvé là, rejeté de régiment en régiment, au moment où Weygand et Paul Reynaud revenaient de leur tournée d'inspection. La moitié des officiers de l'Etat-Major n'avaient pas pu rejoindre leurs postes, faits prisonniers à la faveur d'une embuscade ou d'une avance en pointe, perdus sur les routes ou partis vers des destinations inconnues. Partout nos armées étaient empêchées d'avancer car elles ne pouvaient remonter la marée des réfugiés qui bloquaient les routes, poussés par la peur et les bombardements qui deviennent de plus en plus nombreux et violents.

« J'avais déjà rencontré Paul Reynaud après notre départ de Paris, quand il essayait de se rendre compte de la position de nos troupes avec le Généralissime. Charles de Gaulle a finalement convaincu nos Ministres et officiers de la nécessité qu'il y avait

d'appliquer sa technique de chars d'assaut. Au premier conseil des Ministres, auquel il assistait, il exposa sa technique d'une façon si brillante qu'Albert Lebrun le Polytechnicien, qui l'écoutait, ravi, s'écria :

« — Mon Général, comment est-ce que tout le monde n'a pas compris plus tôt la nécessité évidente de cette stratégie ?

« Mais il s'agissait surtout de regrets rétrospectifs. Au Conseil des Ministres du lendemain, on se consacrait aux histoires d'Italie. Paul Reynaud exposa l'échec de toutes les tentatives d'entente dont son gouvernement avait pris l'initiative. Chaque fois, les négociateurs français se heurtèrent à des interlocuteurs qui leur affirmaient que leur parti était pris, et le 9 juin enfin, le Comte Ciano déclara à notre Ambassadeur François Poncet : « Même si vous nous offriez sur-le-champ toute la Tunisie, ça ne suffirait pas. Les dés sont jetés, l'Italie entre dans la guerre. » Cependant, les Allemands avançaient de toutes parts vers la capitale. L'attaque qu'ils avaient commencée le 5 juin s'était développée avec rapidité. Paris était pour ainsi dire encerclé. Weygand qui revenait du front et Charles de Gaulle qui arrivait de Londres mirent le Comité de Guerre au courant de la situation.

— Les Anglais, déclara de Gaulle, déclarent ne pouvoir répondre favorablement à notre demande de nous envoyer toute leur aviation de chasse, dont ils ont un impérieux besoin pour la sauvegarde de leur île, mais ils nous enverront leurs troupes le

jour où ils pourront être entièrement appuyés par l'artillerie française.

« Weygand ne cacha pas son inquiétude : « Nous avons préparé, dit-il, l'embarquement au Havre de deux divisions françaises et d'une division anglaise. Les Allemands avaient, dès le début de la bataille, 80 divisions de réserve alors que nous avons en tout 65 divisions, ligne et réserve. J'ai été obligé de donner l'ordre de la retraite. »

« Une discussion mit aux prises Weygand et de Gaulle. Celui-ci pensait que le gouvernement devait partir pour la Bretagne, s'installer dans une région facilement défendable, connue dans les plans militaires sous le nom de « réduit breton ». De là, protégés par l'armée, les Ministres auraient continué à exercer sur elle une sorte de souveraineté et auraient pu partir par la mer pour l'Afrique ou pour l'Angleterre en cas d'extrême urgence. Weygand répondit que le réduit breton était une fantaisie et qu'il ne pouvait pas manœuvrer ses troupes dans cette direction.

« A 5 heures du soir, le départ du gouvernement pour Tours était décidé et tous les Ministres devaient être prêts à 9 heures au plus tard. L'itinéraire leur avait été communiqué. Reynaud, lui, partait avec Weygand. Il s'agissait de savoir s'il était possible de tenter encore le suprême effort pour redresser la situation militaire, c'est-à-dire recoller les tronçons de l'armée ou les relier au moins par des communications permanentes.

« Au G.Q.G., poursuivit Joseph Kessel, on sentait à ce point la défaite et l'abandon que je résolus de

savoir comment le drame allait se dénouer et que je partis de là pour Tours. Le Ministère était dispersé dans tous les châteaux des environs, sans qu'on sache exactement quel Ministère était à Azay-le-Rideau, à Langeais, ou à Ligneuil. La liaison téléphonique n'était pas établie. Les services couraient d'un point à l'autre, sans qu'ils sachent où ils devaient s'installer. Beaucoup de Ministres, retardés sur la route dans la cohue et les bombes, n'étaient pas arrivés. Les nouvelles les plus alarmistes arrivaient sans cesse.

« Le 11 juin, à 7 h. 30 du soir, les Ministres se réunissaient au château de Cangey, transformé en Présidence de la République. J'accompagnais Weygand jusqu'au parc du château, dans sa grosse Panhard grise. Weygand crispait ses mains osseuses sur une énorme serviette bourrée de dossiers. Plus tard, j'appris les détails de la délibération historique. On attendit très longtemps l'arrivée de tous les Ministres. Beaucoup s'étaient trompés et s'étaient rendus au Château de Candé, plus célèbre que le Château de Cangey, depuis que le Duc de Windsor s'y était marié. Pourtant, tout le monde finit par arriver, sauf L.-O. Frossard, sur lequel on n'avait pu mettre la main. Il n'était pas question du cérémonial d'usage. Autour d'une petite table, le Président de la République s'assit avec quelques Ministres et les autres s'installèrent sur des fauteuils, des chaises, ou restèrent debout.

« Reynaud donna tout de suite la parole à Weygand. Le Généralissime brossa le noir tableau des événements. « Après Dunkerque, dit-il, il me restait

en tout et pour tout 55 divisions françaises et 2 divisions anglaises à opposer aux 140 divisions allemandes. Mais un Général et un pays ne doivent jamais s'avouer vaincus et j'ai donc décidé de livrer une nouvelle bataille. » Cette bataille, Weygand la décrivit minutieusement, citant, sans jamais consulter ses notes, des noms de villages, de minuscules cours d'eau, l'altitude des crêtes tenues par nos troupes et le nombre de tanks dont disposait chaque division. Il dit ce que fut la résistance et jusqu'où allait notre recul. Il conclut : « C'est ainsi, Messieurs, que nous avons perdu la deuxième bataille que j'avais, pour montrer son importance, appelée dès le premier jour : « la bataille de France ». Des trois divisions qui avaient été rejetées sur les bords de la Manche, deux divisions anglaises se sont rembarquées et la division française a dû capituler. Paris ne peut plus être défendu, notre armée est coupée en plusieurs tronçons. Nous continuerons la résistance si le Conseil des Ministres m'en donne l'ordre mais, je le dis tout net, la cessation des hostilités s'impose. La guerre est perdue. »

« Les mots que chacun redoutait d'entendre, le Généralissime les a prononcés d'une voix ferme. Et dans un silence dur comme la pierre, Weygand reprit : « On n'aurait plus d'excuse de se battre que pour l'honneur des armes et du drapeau mais, comme Général en chef et comme Français, j'ai aussi le souci d'assurer l'ordre dans le pays. Je crois qu'il faut tout faire pour éviter le risque de connaître l'anarchie qui suit une défaite militaire. Messieurs, quoiqu'il en coûte à mon cœur de soldat de

tenir ce langage, je vous le dis, l'armistice s'impose. »

« Dans un nouveau silence coupé par des halètements, les yeux se tournèrent vers Pétain. Celui-ci n'a cessé d'approuver de la tête les déclarations du chef de l'armée. Et Weygand insista : « Cette défaite, Messieurs, quelles en sont les causes ? Derrière le rampart de la Ligne Maginot, sur laquelle on a trop compté, le pays s'est endormi. Nos soldats se sont bien battus, certains même ont montré un héroïsme digne de leurs pères. Mais le matériel a manqué. Aujourd'hui, en face des milliers d'avions allemands, il ne nous reste que 350 à 400 appareils ; nous n'avons jamais eu une véritable aviation et ceux qui ont soutenu le contraire ont menti. »

« Alors Pétain se leva pour déclarer : « Il faut se hâter de demander aux vainqueurs leurs conditions pour arrêter le combat alors que la défaite n'est pas encore consommée et que nous pouvons jeter dans la balance ce qui nous reste de forces intactes. »

« Weygand proposa de se retirer car il ne faisait pas partie du Conseil des Ministres. On lui demanda de rester. Campinchi, Yvon Delbos, protestèrent contre les conclusions du Généralissime. « A aucun prix, disent-ils, il ne faut déposer les armes. Il faut essayer de se battre sur la Loire, sur la Garonne, d'aménager le réduit breton, de partir au besoin, continuer la résistance française dans l'Empire, se servir de la flotte qui est intacte, mais, à aucun prix, on ne doit considérer que la guerre est perdue parce qu'on a perdu la bataille de France. Ce serait trahir le pacte sacré qui nous lie à l'Angleterre et livrer le pays à un ennemi qui a prouvé qu'il ne respectait

pas sa signature et qui a proclamé son désir d'asservir et d'annihiler la France. »

« Le socialiste Georges Monnet était de l'avis de Campinchi et d'Yvon Delbos, mais le socialiste Février soutenait le point de vue des militaires. Le Ministre de l'Armement, Raoul Dautry, se déclara fermement résolu à continuer la lutte ; cependant, il reconnut qu'il était difficile d'improviser une industrie de guerre en Afrique du Nord. Les radicaux comme Campinchi et Yvon Delbos, les Ministres Chichery et Queuille ne sont pas de leur avis et croient qu'il serait plus sage d'arrêter le combat.

« Le soir était tombé et il faisait très sombre dans le salon où les Ministres discutaient. Un huissier entra pour allumer les lampes. Mais il ne trouva pas l'emplacement des interrupteurs et il s'attarda indéfiniment.

« Partez, partez, lui crie soudain le Président de la République, hors de lui.

« Et le pauvre homme s'en alla laissant les Ministres reprendre leur dramatique controverse, dans une vaste salle qu'éclairait faiblement un seul candélabre. C'est alors que Jean Prouvost se leva :

« — Je préfère, dit-il, un armistice dont nous pourrons discuter les clauses à la poursuite d'une lutte sans espoir et à la capitulation de l'armée. Dans le réduit breton, la résistance s'avère impossible. Il faudra partir pour les colonies ou pour l'étranger. Pour ma part, ma décision est prise : vous ferez ce que vous voudrez, mais moi, je ne deviendrai pas un émigré. Après votre départ, la France se lassera vite d'un gouvernement de l'étranger, elle se don-

nera un nouveau gouvernement parfaitement légal qui se dressera contre le vôtre et, après les horreurs de l'invasion et de la défaite, notre pays connaîtra la guerre civile. Nous avons trop longtemps vécu sous l'influence de l'étranger. Nous n'allons pas lui demander asile ; cherchons une solution nationale. »

C'était la première attaque officielle contre l'Angleterre. J'interromps Joseph Kessel :

— Tu es sûr de ses paroles ?

— Je les tiens de Jean Prouvost lui-même. Laisse-moi continuer mon récit. Yvon Delbos protesta :

« L'intervention du Ministre de l'Information ne doit pas être prise en considération. Nous devons continuer la lutte n'importe où, n'importe comment. »

« Paul Reynaud devait dire les conclusions du débat. Il se déclare partisan de partir pour le réduit breton mais, avant de prendre une décision, il devait voir Winston Churchill et il annonça à ses collègues qu'il le rencontrerait le lendemain à Nantes à 5 heures.

« Camille Chautemps proposa que Churchill soit invité à venir au Conseil des Ministres afin d'être mis au courant de l'exacte situation de la France. Le Conseil adopta ce vœu et Reynaud promit d'en faire part à Winston Churchill par téléphone.

« A 11 heures du soir, les Ministres quittèrent le château de Cangey. Je rejoignis Campinchi que je trouvais écœuré, mais non pas abattu.

« — Il y a, me dit-il, des traîtres parmi nous, des gens qui, grâce à une défaite militaire, cherchent à

faire aboutir de la plus ignoble façon un vieux complot politique. »

« Le lendemain après-midi, je vis Georges Mandel quelques instants. Il s'était gardé d'intervenir la veille, voulant réserver ses forces pour le jour de la discussion finale. Il m'apprit que Winston Churchill était arrivé à Tours avec lord Halifax et lord Beaverbrook. Churchill avait refusé de comparaître devant le Conseil des Ministres français pour ne pas être mis dans une situation qui ne lui aurait plus permis de prendre, dans une heure aussi grave, une décision avec sang-froid. Mais il avait vu Paul Reynaud, Georges Mandel et Paul Baudouin. Les malheurs de la France, ce pays qu'il aime tant, où il a passé une partie de son existence, bouleversent le Premier britannique. Cependant il a déclaré qu'il ne se sentait pas autorisé à délier la France de son engagement de ne point signer d'armistice séparé. Ensemble, Reynaud et lui se sont mis d'accord sur l'ultime appel à envoyer au Président Roosevelt. Une nouvelle consultation devait avoir lieu entre Paul Reynaud et Winston Churchill après la réponse du Président des Etats-Unis. C'est ce que Reynaud et Mandel ont annoncé au Conseil où les Ministres espéraient voir Winston Churchill.

« Paul Reynaud a passé la fin de la soirée à rédiger son appel à Roosevelt, le suppliant d'envoyer « des nuages d'avions » pour sauver les démocraties, tandis que les Ministres anglais repartaient pour Londres.

« Dans la soirée, tandis que Paul Reynaud lisait à la Radio le texte de son message, les avions alle-

mands bombardaient Tours. Le Château de Cangey où était M. Albert Lebrun fut atteint. Pendant ce temps-là, l'avance qui se poursuivait à une vitesse incroyable menaçait Tours elle-même. On décida que les Ministres devaient partir le plus vite possible pour Bordeaux.

« Voilà, conclut Joseph Kessel, maintenant tu en sais autant que moi. Jean Prouvost m'a demandé de te mettre au courant de tout cela et m'a chargé de te dire qu'il vous attend, Hervé Mille et toi, le plus tôt possible à Bordeaux. Paul Reynaud aussi veut te voir. »

Puis, ayant terminé, Joseph Kessel redressa sa haute taille. Et soudain ce garçon sans peur et sans forfanterie, ce héros de guerre, ce gentilhomme d'aventures qui n'avait honte que des sentiments de son cœur pur, tout à coup, se cassa en deux et la tête entre ses mains, courbé sur la table, dans ce petit café, se mit à sangloter comme un enfant.

* * *

En quelques enjambées, je fus au MONITEUR.

— Que se passe-t-il, me dit Pierre Laval qui m'accueillit au seuil de son journal.

Je le mis rapidement au courant. Son teint devint encore plus vert que d'habitude. Il balbutia, pouvant à peine entr'ouvrir ses lèvres épaisses :

— Vous êtes sûr ? Vous êtes sûr ?

Il m'entraîna dans un bureau où se trouvait le rédacteur en chef de PARIS-SOIR, A.-L. Jeune, qui

avait vu et entendu avant moi le récit de Joseph Kessel.

— L'arrivée du gouvernement à Bordeaux est confirmée, me dit-il, mais on ne peut plus téléphoner avec cette ville.

Pierre Laval, par la Préfecture, peut cependant se mettre en rapport avec le Maire de Bordeaux, son ami, Adrien Marquet. Je l'entendis lui dire :

— Oui, parfaitement. Alors, c'est vrai ? c'est épouvantable. Je l'avais bien dit. Tu crois que je dois venir ? Bien. Je vais partir tout de suite alors. A tout à l'heure, mon vieux. Préviens tout le monde.

— C'est exact, dit Pierre Laval en raccrochant l'appareil. Il faut que j'aille là-bas. J'irai avec ma femme parce que dans des circonstances pareilles, j'ai toujours besoin de ses conseils. Mon ami le Sénateur Albert Buisson me conduira. Lazareff, je voudrais bien vous y voir. Soyez gentil de me téléphoner ou de passer me prendre chez Adrien Marquet où je logerai. »

Nous formâmes ainsi une petite caravane. L'auto de Pierre Laval partit la première sur la route. J'emmenais dans ma voiture ma femme et la Comtesse Madeleine de Montgomery. Mes collaborateurs Hervé Mille, Joseph Kessel, Jacques Surmagne et Charles Gombault suivaient par derrière. Il était un peu plus de minuit — car nous dûmes franchir maints barrages — quand nous arrivâmes à Bordeaux, plongé dans l'obscurité, mais noir de monde. Clermont, submergé, était désert à côté de Bordeaux. Là chaque place était devenue une véritable cité de voitures, transformées par leurs propriétaires

en logements individuels. Les gens couchaient dans les antichambres d'hôtel, dans les caves.

Le hasard nous permit de rencontrer notre collaborateur, le Capitaine Philippe Barrès qui, de service toute la nuit, nous donna l'hospitalité dans sa chambre d'hôtel requisitionnée — chambre minuscule, dans un établissement vétuste où nous devions dormir à quatre.

Mais cette nuit-là, moi non plus, je ne devais pas me coucher.

* * *

Je savais que les Ministres délibéraient depuis 10 heures du soir, après s'être réunis de 3 heures à 7 heures 30 l'après-midi. Je me rendis à l'Hôtel Splendide où habitaient Paul Reynaud et la plupart des Ministres et qui s'était rapidement transformé en une sorte de potinière. Une atmosphère fébrile et superficielle y régnait — membres du corps diplomatique, attachés de cabinet, femmes du monde, échangeaient leurs informations dans le hall bourdonnant. C'est là que j'appris, de la bouche même de son principal collaborateur, les circonstances dans lesquelles le Général Charles de Gaulle était parti l'avant-veille pour Londres. Il avait insisté auprès de Paul Reynaud pour qu'on appuie son plan de repli dans le réduit breton. Reynaud lui avait demandé de mettre au point jusque dans les plus minutieux détails les conditions de ce repli et de venir ensuite lui en parler dans son bureau. Charles de Gaulle, plans en main, entra dans le bureau de Paul Rey-

naud. Au moment où il allait commencer à discuter avec le Président du Conseil, une porte s'ouvrit et Hélène de Portes apparut. Sans saluer Charles de Gaulle, elle se précipita sur Paul Reynaud :

— Paul, Paul, dit-elle, il faut que je vous dise quelque chose de très confidentiel.

Charles de Gaulle proposa de sortir, mais Paul Reynaud, d'un geste, le pria de rester. Par discrétion, Charles de Gaulle remonta vers une des hautes fenêtres du château, à l'autre extrémité du bureau et s'abîma dans la contemplation du panorama. Derrière lui, les interlocuteurs parlaient à voix basse mais il devinait la violence des propos échangés. Soudain, il entendit une porte claquer. Il se retourna et s'aperçut que Paul Reynaud et Hélène de Portes quittaient la pièce. Mais Paul Reynaud réouvrit la porte aussitôt et, s'adressant à Charles de Gaulle, interloqué par ce manège, lui dit simplement :

— Ah, cher ami, en ce qui concerne le réduit breton, j'en ai définitivement abandonné l'idée. Le gouvernement se rendra à Bordeaux.

Et Paul Reynaud referma la porte.

Aussitôt le Secrétaire d'Etat à la Guerre comprit. Il prit la décision de repartir pour Londres continuer la mission de coordination dont il était chargé, résolu, là-bas, à faire tous ses efforts pour empêcher la signature d'un armistice dans des conditions qu'il jugeait déshonorantes.

* * *

C'est aussi à l'Hôtel Splendide que Roland de

Margerie conta cet incident significatif du voyage de la caravane ministérielle, de Tours à Bordeaux. La voiture de Paul Reynaud se trouva un moment éloignée des autres automobiles officielles. Des réfugiés qui venaient sûrement de très loin, pauvres hères qui se hâtaient à pied, ballots sur l'épaule, le visage creusé par l'effroi, les privations et les fatigues, passaient à proximité de l'auto présidentielle et reconnurent son occupant.

Reynaud, qui était très abattu, eut un mouvement de tout le corps vers les deux hommes qui l'accompagnaient.

— Pauvres gens, dit-il, en les voyant s'avancer vers lui. Ils vont me reprocher de continuer cette guerre et qui saurait leur en vouloir ? Et que puis-je leur répondre ?

Vieillards, femmes, enfants chassés de leurs logis par l'envahisseur au hasard des grandes routes entourèrent bientôt la voiture. Leurs visages étaient résolus et ils brandissaient leurs bras en avant. Et tout à coup, ils se prirent à crier aux oreilles du chef du gouvernement :

— Jusqu'au bout. Reynaud, jusqu'au bout. Continuez jusqu'au bout. Il faut tenir bon.

Roland de Margerie ajoutait :

— C'est avec stupeur que Paul Reynaud entendit soudain les plus éprouvés, parmi le peuple de France avec lequel il avait si peu de contact direct, soutenir la politique dont il s'était fait le champion et que, depuis quelques jours ou quelques semaines, il avait secrètement abandonnée.

* * *

A minuit et demi, je réussis à joindre Jean Prouvost à l'Hôtel Montré où il avait installé à la fois ses appartements et les bureaux d'une partie de ses services. Il était grave. Il commença d'abord par me faire le résumé de la journée qu'il venait de vivre :

— Toute la matinée et tout le long de l'après-midi, Londres et Bordeaux n'avaient cessé d'être en communication téléphonique. De Londres, Churchill avait fait savoir au Président du Conseil la part que l'Angleterre prenait aux malheurs de la France et lui avait affirmé que l'Angleterre s'engageait, en tout état de cause à ne pas cesser la lutte avant que la France ait retrouvé sa liberté, son intégrité et soit rétablie dans ses droits d'absolue souveraineté. L'Angleterre proposait même de prendre sa part dans le règlement des dommages de guerre français. Mais ce n'est pas ce que souhaitait Paul Reynaud. Il avait encore insisté pour obtenir d'être délié de l'engagement qu'il avait pris au sujet de l'armistice. Winston Churchill répondit qu'il était prêt à prendre sur lui d'accorder cette autorisation, à condition que, durant les pourparlers pour l'armistice, la flotte française entière passe dans les ports anglais.

Charles de Gaulle avait ensuite téléphoné de Londres, suppliant qu'on ne prenne aucune décision avant 5 heures de l'après-midi, heure à laquelle l'Angleterre allait « faire une proposition d'une exceptionnelle importance ».

Cependant les Ministres, réunis à la Préfecture où s'était transporté le Palais de l'Elysée, discutaient

la réponse de M. Roosevelt à la note de Paul Reynaud — réponse pleine de sympathie mais qui fut unanimement jugée comme non satisfaisante parce qu'elle ne contenait point de propositions concrètes et immédiates et qu'elle faisait allusion à une décision ultérieure du Congrès. Plusieurs Ministres rappelèrent à cet effet l'attitude du Sénat américain en 1918 lorsqu'il refusa de ratifier le traité de Versailles.

Durant ce temps, des consultations ininterrompues avaient lieu avec les chefs militaires. Le Général Vuillemin, chef de l'armée aérienne, soutenait entièrement le point de vue de Pétain et de Weygand. *L'Amiral Darlan, par contre, s'était nettement prononcé pour la continuation de la lutte dans l'Empire Français et l'envoi immédiat de tous nos bâtiments de guerre dans nos ports d'Afrique du Nord.*

A 5 heures de l'après-midi, sir Ronald Campbell transmettait à M. Paul Reynaud la fameuse proposition anglaise annoncée par Charles de Gaulle. Il s'agissait de créer immédiatement une union complète de la France et de l'Angleterre, chaque citoyen de France devenant un citoyen d'Angleterre et, réciproquement, chaque citoyen anglais devenant un citoyen français. Une armée commune, à commandement unique, des finances et une économie communes, une législation adaptée aux besoins des deux pays, auraient permis la constitution d'un bloc moral et matériel d'une puissance inégalée, en même temps qu'elle aurait constitué le premier noyau des futurs Etats-Unis d'Europe. La proposition aussitôt trans-

mise au Conseil des Ministres y fut diversement accueillie. Les Ministres déjà décidés à la reddition crièrent au scandale. Jean Prouvost ne cacha pas qu'il avait lui-même dénoncé cette générosité de l'Angleterre comme une manœuvre pour faire de la France un Dominion. Pourtant les Anglais, sur la suggestion de Paul Reynaud de le nommer, lui, Reynaud, Premier Président de cette Fédération, avaient semblé d'accord sur ce point. Une majorité de Ministres l'emportèrent pour repousser la suggestion britannique.

Les consultations recommencèrent. Le Président du Sénat, M. Jeanneney, et le Président de la Chambre, Edouard Herriot, vinrent rendre compte au gouvernement des multiples colloques et réunions qui s'étaient tenus à l'Hôtel de Ville où s'était réfugié le Parlement. Tous les deux insistèrent pour la continuation de la lutte.

Weygand, au cours d'un nouvel exposé, insista, lui, pour qu'on prenne immédiatement la décision de demander l'armistice.

— C'est un soldat vaincu, un soldat déshonoré qui vous parle, dit-il avec un tremblement dans la voix, qui contrastait avec sa volonté de calme habituelle. Je vous demande, pour préserver la France du plus grand des malheurs, de demander à l'ennemi ses conditions alors que nous avons encore dans les mains une monnaie d'échange pour que ses conditions ne soient pas trop dures.

Ce que Weygand appelait « le plus grand malheur », tout le monde savait qu'il s'agissait de la

révolution intérieure.[1] Le Ministre de l'Armement Raoul Dautry fit entendre un pathétique appel :

— Attention, Messieurs, il s'agit, ne l'oubliez pas, de choisir pour la France entre le monde anglo-saxon et le monde germanique.

M. Camille Chautemps jusque-là avait louvoyé entre les deux tendances qui séparaient les membres du Conseil. Mais il avait des conversations de plus en plus fréquentes et longues avec le Maréchal Pétain. Il réussit à convaincre, au cours de conciliabules privés, quelques Ministres qui hésitaient entre la résistance et la soumission, en proposant de faire demander par la Suisse aux Allemands, avant d'engager les pourparlers, quelles seraient *en principe* leurs conditions. Lorsqu'on en vint au vote, les partisans de l'armistice l'emportèrent par 13 voix contre 11.[2]

---

[1] Depuis quelques jours, n'avait-on pas fait courir le bruit que la révolution avait éclaté à Paris et Pétain lui-même n'avait-il pas affirmé en Conseil des Ministres, à Tours, que Thorez avait pris le pouvoir dans la capitale, la veille de l'arrivée des troupes allemandes. Il avait fallu que Mandel téléphone au Préfet de Police Langeron pour apporter un démenti formel à ce bruit.

[2] Cette majorité comprenait, outre le Maréchal Pétain, le Ministre de droite Ybarnegaray (chef des Croix de Feu), tous les nouveaux Ministres « techniciens » rentrés dans le cabinet grâce à l'influence d'Hélène de Portes, Jean Prouvost, Yves Bouthillier, Paul Baudouin, les socialistes André Février et Rivière, les radicaux Chautemps, Chichery et Queuille, les néo-socialistes L.-O. Frossard et Charles Pomaret. La minorité comprenait, avec Paul Reynaud et Georges Mandel, les Ministres de la Défense Nationale Campinchi (Marine — radical-socialiste), Laurent-Eynac (Air — centre), Georges Monnet (Blocus — socialiste), Dautry (Armement — technicien de droite), Louis Rollin (Colonies — droite) ainsi que MM. Julien et Yvon Delbos, qui étaient de gauche, et MM. Louis Marin et Marcel Héraud qui étaient de droite.

— Là-dessus, me dit Jean Prouvost, Paul Reynaud a aussitôt donné sa démission. Pétain est parti dans une chambre attenante à celle du Conseil avec Albert Lebrun et il a formé le nouveau cabinet, celui qui demandera l'armistice. Je n'en serai pas. Pétain avait déjà la liste dans sa poche et je sais qu'il a supprimé le Ministère de l'Information. Il va demander l'armistice tout de suite. »

Jean Prouvost chercha ensuite à se justifier vis-à-vis de nous. Déjà il ébauchait son attitude pour les jours à venir, affirmait que l'Allemagne devait « composer et compter avec la France » et qu'il était d'avis que « d'ici 15 jours, la guerre serait terminée, l'Angleterre ayant cédé à son tour ».

* * *

En quittant Jean Prouvost, écœurés et las, nous nous rendîmes à la Préfecture où se tenait le Ministère de l'Intérieur. Nous apprîmes que Pétain consultait les futurs membres de son gouvernement. Des listes fantaisistes du nouveau cabinet passaient de main en main, contenant les noms de tous les défaitistes et pro-nazis connus. Près de moi, un jeune homme maigre, vêtu d'un trench-coat usagé, essayait de happer au passage quelques informations. Il se retourna vers moi pour me demander :

— Je ne comprends pas. Est-ce que l'armistice est déjà demandé ou pas encore ?

Et je reconnus l'Archiduc Otto de Habsbourg.

Un peu plus tard, la liste définitive du premier Ministère Pétain était publiée. Elle comprenait

notamment le Général Weygand, Ministre de la Défense Nationale, Camille Chautemps, Vice-Président du Conseil, Paul Baudouin, Ministre des Affaires Etrangères, l'Amiral Darlan, Ministre de la Marine militaire et du Commerce. Un peu plus tard encore on apprit que le Maréchal Pétain avait demandé à l'Ambassadeur d'Espagne, M. Lequerica, de transmettre par son gouvernement à Hitler une demande d'armistice et que la même requête avait été adressée au Nonce du Pape, M. Valerio Valeri, en ce qui concerne l'Italie.

* * *

Le lendemain matin, je fus avisé qu'une chambre avait été réquisitionnée pour ma femme et pour moi à l'Hôtel Splendide. En dépit de la gravité de la journée où se consommait la plus grande défaite que la France ait jamais connue à travers son histoire, je trouvais l'Hôtel Splendide dans une joyeuse ébullition mondaine. Les femmes avaient fait des frais de toilette. Les officiers arboraient leurs plus beaux uniformes, les diplomates se confondaient en politesses. On organisait des parties pour le déjeuner et on entendait voler les mots : « Excellence, Monsieur le Ministre, Mon Général, Chère Princesse », dans une atmosphère incroyable faite d'inconscience et d'inconcevable légèreté.

Un confrère anglais m'apprit que Winston Churchill venait de monter dans le train à Londres partant pour Bordeaux sur l'invitation de Paul Reynaud quand il apprit la constitution du nouveau

gouvernement français par une dépêche qu'on lui apporta une minute avant le départ du train. Il descendit précipitamment et regagna le 10 Downing Street. De là il envoya aussitôt un message au Maréchal Pétain pour lui rappeler l'engagement solennel de la France.

Le Général Charles de Gaulle, lui, était déjà arrivé de Londres à Bordeaux en avion, afin d'apporter à Paul Reynaud tous les détails sur le projet d'union franco-anglaise. Paul Reynaud qu'il trouva dans sa chambre de l'Hôtel Splendide le mit au courant en quelques mots du changement de Ministère et des raisons qui l'avaient provoqué. Charles de Gaulle se dispensa alors de tout commentaire, salua militairement, tourna les talons et reprit aussitôt l'avion pour l'Angleterre.

* * *

Un tour dans la ville devait me montrer un autre aspect de cette tragédie. Les consulats d'Espagne, du Portugal et des pays d'Amérique, (surtout celui des Etats-Unis), gardés par la police montée étaient littéralement assiégés par la foule. Parmi la multitude des pauvres hères — souvent réfugiés de pays déjà envahis — on voyait des millionnaires fameux souvent seulement pour le chiffre de leur fortune et qui piétinaient pendant des heures, des jours entiers dans leur désir de mettre à l'abri leur personne ou leur bien. Les Allemands avançaient toujours. On savait qu'ils avaient contourné la Ligne Maginot et que Tours avait été détruit en partie par un sévère

bombardement mais on ne rencontrait personne qui se rendait exactement compte de l'atroce tragédie qui se déroulait. Plusieurs incidents marquèrent pour moi cette journée.

Je vis Hélène de Portes en souliers plats, sans maquillage, le chapeau mal posé au bord de la tête, le visage ravagé par l'insomnie, descendre l'escalier de l'Hôtel Splendide et arriver dans le hall noir de monde, aux côtés de Paul Reynaud. Puis elle leva la tête et cria dans la cage de l'escalier :

— Signoret, Signoret (c'était le nom d'un des chefs de cabinet de Paul Reynaud), apportez-moi mes clefs.

Quelques instants plus tard, on entendit une cavalcade. Quelqu'un courait au premier étage, ouvrant et claquant les portes. Lancé avec violence, un trousseau de clefs tomba sur les dalles du rez-de-chaussée tandis qu'une voix furieuse criait :

— Tenez, les voilà, vos clefs. Mais c'est la dernière fois que je fais quelque chose pour une femme comme vous.

Il y eut un remous parmi ceux qui furent témoins de cette étrange scène. Paul Reynaud avait dû entendre comme les autres. Il ne bougea pas d'un centimètre et tenta de transformer en sourire une crispation involontaire de ses mâchoires. Un diplomate d'Amérique du Sud avait prestement ramassé les clefs et les avait tendues à la Comtesse. Celle-ci n'avait eu aucune réaction. Comme une somnanbule, elle remercia le diplomate et traversa les groupes. Je conversais avec Philippe Barrès. Elle nous aperçut et nous pria de l'accompagner au Ministère des Affaires

Etrangères. Dans l'état où elle était, nous jugeâmes de notre devoir d'accepter. En route elle monologua sans arrêt :

— Vous savez, Paul Reynaud a eu tort de démissionner comme ça. Il fallait qu'il s'en aille pour laisser le Maréchal faire l'armistice. Je sais bien qu'il va revenir, tout est arrangé pour qu'il revienne. Ce n'est qu'un entr'acte, mais enfin, n'est-ce pas, ça aurait pu s'arranger autrement. Ça n'a pas très bien marché. Remarquez que s'il reste un moment éloigné du pouvoir, je préfère ça, pour nous. Nous vivrons calmes et heureux enfin, tous les deux. Nous nous marierons. Nous nous retirerons à la campagne. Mais il y a là France, vous comprenez, la France. Ah, la la ! Quelle histoire ! Il ne faut pas désespérer, mais, enfin...

Dans l'immeuble de la rue Vital-Carles où était installé le Ministère des Affaires Etrangères, la garde refusa le passage à Hélène de Portes.

— Mais je viens tous les jours, hurla-t-elle. Vous ne savez donc pas qui je suis ? Je veux voir M. Baudouin tout de suite.

Ses cris attirèrent un officier qui déclara courtoisement mais fermement que les visiteurs n'étaient pas admis et que les ordres étaient pour tout le monde. Philippe Barrès s'entremit. Le Colonel de Villelune, ancien chef du cabinet militaire de Paul Reynaud, apparut, prit Hélène de Portes à part, lui dit quelques mots à l'oreille et Hélène de Portes revint vers nous, très agitée, en disant :

— Ils me foutent à la porte. Ils me foutent à la porte. Quels salauds ! Il faut pourtant que je voie

Baudouin, vous comprenez. Il est question que Paul Reynaud aille à Washington comme Ambassadeur. Il faut arranger tout ça. Moi, j'ai envoyé mes enfants là-bas au début du mois de mai. Il faut que nous allions les rejoindre. Il y a une belle partie à jouer là-bas.

Ainsi à travers les phrases hachées, les propos semi-incohérents de la favorite, se révélait toute une combinaison mûrement réfléchie, minutieusement mise sur pied et qui nous laissait sans voix et sans réaction.

Quelques instants plus tard, ayant raccompagné la Comtesse à l'Hôtel Splendide, je m'entendis appeler dans la rue. Une grande femme brune me faisait signe. Je m'approchai et je reconnus la Maréchale Pétain, accompagnée de Mme Nadine Thierry, femme de notre Ambassadeur à Bucarest, et fille du Baron Henri de Rothschild.

— Eh ! bien, mon pauvre Lazareff, me dit la Maréchale, vous voyez dans quel pétrin nous sommes ? Le Maréchal que je quitte à l'instant n'a pas perdu confiance. Il voit plus loin que les réalités immédiates et il est certain que ce pays n'est pas perdu, ne peut pas être perdu. J'ai trouvé le Maréchal fatigué, certes, bouleversé aussi par tant d'événements et d'émotions, mais dans une forme étonnante pour son âge. Je viens de Biarritz où je dirige un hôpital et j'y retournerai après avoir installé le Maréchal et quand il n'aura plus besoin de moi. Et vous, Pierre Lazareff, qu'allez-vous faire ?

Je répondis que je m'occupais auprès de mes collègues de la PETITE GIRONDE de faire paraître

une édition de PARIS-SOIR à Bordeaux, car les Allemands avançaient sur Clermont-Ferrand et nous ne voulions pas que notre journal cesse un seul jour d'être publié.

— Vous ne songez pas à quitter la France ? me dit la Maréchale surprise.

— C'était là une idée qui ne m'était pas même venue.

— Je redoute que les gens comme vous aient beaucoup à souffrir. Nadine Thierry non plus ne veut pas quitter la France sans avoir de nouvelles de son mari mais, vous savez, il va y avoir un antisémitisme terrible, même dans la partie du pays que les Allemands n'occuperont pas.

Et la Maréchale m'offrit fort aimablement de m'adresser à elle si j'avais besoin de quelque chose.

Henry Bernstein que je rencontrais ensuite me dit qu'il avait vu Pierre Laval, à l'Hôtel de Ville, qui me cherchait partout et qui avait besoin de me parler. En quête de nouvelles, j'allais rejoindre l'ex-Président du Conseil qui arpentait la cour à grands pas.

— Il faut, me dit-il, que je vous mette au courant de ce qui s'est passé. Pouvons-nous dîner ensemble à 8 h. au « Chapon Fin » ? » (Le Chapon Fin est le meilleur restaurant de Bordeaux où, dans ces jours de deuil, on continuait à refuser du monde et à servir le champagne sur toutes les tables.)

Le soir nous dînâmes à quatre, Pierre Laval, le Sénateur Albert Buisson, Hervé Mille et moi.

— Voici dans quelles circonstances j'ai refusé de faire partie de ce Ministère, nous expliqua Pierre

Laval. Dès mon arrivée ici, j'ai vu le premier l'Ambassadeur Lequerica et j'ai mis sur pied le protocole de la demande d'armistice. J'avais pris sur moi de rendre service à mon pays avant même de pouvoir joindre le Maréchal. Maints contacts précédents me permettaient d'agir ainsi et, au cours de ces conversations antérieures, j'avais acquis la certitude que le nouveau chef du gouvernement m'appellerait aussitôt auprès de lui et ferait de moi son plus proche collaborateur. Dans la nuit, j'ai vu enfin Pétain. Il m'a proposé le Ministère de la Justice. Je lui ai répondu que je ne saurais accepter un autre poste que les Affaires Etrangères. Le Maréchal avait l'air gêné.

« — Ce portefeuille a été dévolu à Baudouin, me dit-il, mais je vais tâcher d'arranger la chose avec lui. »

« Il le fit aussitôt appeler. Baudouin arriva. C'est un arriviste forcené que je n'ai jamais aimé. Il a tout gâché chaque fois qu'il s'est entremis avec les Italiens. Il fut de glace avec moi et il écouta le Maréchal, assis dans un fauteuil, d'un air pincé. Cependant il répondit :

« — Je ferai, Monsieur le Maréchal, ce que vous me demandez si vous croyez que c'est l'intérêt du pays. J'accepte de vous rendre le portefeuille du Ministre des Affaires Etrangères et d'être nommé Ministre d'Etat. »

« Il nous quitta en me faisant un petit salut de la tête. Je développais au Maréchal Pétain mes idées sur la politique étrangère et sur la façon dont il conviendrait pour lui de se faire nommer Chef de l'Etat et d'acquérir tous les pouvoirs constitutionnels. Je

me fis fort d'obtenir du Parlement apeuré qu'il se suicide dans les formes légales. J'en étais là de mon exposé quand on annonça le Général Weygand. Celui-ci que je connais fort peu, prévenu sûrement par Baudouin, entra dans la pièce où nous nous tenions. Il prit le Maréchal à part, remonta avec lui au fond de la pièce et se mit à lui parler à mi-voix. Je n'entendis pas ce qu'il disait mais tout à coup Pétain se retourna vers moi.

« — Pierre Laval, grogna-t-il, le Général Weygand me dit que votre nomination aux Affaires Etrangères semblerait un camouflet à l'Angleterre et que, dans ces conditions, ni lui, Weygand, ni Baudouin ne pourraient faire partie du gouvernement. Donc, il faut que vous acceptiez la Justice. »

« Weygand partit, il insista pour qu'au moins provisoirement, j'entre dans le Ministère par cette petite porte. Je refusai tout net et quittai le Maréchal en lui disant que je rentrais chez moi mais que, bientôt, me ferait appeler. Quelques instants après, Adrien Marquet qui devait faire lui aussi partie du Ministère, apprenant mon attitude, joignait sa démission à la mienne.

« Ce matin, à l'Hôtel de Ville, j'aperçus Sir Ronald Campbell et l'interpellai :

« — Eh ! Monsieur l'Ambassadeur, il paraît que la Grande-Bretagne a jeté l'exclusive contre moi. »

« Sir Ronald Campbell m'a répondu aussitôt :

« — Je vous affirme, Monsieur le Président, que c'est inexact. Nous n'avons jeté d'exclusive contre qui que ce soit et nous n'en avons d'ailleurs ni l'envie ni la puissance ni la possibilité. »

« Je suis sûr que Sir Ronald Campbell disait la vérité. Mais Weygand craint que Pétain, devenu Chef de l'Etat, me désigne comme chef du gouvernement, ce qu'il veut être lui-même, voilà tout. Et Baudouin joue la carte Weygand. »

Déjà les intrigues politiques commençaient dans l'ombre de la défaite. Un peu plus tard, apercevant le reporter américain H. R. Knickerbocker à une table proche, Pierre Laval lui fit signe qu'il désirait lui parler. Comme Pierre Laval ne sait pas un mot d'anglais et que Knickerbocker ne parle pas le français, c'est Hervé Mille et l'ex-député Lillaz qui était venu nous rejoindre au moment du dessert, qui servirent d'interprètes.

— Il faut expliquer aux Américains que nous ne pouvions pas faire autrement que demander cet armistice, déclara Pierre Laval au journaliste. Il faut leur dire que ce n'est pas vrai que la France se battait pour les démocraties. Ou plutôt si, c'est pour « ça » qu'on a voulu qu'elle se batte, mais c'est pour « ça » qu'elle n'a pas voulu marcher. »

Knickerbocker lui répondit :

— J'estime que le seul devoir de la France était de continuer la lutte, n'importe où, n'importe comment. La guerre durera 5 ou 10 ans s'il le faut, mais l'Allemagne sera battue. La défection française va faire le plus mauvais effet dans mon pays.

— D'ici cinq ou dix ans, il n'y aura plus de France, malheureux ! répliqua Pierre Laval.

Et il murmura, comme H. R. Knickerbocker rejoignait ses amis :

— Ah, décidément, je ne m'entendrais jamais avec les Anglo-Saxons.

Je déclarais avec colère à Pierre Laval que je n'étais pas non plus d'accord avec lui.

— Vous n'y comprenez rien. C'est maintenant et maintenant seulement que la France peut avoir une chance de s'en tirer. Ce qu'il aurait fallu, c'est que je préside la Délégation française d'armistice. C'est un sale boulot, mais un bon Auvergnat comme moi a plus d'un tour dans son sac. Ça m'aurait fait tellement plaisir de lui refaire la peau avec le sourire à cet Hitler.

* * *

J'appris en sortant du restaurant que Georges Mandel avait été arrêté au même Chapon Fin à l'heure du déjeuner alors qu'il partageait son repas avec une sociétaire de la Comédie Française, Béatrice Bretty, et un journaliste financier, M. Robert Bollack.

Au lieutenant de la garde mobile qui vient lui demander de le suivre, M. Mandel répondit aussitôt :

— Ce que vous faites est illégal mais je vais avec vous. Seulement, considérez-vous d'ores et déjà comme révoqué que ce soit dans 8 jours, dans 8 mois ou dans 8 ans.

Le Général Buhrer qui commandait les troupes coloniales était appréhendé en même temps que M. Mandel. Les deux arrestations avaient eu lieu sur une lettre anonyme qui accusait les deux hommes d'avoir préparé une insurrection. L'inanité de l'accusation était telle que, le soir même, le Ministre et le

Général étaient relâchés. Pétain faisait appeler Mandel pour s'excuser.

— Monsieur le Maréchal, lui répondit Mandel, je ne me plains pas pour moi-même, mais quand je vois la légèreté avec laquelle cette affaire a été menée, je plains mon pays que vous dirigez.

Il exigea du Maréchal une lettre d'excuses. La première ne l'ayant pas satisfait, il en dicta une seconde à Pétain. Puis il retourna à ses appartements de l'Hôtel Royal Gascogne où il avait convoqué ses amis pour leur raconter l'aventure.

* * *

Jean Prouvost, cette nuit-là, changea complètement de ton et d'attitude. C'est que chacun était persuadé que les Allemands rendraient l'armistice impossible et que la lutte continuerait dans l'Empire. L'avance allemande continuait, et Jean Prouvost proclamait maintenant qu'il ne voulait pas tomber aux mains des « sales boches ».

— Ecoutez, me dit-il, arrangez-vous pour mettre PARIS-SOIR en route ici. Et puis partez ensuite pour Lisbonne. Je vous y rejoindrai dès que je pourrai et, s'il le faut, nous continuerons à faire paraître PARIS-SOIR en Afrique ou aux Etats-Unis.

Il tint le même langage à Philippe Barrès et à Robert de Saint-Jean. Il fit même demander pour lui, sa famille et ses amis, des passeports et des visas par l'intermédiaire de son ex-chef de cabinet, Jean Fayard, le jeune directeur de l'hebdomadaire CANDIDE.

* * *

Le gouvernement Pétain qui s'était réuni pour la première fois le 17 juin se réunit pour la seconde fois après l'annonce officielle de la demande d'armistice à la Radio par le Maréchal Pétain, le 18 juin, à 11 heures. Weygand dit qu'une poche énorme était ouverte au Sud de Reims et que sur tout le front, la pression de l'ennemi devenait telle que l'armée, coupée en morceaux dont quelques-uns continuaient à lutter héroïquement, était susceptible d'être anéantie. Il ajouta :

— Nous avons été bien coupables de tarder à demander l'armistice.

En apprenant que son département, la Haute-Saone, avait été envahi, L.-O. Frossard, Ministre de Reynaud, conservé par Pétain, éclata en sanglots. Pendant la délibération, M. Biddle, qui faisait fonction d'Ambassadeur des Etats-Unis à Bordeaux, puisque M. William Bullitt était resté à Paris, fit parvenir un message du Président Roosevelt qui exprimait le souci que la flotte ne soit pas livrée à l'Allemagne. A l'unanimité, le Conseil décida de ne pas livrer la flotte ainsi que Paul Baudouin l'avait promis dès la veille à l'Ambassadeur d'Angleterre.

Devant le silence allemand, on envisagea la possibilité de transporter le siège du gouvernement en Afrique du Nord.

« Ni le Ministère ni le Parlement ne pouvaient siéger à Bordeaux en pleine indépendance sous la pression de l'ennemi », vinrent dire le Président de la Chambre et du Sénat, après une réunion de parle-

mentaires qui s'était tenue dans une salle d'école primaire.

Le soir, le Président de la République exprima au Maréchal Pétain au cours d'une réunion qui réunissait le Chef de l'Etat et le chef du gouvernement, le Vice-Président du Conseil, M. Alibert, collaborateur immédiat du Maréchal :

— Il faut partir, Messieurs, c'est notre devoir. . .

— Quoi qu'il arrive, répondit Pétain, je resterai.

Et le Président de la République s'écria :

— Triste jour, en vérité, que celui où les Généraux refusent de combattre !

* * *

Partir, ne pas partir ! C'était pour chaque personne qui se trouvait à ce moment-là à Bordeaux un cas de conscience professionnelle. Beaucoup étaient séparés de leurs familles et incapables de communiquer avec elles, les trois-quarts de la France étant envahis car les Allemands avançaient de tous côtés.

Le mercredi matin, l'Ambassadeur d'Espagne fit savoir que le gouvernement du Reich acceptait de recevoir les plénipotentiaires auxquels il communiquerait les conditions de cessation des hostilités. Les plénipotentiaires devaient être munis du pouvoir de refuser ou d'accepter les conditions sans avoir à revenir à Bordeaux. Secrètement, Hitler faisait également connaître qu'il refusait que le Général Weygand fasse partie de cette délégation. Le Conseil des Ministres nomma alors pour la diriger le Général Huntziger, dont l'armée était celle qui avait le mieux

résisté à l'envahisseur et, toujours par l'intermédiaire de M. Lequerica, on priait Hitler d'arrêter la marche des armées allemandes en direction de Bordeaux durant les négociations.

Le soir de ce même jour, à l'Hôtel Montré où j'étais allé voir Jean Prouvost, je rencontrais deux Ministres anglais, dépêchés par Londres au Maréchal Pétain pour régler la question de la cession de la flotte. C'était lord Lloyd, Ministre des Colonies, ancien gouverneur de Bombay, grand ami de la France, maigre et brun, et lord Alexander, premier Lord de l'Amirauté, un travailliste, grand et blond.

Le Maréchal leur avait promis que la flotte ne serait pas livrée aux Allemands mais en ce qui concerne la possibilité d'un départ éventuel du gouvernement pour l'Afrique, aucune décision ne serait prise avant le lendemain.

Paul Reynaud que j'avais rencontré dans la journée m'avait dit qu'il avait donné, lui, le conseil que la flotte parte pour les Etats-Unis et qu'il avait été stupéfait du changement d'attitude de l'Amiral Darlan.

— En 48 heures, il est passé du désir de résister à tout prix à une espèce de désir de maquignonner les conditions d'armistice à l'aide de la flotte. Il ne m'a rien dit qui vaille.

Vers minuit, les sirènes hurlèrent. Il y avait une alerte. J'entendis des détonations et on sut bientôt qu'il y avait des morts et des blessés en grand nombre. La fin de l'alerte sonna vers 8 heures du matin seulement.

A 8 h. 30, les Ministres se réunirent une fois de

plus et décidèrent que les Allemands n'ayant pas arrêté leur marche, le gouvernement se rendrait à Perpignan. Par mon ami Charles Pomaret, Ministre de l'Intérieur, j'appris qu'un bateau, le MASSILIA, conduirait en Afrique du Nord les parlementaires qui désiraient s'y rendre immédiatement et qu'entre autres, Daladier, Mandel et Campinchi s'étaient fait inscrire pour ce départ.

Sur tous les navires disponibles, les Anglais entassaient leurs ressortissants et embarquaient en même temps les personnalités amies qui, à leur avis, couraient les plus graves dangers en cas d'arrivée des troupes nazies. Les avions allemands bombardaient ces bateaux sans répit et avaient réussi à en couler un et à en toucher plusieurs autres.

* * *

Je m'étais souvenu que le gouvernement portugais nous avait invités, ma femme et moi, à assister aux fêtes commémoratives de la fondation et de l'indépendance du Portugal. Grâce à cela, nous pûmes obtenir facilement nos passeports et nos visas. Dans notre dernière entrevue, Jean Prouvost s'exprima très sévèrement sur le compte de ceux qui, pris de panique, voulaient « tout céder à l'Allemagne et oubliaient complètement la France ». A nouveau, il me demanda d'entrer en communication avec lui dès mon arrivée à Lisbonne « car nous ne tarderions pas à être à nouveau réunis ».

En arrivant le soir à Saint-Jean-de-Luz, les amis qui m'accueillirent m'annoncèrent :

— Ah ! vous savez, votre patron est de nouveau Ministre. Nous venons d'entendre ça à la T.S.F. Le Maréchal Pétain l'a nommé Haut Commissaire de l'Information.

Je restai stupéfait et tentai en vain de l'obtenir au téléphone. Je continuai mon chemin jusqu'à Hendaye. La frontière était embouteillée par tous ceux qui fuyaient les nazis. J'avais franchi tous les barrages policiers quand, à l'entrée du pont même qui sépare la France et l'Espagne, un capitaine de gendarmerie me pria de rebrousser chemin et de retourner au Bureau Militaire où on m'avait déjà tamponné mon passeport. Je fus reçu par un capitaine qui déclara que je ne pouvais pas sortir sans ordre de mission.

Je priai un de mes amis remontant à Bordeaux de prévenir Jean Prouvost et je trouvai à me loger dans un hôtel de Hendaye, attendant les instructions du Haut Commissaire. Quelques heures passèrent. Pendant le dîner, on m'appela au téléphone. Le Commissaire spécial de la frontière nous avertissait qu'un ordre de mission me concernant venait de lui parvenir et que je pouvais sortir quand bon me semblait. Je franchis la frontière le lendemain matin.

Arrivé à San-Sebastien, quelques heures plus tard, j'appris en même temps que Jean Prouvost avait prononcé un discours violemment antianglais et que PARIS-SOIR, le premier dans la Presse, commençait la campagne antisémite.

EPILOGUE

J'atteignis — non sans nouvelles difficultés — le Portugal, dans les derniers jours de juin. Et c'est au Portugal, dans la petite ville de Guarda, perdue dans les montagnes, que j'entendis la Voix que la France attendait. Sur la petite place de cette minuscule cité médiévale, un coiffeur avait installé un haut-parleur et l'avait branché sur la B.B.C. de Londres. Je passais par là au moment où le Général de Gaulle répétait sa phrase célèbre : « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre. »

Cette phrase, qui m'atteignit à Guarda, Portugal, d'autres Français la captèrent à Sydney, à Brazzaville, à New-York, à Pondichéry, à Dakar... D'autres Français l'entendirent à Strasbourg, à Marseille, à Paris, entre deux litanies du vieillard ambitieux qui offrait son pays au vainqueur pour le rachat de ses fautes passées.

A cette époque, la plupart des Français pensaient, découragés : « On nous avait dit que la France se retrouve toujours au pire moment. Le pire moment est arrivé et la France s'est perdue. » Ou encore : « On nous avait assuré qu'il faudrait un miracle pour sauver la France, mais qu'il y aurait un miracle. Ce miracle ne s'est pas accompli. »

Et voici qu'à la voix de Charles de Gaulle la France se retrouve. Et voici que le miracle a lieu.

Ce miracle, ce n'est pas seulement le rassemble-

ment des premières bonnes volontés à Londres, la Phalange de l'Honneur qui se groupe pour continuer le combat auprès de l'allié britannique. Le miracle parfois reste plus longtemps invisible aux yeux les plus amicaux.

Il faudra un an encore et que la Russie soit envahie pour qu'on s'aperçoive que le parti communiste français a passé cette année-là — où on le croyait si amical pour l'ennemi — à préparer ses cadres et ses armes pour la lutte clandestine. Il faudra plus de deux ans, et que les Alliés débarquent en Algérie et au Maroc, pour que l'armée française d'Afrique du Nord déterre le matériel de guerre qu'elle a soigneusement dissimulé aux investigations des commissions d'armistice et se dresse contre les soldats de Rommel et de Von Arnim. Il faudra plus de deux ans aussi et que la France soit entièrement occupée par le Boche pour que l'Armée dite « d'Armistice » se révèle, dans le maquis, une redoutable organisation de résistance et de guérilla.

Peu à peu, l'ennemi se rend compte que cette France qu'il avait cru battue, domptée, soumise, il se heurte à elle partout et que partout elle déjoue ses desseins.

Sur tous les champs de bataille d'Afrique et de Proche-Orient, en Corse, en Sicile, en Italie, dans le ciel de l'Europe et sur les sept mers, la France est présente et ardente au combat. Elle fournit aux Alliés ses bases et ses matières premières d'outremer. Elle agrippe sans arrêt, en France même, la machine de guerre hitlérienne.

Non, l'ennemi ne comprend plus... Cette France

affaiblie et divisée avec tant de machiavélisme, elle est aujourd'hui plus forte que jamais, plus unie que jamais. Des communistes aux monarchistes, de Gabriel Péri à Estienne D'Orves, des ouvriers aux industriels, des instituteurs aux prêtres, tous les Français affrontent volontairement la torture et la mort pour accomplir leur devoir patriotique.

En moins de trois ans, la France a repris son vrai visage. Une minuscule poignée de traîtres — et quel pays n'en a pas ! il suffit de circonstances adéquates pour qu'ils se révèlent — n'a pas réussi à retarder le foudroyant réveil.

Des poèmes et des chants sont nés du nouveau martyre du pays. De nouveaux héros ont inscrit leur nom dans l'Histoire aux côtés des noms de nouvelles victoires.

Le monde, obscurci un moment par ce qu'il croyait l'éclipse de la France, en reçoit à nouveau l'éblouissante lumière. Il appartient désormais au monde de ne pas la laisser s'éteindre. Car ce n'est pas seulement à cause de ses propres erreurs et de ses propres faiblesses que la France — avant-garde Atlantique — fut une des plus grandes victimes de cette guerre.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

		Page
CHAPITRE	I — Mort de l'Autriche.....	9
CHAPITRE	II — « Durs » et « Mous ».....	29
CHAPITRE	III — Le chemin de Munich (Notes de mon carnet).....	47
CHAPITRE	IV — « Pendant l'entr'acte ».....	73
CHAPITRE	V — Cherchez la femme.....	99
CHAPITRE	VI — Satan conduit le bal.....	121
CHAPITRE	VII — Les derniers instants de la paix..	141
CHAPITRE	VIII — La guerre qui n'ose pas dire son nom (Notes dans mon carnet)..	169
CHAPITRE	IX — Les chutes de Daladier (Notes sur mon carnet).....	193
CHAPITRE	X — Quand éclata la « Blitzkrieg »..	217
CHAPITRE	XI — Images de la Blitzkrieg.....	243
CHAPITRE	XII — Le chemin de la défaite (Images de la Blitzkrieg — suite).....	267
CHAPITRE	XIII — Au bord de l'abîme (Images de la Blitzkrieg — suite)	287
CHAPITRE	XIV — La chute (15-19 juin 1941)....	311
ÉPILOGUE	.....	351